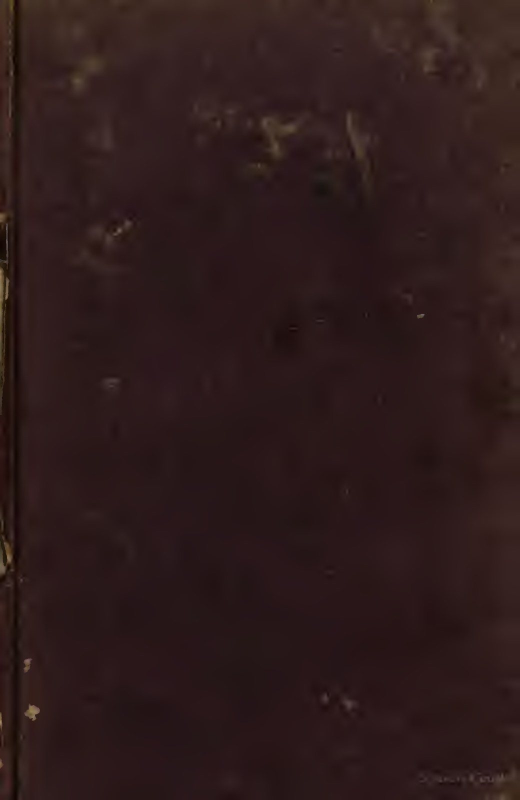
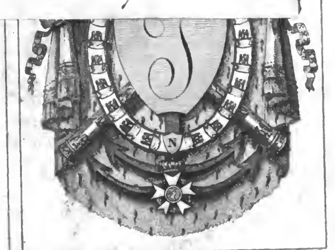
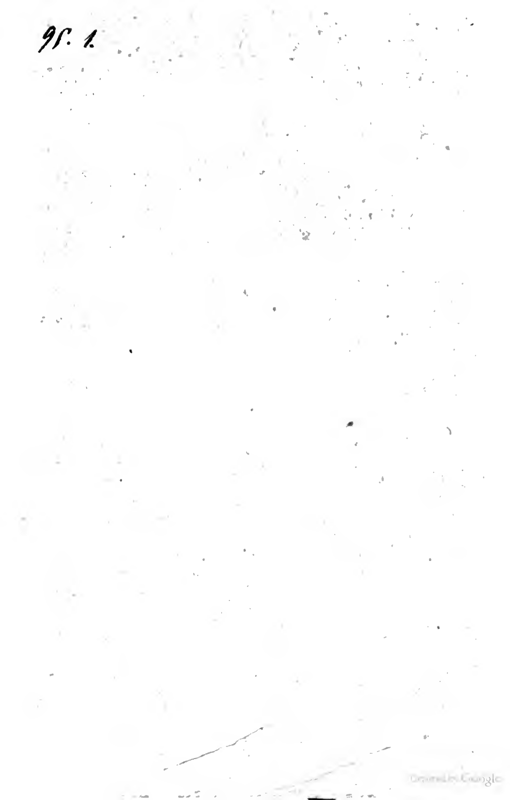





N



LES ANGLAIS

AU XIXe SIÈCLE.

On trouve chez les mêmes libraires :

Les Vies des hommes illustres d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande; contenant l'histoire publique et secrète des Ministres, Guerriers, Navigateurs, hommes d'Etat et d'Eglises, Citoyens, Philosophes, Poètes, Historiens et Artistes, depuis le règne de Henri VIII jusqu'à nos jours.

Nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée de la vie de William Pitt, comte de Chatham; d'un Précis historique sur la vie et le caractère politique de William Pitt, ministre actuel, et de Charles Fox, membre de la Chambre des communes. 12 vol. in-8°. d'environ 300 pag. chacun, très-bien imprimés, 42 fr. pour Paris, et 48 fr., franc de port.

LES ANGLAIS

AU XIXe SIÈCLE.

Discite justitiam moniti.....

AENEID.

Par M. B. BARÈRE.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CHARLES,

RUE DE SEINE, N°. 38.

An XIII. — 1804.



LES ANGLAIS

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

INTRODUCTION.

Lorsque la *paix des Nations* est arbitrairement troublée, lorsque les calamités d'une nouvelle guerre sont impunément déversées sur l'Europe, lorsque les traités les plus solennels sont ouvertement violés par une puissance naturellement agressive, politiquement usurpatrice, constamment injuste, les esprits sages et éclairés doivent examiner quels peuvent être les motifs, les moyens, les résultats d'une telle violation du droit des gens. Ils doivent rechercher les causes secrètes ou publiques, politiques ou militaires, qui peuvent motiver et diriger l'orgueilleuse ambition de cette puissance turbulente, pour qui l'Europe n'est tour-à-tour qu'une ferme ou un champ de bataille, et qui considère le monde comme un patrimoine, ou le traite comme une Colonie.

L'œil des nations est ouvert sur la guerre actuelle : l'on ne peut point oublier en Europe que l'usurpation de *Malte* a les mêmes caractères d'hypocrisie, de violence et d'ambition, que l'usurpation de *Gibraltar*.

En vain les orateurs de Westminster et les ministres de St.-James chercheront à décrier la France : tandis qu'elle combat seule pour les intérêts de l'Europe entière, ces ministres et ces orateurs ne se battent que pour augmenter la tyrannie et les richesses britanniques.

Depuis le cabinet de Saint-James porte tour-à-tour, contre les divers Gouvernemens qui opposent une forte barrière à l'usurpation anglaise en Europe, l'accusation banale de *monarchie universelle*, tandis que ce cabinet réalise chaque année cet insensé et funeste projet de *souveraineté universelle et exclusive* sur le commerce, l'industrie, la marine et la politique du monde ; mais l'illusion est passée en Europe : le gouvernement anglais est partout regardé comme l'ennemi et le fléau le plus dangereux.

Encore quelque temps, et ce *tyran des mers* tombera au rang inférieur que la nature et la politique lui ont assigné. Un des moyens le plus propre à faire rentrer dans ses limites la puissance anglaise, est de ne rien dissimuler sur ses forfaits politiques, sur sa situation actuelle, sur les abus de sa puissance maritime, sur les méprises et les iniquités de son ministère, sur la tyrannie et l'intolérance de son système commercial et industriel.

Il est un terme à sa domination, Si ce terme ne se trouvait dans sa population, il se trouverait dans les abus de sa puissance et dans le réveil de l'Europe. Il suffirait du courage de nos armées et de l'activité généreuse du gouvernement français, pour poser ce terme nécessaire au repos et au bonheur des nations.



La violation impie du traité d'Amiens a dû dessiller tous les yeux et indigner tous les courages.

Le projet infâme d'incendier encore de guerres civiles l'Ouest de la France, doit soulever contre l'Angleterre tout ce qu'il y a d'ames généreuses et amies de la paix et de l'humanité.

J'examinerai l'Angleterre sous les divers rapports de puissance territoriale, commerciale, coloniale et politique. Ce qui concerne *sa puissance maritime exclusive* sera traité de manière à dévoiler le gouvernement anglais aux yeux de l'Europe qu'il opprime.

J'aurais souvent occasion de développer les véritables intérêts du Continent, et de mettre au jour le système de mauvaise foi, d'orgueil et d'envahissement universel, dont ce gouvernement ne s'est jamais départi depuis plus d'un siècle.

Le tableau de la *Statistique* de l'Angleterre se trouvera discuté; le parallèle de ses maximes avec celles de *Carthage* sera établi; la comparaison de son système industriel et prohibitif sera développée; les droits maritimes des nations seront vengés; les crimes du gouvernement britannique, dans les quatre parties du monde, seront dénoncés à l'inexorable avenir, jusqu'à ce que la plus généreuse des nations contemporaines les ait punis.

En discutant les véritables intérêts de l'Europe continentale, relativement à l'Angleterre, à la funeste influence qu'exerce la puissance maritime exclusive sur tous les autres gouvernemens, je rechercherai les causes de son élévation, de sa prospérité et de sa décadence. Le principe de cette puissance colos-

sale est encore moins dans l'*Acte de Navigation* de Cromwel et dans un système suivi de politique artificieuse, que dans l'aveuglement de l'Europe, dans l'inattention des peuples et le défaut d'harmonie entre les puissances continentales.

Cet Ouvrage sera donc à la fois un *dépôt varié* de pièces historiques concernant l'origine. les progrès et les résultats de la puissance anglaise ; un *examen politique* de son système de gouvernement, de finances, de commerce et de colonisation ; un *jugement sévère* de ses maximes d'état, de sa diplomatie et de sa conduite politique.

Les *politiques* y verront les mesures que chaque gouvernement croit devoir prendre pour l'intérêt du commerce ou pour les droits de sa neutralité.

Les *amis de la France* y liront les nombreux motifs qui font de la guerre actuelle une croisade sainte contre les violateurs des traités, les monopoleurs du commerce et les tyrans des mers.

Les *commerçans* et les *manufacturiers* seront convaincus que l'Angleterre, à qui notre industrie renaissante faisait ombrage, ne s'est hâtée de nous déclarer la guerre que pour suspendre ou anéantir nos grands moyens d'industrie, de fabrication et de commerce.

L'*armée française* y verra gravée en traits énergiques la glorieuse nécessité d'aller frapper le gouvernement anglais dans Londres même, et de soumettre enfin la Grande-Bretagne à la loi générale des nations.

Les nouvelles les plus importantes de l'armée d'expédition contre l'Angleterre y seront consignées. C'est l'histoire des libérateurs du monde.

Ce sont surtout ces armées toujours courageuses, toujonrs héroïques, qui me fourniront les plus belles pages de cet ouvrage. La haute entreprise qu'elles sont chargées d'exécuter avec gloire, intéresse tous les gouvernemens justes et réguliers, tons les peuples civilisés et industrieux, tous les amis de l'ordre, de la paix et du travail, seule base de la richesse des nations. C'est des intérêts généraux du commerce qu'il faut s'occuper : le commerce a civilisé les nations; il est devenu l'élément nécessaire des gouvernemens modernes.

Je tracerai sans ménagement, sans exagération, comme sans licence, les projets et les crimes de cette puissance que sa politique a rendue comme étrangère aux mœurs et aux intérêts de l'Europe. C'est servir le genre humain, que de tracer avec une fidélité énergique la physionomie de cette nation, triste et ambitieuse, orgueilleuse et avare; c'est défendre toutes les nations civilisées que de dévoiler ce gouvernement perturbateur et exclusif.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ÉTAT POLITIQUE ACTUEL DE L'EUROPE (1).

La paix ouvrait le dix-neuvième siècle. Le *Traité d'Amiens*, fruit tardif de tant de bouleversemens, de sacrifices et de combats, venait d'être arraché à la conspiratrice Angleterre par la France victorieuse. Le monde respirait de dix années de guerre. La cour de St.-James avait stationné son ambition, en posant toutefois dans les deux hémisphères ses mains de fer sur *Ceylan* et la *Trinité*.

Ce siècle allait devenir celui du commerce, lorsque tout-à-coup la Méditerranée est esclave par le refus, dès long-temps médité, de restituer Malthe à son antique indépendance, et de maintenir la foi des traités.

Les préparatifs hostiles les plus dispendieux s'organisent subitement dans les ports britanniques, sur des allégations mensongères et d'après des messages imposteurs. On eût dit que l'Europe était menacée d'une invasion soudaine et d'un nouveau déluge de barbares.... Les Anglais seuls menaçaient l'Europe.

Elle se réveille, au bruit du canon tiré par les Anglais sur toutes les mers, avant que leur ambassadeur fût sorti du territoire français. Dès-lors le

(1) Septembre 1803.

commerce national, qui, sur la foi des traités, venait d'approvisionner les deux Indes, s'effraye, à chaque instant, du calcul toujours croissant de ses pertes sur la mer; et, selon les usages britanniques, ces brigandages s'exercent impunément, avant même qu'il y ait une déclaration de guerre.

Ainsi donc, l'Angleterre qui pouvait devenir le marché général, par le perfectionnement du système colonial, et des arts de la paix, a préféré d'être l'arsenal universel par l'injustice des pirateries, et par les violences de la guerre : tant la prospérité des autres nations lui est odieuse!

Quels en ont été les premiers résultats?

Le *Hanovre* est occupé par les Français comme patrimoine du roi de la Grande-Bretagne, comme pays tout prêt à approvisionner l'armée anglaise d'hommes et d'instrumens de guerre, comme ôtage de la paix de l'Europe, gage des traités, et caution de la restitution de Malthe à ses anciens possesseurs.

Tandis que le *Weser* et l'*Elbe* demeurent, par ordre exprès du gouvernement français, ouverts à toutes les nations maritimes, excepté à celle qui s'est déclarée violatrice des traités, le gouvernement anglais, qui ne connaît, ni principes, ni justice, ni neutralité, ferme hermétiquement les deux fleuves au commerce général, et travaille ainsi à aigrir les plaies encore saignantes du commerce européen, afin de l'incendier de nouveau par des dissentions politiques et par les calamités de la guerre.

Le Midi de l'Europe voit ses mers couvertes d'escadres britanniques qui insultent à son commerce, arrêtent ses bâtimens, et pressent ses matelots, tandis

que la sourde politique de St.-James cherche à diviser ses gouvernemens, à égarer leurs conseils, à irriter leur puissance, à atténuer leurs moyens défensifs, et à leur imposer la haine ou la neutralité contre la France, en menaçant leurs pays : comme si le repos ou le trouble des nations continentales devaient dépendre uniquement de la turbulence et des passions d'une nation maritime.

Quel étrange spectacle! le grand intérêt de l'Europe paraît soumis à la domination d'une seule puissance; et cette puissance dominatrice est hors du continent par la nature, hors du droit des gens par sa politique exclusive, et hors de la loi des nations par la violation des traités.

Quelle intervertion de rôles! La nation accoutumée à la victoire est provoquée; la nation qui ne peut périr que par la guerre en prend la dangereuse initiative. Le vainqueur continental se voit forcé de rompre la paix qu'il invoque même en reprenant les armes: le marchand insulaire se plaît à appeler la guerre qui doit dévorer ses coupables richesses et limiter son ambition mercantile.

Quelle étonnante situation des esprits! Tandis que des rivages opposés se couvrent de vaisseaux de ligne et de troupes qui n'attendent que le signal des combats, les puissances continentales semblent se borner au rôle de simples spectateurs. Au milieu de la lutte sanglante et décisive qui se prépare contre la puissance maritime qui viole les traités, compromet la sûreté commune, absorbe tout le commerce et ferme la mer à son gré, l'Europe est silencieuse.

Ce n'est pas sans doute que les puissances du Nord

et

et du Midi se dissimulent qu'nne guerre déclarée par l'Angleterre à une nation européenne quelconque, est un mal général. Ce n'est pas qu'elles soient attachées au soutien d'un gouvernement exclusif qui a fondé sa richesse sur lenr ruine industrielle et navale, sa domination sur la perte de leurs colonies et de leur commerce, sa diplomatie sur la corruption de leur pouvoir et sur l'aveuglement de leur politique : ce ne pent point être la pensée de l'Europe éclairée par un long siècle de guerres maritimes et d'expériences politiques; ce ne peut pas être le dessein du continent, dont l'intérêt réel est dans l'indépendance de chaque état, dans la prospérité de tous, dans la liberté absolue des mers et du commerce, dans l'affranchissement de toutes les industries générales et particulières.

On dira que chaque puissance a aussi sa situation politique, ses intérêts propres, ses besoins locaux à consulter au milieu des affaires générales, que chaque gouvernement a son système de repos; d'action, de neutralité et d'équilibre partiel. Mais n'y a-t-il pas un besoin universel plus pressant à satisfaire ? N'y a-t-il pas des dangers plus grands à éviter pour la république générale de l'Europe ?

Dans le midi, *la Turquie*, dont la France vient naguère de stipuler solennellement l'intégrité de ses immenses prosessions, peut-elle se dissimuler plus longtemps que depuis l'envahissement de l'île de Malte, les Dardanelles sont asservies; la mer Noire est fermée à toutes les concessions commerciales que la Porte a consenties, et que l'Angleterre ne s'est insolemment placée sur ce stérile rocher, que pour être à

portée de recueillir, ou plutôt de s'emparer des débris européens et africains de la puissance ottomane, qu'elle ne cesse de sapper sourdement, en affectant ostensiblement de la soutenir?

L'Italie, à qui la nature, la politique, l'histoire et le génie de ses habitans ont assigné une grande part de la puissance maritime et du commerce du monde, peut-elle voir, sans une indignation profonde, ses mers, supérienre et inférieure, entièrement occupées par les forbans et les escadres de l'Angleterre; tandis que des neutralités apparentes et des conjurations intérieures, soldées par l'or de Londres, augmentent les maux, les erreurs et l'imprévoyance de quelques gouvernemens de ces belles contrées, que le ministère anglais ne cesse d'investir, d'égarer, de séduire, en attendant qu'il puisse les anéantir ou les dépouiller.

Le Portugal, qui, sous le nom *Lusitanie*, ouvrit, dès le 15e siècle, le monde au commerce, et remplit la terre de la célébrité de son nom et de ses découvertes, sera-t-il toujours réduit à la triste nécessité de lutter contre la colonisation anglaise et contre le despotisme maritime du roi de la Grande-Bretagne?

L'Espagne, dont le génie ambitieux de *Chatam* légua les opulentes colonies à l'avarice anglaise, doit lire dans ce testament politique ses dangers constans et ses besoins réels. La France est là, qui, seule en Europe, défend le Mexique et le Pérou dans le canal de la Manche. L'instinct de sa propre conservation ne doit-il pas suffire seul à la puissance espagnole, pour qu'elle ne soit jamais dépendante de la politique anglaise, et pour l'engager à remplir les salu-

taires obligations que son alliance lui impose envers l'empire français ?

Si de-là nous jetons les yeux sur le Nord, nous voyons un intérêt aussi général, aussi vif, aussi pressant de comprimer ce gouvernement envahisseur, qui règne despotiquement sur toutes les mers, et colonise commercialement tous les continens.

La Hollande doit, par la nature de sa position et de ses besoins de défense, faire partie du système fédératif et militaire de la France, qui, seule, lui a fait rendre ses colonies envahies par l'Angleterre, et qui, seule, peut lui conserver son existence politique et commerciale en Europe, ainsi que son système colonial et maritime dans l'Inde.

Le Danemarck, au milieu des intrigues que le cabinet de St-James fait jouer sur le continent, avec plus de force encore quand il est menacé, ne peut oublier que la marine anglaise s'empare à son gré du passage du Sund, et bombarde impitoyablement les capitales et les ports qui seraient tentés de lui disputer l'absolue jouissance de la Baltique. Mais l'honorable souvenir *de la journée du 2 avril* ne préservera-t-il pas toujours la puissance danoise de l'hypocrite amitié de la Grande-Bretagne ? La France, s'armant généreusement seule pour la liberté du commerce et des mers, ne doit-elle pas rapprocher *Copenhague* de *Paris* bien plus que de *Londres.*

La Suède, dont les intérêts modernes paraissent tournés davantage vers la Livonie que vers l'occident de l'Europe; la Suède éloignée, autant par le territoire que par une foule de circonstances, de la France, son ancienne alliée, n'a-t-elle pas intérêt à ne se

mêler en rien des affaires du midi de l'Europe, si ce n'est de la liberté maritime et commerciale ? Sous ce grand rapport, les vœux de Stockolm doivent se mêler aux volontés énergiques de la puissance continentale qui consacre ses travaux, ses efforts et ses moyens militaires pour donner enfin de justes limites au despotisme trop long-temps et trop impunément exercé sur les mers.

La Prusse, qui, la première, eut la sagesse de se retirer de la coalition anglaise, a préféré, quoique toute militaire, de conserver le beau caractère de pacificatrice. Contente d'augmenter son influence dans la Germanie et son commerce dans la Baltique, elle stipule sans cesse pour l'honorable et féconde paix nécessaire à l'Europe, ainsi que pour l'indépendance du commerce général.

L'Autriche, satisfaite d'avoir amélioré ses limites, et de n'avoir plus de points de contact avec le sol français, n'oublie pas sans doute la défection *officielle* (1) des Anglais lors de ses succès dans la Belgique, et le lâche abandon qu'ils firent de la cour de Vienne lors du traité séparé de Lunéville. Elle a encore sous les yeux le tableau des calculs usuraires des divers emprunts faits à l'Angleterre pendant la guerre passée. Devenue puissance maritime, elle vient de proclamer sa neutralité absolue dans l'Adriatique, dont ses derniers traités avec la France lui ont assuré le commerce et la navigation.

---

(1) On lira dans les chapitres suivans les faits authentiques qui prouveront aux puissances de l'Europe jusqu'à quel point elles doivent compter sur l'alliance et les secours de l'Angleterre.

Enfin *la Russie*, que le génie civilisateur de Pierre Ier, que l'administration éclairée de Catherine II, et la sagesse prématurée d'Alexandre Ier appellent à de grandes destinées, donne à son heureuse influence une direction modérée et médiatrice, un caractère prudent et observateur, parce qu'elle sent bien que la *puissance maritime exclusive* blesse également tous les intérêts, tous les droits, toutes les industries. Sa politique, occupée d'adoucir, par des exemples hardis, mais généreux, les rigueurs de l'esclavage féodal, dirigeant les progrès rapides de sa civilisation et de son agriculture par le sage emploi des lumières et des arts, ainsi que par les secours gradués de l'instruction publique, a besoin de la durée de la paix continentale, pour semer avec fruit tant de bienfaits politiques dans ses vastes domaines. Maîtresse exclusive des matières premières du commerce, et surtout des constructions navales, assise commercialement sur la Baltique, étendant sa domination depuis les bords de la mer Noire jusqu'aux rivages de la mer Glaciale, pouvant, par ses canaux et par ses fleuves réunis, insulariser, pour ainsi dire, l'Europe, la *Russie* a plus d'intérêt que tout autre gouvernement continental à réclamer sa grande part de la puissance maritime; et, dans un tel état de choses, ne doit-elle pas naturellement plus attendre du *gouvernement français* qui ne veut et ne peut être puissant que pour l'indépendance de tous les états et du commerce de toutes les nations maritimes ou littorales de l'Europe, que du *gouvernement anglais* qui n'acquiert et ne veut de puissance, de richesses, d'influence, d'industrie, de colonies, de

commerce et de navigation, *que pour lui seul?*

Tel est en ce moment l'esquisse de l'Europe. Il sera complet, si je montre dans le fond de ce tableau le gouvernement barbare de cette Angleterre ambitieuse, corrompant la morale publique par la facile violation des traités; exterminant le commerce général par ses pirateries exercées avant la guerre sur toutes les mers; effrayant l'humanité par les secours d'armes et de munitions secrètement accordés, *pendant la paix*, aux destructeurs intérieurs de St-Domingue; ameutant les puissances du continent pour que le feu des guerres civiles ne puisse s'éteindre dans les contrées helvétiques; cherchant à tromper la Hollande sur ses véritables intérêts, tantôt par des promesses, tantôt par des menaces; bloquant à la fois ses ports et s'emparant de ses vaisseaux comme de ses colonies; cachant derrière un grand appareil d'hostilités en Europe, les crimes permanens de son ambition progressive dans l'Inde; déguisant sous une simple protection accordée aux beys son projet d'usurpation et de stérilisation future de l'Egypte; soulevant et subsidant tour-à-tour les puissances barbaresques contre le commerce et la population de toutes les nations méridionales; s'emparant de Malte, pour fermer la Méditerranée, et flattant Naples pour le dépouiller de la Sicile; faisant publier par ses écrivains qu'elle seule fait le commerce du monde par ses vaisseaux, ses colonies, ses compagnies et ses banques; affichant, avec un orgueil menaçant, que l'Angleterre seule, depuis les mines de la Carinthie, jusqu'aux manufactures du Bengale, exploite, commerce, nourrit et vivifie tout par son

industrie, ses capitaux et ses banques. . . . .

Rois et ministres, gouvernemens et peuples de l'Europe, mesurez maintenant la profondeur de cet abîme, creusé par l'ambition britannique pour engloutir ou arrêter toutes les prospérités du monde; et jugez du service éminent que la France va lui rendre!

CHAPITRE II.

POLICE DU GOUVERNEMENT ANGLAIS.

Comme le sort de l'Angleterre est changé par la guerre actuelle! Il n'y a que deux années qu'elle se félicitait des mécontens qui allaient du continent chez elle, chercher une retraite et des humiliations; aujourd'hui elle est mécontente des Européens qui, depuis la paix, étaient allés commercer avec elle, et les fait transporter à ses frais sur le continent. Il n'y a que deux années, elle menaçait toutes les puissances alliées des Français; aujourd'hui, c'est l'Angleterre qui est menacée et qui tremble pour sa propre sûreté. Qui a produit ce grand changement? La rupture de la paix, la violation des traités. Une proclamation du roi d'Angleterre, sous la date du 31 août dernier, ordonne à tous les étrangers originaires de France et des pays avec lesquels le roi est en guerre, et qui sont en Angleterre depuis

le 1er octobre 1801, de quitter la Grande-Bretagne. Ceux qui habitent Londres et ses environs, ont dû s'embarquer le 13 septembre; et ceux qui sont dans l'intérieur, avant le 20 *de ce mois*. On dirait que sa majesté britannique craint que les vents de l'équinoxe ne portent une armée française sur les bords de la Tamise. Les étrangers réfractaires à cet ordre émané du *conseil privé*, seront renfermés jusqu'à leur transportation sur le continent. Aucune caution, ni réelle, ni personnelle, ne sera reçue. Ceux qui rentreraient en Angleterre pendant le cours de la guerre, seront bannis à perpétuité. Il n'y a d'exception à ces *dispositions* de *transportation* sur le continent, que pour les étrangers naturalisés, pour ceux qui sont au service d'habitans anglais, et pour ceux qui ont reçu une permission particulière du secrétaire d'état.

CHAPITRE III.

DE LA DESCENTE.

Les Anglais n'ont jamais su ni pu résister à une descente faite chez eux : tour-à-tour les Romains, les Saxons, les Danois, les Normands les ont subjugués en se présentant, et les Anglais étaient alors forts et terribles comme des *barbares*. Aujourd'hui

les Français à qui rien n'a résisté dans les dix dernières années de guerre, les Français naturellement guerriers et audacieux, n'ont qu'à se présenter sur leurs rivages; les Anglais sont efféminés et corrompus, comme le furent toujours les maîtres de l'or et du commerce du monde.

L'Angleterre a si fortement la conscience de sa corruption et de sa faiblesse intérieure, qu'elle n'a pas cessé, depuis un siècle, de porter la guerre loin de ses foyers, d'en voiturer les calamités dans l'Asie et dans l'Amérique, de former des coalitions en Europe, d'y solder des armées continentales. La France, au contraire, a si bien la conscience de sa bravoure et de la légitimité de sa cause, qu'elle a, depuis douze années, triomphé de l'irruption simultanée et subite de vingt-deux peuples et de dix puissances réunis. Anglais! si fiers *du fossé* qui vous sépare de l'Europe, comparez votre situation morale, militaire et politique! Et vous Français! si, indignés de la violation d'un traité de paix acheté par des flots de sang et par des sacrifices inappréciables, vous frapperez un coup vigoureux, vous préparerez une descente comme vous avez improvisé vos armes, vos bataillons, vos triomphes; et l'humanité reconnaissante vous élevera un trophée immortel!

CHAPITRE IV.

NOUVELLES DES CÔTES DE LA MANCHE.

Montesquieu a dit dans son ouvrage immortel, (*l'Esprit des Lois*) : « *Le droit des gens* est naturellement fondé sur ce principe, que les diverses nations doivent se faire dans la paix le plus de bien, et *dans la guerre le moins de mal qu'il est possible.* » Le gouvernement anglais exécute la maxime contraire : *Il faut dans la guerre faire à son ennemi le plus de mal qu'il est possible.* Montesquieu était un politique philantrope ; l'Angleterre est un marchand tout armé. Aussi, dans la paix, elle dévore le commerce de toutes les nations ; dans la guerre, elle brûle les vaisseaux dans les ports, bombarde les villes maritimes, et ne trouve jamais assez de fléaux, assez de calamités à réunir sur la tête de la nation que, dans les accès de sa frayeur ou de son avarice, elle a déclarée *ennemie.* Les Anglais se présentent depuis plusieurs jours sur nos côtes de l'Ouest, lancent des centaines de bombes sur nos ports, disparaissent ensuite, quand la destruction ne répond pas à leurs vœux barbares, et retournent bientôt avec d'autres bombardes jusqu'à ce que nos divisions de bateaux, se dirigeant sur elles, les forcent à

disparaître encore : là c'est Granville qu'ils attaquent ; plus loin ils mettent le feu à quelques maisons d'un faubourg de Dieppe ; il n'y a qu'un instant qu'ils faisaient feu sur Saint-Valery ; leur dernière prouesse a eu lieu devant Fécamp, où ils ont jeté des bombes depuis neuf heures jusqu'à midi du 4e jour complémentaire. Un vieillard, couché dans son lit, a été leur victime. La nature s'est refusée à devenir leur complice : un ouragan qui s'est élevé à midi a forcé les incendiaires britanniques à cesser le feu.

Tel est le système d'agression et le genre de guerre que le gouvernement anglais exécute, dans tous les temps, soit qu'il attaque ses propres colonies, quand elles résistent à son régime fiscal, soit qu'il attaque les autres nations, quand elles résistent à son oppression commerciale. C'est ainsi que le premier janvier 1776, tandis que les habitans de *Norfolk* se communiquaient réciproquement les vœux qu'ils faisaient pour que les persécutions qui désolaient leur pays cussent enfin un terme, le feu était aux quatre coins de cette malheureuse contrée. La frégate *le Liverpool*, nouvellement arrivée d'Angleterre, et deux autres vaisseaux qui étaient dans le port, canonnaient, tandis que les chaloupes incendiaires débarquaient les soldats armés de torches et de mèches goudronnées ; tout fut embrâsé dans un instant. Voici le récit que faisait de cet embrâsement un officier de marine, dans une lettre, datée du sloop *l'Otter*, le 6 janvier, devant les ruines de *Norfolk* : «... Quel beau et ravissant spectacle ! tous les vaisseaux marchands qui bordaient le quai ne paraissaient plus qu'un rideau de flammes ; notre artillerie faisait un

bruit d'enfer, qui redoublait de temps en temps par l'horrible fracas des maisons qui s'abîmaient. Les ravages de l'incendie ont duré pendant toute la nuit et le jour suivant. Le feu n'est pas encore éteint, quoiqu'il n'y ait plus qu'environ douze maisons sur pied; le reste n'est plus qu'un chaos de ruines. »

Ce système exécrable de guerre devait trouver des improbateurs en Europe comme en Amérique, et partout où il y avait des hommes. Le gouvernement anglais s'effraya un instant en voyant qu'à la nouvelle de l'incendie de Norfolk, qu'il avait commandé sans doute, la majorité des esprits en Angleterre même en fut révoltée. Le duc de Richmont en parla avec beaucoup de chaleur et d'éloquence à la chambre des pairs.

« Cette guerre, disait-il, est affreuse, non-seulement par les frais énormes qu'elle va coûter à l'Angleterre, mais encore par les scènes de dévastation qu'elle occasionnera, et qui seront peut-être sans exemple dans les annales du monde. C'est peu pour nous d'enlever aux Américains leurs biens, et de forcer ceux qui tombent dans nos mains à combattre avec nous contre leurs frères, leurs parens et leurs amis; nous voulons faire la guerre d'une manière qui révolte jusqu'aux nations les plus barbares, en bombardant les villes sans aucune compassion pour leurs malheureux habitans, qui, nuds et affamés, périssent de froid et de misère; et ce n'est point contre des ennemis, c'est contre nos meilleurs amis que nous nous permettons de semblables excès. Avez-vous pu apprendre sans frémir l'incendie de *la fidelle ville de Norfolk* (car c'est ainsi que le ministère

lui-même l'a récemment appelée)? Elle vient d'être réduite en cendre par un des commandans de notre marine, qu'aucun acte d'hostilité n'y avait provoqué. Une exécution aussi barbare ne doit-elle pas aliéner pour toujours les cœurs qui pouvaient encore nous conserver quelque affection? *Elle flétrit la gloire de nos armes; et ce sera pour la nation une tache qui ne s'effacera jamais.*»

Le bourg de Norfolk était l'un des plus considérables de la Viginie : il égalait Williamsbourg en grandeur; et tous les jours la population y croissait, depuis que les Virginiens, instruits par la nécessité, avaient tourné toutes leurs vues du côté du commerce et de l'industrie. De justes appréciateurs ont porté la valeur des biens consumés dans cette ville à 350 mille livres sterling.

CHAPITRE V.

LE VENGEUR.

TANDIS qu'on lançait, le 30 fructidor, dans le port de l'Orient, le vaisseeu *le Suffren*, de 74 canons, on préparait à Brest le vaisseau *le Vengeur*, de 118 canons, pour être lancé le premier vendémaire. Ce nom de *Vengeur* rappelle un grand dévouement et une belle gloire; les marins qui monteront ce

vaisseau acquitteront, on ne peut en douter, la dette immense dont leurs prédécesseurs les ont chargés envers leurs pays. Entendez du fond des abîmes de l'Océan la voix immortelle de ces Français qui se dévouèrent pour la patrie : elle appelle le vengeance contre l'Angleterre. Pour louer tant de vertus et de courage, il me suffira de rappeler les propres paroles des Anglais : « Vous savez, sans doute, écrivaient-ils le 20 juin 1794, que la flotte française en est venue aux mains avec celle du lord Howe. L'action a été des plus chaudes qu'on ait vues jusqu'ici sur la mer. Les Républicains se sont battus en désespérés ; ils n'ont point manqué de courage. Entr'autres traits de bravoure, un vaisseau français (*le Vengeur*) (1), se voyant sur le point de couler bas, déchargea sa bordée dans le moment où ses derniers canons étaient à fleur d'eau ; ensuite les matelots clouèrent leur pavillon au vaisseau, de peur qu'il ne surnageât et ne tombât entre les mains des ennemis, et se laissèrent engloutir sous les ondes plutôt que de se rendre. L'histoire ne nous fournit pas de traits de bravoure semblables. Quoique je ne sois pas républicain, je ne puis m'empêcher d'admirer tant de courage.... » C'était aux arts qu'il appartenait de transmettre à la postérité ce trait sublime par un monument durable. Une seule gravure française a constaté ce fait important à la gloire de notre marine, tandis que les Anglais consacraient le burin de leurs meilleurs artistes à deux magnifiques

(1) Lettre d'un officier de l'escadre de Howe.

gravures qui représentent ce qu'ils appellent le triomphe de l'amiral Howe. Artistes français, la guerre actuelle vous prépare des triomphes plus complets à célébrer.

CHAPITRE VI.

DE LA GUERRE ACTUELLE

Les calculs du gouvernement anglais sont en défaut dans la guerre actuelle, parce qu'il est parti des résultats que la précédente guerre avait produits. Lorsque l'Angleterre présidait la coalition armée contre la France, tous les ports du continent étaient ouverts aux manufactures et au commerce britanniques; aujourd'hui, depuis l'Elbe jusqu'à l'Adriatique, les côtes maritimes de l'Europe sont de fer pour les Anglais.

Tandis que l'Angleterre bloquait la France pour l'affamer, le commerce du monde était exploité par les négocians, manufacturiers, banquiers, commissionnaires de Londres; aujourd'hui les marchandises anglaises, repoussées sur une ligne maritime immense, font frémir les propriétaires de l'industrie et des manufactures : aussi les commerçans, les manufacturiers et la classe nombreuse des ouvriers est entièrement contre la guerre; on ne voit stipuler pour elle que les hommes du ministère, les hommes à grande fortune, et les hommes de mer. C'est surtout pour ceux-ci que sont réservés tous les bénéfices

de la guerre, tandis que les ouvriers et les marchands adressent chaque jour des pétitions au gouvernement pour faire cesser la guerre qui les ruine, les riches capitaines font des profits, et les marins font des courses et des croisières.

CHAPITRE VII.

DE LA CONDUITE TENUE EN GUERRE PAR LES ANGLAIS ENVERS LES NATIONS DU CONTINENT.

L'EUROPE devrait bien connaître en ce moment quel est le véritable esprit et la politique constante du gouvernement anglais. Elle ne peut plus douter qu'il ne s'occupe uniquement que de son monopole, de son commerce, de ses profits, de sa population, et regardent d'un œil indifférent la population et les armées des gouvernemens même qui s'arment pour sa défense.

L'an 3, au mois de thermidor, on sait comment, à *Quiberon*, le gouvernement anglais a fait pour traiter les officiers de la marine française émigrés qui se dévouaient pour lui. Ce furent les canons anglais qui les repoussèrent des vaisseaux qui les avaient portés.

L'an 7, au mois de nivôse, quand l'armée commandée par le général Serrurier, marchait sur la Toscane pour chasser de *Livourne* les Anglais et les Napolitains, les Anglais, qui avaient transporté dans la

la Toscane, pour leur propre intérêt, les troupes napolitaines, ont préféré, quand il a fallu évacuer le port, de charger sur leurs vaisseaux les effets et marchandises des négocians de leur nation; ils ont refusé de porter la garnison napolitaine, qui a été forcée de s'embarquer sur des navires neutres.

L'an 7, au mois de fructidor, lorsque l'armée commandée par le général Brune forçait les Anglais *au Helder* de se rembarquer honteusement, leur artillerie et leur infanterie foudroyaient les troupes russes, afin qu'elles soutinssent plus long-temps le choc des troupes françaises; ce qui donnait aux Anglais plus de temps pour se rembarquer, et fit prendre les Russes comme prisonniers de guerre. Ainsi les alliés de l'Angleterre sont toujours des victimes placées entre deux feux....

Les gouvernemens de l'Europe ont sans doute apprécié les résultats de cette perfide conduite si ordinaire aux Anglais, qui ne regardent les armées du continent que comme des instrumens de meurtre et de destruction. C'est au génie de la peinture, c'est aux DAVID, aux REGNAULT, aux HENNEQUIN, aux GIRAUDET, aux GUÉRIN, aux GÉRARD, qu'il appartient de tracer sur la toile ces trois grands tableaux de la perfidie britannique, pour en effrayer l'Europe et la postérité.

CHAPITRE VIII.

ÉTAT DÉFENSIF DE L'ANGLETERRE.

Ce n'est pas trop présumer, en disant que les Anglais prennent dans cette grande crise tous les moyens défensifs ou offensifs que leur situation et leur génie peuvent leur suggérer. Mais, malgré le secret impénétrable dont ils cherchent à s'envelopper, l'observateur peut pénétrer facilement leur état moral, politique et militaire. Les plaintes, les reproches, les murmures qui s'exhalent de leurs journaux les plus patriotiques, les plus *anti-français*, montrent un grand mécontentement national, au sujet des mesures ministérielles prises concernant les *corps de volontaires*, et sur l'apathie et l'égoïsme des principaux personnages de l'Angleterre. Si ces révélations ne sont pas indiscrètes, elles sont du moins bien extraordinaires.

D'un côté, les *journaux anglais* se plaignent hautement de l'imprévoyance des ministres sur la *levée et le renvoi des volontaires*, ainsi que sur les inconvéniens prétendns que le gouvernement trouve dans cette levée, relativement à l'armée de réserve et aux troupes de ligne. « Réduire les corps de volontaires, disent-ils, renverser les *loyaux patriotes* qui s'étaient généreusement dévoués à la chose pu-

blique, nous paraît la mesure la plus inconsidérée, la plus funeste à la défense du pays, et dont les suites peuvent être si fâcheuses dans les circonstances où nous nous trouvons. L'effet inévitable de la réduction de ces corps sera de ralentir l'ardeur et le zèle de la nation. . . . »

De l'autre, le *Morning-Chronicle* s'élève contre la noblesse anglaise et son apathie, mais avec une telle force de style et une si grande vérité de sentiment, qu'on croirait que cet ordre, un des principaux appuis de la constitution britannique, est en état de décadence totale. Je craindrais d'affaiblir le discours du journaliste anglais en le donnant par extrait. Les Français pourront mieux calculer, d'après cette véhémente *Philippique* (1), quel est le véritable esprit moral et militaire de cette partie brillante de la nation anglaise, et quel peut être l'état de l'esprit public à son égard.

« C'est un objet de surprise pour tous, et de regret pour le grand nombre, de voir qu'il y aît tant de grands seigneurs et de nobles qui n'aient jusqu'à présent pris aucune part aux mesures propres à démontrer le zèle et le dévouement pour la cause de l'Angleterre dans ce moment difficile et important.

» Que nos principaux nobles et nos gentilshommes soient les derniers à entrer dans les rangs de l'émulation patriotique, ce serait une honte éternelle; mais qu'ils abandonnent entièrement toute démonstration efficace d'esprit public, c'est une monstruosité.

(1) Elle a pour titre, dans le *Morning-Chronicle*, ces mots : *Defence of the Country*.

A peine y a-t-il une *demi-douzaine de pairs* dont les noms soient écrits dans la souscription du café Lloïd. Nous ne prétendons pas qu'ils soient tenus de se montrer de la même manière que les marchands de Londres, ni que leurs efforts doivent être *mesurés sur le même mètre*; mais ceux qui ne souscrivent pas au café de Lloïd devraient prendre quelqu'autre mesure pour contribuer à la défense publique et exciter l'esprit national.

» Un seigneur, grand propriétaire et d'une influence étendue, a des occasions de servir sa patrie et de témoigner son zèle civique, autres que n'en a le capitaliste et le marchand. Il peut incorportr ses tenanciers et ses vassaux; il peut leur inspirer de l'énergie, de l'ardeur, et diriger leurs efforts. Il peut y avoir quelque exemple isolé d'un tel zèle et d'une si belle activité, tel que l'exemple donné par *le duc de Northumberland*; mais ces exemples sont rares.

» Ceux qui devraient être à la tête de l'armée, ceux qui devraient attirer tous les regards et inspirer du courage à tous les citoyens, *se cachent sur les derrières du danger*, ou *se mêlent avec la populace ignorée*.

» Abdiquer ainsi sa dignité, abandonner ainsi son devoir, est tout-à-fait surprenant. Quoi! la *noblesse* et la *gentilhommerie* peuvent-elles nous montrer, par un exemple décisif, combien peu elle est utile à l'état, combien il nous est aisé de nous en passer? S'ils souffrent que l'esprit de leur ordre soit éteint, et que l'opinion qui respecte cet ordre soit détruite, c'en est fait de lui. Il faut que le caractère personnel

soutiennent le rang; autrement le fond sur lequel est établi ce respect s'évanouira.

» Quelque peu d'attention que nous éprouvions, et quelque peine que nous ayons à endurer de l'insolente hauteur de l'aristocratie, nous fermerions les yeux sur ces hommes entachés des vices de leur ordre; pourvu qu'ils les compensassent par quelques vertus correspondantes.

» Nous endurerions leur orgueil, s'il était lié avec l'élévation des sentimens; nous pourrions pardonner l'air hautain du descendant d'un ancien baron, s'il était distingué par l'esprit national et par le caractère indépendant de de ses ancêtres. Nous pardonnerions à un homme de se targuer de sa noblesse et de son rang, pourvu qu'il eût une ame supérieure au vulgaire, et qu'il possédât des qualités éminentes. Mais nous ne pouvons pas être influencés par la prononciation d'un nom, au point d'avoir en vénération l'insipide insignifiance d'un crapuleux lord. Le mérite négatif ne suffit pas dans un rang supérieur. Les noms célèbres des Emile, des Lutace, des Curius, devient un reproche pour leurs descendans.

——— Effigies quo
Tot bellatorum si luditur alea pernox
——— Si cupidus, si
Vanus et Euganeâ quantùmvis mollior agnâ....

» Ainsi donc, que ceux qui, par leur manière efféminée, par leur indolence ou leur égoïsme, déshonorent leur rang, demeurent responsables de la perte de l'opinion qui le soutient. Toutefois la société a le droit d'exiger le service de ses membres, et le

service doit être proportionné aux moyens des hommes, et aux circonstances dans lesquelles ils se trouvent. Ceux qui sont les plus élevés, ont aussi les plus grands devoirs à remplir.

» C'eût été, en effet, un beau spectacle de voir les grands de la nation se mettre dans les premiers rangs par leur dévouement dans sa défense. C'eût été la meilleure réfutation de ces principes d'égalité qui se sont répandus partout. Qui aurait cru que dans une crise aussi forte, dans des momens aussi critiques, les plus hauts rangs se seraient abaissés au niveau des plus petits! C'est par les grands que devrait être imprimé un grand et généreux élan de patriotisme. C'est d'en haut qu'aurait dû descendre cet esprit divin qui répand la vie et le courage jusques dans les classes les plus inférieures. On aurait dû voir dans leur conduite: « que, par leurs lumières, » toute la chevalerie de l'Angleterre serait en mouve- » ment pour faire de grandes actions. »

» Si cela avait été ainsi, l'exemple serait non-seulement déjà propagé, mais encore il se serait perpétué. Ce serait aujourd'hui le temps de faire un nouveau fonds de gloire, de renommée et de belles actions publiques. On les verrait aujourd'hui gagner l'affection et l'admiration de leurs concitoyens par le sacrifice de toute considération personnelle, de leur aisance et de leur intérêt, au service de l'état, par le déploiement du dévouement national et par des faits héroïques. Mais ont-ils su profiter de cette glorieuse occasion? N'ont-ils pas, au contraire, montré une indifférence léthargique également fatale dans son exemple et dans son influence? N'ont-

ils pas manqué aussi à leur importance personnelle et à la dignité de leur ordre et à la cause de leur patrie.

» Nous ne savons pas s'il est exactement vrai que toute la masse de la nation doive ressembler au caractère de ses chefs : du moins est-il certain que les grands ont le pouvoir de faire beaucoup de bien et beaucoup de mal par l'exemple. Ils donnent jusqu'à un certain degré la mode au caractère moral et politique.

» Nous sommes persuadés toutefois que le pays maintiendra son indépendance, *quelque dégénérés que soient ses nobles.* En dépit de la torpide insensibilité des grands, en dépit de la funeste influence de leur exemple, l'esprit du peuple s'est fortement élevé; il sera puissant pour nous sauver. Mais cependant, tout observateur doit être rempli de découragement et d'indignation, en voyant l'ordre naturel renversé, les grands empruntant des classes inférieures l'exemple honorable des sentimens généreux. Il est affligeant de considérer que ceux à qui beaucoup est donné, et de qui on exige beaucoup, oublient leurs devoirs et leurs intérêts; qu'ils soient indifférens lorsqu'ils ont tant à perdre; froids lorsqu'ils ont une si belle perspective de gloire; passifs, dans une cause évidemment la plus importante de toutes celles qui peuvent échauffer les cœurs et occuper l'énergie des peuples ».

CHAPITRE IX.

LONDRES CONFÉDÉRÉE, LONDRES EXCLUSIVE.

Le commerce est un agent si puissant de la civilisation ; il contribue si fortement à l'affranchissement des nations, et à la limitation du pouvoir absolu, que *Charles-Quint* qui pensa que la ligue commerciale des villes anséatiques pouvait nuire aux vastes projets de domination dont il s'était occupé, ne négligea rien pour détruire sourdement cette ligue.

Les princes d'Allemagne pensèrent de même, lorsqu'ils forcèrent les villes de leurs domaines à se détacher de cette ligue commerciale et maritime ; aussi ces villes furent entièrement subjuguées. Les princes allemands avaient bien senti que les encouragemens donnés au commerce, ne servaient qu'à rendre les vassaux moins dociles, parce qu'ils avaient par le commerce plus de lumières et d'aisance.

Le gouvernement anglais se conduit comme les princes allemands du sixième siècle, lorsqu'il détruit la marine des autres nations, qu'il accapare leur commerce et fait tomber leurs manufactures ; il espère pouvoir les subjuguer plus facilement, et s'enrichir ensuite en même-temps de leurs pertes et de leur désunion.

Le gouvernement anglais suit la politique de Charles-Quint, lorsqu'il empêche, par tous les moyens d'intrigue, de corruption, de frayeur ou d'aveuglement, les nations continentales de s'unir, de s'entendre, pour jouir de leurs droits maritimes, et pour partager les bienfaits de l'industrie européenne, les richesses du commerce général, et les avantages d'une navigation commune.

Mais à l'époque où Charles-Quint sappait la ligue des villes commerciales, et où les princes allemands en détachaient avec violence les villes de leur domination pour les subjuguer, LONDRES s'estimait heureuse d'être comptée au rang des *villes anséatiques*, de jouir des avantages commerciaux et maritimes que la puissance de cette association donnait à chacune des villes confédérées.

Alors l'Angleterre avait autant de raison de s'élever contre la puissance despotique et exclusive de *Charles-Quint*, que la France en a aujourd'hui de s'élever contre le despotisme maritime universel *de Georges III.*

Londres, animée alors de l'esprit de commerce, sentait le besoin des confédérations maritimes, et trouvait bon de jouir en paix et en société de ses droits de navigation. Mais Londres, animée aujourd'hui de l'esprit de despotisme, n'a plus d'autre ambition que de régner seule sur toutes les mers, et d'englober le commerce de toutes les nations. Ah! le véritable esprit du commerce est social; il veut aider et veut être aidé; il aspire à donner des secours et à les recevoir; il exerce une protection réciproque; il n'est fécond et bienfaisant que lorsqu'il est partagé.

CHAPITRE X.

HANOVRE.

Les Français peuvent parler avec un noble orgueil des affaires du Hanovre, parce que cette conquête n'a coûté ni du sang ni des larmes ; et quoi qu'en dise la politique anglaise, nous soutiendrons toujours que les avantages obtenus dans le *Hanovre*, doivent être comptés comme des avantages obtenus sur *l'Angleterre*.

Que la diplomatie de lord Hawkesbury insiste pour distinguer sans cesse *l'électeur hanovrien et le monarque anglais*, ce sont là les devoirs de sa place. Aux yeux de la raison, c'est toujours le *même individu;* aux yeux de la politique, c'est toujours *Georges III;* aux yeux des commerçans, c'est toujours un *roi d'Angleterre* qui a pris leurs bâtimens et confisqué leurs propriétés, avant que d'avoir déclaré la guerre. Ainsi quelque esprit et quelque imagination qu'on veuille supposer aux Français, ils se prêteront difficilement à ces distinctions politiques et à ces fictions de la diplomatie de St.-James, qui nous représentent le même individu à-la-fois belligérant en Angleterre et pacifique en Allemagne; portant d'une main une branche d'olivier qu'il montre aux Allemands, et de l'autre des lettres de marque qu'il expédie à ses corsaires sur toutes les mers;

invoquant la paix sur les bords de l'Elbe comme *prince de l'Empire*, et bloquant l'embouchure de ce fleuve comme *roi de la Grande-Bretagne*; faisant appel à la diète germanique des précautions militaires que la guerre a inspirées au gouvernement français, et donnant des ordres à sa marine militaire pour intercepter tout le commerce de l'Allemagne et paralyser la navigation des puissances neutres.

En attendant que les diplomates s'accordent, et que les ministres anglais soient de bonne foi sur le caractère politique de ce double individu, qui souffle le froid et le chaud, qui tout à-la-fois invoque la paix et fait la guerre, qui veut être invulnérable dans son électorat, et qui, du fond des trois royaumes, veut blesser les autres nations; je consigne ici un rapport fait avec autant d'énergie que de dignité par le ministre de la guerre, concernant les drapeaux envoyés du Hanovre, au nom de l'armée française, par le général Mortier. Si ces signes militaires indiquèrent trop long-temps sur les rives de l'Elbe les succès momentanés de la haine que nous porta toujours l'électeur d'Hanovre, et quelques revers éprouvés par des Français, quoique commandés par *Villars*; suspendus désormais aux voûtes du temple de Mars, ils attesteront la suite non interrompue des victoires de ces mêmes Français dirigés par *Bonaparte*.

Rapport au gouvernement de la République, fait par le ministre de la guerre, le 3 vendémiaire an 12 de la République.

« CITOYENS CONSULS,

» Le général Mortier a fait passer à Paris dix-neuf

drapeaux et dix étendards pris à différentes époques sur les Français par les troupes hanovriennes, et retrouvés dans la salle d'armes de Hanovre.

« La plupart de ces trophées, déchirés, teints de sang ou n'offrant que des lambeaux, attestent ce qu'ils ont coûté à l'ennemi.

» Un étendard, représentant des deux côtés un soleil, a été pris le 11 septembre 1709, à la bataille de Malplaquet, où les troupes des alliés, supérieures en nombre et conduites par le duc de Marlboroug et le prince Eugène, remportèrent sur les Français, commandés par Villars et Boufflers, une victoire si longtemps disputée.

» Un *seul* drapeau tricolor, avec la devise *liberté ou la mort*, a dû appartenir à un bataillon républicain, au commencement de la dernière guerre; la partie du drapeau où se trouvait le nom du bataillon a été emportée.

» D'autres inscriptions indiquent les affaires de Veltingen, de Langhsalza, de Villinghausen, de Minden, et les dates des 27 juin 1743, 1er juin 1758, 1er août 1759, 15 février, 16 juin 1761 et 24 juin 1762. Le reste des étendards et des drapeaux paraît se reporter aux mêmes époques, et avoir été perdu dans les affaires malheureuses qui suivirent la bataille de Rosback.

» Ainsi, ils rappellent cette guerre de 1755, commencée par les Anglais sans déclaration, et signalée dès le début par un assassinat, celui de *Jumonville;* ils rappellent des succès peu honorables pour nos ennemis, puisqu'ils les durent en partie à la perfidie qui viola la capitulation de *Closter-Seven;* ils rappellent la faiblesse qui régnait alors dans les conseils

du gouvernement français, et qui finit par souscrire le honteux traité de 1763.

» Dès le commencement d'une nouvelle guerre, soutenue pour venger encore la foi des traités, punir la perfidie et laver tant d'outrages faits au nom français, nous voyons les monumens de nos anciens malheurs se changer pour nous en monumens de gloire. Nous pouvons aujourd'hui placer avec orgueil nos drapeaux reconquis au milieu des drapeaux ennemis, dont la valeur française a décoré les voûtes du temple des Invalides. Plus d'un vieux militaire, reconnaissant avec attendrissement l'étendard sous lequel il a combattu, qu'il a peut-être même teint de son sang, bénira ceux qui en ont orné leur dernier asile.

» Les nouveaux trophées, ajoutés à ceux que dix ans de victoires ont accumulés, seront pour les Français les présages des succès que leur promettent encore la justice de leur cause, l'héroïsme de leurs guerriers, et le génie de celui qui les commande.

» J'ai l'honneur de proposer au gouvernement d'ordonner que les drapeaux envoyés par le général Mortier, seront suspendus dans le temple des Invalides, avec l'inscription suivante :

Signa nostris restituit sacris
Direpta Parthorum superbis
Postibus (1).

» *Signé* ALEX. BERTHIER ».

(1) Il a arraché nos drapeaux au Parthe superbe, et les a replacés dans nos temples.

HOR. Ode 15, liv. 4.

Peu importe aux Anglais que leur roi soit *électeur d'Hanovre*, puisque ce grand honneur ne préserve pas les Hanovriens de la saisie et de la confiscation de leurs propriétés, de leurs marchandises, même sur des vaisseaux neutres, par la marine anglaise. Oh! combien est profond le mot de cet Espagnol, qui a dit *qu'il ne connaissait en Europe que deux ennemis*, l'Angleterre et le continent!...

Hanovriens ou Espagnols, Russes ou Italiens, Danois, Suédois, Portugais même, tout est Français, tout est ennemi pour lui, puisqu'ils sont continentaux. Il arrête leurs bâtimens, quelque soit le pavillon qu'ils portent; neutres ou ennemis sont pour lui la même chose. Rien ne les dispense de l'arrestation et de la visite; il est bien difficile qu'ils échappent à quelque pillage, ou du moins à des frais dispendieux ou à de longues procédures en Angleterre, si tant est que déclarés évidemment neutres, ils échappent à la confiscation. Oh! la belle jurisprudence maritime que celle des Anglais! Voilà pourtant ceux qui s'appellent pompeusement *les défenseurs des libertés des nations*, *les protecteurs de l'ordre social*, *et les soutiens de l'équilibre de l'Europe*.

CHAPITRE XI.

LITTÉRATURE POLITIQUE.

Le Brun, de l'Institut national, vient de publier une ode, avec cette épigraphe adressée aux Anglais:

Discite justitiam,

et avec une gravure représentant le bras de l'Europe, tenant un drapeau sur lequel est écrit cette devise:

« Le cri des nations redemande les mers ».

Pierre Chaussard, connu dans la littérature par plusieurs ouvrages, y a joint une note préliminaire, dans laquelle il fait sentir combien est moral et patriotique le rapprochement du lâche assassinat de *Jumonville* par les Anglais, et l'inévitable punition de ce crime par une descente des Français. Nommer Lebrun, c'est rappeler un de nos poëtes les plus célèbres. Lire son ode, c'est admirer l'art avec lequel le Pindare français a orné de beautés épiques et dramatiques une fiction, qui peut-être lui a été inspirée par Ovide, mais dont il a animé toutes les scènes et enrichi les tableaux avec son grand talent lyrique.

« La descente en Angleterre, dit Pierre Chaussard, est, aux yeux du *poète national*, l'accomplissement des décrets de cette justice éternelle qui,

» confiant au temps et à l'héroïsme l'exécution de ses
» desseins, punit tôt ou tard, par un châtiment aussi
» éclatant qu'inévitable, les trahisons et les assassi-
» nats; et comme le plus odieux, le plus lâche de tous,
» c'est l'assassinat d'un envoyé de paix, le poète lyrique
» qui plane sur les temps, rappelle le meurtre de
» Jumonville pour en lier la vengeance tardive, mais
» solennelle, au respect que doit inspirer le droit
» sacré des nations ».

ODE NATIONALE.

Tandis que la Tamise, en ses mornes rivages,
Dans son perfide sein méditant les ravages,
Roule une onde infidelle et jalouse des lys;
La Seine aux bords riants, nymphe tranquille et pure,
Porte son doux crystal, ennemi du parjure,
A l'immense Téthis.

Téthis voit accourir à son humide trône
Le Tibre, l'Éridan, et le Tage et le Rhône,
Le Méandre incertain, le rapide Eurotas,
Et le Volga pressant son onde hyperborée,
Le Danube au long cours, le Rhin, l'Elbe, et la Sprée,
Amante des combats.

Là, sous des bois vermeils inconnus aux Dryades,
Erraient de toutes parts de bruyantes Naïades;
Tout

Tous les fleuves du monde y roulent leurs destins.
Tous ceints d'algue et de joncs, s'inclinant sur leur urne,
Près du fils orageux de l'antique Saturne
Partagent ses festins.

La Tamise elle seule, ivre de sa fortune,
Et dédaignant l'honneur des banquets de Neptune,
Entraînait aux combats ses perfides vaisseaux;
Aux bords américains déjà soufflant la guerre,
Son orgueil affectait l'empire de la terre
Et le sceptre des eaux.

Sous les mers cependant les jeunes Néréides
Ont prodigué les fruits nés de leurs champs humides;
Les coupes du nectar animent leurs banquets;
Et l'ambroisie exhale une nue odorante
Qui parfume à longs flots la voûte transparente
Des liquides palais.

De l'Oyo (1) tout-à-coup la Naïade lointaine
Les frappe de ses cris, pâle, et fuyant à peine
A travers l'Océan de barbares vainqueurs:
Ses regards éperdus, sa tête échevelée,
De roseaux teints de sang horriblement voilée,
Attestent ses malheurs.

Vengeance! criait-elle; ô Neptune, vengeance!
Quel forfait de mes bords a souillé l'innocence!
J'ai vu la paix trahie abjurer nos climats.
Et toi, Seine, frémis à mes accens funèbres!
La Tamise triomphe; et ses exploits célèbres
Sont des assassinats.

(1) Les bords de l'Oyo furent le théâtre des hostilités des Anglais en pleine paix.

Crédule à cette paix que l'infidelle atteste,
Hélas! je reposais dans un calme funeste:
Un cœur pur, de soupçons est rarement armé.
Mes fils, sans crainte errans, dans leurs concerts sauvages,
Chaque jour éveillaient l'écho de mes rivages
Au nom d'un peuple aimé.

Quand l'affreux ravisseur de la triste Acadie (1),
L'Anglais, que sur mes bords guide la Perfidie,
Fonde et voue un rempart à la Nécessité (2);
Delà, son glaive impie et ses feux sacrilèges
Chassent les dieux, la paix, et de nos privilèges
Bravent la sainteté.

Le Français se réveille au bruit de cette audace;
Il sait du noir rempart l'insolente menace,
Et son courroux vengeur suspend encore ses traits:
Avant de foudroyer le crime et son asile,
La sainte Humanité confie à Jumonville (3)
Le rameau de la paix.

---

(1) Presqu'île de l'Amérique septentrionale, sur les frontières orientales du Canada, que les Anglais envahirent par une violation des traités.

(2) Les Anglais appelèrent de ce nom le fort qu'ils bâtirent sur un terrain usurpé, justifiant ainsi un attentat par une injure.

(3) Jeune officier français plein de talens et de vertus. Député vers les Anglais par M. de Contrecœur, commandant le corps de troupes posté sur les bords de l'Oyo, il fut assassiné lâchement, au mépris des lois de l'humanité et des droits des nations.

Il part : quinze guerriers, compagnons de son zèle,
Le suivent jusqu'aux bords de l'enceinte infidèle :
Il parlait ; il offrait l'olive à ces pervers.
O crime ! il tombe aux pieds de l'assassin farouche :
Le doux nom de la paix expire sur sa bouche ;
Sa troupe est dans les fers.

Dieu des mers, tu l'entends ! dit la Seine éperdue ;
On égorge mes fils ; leur sang coule à ta vue ;
Et ce sang généreux ne serait pas vengé !
Ne suis-je plus ta fille ? ô Neptune ! et toi-même
N'es-tu plus souverain de ce trident suprême
Par l'Anglais outragé ?

Voilà cette Albion, ce peuple magnanime
Que le savoir éclaire, et que l'honneur anime !
C'est lui qui lâchement ensanglante la paix :
De la terre et des mers déprédateur avare,
Au Huron qu'il dédaigne et qu'il nomme barbare
Il apprend les forfaits.

Tu voulus que tes flots unissent les deux Mondes ;
Et du libre Océan il enchaîne les ondes !
Le cri des nations redemande les mers (1).
Purge tes flots sacrés de ses voiles parjures ;
Venge le sang français, mes larmes, mes injures,
Toi-même, et l'univers.

(1) Ce vers, qui, par le privilège attaché aux beaux vers, a l'avantage de pouvoir voler de bouche en bouche, et de rester gravé dans la mémoire ; ce vers, qui, né de l'enthousiasme, l'enfantera à son

Elle dit; et ses sœurs autour d'elle gémissent:
Attendris, indignés, tous les fleuves frémissent;
Tous craignent d'enrichir l'insulaire odieux:
La nymphe au lit d'argent, l'Orellane en frissonne;
L'or du Tage pâlit; et le Gange emprisonne
Ses crystaux radieux.

Fleuves, rassurez-vous, dit l'époux d'Amphitrite:
Au livre des destins la vengeance est écrite;
Albion expiera les maux de l'univers.
Avant que la Tamise ait compté quelques lustres,
Elle aura vu changer ses triomphes illustres
En sinistres revers.

Vainement l'insolente, à sa noble rivale
Croit opposer des flots l'orageux intervalle;
La perfide s'épuise en efforts superflus.
Tremble, nouvelle Tyr! un nouvel Alexandre
Sur l'onde, où tu régnais, va disperser ta cendre;
Ton nom même n'est plus.

C'est à la manière de *Pindare*, d'*Horace*, d'*Alessandro Guidi* et de *J. B. Rousseau*, c'est-à-dire, à la manière du génie, que Le Brun a peint la coupable ambition du gouvernement anglais et les droits imprescriptibles des nations.

---

tour, me paraît le plus éloquent et le plus laconique des manifestes.

A ce titre ne devrait-il pas obtenir l'honneur de former la devise tracée sur les pavillons et les drapeaux de l'armée destinée à venger la cause de toutes les puissances continentales?

N'est-ce pas rappeler ainsi la poésie à sa haute destination, que de l'associer à l'intérêt et aux droits des peuples ? N'est-ce pas remplir la belle mission que les poètes lyriques, épiques et dramatiques ont reçue du génie, lorsqu'ils agitent l'apathie ou le sommeil des gouvernemens européens par ce tableau des forfaits du despotisme maritime, qui les accable ou les menace tous ? Honneur donc et reconnaissance aux poètes qui consacrent leurs talens à la défense de la *morale politique*, et des droits égaux qu'ont toutes les nations sur le riche et vaste domaine de la navigation et du commerce !!!

CHAPITRE XII.

DES ANGLAIS PRISONNIERS EN FRANCE.

En écrivant contre le gouvernement britannique, je m'estime heureux quand je peux louer quelque action des Anglais. Plusieurs individus de cette nation, détenus en France par les suites malheureuses de cette guerre (voulue impérieusement par le cabinet de Saint-James en violation des traités, et dont le peuple anglais ne peut accuser que ses gouvernans), ne sont pas tous également favorisés de la fortune. Nulle part peut-être en Europe, l'inégalité des rangs

et des propriétés n'est aussi fortement établie qu'en Angleterre; et c'est pour un Anglais riche, un devoir d'humanité encore plus qu'un besoin du cœur, de venir au secours de ses concitoyens malheureux. C'est ce qu'ont senti un lord et quelques-uns des prisonniers de guerre qui sont à *Valenciennes*. Les plus fortunés ont ouvert une souscription pour former un fonds avec lequel on achète du pain, de la viande et des légumes. Les prisonniers les plus pauvres se réunissent tous les jours dans la maison du lord et y trouvent une nourriture abondante. Lord *Elgin*, prisonnier à Paris, a donné le même exemple. Il a fait passer à *Fontainebleau* 125 livres sterlings pour ses compatriotes privés de recevoir des secours de leurs familles : le nom du comte d'*Yarmouth* est placé aussi sur cette honorable liste, sur laquelle on aime à trouver le nom d'un célèbre banquier français (1), sénateur, et qui n'a pas attendu cette époque pour se distinguer par une philantropie modeste et éclairée. Pourquoi les villes d'Angleterre qui furent, dans la dernière guerre, transformées en horribles prisons pour vingt mille Français, ne peuvent-elles s'honorer de pareils traits de philantropie réciproque ? Ah ! comme l'amour de l'humanité détruirait le fléau de la guerre, ou du moins en adoucirait les calamités, si certains gouvernemens lui faisaient l'honneur de la consulter!

(1) M. Perregaux a souscrit pour 50 liv. sterl.

CHAPITRE XIII.

NOUVEAU DROIT MARITIME.

Ce n'est point assez pour le gouvernement anglais de tyranniser toutes les nations maritimes; il essaie encore de flétrir le pavillon français en l'arborant sur ses vaisseaux inquisiteurs; il voudrait même associer la langue française à la honteuse violation des pavillons neutres. Les nouvelles de Copenhague annoncent l'effet singulier du mécontentement qu'a produit la visite singulièrement vexatoire que les Anglais viennent de faire essuyer à un navire de la compagnie asiatique.

Le 10 septembre dernier, ce bâtiment danois, appelé *le Prince d'Augustenbourg*, est rencontré par un schooner anglais qui s'approche de lui, et lui tire trois coups de canon, en amenant aussitôt son pavillon, et *hissant le pavillon français*. Bientôt après la capitaine danois est sommé, en *langue française*, d'envoyer son canot à bord. Celui-ci obéit et envoie son pilote, qui est retenu sur le schooner, pendant que trois officiers et un matelot, armés de pistolets, se rendent à bord du navire *le Prince d'Augustenbourg* pour visiter ses papiers. Le capitaine anglais les trouve en règle. Mais comme dans les procès

maritimes les agresseurs doivent gagner les dépens selon le droit public anglais, le capitaine du schooner exige du Danois le paiement de 15 liv. sterling, pour prix des trois coups de canon que celui-ci a eu le dangereux honneur de recevoir.

Le capitaine danois, très-peu au fait de cette nouvelle jurisprudence maritime, refuse de payer les frais des coups de canon. Les menaces les plus violentes forcent le Danois à la persuasion, et il paie. Pendant ce temps, le schooner avait baissé le pavillon français et hissé celui de sa nation. Les officiers qui visitèrent le vaisseau danois, parlèrent français en y arrivant. Ils ont beau se déguiser sous d'autres idiomes, ils ne feront jamais de la langue de Racine et de Fénélon la langue des pirates. La seule réponse que le Danois a pu tirer de ce visiteur brutal et cupide, est qu'il venait de *Liverpool*.

Nations européennes, gouvernemens de la Baltique, que devient votre neutralité! quel est votre droit maritime en présence des Anglais? O vaste génie de Catherine II! tu fis présent à l'Europe d'un beau système de fédération trop oubliée. C'est le 28 février 1780 que fut conclue la NEUTRALITÉ MARITIME ARMÉE, et chaque jour le gouvernement anglais en efface les articles.

CHAPITRE XIV.

OPINION D'UN ÉTRANGER SUR LA DESCENTE.

Il faut que la tyrannie universelle, exercée par le gouvernement anglais, ait eu une plus grande intensité, et se soit plus particulièrement dirigée contre la France, depuis vingt-cinq ans, puisque depuis 1780 jusqu'en 1803, la France seule a été obligée de préparer et d'organiser quatre fois de suite dans ses ports des projets de descente sur les îles britanniques.

En 1780, époque où notre marine lutta avec autant d'avantage que de gloire contre la marine anglaise dans les deux Indes, sous les ordres des *Suffren* et des *Destaing*, une descente fut projetée. Mais ce ne fut qu'un projet sans suite et sans énergie. Cette ostentation navale n'était qu'un vain effort et un luxe du ministère de ce temps-là.

En 1794, pendant que les troupes hanovriennes et anglaises étaient occupées sur le continent et grossissaient *nominalement* les armées de la coalition, le gouvernement de la Convention nationale organisa à Saint-Malo un projet de descente avec quarante-cinq mille hommes d'élite; la marine de Brest et la fortune de Vanstable devaient le seconder. Les îles de Jersey,

Guernesey et de With étaient sans défense ; l'Angleterre était en pleine sécurité, et le succès de la descente était infaillible. Mais des vents contraires, qui régnèrent pendant quarante-cinq jours, sauvèrent seuls les îles britanniques d'un coup qui pouvait être décisif.

En 1797, le directoire s'occupa aussi des préparatifs de descente; mais personne en France n'y croyait. Comment y aurait-on cru, en voyant employer de si faibles moyens, qui furent si mal concertés, si peu secrètement conduits, si malheureusement exécutés ? La fortune et l'audacieux talent de Hoche étaient dignes d'un meilleur sort, et de moyens plus complètement organisés (1).

En 1803, ce ne sera pas en vain que le gouvernement consulaire aura formé l'énergique projet de punir le gouvernement violateur des traités. Tout concourt, avec le génie de Bonaparte, avec l'opinion publique, à l'organisation vigoureuse de cette descente décisive et vraiment héroïque qui se prépare avec ce calme imposant et avec cette énergie profonde, pré-

(1) Le général Humbert, qui aborda en Irlande avec huit cent soixante-douze hommes effectifs, porta un tel effroi dans les troupes anglaises, qu'il se maintint dans le pays pendant vingt-trois jours, et qu'il gagna trois batailles rangées contre le général Lake, qui commandait six mille hommes. *Quoi!* s'écriait le général Lake, *les généraux français conduisent eux-mêmes leurs grenadiers à l'attaque!* Le général français fit à la journée de *Castel-Baer*, dix-huit cents prisonniers. Il fallut que le général Cornwallis vînt au secours du général Lake avec trente mille hommes, pour pouvoir arrêter cette poignée de braves Français.

sage des succès et d'un heureux avenir pour la politique et la prospérité de l'Europe continentale.

Un écrivain français qui aurait publié les réflexions suivantes sur le projet de descente en Angleterre, aurait pu être accusé de partialité; mais un écrivain allemand, naturellement désintéressé sur la puissance maritime, a plus de droit à être écouté, à être cru, lorsqu'il prouve avec évidence le succès que doit avoir la grande expédition de la France contre le *gouvernement parjure* qui a repris les hostilités.

M. Archenholtz a une réputation politique qui doit ajouter un grand poids à la force de ses raisonnemens; de même que les Français qui ont une grande renommée militaire ne peuvent manquer de justifier l'opinion de cet écrivain.

Réflexions sur la descente projetée en Angleterre, extraites du journal allemand la Minerva, *par M. d'Archenholtz* (Septembre 1803).

« LORSQUE le Directoire projeta, il y a cinq ans, une descente en Angleterre, on fut tenté de croire que son dessein n'était pas sérieux. Les Anglais même, malgré quelques préparatifs de défense, parurent sans crainte; ils se reposaient sur leurs flottes pour repousser de leurs côtes les attaques de l'ennemi. Ce furent les officiers de marine qui, par la haute opinion qu'ils nourrissaient de l'effet redoutable de leur artillerie maritime, inspirèrent cette confiance à la nation entière. L'amiral Saint-Vincent fit alors la remarque, « qu'il ne savait pas comment les Français » arriveraient en Angleterre; mais que ce ne serait

» jamais par mer ». Aujonrd'hui les affaires sont bien changées.

» Personne ne peut douter que le Premier Consnl n'ait sérieusement l'intention de faire cette descente, d'autant plus qu'après la prise de possession du pays de Hanovre, il n'y a pas d'autre moyen pour la France de continuer la guerre. Les Français, si puissans par terre, se contenteraient-ils de garder leurs côtes et celles de leurs alliés sans coup férir? Resteraient-ils passifs, tandis que leurs ennemis implacables montrent la plus grande activité dans toutes les parties du monde, commettent toutes sortes d'injnstices dans les mers enropéennes, et ne mettent aucune borne à leur despotisme? La suite d'une pareille inactivité de la part des Français serait, sans doute, de consentir, après une guerre de plusieurs années, à toutes les conditions qu'il plairait à l'Angleterre de lui imposer.

» Ce n'est donc qu'une descente, une descente heureuse pour les Français, non en Irlande, mais en Angleterre même, qui pent terminer promptement cette guerre.

» Le Premier Consnl a, sans donte, des raisons prépondérantes pour croire à la possibilité de la réussite d'une entreprise qui jadis parut extravagante. Les Anglais même le confirment dans cette idée; car leurs orateurs du parlement, plusieurs amiraux, ainsi que les ministres, ont avoué devant le monde entier la possibilité d'une descente; et leurs craintes se manifestent encore plus éloquemment par lenrs préparatifs immenses de défense. Ce n'est que d'aujourd'hui que le plan de la descente doit être exécuté par un géné-

ral si entreprenant, si puissant par lui-même, si redoutable par l'accord de sa volonté avec celle de l'armée entière, par un général qui, jusqu'à présent, n'a jamais été abandonné par la fortune; ce n'est que de ce moment, dis-je, qu'on a examiné en Angleterre le danger de près, et qu'on a réflechi sur les moyens connus et inconnus de l'ennemi.

» L'Angleterre possède, sans doute, un grand nombre de bons officiers de marine; mais la France en a aussi, quoiqu'en petit nombre. Le contre-amiral Latouche en a donné l'exemple à Boulogne, lorsqu'il reponssa avec tant de gloire l'attaque que Nelson fit de ce port, il y a trois ans. Ajoutons aux conseils qu'on doit attendre de l'expérience de ces officiers, d'autres avantages qui se présentent à la France, soit isolés, soit réunis; par exemple, des calmes, de grands brouillards si communs sur le canal, les longues nuits d'automne, un vent favorable et d'autres événemens propres à l'élément protecteur de l'Angleterre, qu'aucun art et aucune bravoure ne peuvent détourner. D'ailleurs on a calculé que vingt chaloupes canonnières sont à même de mettre hors d'action un vaisseau de quatre-vingt à cent canons, en s'approchant avec adresse et courage. Le danger d'une pareille entreprise est moins grand qu'il ne le paraît, par la construction de ces chaloupes même, et peut encore être beaucoup diminué par une position avantageuse, afin d'éviter le feu des canons du grand vaisseau, qui d'ailleurs ne portent pas loin, étant très-courts, et se trouvant ainsi en grande disproportion avec les pièces d'artillerie dont les troupes de terre se servent. Ajoutons que le trajet du canal n'est pas

long ; qu'ici les côtes d'Angleterre sont d'une très-grande étendue, et que si les Français y sont une fois descendus, toutes les mesures de défense seront de peu d'importance.

» Tout homme du métier n'hésitera pas à prononcer en faveur des Français comme guerriers. Qu'on s'imagine une armée de cent mille hommes, et peut-être plus, de ces troupes composées en grande partie de vétérans, mis dans une situation où la retraite leur est coupée, et où il faut vaincre ou mourir, commandés par des généraux expérimentés, et, ce qui n'est pas peu de chose dans la guerre, par des généraux heureux, ayant de plus une artillerie formidable ; de l'autre côté (à l'exception des troupes régulières qui sont cependant très-dispersées et partout en petit nombre), une masse informe, mal composée et organisée de paysans, d'artisans, de manufacturiers, de commis, etc. tous armés, mais sans la moindre idée de discipline et de subordination, et dont la plupart apprend peut-être maintenant, pour la première fois, à tirer un conp de fusil ; ou bien un corps de volontaires composé de jeunes gentilshommes, c'est-à-dire, quelques milliers de jeunes-gens à cheval, exercés à chasser sans danger nn lièvre, mais actuellement destinés à combattre la cavalerie française accoutumée à de longues guerres, ou à attaquer la phalange impénétrable de la plus brave infanterie. Ils doivent augmenter le sordre inévitable, ces *chasseurs de lièvres* ; et on ne peut pas attendre d'eux des services réels, Ce serait donc une merveille politique, jusqu'à présent inouie, de voir dans ces circonstances remporter une victoire décisive par les Anglais. . . . . »

» Sans compter le chef heureux de l'armée française, qui seul vaut en Angleterre une armée, tous les autres généraux sont des hommes qui se sont distingués par leur persévérance à vaincre les obstacles les plus difficiles. Cette circonstance ne peut certainement pas être indifférente aux Anglais. Parmi ces généraux, on en compte un grand nombre aussi célèbres par leur expérience, que par leurs connaissances militaires. . . . . »

« Des écrivains Anglais citent une anecdote remarquable, mais peu connue sur le continent : quoique les Anglais eussent commencé eux-mêmes, en 1755, la guerre de sept ans, ils n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour la continuer. Minorque fut perdue à la face de la flotte britannique; les ennemis de l'Angleterre triomphèrent; les ministres anglais, incapables de gouverner, tremblèrent; la nation même montra une pusillanimité extraordinaire, qui cependant se dissipa lors de l'avénement à l'administration du grand Chatam, alors Pitt. A cette époque de consternation, les ministres intimidés craignirent une descente de l'ennemi en Angleterre, et un comité d'amiraux fut assemblé pour délibérer sur sa possibilité.

» Ce comité déclara « que les amiraux ne pouvaient » se charger de la responsabilité d'empêcher une descente, même dans le cas où le nombre de leurs vaisseaux serait le double de ceux de l'ennemi. »

« Cette réponse correspondait formellement avec l'opinion des célèbres amiraux *Argyls*, *Noris* et *Wagner*, qui déclarèrent antérieurement en plein parlement « qu'il serait possible que des événemens » imprévus et inévitables sur mer se réunissent pour

» favoriser la descente d'une armée ennemie en An-
» gleterre, sans que toute la force maritime d'Angle-
» terre réunie sur le même point, fût à même d'en
» garantir les côtes. »

» D'après ces considérations d'un objet de si haute importance, il est étonnant que les Anglais d'aujourd'hui, daus leur confiance sur les préparatifs de défense qu'ils ont fait par terre et par mer, ne pensent pas à la possibilité d'un revers et aux suites funestes qui nécessairement résulteront d'une grande défaite. Il semble que cette idée aurait dû les frapper d'autant plus qu'aucun Anglais ne peut, de sang froid, supposer qne la défense sera faite avec ordre par la masse informe qui y est destinée. Nous ne doutons nullement du conrage de la nation; il est reconnu que les Anglais sont braves; mais le courage suffit aussi pen que la bonne volonté, qni d'ailleurs ne manqueront pas non plus aux assaillans. Supposons même que les Anglais se défendent avec enthousiasme; cet enthousiasme n'est que passager, et ne peut jamais être général; tandis que les Français se trouvant enveloppés, et sans retraite, se battront avec désespoir, et n'auront d'autre alternative que la victoire ou la mort.

» C'est ce désespoir de guerriers redoutables qu'on envisage avec une confiance singulière, qu'on provoque pour ainsi dire. En vérité, il faut être Anglais pour nourrir l'orgueilleuse assurance d'un succès décidé avec de tels moyens; et il s'agit non seulement du bouheur, mais de l'existence d'une nation grande et florissante; d'une nation qui ne peut tomber qu'une fois. Sans faire mention du pauvre pays d'Hanovre,
abandonné

abandonné et sacrifié, on ponrrait demander si la possession de Malte est en proportion avec ce risque même, dans le cas où la possession de cette île par les Français pourrait un jonr mettre en danger le pouvoir des Anglais dans les Indes orientales : pour éviter ce danger incertain et éloigné, on provoque un danger menaçant et effroyable. D'aillenrs les Anglais peuvent-ils obvier, par les mesures actuelles, au mal futur qu'ils craignent? Peuvent-ils suffisamment, pour leur tranquillité, affaiblir les forces de la France? Il n'en paraît aucune possibilité dans la situation actuelle. La défense la plus heureuse des côtes, favorisée par les élémens, ne diminuerait point la grandeur de la France actuelle, ce que les Anglais se proposent cependant. On ne peut concevoir comment cette diminution de la grandeur de la France, but principal de la guerre, pourrait être exécuté par les Anglais, sans alliés, et au moyen d'une guerre maritime.

» Il est à regretter que tant d'efforts, tant de forces et tant de sacrifices, ne soient pas employés dans une cause plus noble que celle d'une querelle sans but et sans raison. »

CHAPITRE XV.

SUR LES CI-DEVANT PRINCES FRANÇAIS.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans les derniers papiers anglais, est *la lettre écrite par le ci-devant comte d'Artois au roi de la Grande-Bretagne*, et rapportée dans le *Morning Chronicle*. Si une telle pièce avait été publiée dans tout autre journal que le *Moniteur*, il n'est pas un Français qui eût pu ajouter foi à un pareil acte de haine délirante. Étrange moyen pour le ci-devant comte d'Artois de rappeler son existence aux Français, en prenant les armes contre eux! Singularité plus frappante encore de s'unir aujourd'hui avec les Anglais contre la France, lui qui, il y a quelques années, avait l'air de se battre au camp de Saint-Roch contre l'Angleterre!

On cherchait à oublier en France, que c'était le ci-devant comte d'Artois qui, avec l'ex-ministre *Calonne*, avait contribué si follement à la dilapidation du trésor public. On cherchait à oublier qu'étant subitement sorti de la France après le 14 juillet 1789, il avait appelé à Turin, auprès de lui, de l'avis du prince de Condé et de son beau-frère le roi de Sardaigne, un ministre que Louis XVI avait chassé de son conseil (1).

(1) Léopold disait, en 1790, à un Français : « J'apprends dans l'instant même que M. le comte d'Artois va mettre en évidence et à la tête de son conseil M. de

On cherchait à oublier qu'il avait écrit, au commencement de 1791, à Léopold, pour lui demander la permission d'aller simplement à Vienne avec M. de Calonne, et dans le fait, pour y intriguer et irriter les esprits contre la France (1).

On cherchait à oublier qu'ayant reçu l'hospitalité de l'électeur de Trèves qu'il trompait (2), il avait produit, par des circulaires à la fois insidieuses et impératives, la funeste épidémie de l'émigration. On cherchait à oublier qu'il avait recréé pour nuire à la France les corps militaires que Louis XVI avait supprimés quinze années auparavant, et qu'il avait organisé contre les intérêts de notre nation, une espèce de conseil

---

Calonne, un homme que son frère, qui est son roi, a chassé de ses conseils; un homme, la bête noire de votre nation, un homme inculpé de malversations les plus graves par la première cour de justice, un homme que mon beau-frère, pour avoir l'air de le punir, mais dans le fait pour le dérober aux regards de la justice, a renvoyé dans sa terre en Lorraine; et cet homme a l'impudeur criminelle de quitter le ban que son roi lui a indiqué, pour aller où, chez qui? chez la puissance ennemie de la France. Qu'y fait-il? il met M. Pitt au fait de l'état de détresse où il a plongé lui-même vos finances. Je ne peux avoir aucune confiance en cet homme-là. »

(1) L'empereur Léopold répondit au ci-devant comte d'Artois, une lettre honnête, mais de refus; et malgré cela, M. de Calonne osa venir à Vienne, à sept heures du soir, le 25 janvier 1791. Mais il reçut un ordre, à neuf heures du même soir, qui lui enjoignait de sortir de Vienne le lendemain matin, 26, *portes ouvrantes*.

(2) Ce prince croyait alors que les démarches de M. d'Artois étaient concertées avec Louis XVI, et lui donna asyle.

d'état, dans lequel il nommait les plus cruels ennemis de la France, M. de Calonne, son premier ministre; M. l'évêque d'Arras, son chancelier, et M. de Vaudreuil, son ministre de la guerre

On avait oublié que voyant que Léopold n'était pas enclin à la guerre contre la France, il s'était adressé aux alliés de l'Angleterre, qui déjà dans sa pensée et dans ses combinaisons diplomatiques, dévorait la France et empoisonnait ses moyens de régénération. Lorsque tout-à-coup une supplique honteuse est adressée par le ci-devant comte d'Artois au roi de la Grande-Bretagne, le plus cruel ennemi de sa famille; ce qui nous rappelle ces paroles d'Adélaïde de Foix au connétable de Bourbon: « Ce *vil abaissement ne saurait se comprendre.* »

Eh quoi! l'histoire a flétri la conduite de ce connétable, qui ne manquait ni de talens, ni de mérite militaire; elle l'a flétri, parce qu'il était allé offrir ses services à l'Espagne contre son propre pays

Eh quoi! l'on voyait dans la galerie de *Chantilly*, la Renommée, tenant le livre des faits militaires du grand Condé, mais déchirant, d'une main indignée, les pages qui renfermaient ses services contre la France; et vous croyez que dans ce siècle de gloire nationale et d'opinion publique, la Renommée et l'Histoire ne s'associeront pas pour imprimer la plus grande flétrissure à l'action que vient de commettre le ci-devant comte d'Artois, en écrivant une lettre conçue en ces termes :

Copie d'une lettre adressée à S. M. Britannique, par le ci-devant comte d'Artois.

MONSIEUR MON FRÈRE ET COUSIN,

« C'EST avec la plus juste sensibilité et les plus vifs sentimens de reconnaissance, que je profite des circonstances actuelles, pour prier votre Majesté, tant en mon nom qu'en celui de mes fils, des princes mes cousins, et de tous le Français résidens dans les états de votre Majesté, de vouloir bien nous permettre de nous réunir à vos fidèles sujets, et de vous offrir nos services contre l'ennemi commun.

» Nous sommes Français, Sire ; ni nos malheurs, ni les actes nombreux d'injustice que nous avons éprouvés n'ont affaibli les liens sacrés qui nous attachent à notre pays ; mais l'homme qui a subjugué la France, et qui en a fait l'instrument de sa perfide ambition, est véritablement l'ennemi de tout Français, autant qu'il l'est de votre Majesté et de votre gouvernement paternel.

» En faisant cette démarche, nous remplissons donc un double devoir ; et si votre Majesté daigne accepter nos services, nous rivaliserons avec vos loyaux sujets, pour vous prouver toute l'étendue de notre gratitude.

» Je prie votre Majesté d'agréer, avec votre bonté ordinaire, l'hommage aussi sincère que respectueux de tous les sentimens avec lesquels je serai toujours,

» Monsieur,

» Votre frère et cousin. » . . . .

Nous sommes Français, dites-vous ! Et vous vous associez à des Anglais contre la France ; à ces mêmes

Anglais dont les barbares ancêtres, conduits par les Bedfort, les Warwich et Henri V, dévastèrent si long-temps la France!

Nous sommes Français, Sire, dites-vous! et vous vous jetez aux pieds de la famille règnante à Londres, qui a juré le partage de la France, et qui a voulu l'effacer de la carte politique de l'Europe!

Ni nos malheurs, ni les actes nombreux d'injustice que nous avons éprouvés, n'ont affaibli les liens sacrés qui nous attachent à notre pays. Quels affreux liens que ceux qui vous attachent à la France par des guerres civiles, par les guerres étrangères, par les coalitions, par les dévastations, par les projets de partage!

Mais l'homme qui a subjugué la France, et qui en a fait l'instrument de sa perfide ambition, est véritablement l'ennemi de tout Français, autant qu'il l'est de votre Majesté et de votre GOUVERNEMENT PATERNEL (1). Quel abus de langage! c'est vous tous, *ci-devant princes, dits Français*, qui voulez *subjuguer la France* par les armes des étrangers; c'est vous qui avez couru dans toutes les cours de l'Europe, mendiant d'une main des secours déshonorans, et de l'autre signant des plans insensés de conquête et de ruine d'un pays auquel vous avez cessé d'appartenir, en quittant son territoire; c'est vous qui voudriez faire du sol de la France et de la vie des Français l'instru-

(1) Oh! *bien paternel*, en forçant les colonies de l'Amérique du Nord de se séparer de la métropole! — *Bien paternel*, en ouvrant d'une main les tombeaux de l'Irlande, et en faisant périr de l'autre les malheureux Nababs et les Rajahs de l'Inde.

ment de votre vengeance, et qui n'êtes vous-mêmes que les *instrumens de la perfide ambition de l'Angleterre. Les véritables ennemis de tout Français*, ce sont les sept princes qui se sont avilis devant la couronne britannique, et qui viennent de s'en déclarer les sujets, en se mêlant avec eux.

Elle est maintenant connue et décriée, cette méthode perfide d'isoler la nation française de son premier magistrat pour les attaquer, tandis que vous les réunissez dans votre cœur pour votre haine et votre vengeance. Vous dites que la France est subjuguée; mais qui a plus violemment subjugué la France que *Hugues Capet*, votre ancêtre? Et qui donc en Europe a obtenu plus que le Premier Consul le consentement de la nation, *le consensus populi*? Vous parlez de subjugation; mais c'est le mot qui convient aux projets de votre nouveau maître Georges III. Bonaparte est le premier magistrat de la France par le vœu exprès de la constitution, par le vote solennel du peuple Français; Bonaparte est le premier de nos défenseurs par sa renommée militaire et par ses efforts généreux pour préserver la nation des attaques de l'Angleterre. Il est le bras armé de la République, et celui-là sera toujours fidèle à la gloire et à la patrie.

Si votre Majesté daigne accepter nos services, nous rivaliserons avec vos loyaux sujets..... Il y a sept siècles que l'Angleterre rivalise avec la Francq, pour la ravager et la soumettre; et aujourd'hui, il y a sept princes qui se disent Français, et qui rivalisent d'efforts avec les sujets du roi d'Angleterre pour subjuguer ou détruire la France. Quels loyaux sujets que ces princes!!!

En faisant cette démarche, nous remplissons donc un double devoir : oui, le double devoir de *loyal Anglais* et de *Français rebelle!* Quel exécrable devoir! celui d'un pirate ambitieux et d'un prince fugitif. Et vous appelez cela *devoir!* Quelle corruption de votre langue, après avoir été la corruption de votre pays! Ecoutez une leçon de l'histoire, et vous apprendrez enfin ce qu'est *le devoir*, et ce que signifie le mot de *patrie!*

Lorsque Bonaparte alla porter la gloire des armes françaises sur les bords du Nil, la main furibonde de Nelson porta l'incendie et la mort sur nos vaisseaux dans la rade d'Aboukir. A peine cette nouvelle parvint à Londres, qu'un individu qui n'était plus Français, sans doute, mais qui avait joui de grandes distinctions en France sous la monarchie, vint à l'amirauté pour féliciter les chefs sur cette grande victoire navale remportée sur les Français : « Monsieur (répondit, sans daigner même se lever, l'homme qui présidait l'amirauté, et que cet étrange compliment avait indigné) lorsque le prétendant fut envoyé par Louis XIV avec une flotte pour venir reprendre le trône d'Angleterre, et qu'il eût été battu par la flotte anglaise, il eut un moment d'orgueil et de plaisir. Il se sentit le cœur anglais, en voyant la France battue; et quoiqu'il vît échouer toutes ses espérances, il ne put retenir ses larmes de joie, parce que l'Angleterre triomphait. Voyez maintenant, Monsieur, quelle distance énorme il y a entre vous et cet homme-là.....» Cet individu resta interdit par cette réponse inattendue, et surtout foudroyé par l'air de mépris qu'affecta l'amiral anglais qui reprit froidément la suite de son écriture,

et ne le regarda plus..... Un Français ami de sa patrie, était présent à cette scène. L'*homme de distinction* voulut venir à lui, mais le Français ne lui répondit que par un silence indigné.....

CHAPITRE XVI.

LES CONQUÊTES DE L'ANGLETERRE PAR SES GÉOGRAPHES ET SES INGÉNIEURS.

Tout devient instrument de conquête pour les Anglais. Ils conquièrent les nations avec l'or du commerce; et l'or des nations avec le monopole de l'industrie. Ils conquièrent des traités de commerce par la diplomatie; et la diplomatie par les résultats des avantages commerciaux. Ils font des conquêtes en Afrique avec des hochets, des verroteries et des voyageurs. Ils étendent leur colonisation dans l'Asie par des compagnies de marchands et par les crimes exportés du cabinet britannique. Ils étendent leur domination en Amérique, par des traités qu'ils violent, par des rébellions qu'ils nourrissent dans les colonies des autres nations européennes et ils augmentent leur influence en Europe par des guerres subsidées avec les produits de leurs manufactnres exclusives et du coton.

Il ne manquait plus à ce grand système d'invasion générale, que de conquérir encore par les arts et par les sciences même qui constatent les limitations poli-

tiques et les droits de propriété de divers peuples ou des diverses puissances. Les Anglais ont plusieurs fois essayé de conquérir par leurs *géographes* et par leurs ingénieurs.

On se rappelle que, par le traité d'Aix-la-Chapelle, on laissa quelques articles à décider, et quelques limites à déterminer sur cette partie de l'Amérique, l'*Acadie*, qui fut encore l'objet de la funeste guerre de 1755. Il avait été convenu formellement par ce traité, que les deux puissances nommeraient des commissaires pour terminer tout à l'amiable, et convenir des bornes, afin d'assurer à la France et à l'Angleterre leurs possessions respectives dans cette partie du monde si peu connue pour ses limites, non seulement des cabinets européens, mais encore des puissances qui les possédaient. « La volonté ou le caprice d'un géo» graphe qui fixe une ligne du Nord au Sud, ou de » l'Est à l'Ouest, peut donner (comme le dit très» bien le Politique danois), des possessions idéales » au gouvernement, qui lui paiera un peu plus cher » la carte qu'il a tracée. »

La France avait bien cédé l'Acadie ou Nouvelle-Écosse à l'Angleterre; mais elle n'avait jamais entendu se fermer les passages de la rivière Saint-Laurent et du fleuve Mississipi. L'Angleterre demeura vingt-cinq ans sans commerce au-delà de ces limites, si ce n'est par contrebande. Les Apalaches établissaient des limites qui semblaient inaccessibles, et qui devaient empêcher toute division, toute usurpation. Mais l'Angleterre, voulant faire tomber tout le commerce des Français avec les peuplades sauvages, bâtit des forts pour favoriser son commerce interlope, et

entreposa les marchandises d'échange auprès de ces fortifications, contre lesquelles la France n'opposa que des négociations diplomatiques. Le fort bâti sur la belle rivière, ne fit qu'appuyer les prétentions anglaises, que le fort d'Orange avait déjà depuis commencé à démontrer en 1727; et pendant que des commissaires et des géographes étaient occupés à justifier ou à combattre ces transpositions de limites et ces constructions de forts sur la rivière Marenguélé, les Anglais assassinaient M. *Jumonville* et son escorte, en violation du droit des gens; cette violation excita même l'indignation et la fureur des Sauvages de ces contrées.

Dans le cours de cette guerre de 1755, on fut aussi révolté à Madrid qu'à Paris du titre fastueux de la carte que le gouvernement anglais fit faire, avec ce titre : *De l'Empire Breton dans l'Amérique septentrionale, avec les Établissemens Français et Espagnols.*

Les auteurs des ouvrages politiques, publiés à cette époque en Angleterre, ne purent s'empêcher de décéler aussi les projets ambitieux de l'Angleterre sur le continent d'Amérique : « *Nos plantations*, disait un » de ces auteurs (le Crafstman, n°. 130), *qui ont déjà si fort contribué à la richesse et à l'attitude qu'a prises aujourd'hui la Grande-Bretagne, me semblent destinées par la Providence pour quelques fins encore plus grandes, auxquelles sans doute elles serviront, si nous ne négligeons pas les occasions qui pourront se présenter.* »

Lors de la guerre de 1792, le gouvernement anglais, après avoir inspiré le partage de la France dans les

traités de Pilnitz et de Pavie, fit dresser une carte géographique de l'Europe, dans laquelle la France était effacée, et une autre carte géographique de la France, dans laquelle les ci-devant provinces étaient désignées pour le partage qui devait en être fait à l'Europe. Cette dernière carte doit être dans les archives nationales; elle fut saisie avec d'autres papiers importans sur un vaisseau ennemi, par une de nos frégates, dans la Méditerranée, en juillet 1793.

C'est alors que M. Pitt disait en plein parlement, *que la France devait être effacée du monde commercial et politique.*

CHAPITRE XVII.

ÉDUCATION PUBLIQUE.

L'ANGLOMANIE, cette espèce de maladie morale qui a tant nui à la France, principalement à son commerce et à son industrie, n'attaquera pas la génération nouvelle, s'il faut en juger par les principes généreux et nationaux qu'on donne aux élèves des maisons consacrées à l'éducation publique. On lit, avec intérêt, un dialogue en vers qui a été récité par les élèves du Prytanée de Saint-Cyr, à la distribution solennelle qui vient d'y être faite par M. Chaptal, ministre de l'Intérieur, accompagné de M. Fourcroy,

conseiller d'état. Honneur et encouragement au directeur de ce Prytanée, qui sent si bien que les fonctions qu'il exerce sont une des plus intéressantes magistratures! Voici comment M. Crouzet, auteur de ce Dialogue, fait parler les élèves qui lui sont confiés. Il a saisi le moment du départ des élèves de Saint-Cyr pour l'armée dirigée contre l'Angleterre.

Un des interlocuteurs, parmi lesquels on aime à retrouver le nom et le neveu du brave *Dessaix*, *Théophile*, demande que sont devenus ses anciens compagnons d'étude; Alphonse et Agathis lui répondent:

ALPHONSE.

D'autres se sont rangés sous ces drapeaux fameux,
Guides des vieux guerriers, et mutilés comme eux,
Et déjà dans nos ports leur belliqueuse audace,
Les yeux fixés sur l'onde, en dévore l'espace:
N'attend, pour le franchir, que ces légers vaisseaux
Que cent mille ateliers vont lancer sur les eaux;
Et brûlant de venger l'affront des mers esclaves,
Promet à l'Océan de briser ses entraves.

AGATHIS.

Aux champs de Marengo, le respect et l'amour
Me guidèrent d'abord en quittant ce séjour.
Dans ces lieux tout couverts de palmes immortelles,
J'arrosai de mes pleurs les cendres paternelles.
De l'auteur de mes jours j'allais, dans les combats,
Honorer la mémoire et venger le trépas.
Mais soudain éteignant les flambeaux de la guerre,
Le vainqueur fit cesser les malheurs de la terre.
Je ne crus pas alors que le perfide Anglais

Dût laisser les mortels jouir de ses bienfaits;
Je sais trop qu'à la guerre, à la discorde impie,
Sur l'autel de la paix, ce peuple sacrifie,
Et démentant la foi qu'il vient de nous donner,
Jure au fond de son cœur de nous exterminer.
Je prévis que bientôt sa haine envenimée,
Dans son sein envieux à regret comprimée,
Allait faire éclater son noir ressentiment,
Et du bonheur commun sapper le fondement.
Je n'en pouvais douter; mais tourmenté sans cesse
Du besoin inquiet d'instruire ma jeunesse,
Je voulus profiter de ce calme trompeur,
Pour observer ce peuple et sa fausse grandeur,
Savoir par quels ressorts sa fatale puissance
Prétend du monde entier gouverner la balance.
Je courus jusqu'à l'Inde, et vis ces bords lointains
Que pressent de leur joug ces marchands inhumains,
Qui, d'un riche climat, tyrans insatiables,
Convertissent en or le sang des misérables.
Je n'ai trouvé partout qu'un éclat emprunté,
Que le faste imposteur d'un orgueil effronté,
Qui voile à tous les yeux l'inévitable abîme
D'un pouvoir chancelant étayé par le crime.
Témoin de leurs excès, j'ai repassé les mers
Que Vasco le premier ouvrit à l'Univers,
Où le fier Albuquerque étendit ses conquêtes;
J'ai vu ce Cap fameux qu'assiégent les tempêtes.
Partout l'Anglais superbe, insolent, oppresseur,
Et des trésors du monde avide usurpateur,
Imprime aux nations la terreur et la haine,
Du malheur en tous lieux appésantit la chaîne;
Et partout où ma voix nomme NAPOLÉON,

L'infortuné respire et sourit à son nom.
Enfin, après deux ans, je revis ma patrie,
Et j'appris, en touchant cette rive chérie,
Que, jalouse du sort qu'apprêtaient aux humains
D'un héros adoré les généreuses mains,
Albion réveillait son barbare génie,
Et de nos longs débats rallumait l'incendie,
Rompait des nations les liens fraternels,
Brisait les nœuds sacrés des traités solennels,
Et que son pavillon, signal du brigandage,
Des mers insolemment assiégeait le passage,
Et bravant l'Univers justement indigné,
Dépouillait sans pudeur le pilote étonné.

ALPHONSE.

Et qui put vous sauver de cet indigne outrage?

AGATHIS.

Le hasard nous guida sans obstacle au rivage :
Ignorant de l'Anglais les attentats nouveaux,
Nous eussions en amis salué ses vaisseaux;
Las d'errer sur les mers dans un vaste silence,
Nous cherchions des humains sur ce désert immense.

ALPHONSE.

Des humains! il n'est plus, sur les flots asservis,
Que des tyrans cruels, qui les ont envahis.
Nul n'y peut espérer ni pitié, ni justice;
L'Océan est en proie à l'infâme avarice.

THÉOPHILE.

Malheur à ces tyrans, à ces peuples sans foi,
Dont le vil intérêt est la suprême loi,

De qui l'ambition et l'orgueil insulaire
Calculent froidement les malheurs de la terre,
Qui, voyant les mortels d'un heureux avenir
Dans leur douce union déjà s'entretenir,
Et les fruits de la paix éclore pour le monde,
Ont frappé l'olivier dans sa tige féconde!

AGATHIS.

Oui : malheur à ce peuple auteur de tous les maux!
De la race présente il r'ouvre les tombeaux;
Mais dans l'aveuglement de son audace extrême,
Ne voit pas que son bras creuse le sien lui-même.
Dès long-temps odieux à cent peuples divers,
Ce colosse effrayant pèse sur l'unnivers.
Sa chute se prépare : aux rives de l'aurore,
Aux rives du couchant, l'humanité l'implore.
Le héros vertueux qu'il osait autrager,
Par de nouveaux exploits s'apprête à la venger.

CHAPITRE XVIII.

TESTAMENT POLITIQUE DE L'ANGLETERRE.

Tel est le titre d'une production vraiement originale qui fut publiée pendant la guerre que les Anglais faisaient aux États-Unis. La gaîté et la plaisanterie ont dirigé le pinceau de l'auteur. Ce n'est pas, sans doute, un flatteur des Anglais; mais c'est un ami de la

la vérité qui émet sa pensée dans cet écrit, qu'on suppose avoir été trouvé dans les papiers du feu lord *Litleton*. Quand on réfléchit que cet écrivain, aussi ingénieux qu'il est instruit, a composé, en 1780, ce *Testament Politique*, et lorsqu'on le compare à ce qui se passe aujourd'hui, on demeure convaincu que les maximes et la conduite du gouvernement anglais, contre la France en particulier, et contre les autres nations en général, sont immuables dans le mal comme dans l'ambition, dans l'orgueil comme dans la piraterie, dans la perfidie comme dans la cupidité.

Il n'y a qu'un homme de beaucoup d'esprit, un écrivain exercé, un politique profond, un penseur impartial, qui ait pu présenter, dans un cadre aussi borné, autant de vues lumineuses, autant de traits hardis, sur l'état des diverses nations de l'Europe, et sur la situation de l'Angleterre en particulier. L'auteur de ce *Testament politique* n'a rien sacrifié à de puériles considérations: il n'a rien dissimulé sur l'état de la Grande-Bretagne, sur les excès de sa puissance, sur les abus de sa fortune, sur les méprises de son ministère, sur l'injustice et la tyrannie de son administration maritime, soit dans les Indes, soit en Europe. Il trace d'une main ferme et sans ménagement les grandes fautes, les malheurs inévitables et les crimes trop long-temps impunis de cette puissance près d'être terrassée.

Si jamais des événemens politiques ressemblèrent à des *actes de dernière volonté*, ce sont bien les événemens et les causes de la guerre actuelle de la part de l'Angleterre. Son *Testament politique* est donc à l'ordre du jour. En voici l'analyse, qui m'a paru propre à exciter la curiosité des lecteurs.

Ce Testament nous montre l'Angleterre à l'agonie, faisant l'aveu de ses fautes avec la bonne-foi d'un mourant. Ce n'est plus ce colosse d'orgueil, dont l'arrogance provoquait la vengeance des nations : c'est un humble pygmée qui convient de sa faiblesse, et qui fournit lui-même les titres de son infériorité. « Je ne » veux pas mourir, s'écrie-t-elle, sans avoir fait con- » naître à l'univers mes volontés dernières, sans avoir » humblement confessé les erreurs répandues dans » tout le cours de ma vie.» Le premier reproche qu'elle se fait est son charlatanisme dans la généalogie qu'elle s'est fabriquée. S'il faut l'en croire, son origine ne fut rien moins que brillante. Des sauvages errans dans ses forêts, subjugués successivement par tous les aventuriers qui se présentèrent; voilà la noble tige de ces fiers *Bretons*, qui insultent aujourd'hui à tout l'univers! Le destructeur de la république romaine lui fit long-temps porter ses fers. « C'était un brave homme, » continue-t-elle, mais un peu *romanesque;* il avait » une singulière manie, celle d'exagérer ses calculs. » D'un trait de plume, il peupla cette île déserte; il » transforma en bataillons nombreux ses misérables » pâtres, à la chasse desquels il allait. Ses imbécilles » contemporains ont cru ce roman, parce qu'il était » trop loin de moi; et la bonne postérité y croit en- » core, parce qu'elle est loin de lui; et voilà com- » ment se perpétue le mensonge. »

On peut lui répondre que les succès de *Jules César* ont fait voir à l'univers que ses projets les plus ambitieux n'étaient pas si chimériques : ils prouvent qu'il calculait juste; et l'épithète de *romanesque* ne me paraît pas convenir à ce grand homme. Quant à ses

contemporains, ils n'étaient pas imbécilles, comme le suppose la testatrice malade. En pleine santé, elle eut trouvé la cause de l'esclavage des Romains dans leur mollesse et dans leur corruption; mais cet instant de délire ne messied pas à une agonisante. D'ailleurs, elle parle avec tant de bon sens quelques lignes plus bas, qu'on doit lui pardonner cette légère absence. « Rome, ajoute-t-elle, dora si bien les fers qu'elle » me faisait porter, que je parvins à les aimer. »

En effet, lorsque cette maîtresse de l'univers, affaissée par son propre poids, et déchirée par des barbares qui l'inondèrent de tous côtés, retira ses troupes des provinces pour défendre le centre de l'empire, les *Bretons* désolés regrettèrent la servitude que leur avaient imposée les Romains, et leur écrivirent une lettre (1) pour les rappeler. Désespérée d'avoir la liberté, la Grande-Bretagne implora le secours des Saxons; elle s'offrit à leur joug. Ils vinrent, et ce fut la seconde nation étrangère qui régit la Grande-Bretagne.

Une nuée de Danois affamés se jeta sur ses rivages; et, renversant l'heptarchie saxonne, qui n'était au fond qu'une véritable anarchie, ils enchaînèrent *Bretons*, *Pictes*, *Saxons*, etc. Enfin, *Guillaume-le-Bâtard* lui donna de nouvelles lois; et ses fers furent changés pour la quatrième fois.

Ce *Guillaume* aimait beaucoup ses sujets : pour leur épargner des veilles et des fatigues, il leur ôta

(1) Cette lettre était adressée à *Ætius*, trois fois consul, et commençait par ces mots : *Sanglots des Bretons.*

leurs armes, et les faisait coucher à l'entrée de la nuit. C'est ainsi que dès son origine l'Angleterre fut chargée de chaînes. « En bonne conscience, s'écrie- » t-elle encore, les *sénateurs-rois* de la *chambre* » *haute*, et les *nobles esquires*, et les *aldermans*, » doivent-ils parler d'origine, quand elle est si impure » de noblesse, quand on doit sa naissance à cinq ou » six espèces d'aventuriers? »

Mais on n'est pas le maître d'arranger sa naissance ou sa destinée, et cette manie des généalogies n'est que ridicule. Les atrocités qui ont signalé tout le cours de l'existence de l'Angleterre absorbent tous ses regrets. Depuis le règne despotique de *Guillaume-le-Bâtard*, jusqu'à la guerre insensée *des États-Unis d'Amérique*, elle ne voit que destructions, que folies, qu'absurdités, qu'horreurs entassées dans son sein.

Le premier abus qui se présente à sa mémoire est ce servage *féodal* qui soumit les Bretons à l'affreuse condition de bêtes de somme. Un certain *Henry* leur donna la liberté; mais bientôt fatigués de la tranquillité qu'ils goûtaient, ils allèrent en foule, pour l'acquit de leur conscience, se faire enterrer dans l'Asie. « *Richard-Cœur-de-Lion*, le premier des paladins » du temps, qui courut à leur tête s'excrimer avec les » Sarrasins, rapporta, de cette expédition bien com- » binée, de la gloire et de la misère, des indulgences » et les deux affreuses maladies qui, depuis le onzième » siècle, rongent l'espèce humaine en Europe..... »

Il faut l'avouer, cependant, les guerres des croisades furent moins funestes à l'Angleterre qu'aux autres nations, puisqu'elle n'eut qu'un accès de ce qu'elle appelle FOLIE. Elle n'en fut pas plus tran-

quille. Ses barons aimaient mieux guerroyer dans leurs garènes désertes que courir la Palestine. Ils luttèrent plusieurs siècles contre l'autorité royale, qui luttait pour les écraser.

La *guerre des nobles* fut interrompue par un intermède non moins tragique, la *guerre des paysans*. Celle *des favoris* offrit le spectacle d'un prince détrôné par son peuple et assassiné par sa femme, pour avoir eu des mignons. Son fils fait mourir lentement la nouvelle Clytemnestre, et pendre l'Égiste *Mortimer*.

Quels flots de sang n'ont pas coulés dans la guerre pour la succession à la couronne de France? Aujourd'hui, l'Angleterre repentante regarde comme autant d'actes de démence toutes les conquêtes lointaines ou continentales. « Je ne puis que verser des larmes, nous » dit-elle, sur ces débordemens multipliés des Anglais » dans la France, sur les lauriers qu'ils cueillirent à » *Crécy* et à *Azincourt*; sur les atrocités qui déshonorèrent cette guerre; sur l'infame condamnation » de cette HÉROÏNE qui sauva sa patrie; enfin, sur » la perte rapide de toutes ces conquêtes qui avaient » coûté tant de sang et de trésors aux Anglais, dont » il ne nous reste plus qu'un titre stérile, pantomime » ridicule qui couronne des pantomimes barbares. »

Une dispute de généalogie avait mis la France à deux doigts de sa perte; une autre dispute de généalogie arme pendant deux siècles et demi la moitié de l'Angleterre contre l'autre moitié. De-là naquirent les querelles de la *rose blanche* et de la *rose rouge*. On livra vingt batailles; trois cents mille hommes furent égorgés pour savoir qui régnerait sur ce fameux

peuple libre et penseur, ou d'un jeune sage ou d'un vieux imbécille. Cette cinquième et sanglante folie se termine enfin au règne de *Henry VII*; mais la Grande-Bretagne respirait à peine, lorsqu'une nouvelle frénésie, d'autant plus terrible que le prétexte en paraissait respectable, vint renouveler des supplices.

Henry VIII, devenu persécuteur par système, remit à la mode les tragédies de superstition. Ce tyran, naturellement cruel, abjura une religion qu'il avait défendue par ses écrits, immola des maîtresses qu'il aimait, des ministres qu'il estimait, avilit le parlement qui l'avait trop bien servi, bouleversa, confondit, outragea toutes les lois de l'Angleterre. Elle déplore en ces termes sa condescendance pour les caprices atroces de cet odieux monarque : « J'eus la faiblesse d'adopter le nouveau plan de réforme qu'avaient dicté les passions violentes d'un despote; je reconnus sa suprématie; j'encensai ses vices, et j'applaudis aux supplices cruels qu'il infligea aux hommes intrépides qui le contrariaient. »

Ces persécutions ne se ralentirent point sous le règne de *Marie*; il n'y eut rien de changé que dans le nom des martyrs. *Élisabeth* se servit, contre les partisans de *Marie*, de l'argument commun à tous les partis, je veux dire de la persécution. Cependant à ce nom d'*Élisabeth*, l'Angleterre sent renaître son orgueil. En effet, ce règne eût fait sa gloire, si le sang injustement versé de *Marie Stuart*, si le sang du comte *d'Essex*, si le sang que tant d'autres victimes qu'Élisabeth sacrifia à son fanatisme, ne l'eut pas terni.

La mort de Charles Ier, l'expulsion de Jacques II,

les persécutions opiniâtres contre tous ses partisans, l'adoption d'un sthathouder, assez adroit pour cacher les fers qu'il destinait à la Grande-Bretagne, tous ces actes répétés de cruauté ou de folie sont des excès que l'Angleterre déguisa sous les formes de la justice. Dans le seizième siècle, elle s'était signalée par son fanatisme; elle lutta pendant le dix-septième siècle contre l'autorité royale, et le dix-huitième fut remarquable par sa fureur à se plonger dans les guerres du continent, à les exciter sans motif, à les prolonger sans espoir, à les terminer sans bonne foi.

La grandeur de Lonis XIV tourmentait l'ame jalouse du sombre *Guillaume*. Il voulut l'abaisser, et le sang et l'or furent prodigués pour la querelle de la Hollande. La dette nationale de l'Angleterre lui doit son origine; elle s'accrut sous la reine *Anne*, malgré les prospérités des armes anglaises : mais elle devint immense dans les guerres qui, depuis cette époque, ont signalé l'ambition et l'avidité des Anglais. Celle de 1756 ne fut pas moins ruineuse que les autres. L'Angleterre fait ici l'aveu de toutes les horreurs qu'elle se permit dans cette guerre de commerce et d'avarice.

« Rappellerai-je, dit-elle, ma légèreté à violer les » traités les plus sacrés, les atteintes que je donnai » au droit des gens, en portant par-tout le fer et la » flamme, et sans avoir levé l'étendard de la guerre?.... » Côtes ravagées, vaisseaux brûlés, commerce anéanti » de toutes parts. C'est dans toutes mes guerres le même » tableau d'horreurs : elles furent, pour la première » fois, peut-être, la source de cette puissance que va » détruire aujourd'hui mon excessive ambition..... Il

» est un terme à toutes les grandeurs ; j'en fais aujourd'hui la triste éprenve ! Scission fatale ! guerre » insensée contre l'Amérique ! folie bien plus funeste » dans ses suites que toutes les précédentes, puisque » celle-ci n'avait fait que m'affaiblir, et que celle-là » renverse mon empire ! Je devais m'attendre à ce » coup terrible ; c'est un juste châtiment de toutes » mes fautes..... »

Ici l'Angleterre reprend la liste de ses crimes, et n'oublie pas celui d'avoir prêté les mains à des rebelles. Elle ajoute que c'est à tort qu'elle se plaint aujourd'hui de représailles. Elle peint ensuite l'absurde politique de ses ministres, qui, pour rétablir son crédit et ses finances, que leurs concussions avaient épuisées, se flattèrent d'enlever impunément anx Anglo-Américains des priviléges qu'ils avaient payés de leur sang versé pour la cause commune. Elle représente son parlement, autrefois si respectable, et maintenant prostitué au ministère, en décidant que les colons américains doivent être esclaves ou périr ; elle remet sous nos yeux le tableau révoltant de cette *presse* barbare, où des citoyens sont forcés, par des violences révoltantes, de s'armer contre d'autres citoyens ; enfin, elle nous montre l'heureux climat de l'Amérique devenu le théâtre des massacres et des incendies, et de toutes les horreurs d'une guerre imprévue. Mais un noble désespoir rallume le courage des Américains ; Boston lève la tête, et les ministres pâlissent. Le sang des vils mercenaires de la tyrannie ruisselle à son tour, et de nombreuses défaites font bientôt oublier les victoires des royalistes.

Les négociations n'ont pas plus de succès que les

armes. Vaincue, avilie, dégradée, ce n'est plus le pardon que l'Angleterre offre à des rebelles, c'est la branche d'olivier qu'ils foulent aux pieds. Les pacificateurs sont renvoyés avec mépris. Prosternés humblement, ils n'obtiennent pas même la faveur de faire entendre leurs supplications.

Cependant, l'œil des nations s'ouvre sur cette guerre; toutes les puissances voient avec plaisir la chûte prochaine de l'empire britannique. En vain ses orateurs cherchent à rappeler son espoir; l'illusion est passée, et la *souveraine des mers* se voit retomber au rang inférieur où la placent naturellement sa population, ses productions et son commerce. Mais ce commerce une fois anéanti, par la perte de l'Amérique, quel moyen reste-t-il à l'Angleterre pour acquitter sa dette nationale?

Comme on l'a déjà dit, ses dettes sont énormes; et même en vendant chèrement son terrain à la toise, elle n'aurait pas de quoi les payer. Elle nous apprend qu'elle ne voit point d'autre moyen de s'acquitter, que de partager ses dépouilles entre les nations ses créancières, et de présenter son bilan. Une banqueroute générale lui paraît un remède violent et honteux; mais l'application de ce remède extrême fut, en pareil cas, la ressource de plusieurs autres nations; et leur exemple calme un peu ses scrupules. Quant à l'honneur, qui semble se refuser à cet expédient financier, elle avoue, avec humilité, qu'elle n'a pas le droit de parler d'honneur; et, selon toutes les apparences, ce ne sera point un obstacle à la banqueroute projetée.

Les Hollandais, les Suisses, et quelques autres peuples, jetteront sans doute les hauts cris. « La Hol-

» lande est ingrate, ajoute ironiquement la banque-
» routière, au nom de son cher ministre le lord North....
» Sans le secours d'Élisabeth, n'aurait-elle pas suc-
» combé sous les armes du sanguinaire duc d'*Albe?*
» N'est-ce pas pour sa conservation que *Guillaume*
» a combattu, que *Malborough* a été vainqueur, et
» que j'ai contracté cette immense dette nationale?...
» D'ailleurs, quels deniers les Hollandais m'ont-ils
» prêtés? Ceux qu'ils me dérobaient à la pêche du
» hareng, de la morue, de la baleine, qu'ils font,
» malgré le privilége exclusif que m'accordait l'empire
» des mers, qui n'appartient qu'à moi seule. Au sur-
» plus, la banqueroute honnête que je médite peut-
» elle appauvrir les Hollandais? Quel besoin a-t-il de
» plus grands capitaux, ce peuple économe, qui peut
» défier en sobriété les plus sévères anachorètes de la
» Thébaïde! Du moins, mes délicats voisins de la
» Seine boivent à grands flots les vins les plus délicats
« du Midi, s'habillent des fourrures les plus recher-
» chées du Nord, prodiguent l'or et les diamans dans
» leur luxe et leurs ameublemens; ils jouissent, en un
» mot, à grands frais; et une banqueroute, en taris-
» sant la source de leurs richesses, tarit la source de
» leurs plaisirs; mais les calculateurs hollandais, en
» perdant leur chère cassette, ne perdent que des plai-
» sirs imaginaires. »

Quant aux Suisses, l'Angleterre les aime trop pour leur rendre un argent funeste qui ne servirait qu'à les corrompre; elle débite, à ce sujet, un très-long discours sur les avantages de la pauvreté, cette conservatrice des mœurs chez ces anciens républicains de l'Europe.

S'il faut l'en croire, les Français et les Espagnols ont le plus grand intérêt à sa banqueroute. Par-là, leur crédit s'accroît de la perte du sien. Ils seront désormais les seuls maîtres de tout l'or qui s'engloutissait dans Londres. Les Français sur-tout n'auront plus à craindre de concurrens dans tous les marchés de l'univers.

Après avoir ainsi satisfait ses créanciers étrangers, on comprend bien que l'Angleterre ne sera pas embarrassée pour se libérer envers ses propres sujets. Pour les dédommager de la perte des intérêts qu'ils cesseront de recueillir, elle s'engage à les affranchir des subsides qui servaient à les payer. Elle se promet les plus grands avantages de cette opération; son crédit va refleurir avec son commerce, malgré l'échec qu'a pu lui causer sa faillite; l'Espagne, dont elle se flatte ici, n'est point en contradiction avec les premiers aveux de son découragement. Il est une consolation pour les mourans, c'est de former encore des projets. Un des plus précieux, parmi ceux que fait l'Angleterre testatrice, est d'associer aux mêmes avantages ses trois royaumes, de rétablir une parfaite égalité entr'eux; c'est prévenir une scission, qui, tôt ou tard, comme celle des Américains, trouverait son excuse dans la force des armes, dans la loi du plus fort, et dans l'excès de l'oppression.

Un autre projet qui lui paraît sage, est de renoncer à ses colonies d'Amérique. « Je suis convaincue, dit-» elle, que chaque possession nouvelle qu'une puis-» sance acquiert du côté du Nouveau-Monde, est une » prise de plus qu'elle donne au loin sur elle à la for-» tune, une source d'affaiblissement de plus qu'elle

» ouvre dans son propre corps, une dépendance uni-
» verselle de plus qu'elle contracte. »

Un autre abandon tout aussi bien raisonné, est celui des forts en Afrique et des comptoirs de l'Inde: l'Angleterre s'y soumet; et on aura beau lui dire que cet abandon de toutes ses propriétés étrangères peut rendre la France *souveraine des mers*, elle persiste à croire qu'une *souveraineté universelle sur terre ou sur mer est une absurdité politique qui se conçoit difficilement, dont l'exécution est impossible aujourd'hui, et qui, réussissant même, ne pourrait long-temps subsister.*

Tous ces projets d'amendement, et beaucoup d'autres qu'il serait trop long de parcourir ici, sont conformes aux lois de la morale et de la politique; mais, dussent-ils s'exécuter à la lettre, ils ne feront jamais remonter l'Angleterre à la place dont les derniers événemens l'ont fait descendre. De son aveu, le moment est venu où elle doit reconnaître l'absurdité de la suprématie universelle, et résigner sa grandeur à toutes les nations de l'Europe. Elle les institue de bonne grâce ses légataires universels, leur abandonne son empire sur les mers, et leur cède son énorme puissance à partager.

Elle donne à la France d'assez bons conseils : le plus sage est de ne point imiter son exemple, en cherchant à multiplier ses possessions étrangères. Elle observe, avec raison, que toute colonie est une excroissance du corps politique, qui finit par le ronger.

La testatrice lègue Gibraltar à l'Espagne : c'est lui faire une restitution de conscience; car elle ne l'eut

originairement qu'*à titre de dépôt*. Cette clef de la Méditerranée lui coûtait prodigieusement, et lui était presqu'inutile depuis que l'empereur de Maroc, en dépit de l'alcoran, commence à devenir traitable sur l'article du christianisme Elle conseille aux Espagnols de songer sérieusement à repeupler leurs dix royaumes. Elle n'y voit d'autre moyen que de renoncer, comme elle, à leur vaste colonie de l'Amérique méridionale, dont l'entretien peut changer en déserts leurs plus belles provinces, et dont les mines ne les enrichiraient jamais.

Dans la foule des autres nations empressées à profiter des fautes de l'Angleterre, elle distingue la Suède, qui, long-temps malheureuse et brillante, sous des rois qui n'étaient que guerriers, fut, sous leurs successeurs, la victime d'un schisme national entre le prince et les sujets; mais l'anarchie n'a qu'un temps; le monarque de la Suède triomphe; et la nation, devenue commerçante, doit pourtant son bonheur à l'absence du luxe et des superfluités.

Le Dannemarck profite adroitement des malheurs de l'Angleterre. A la faveur de sa législation, la meilleure de l'Europe, il se prépare la voie à un commerce immense. Heureux peuple, si la manie des colonies lointaines ne le saisit point, si son petit comptoir de Tranquebar ne devient jamais un Pondichéry ou un Madras!

Le colosse qui élève sa tête superbe dans le nord de l'Europe, la Russie, doit s'abstenir encore long-temps de jouer un rôle dans les guerres méridionales; il faut auparavant qu'elle ait corrigé les défauts innombrables de son administration. La perfection de sa législation

intérieure occupera la moitié de son attention ; elle donnera l'autre moitié aux mouvemens des États qui l'avoisinent.

La Turquie est de ce nombre. Malgré la mollesse de ses sultans et l'apathie de ses peuples, cette nation est en butte à d'éternelles agitations, tant il est vrai que la destinée des grands empires sera toujours de ne jamais jouir d'une paix durable. Tout état craindra donc son accroissement ; et si la Russie en croit l'Angleterre, son ancienne protégée, elle s'occupera du soin de peupler ses États déserts, et non de les étendre.

On a souvent accusé de cette ambition d'agrandissement les deux Empires qui tiennent aujourd'hui la balance en Allemagne, et l'Angleterre nous rassure en ces termes sur les tentatives de cette nation, si long-temps regardée comme le centre des intérêts politiques de l'Europe. « Non, s'écrie-t-elle, l'Allemagne ne sera » jamais redoutable, tant que, comme l'empire du » Grand-Mogol, elle aura cette multitude de nababs » souverains ! » Elle prend de-là occasion de tracer le portrait du roi de Prusse, et de présager la destinée de son empire. « Le grand politique qui règne » à Berlin voit ma chûte sans s'émouvoir. Ma gran» deur lui fut jadis utile ; il en profita. Les rôles sont » changés. Il n'était alors que guerrier ; il veut de» venir commerçant ; et ma puissance maritime avait » droit de l'effrayer. Quoiqu'il me renie, je ferai son » éloge. Ce génie singulier était né pour faire des mi» racles. Sans hommes, il eut des soldats ; sans sa» vans, il eut des académies ; sans matières premières, » sans denrées, il veut être *commerçant* : il le sera... »

S'il faut en croire les pressentimens de l'Angleterre, c'est elle qui pousse vers son déclin l'existence coloniale desProvinces-Unies.C'est par elle que la Hollande se verra arracher chaque jour un fleuron de sa couronne.

L'Italie n'est pas mieux traitée que la Hollande. On nous la peint comme affaissée dans toutes ses parties sous le poids du despotisme : « Les esprits y sont éner- » vés par les arts et l'esclavage. Les grands objets de » politique sont interdits à leur examen ; ils se fixent » entièrement sur les arts de frivolité, et l'Italien » semble n'avoir d'existence que quand il donne un » coup de ciseau ou qu'il fait de la musique (1). »

Il existe cependant une nation modeste et sage, dont la prépondérance a été par fois très-sensible dans la balance politique de l'Europe. Tant que la Suisse aura des mœurs, et qu'elle conservera son esprit de neutralité, elle sera redoutée de ses voisins ; mais qu'elle reste pauvre si elle veut être libre. Une fameuse république grecque ne périt que pour avoir outre-passé ses limites.

Il est assez étrange d'entendre l'Angleterre nous assurer que cette fureur de franchir les bornes que prescrivit la nature, a perdu tous les États ambitieux. Elle aurait pu d'abord se citer elle-même ; mais elle aime mieux indiquer le Portugal, que l'esprit romanesque d'un de ses rois lança quelque temps hors de

(1) Quelle ingratitude ! C'est dans l'Italie que l'Angleterre a puisé le peu de goût pour les arts qu'elle a eu tant de peine à transplanter chez elle. C'est l'Italie qui a civilisé et éclairé l'Europe.

sa sphère. Tous les corps politiques ont leurs phases comme les corps célestes.

« Je ne dois donc pas, ajoute l'Angleterre avec ré-
» signation, me plaindre de ma ruine; elle était iné-
» vitable..... Les colonies ne pouvaient que me devenir
» funestes..... En comparant la grandeur, la force de
» mes colonies à la petitesse, à l'infirmité de la métro-
» pole, il est clair que le coup mortel de la scission
» devait porter sur moi..... D'ailleurs, l'ivresse causée
» par des succès momentanés, avait porté mon inso-
» lence au comble..... Toutes les vertus s'éteignaient
» en moi, lorsqu'elles renaissaient en Amérique. »

Ce Testament finit par des remercîmens ironiques aux généraux anglais, qui, dans la guerre de 1778, ont prêté leurs mains pour enchaîner celles des Américains : ils sont mêlés de quelques reproches assez plaisans. L'Angleterre s'adresse ainsi à l'amiral Keppel : « Je
» t'estime avec toute l'Europe; mais pour te parler
» franchement, si tu te bats bien, tu fais mal tes re-
» lations. Tu parles de victoire, et tu viens en hâte
» chercher un abri dans mes ports; ton canon tue des
» milliers d'hommes, et ces hommes sont tout-à-coup
» ressuscités..... »

Les noms de *Burgoyne*, de *Byron*, de *Germaine*, de *Digby*, de *Macartney*, de *Palisser*, etc. ne sont pas plus épargnés que celui de *Keppel*; mais la testatrice s'égaie sur-tout aux dépends des lords *North* et *Sandwich*. Elle lègue à ce dernier un traité d'arithmétique, pour apprendre à calculer le nombre de ses vaisseaux, et elle ne lègue rien à lord *North*.

Tel est, en substance, le Testament politique que faisait la Grande-Bretagne il y a vingt-trois ans. Si c'était

c'était aujourd'hui qu'elle s'occupât, plus sérieusement peut-être, de dicter ses dernières volontés, quel vaste champ ne s'ouvrirait pas à ses repentirs et à ses restitutions! D'un côté, elle s'accuserait de l'infraction honteuse des traités, de ses insolens *ultimatum* de trente-six heures, de ses coalitions monstrueuses contre les peuples libres, de l'assassinat et de l'empoisonnement du roi de Mysore et des nababs de l'Indoustan, de la spoliation des colonies hollandaises, de la destruction des colonies de la France au moyen de la révolte des noirs, des guerres civiles de l'Europe, des guerres de commerce dans les deux hémisphères, de la presse exercée sur les matelots de tous les peuples, de la destruction des bâtimens pêcheurs, du vol des bâtimens de commerce et des vaisseaux avant la déclaration de guerre, de la violation des neutralités et du mépris des lois de toutes les nations, des malheurs de l'Écosse et de l'oppression de l'Irlande; de l'autre, elle restituerait l'Inde à ses anciens maîtres, l'Amérique à ses premiers colonisateurs, l'Afrique à son indépendance, l'Europe à elle-même et à son industrie naturelle, l'Égypte à la Porte-Ottomane, Malte à ses antiques possesseurs, la Méditerranée à ses nombreuses nations littorales, le commerce à sa liberté, et la mer à tous les peuples. La France seule aura la gloire d'accélérer ces *restitutions* équitables, et de faire exécuter ce Testament solennel.

CHAPITRE XIX.

LITTÉRATURE POLITIQUE.

PEUT-ÊTRE croirait-on qu'il n'y a que les *écrivains politiques* qui, en France, se sont élevés avec force contre l'Angleterre et son ambition perturbatrice. Cependant, toutes les époques de guerre, avec cette nation plus ennemie que rivale, sont marquées par des traits échappés au génie littéraire ou poétique, comme au génie de la politique et de l'histoire.

Lors de la guerre de 1745, Crébillon parlant au nom de l'académie française, disait à Louis XV en le félicitant sur les glorieux succès de cette campagne : « Non, Sire, ne la donnez jamais à l'Europe cette » paix tant désirée, que nos ennemis ne soient hors » d'état de la troubler. Qu'ils tombent ces audacieux, » et que leur désolation apprenne à la terre effrayée, » combien les forces de la France sont redoutables » surtout quand la sagesse et la valeur du monarque » sont encore au-dessus de sa puissance ! »

Lors de la guerre de 1755, les Anglais *prirent trois cents bâtimens marchands français, avant la déclaration de guerre ;* ils viennent de faire de même en 1803. Toujours mêmes principes de rapine, même *droit*

des gens. C'est ce que fit sentir à ses concitoyens, avec une énergique indignation et une verve rare à soixante ans, M. *de Coulange*, lorsqu'il fit les vers suivans :

« A tant de perfidie ont-ils pu se résoudre ?
» Quelle horrible injustice ? Et ne fallait-il pas
» Que des éclairs du moins précédassent la foudre
» Que nous lancent leurs bras ?

» Les pirates fameux des africains rivages
» Aux lois des nations se montrent plus soumis ?
» Et n'exercent jamais leurs cruels brigandages
» Que sur leurs ennemis.

» Que dis-je ? ces brigands, ces monstres homicides,
» Dont le nom dans l'histoire est encor détesté,
» *Barberousse* et *Dragus*, dans leurs courses avides,
» Ont eu plus d'équité. »

Le poëte animant ensuite nos soldats contre les Anglais, trace en quatre vers les causes de la grandeur et de la décadence anglaise :

« Ils ont cent fois troublé le repos de la terre,
» Et brisé les liens des nœuds les plus sacrés :
» Ils ont seuls rallumé le flambeau de la guerre.....
» Qu'ils en soient dévorés ! »

On croirait que M. de Coulange, qui écrivait en 1755 cette poésie facile et forte, n'a pris la plume que le lendemain de la violation du traité d'Amiens : tant le gouvernement anglais ressemble toujours à lui-

même. Suivons le poëte quand il montre à nos héros la victoire prête à les couronner :

« Oui je crois déjà voir, par des fêtes brillantes,
» Nos peuples consacrer vos exploits immortels,
» Et des Anglais domptés les enseignes sanglantes
» Ombrager nos autels. »

A cette mémorable époque les poëtes français s'empressaient d'exciter la nation et l'armée contre l'Angleterre. Pendant que M. *de Coulange* produisait son *Ode sur les Anglais*, M. *Bret* écrivait ses *Stances sur la guerre présente*, et M. *Barthe* publiait une *Ode sur la prise de l'île de Minorque*. Mars et Apollon s'étaient également armés contre un *peuple corsaire* (1).

CHAPITRE XX.

DES SYSTÈMES FÉDÉRATIFS MARITIMES.

En parcourant le tableau des fédérations maritimes indiquées par la nature, par le commerce, par la po-

---

(1) Expressions de M. Bret dans ses stances adressées à Louis XV. Voici la strophe :

« De la justice qui t'éclaire,
» Tu pensas qu'un *peuple corsaire*
» Reconnaîtrait enfin la voix.
» L'Europe entière a vu ta clémence inutile. »

litique, ou par les localités, on trouve que chaque grande nation et chaque mer a un système fédératif, des bases duquel il est impossible de s'écarter sans préjudice ou sans danger. Mais aussi l'on voit, d'après ce même tableau, que l'Angleterre est isolée, et compose elle seule tout son système fédératif maritime. C'est de là même qu'elle a tiré son ambition sans bornes et sa tyrannie toujours croissante.

Ainsi le système maritime de la *France* est dans l'alliance de la *Hollande*, de l'*Espagne* et de la *Ligurie*. Leurs intérêts se touchent, s'appuient et se correspondent sur une étendue contiguë et immense.

Ainsi le système fédératif maritime de la *Russie*, est dans l'alliance ou dans la neutralité armée ou non armée du *Danémarck*, de la *Prusse*, de la *Suède*.

Les villes Anséatiques sentirent au treizième siècle la nécessité de ce système fédératif maritime. Les courses des pirates sur l'Océan et sur l'Elbe en furent les motifs, comme aujourd'hui la piraterie exercée en grand par l'Angleterre, fait sentir aux nations maritimes de la Baltique, de la Manche, de l'Océan atlantique, de la Méditerranée et de l'Adriatique, le besoin de raffermir ces fédérations maritimes indiquées par la nature, indispensables au commerce et utiles à la politique.

L'objet de ces alliances naturelles est dans le besoin de défendre leurs propriétés littorales, leur navigation et leur commerce respectifs. Le résultat de ces fédérations maritimes est de produire la vraie richesse et la vraie prospérité des diverses nations, qui doit être désormais la seule politique de l'Europe. *Moi seule*, dit l'Angleterre, *fais le commerce du monde*.

Moi et mes voisins, doit dire chaque nation continentale, *devons profiter également des avantages de la navigation et des jouissances du commerce.....*

Ainsi l'a voulu la nature, en grouppant les nations sur les bords de la même mer, ou dans l'intérieur du même continent; ainsi doit le vouloir la politique, qui n'est bonne et durable, que lorsqu'elle est conforme au droit primordial de la nature et des gens.

Mais l'Angleterre qui s'énorgueillit d'avoir un droit public tout particulier, l'Angleterre est placée dans la politique et dans le commerce du monde, comme elle est située dans l'Océan. Elle est dans une solitude effrayante, qui a produit à la fois son ambition, son avarice, son orgueil, son égoïsme, cette soif démesurée de richesses, *et son droit public particulier*, qui ne lui permet plus d'avoir aucune vertu politique, aucun principe sage, aucune fédération légitime.

La nature semble avoir placé certains peuples au milieu de la mer, comme les lions et les tigres au milieu des déserts, pour effrayer les autres espèces, ou dévorer tout ce qui y passe.

CHAPITRE XXI.

DE L'ESPAGNE RELATIVEMENT A L'ANGLETERRE.

SELON les écrivains anglais, les expressions les plus amicales du gouvernement de Madrid, ont si peu *sa-*

tisfait le gouvernement britannique, qu'on parle de l'expédition prochaine *de lettres de marque contre le pavillon espagnol.* L'usage que la marine française fait des ports d'Espagne pour y conduire et vendre les prises faites sur les Anglais, comme si c'étaient des ports français, est un grief qui vient d'être confirmé à Londres par des avis reçus de Lisbonne ; et de tels griefs, disent-ils, dans le présent état des choses, suffisent pour accélérer la rupture. Ces écrivains veulent oublier, sans doute, qu'il y a plus de trois mois qu'ils ne cessent d'exciter le gouvernement britannique contre l'Espagne ; qu'à chaque nouvelle des galions qui revenaient du Mexique à Cadix, la fureur des politiques anglais augmentait, comme si c'étaient des millions enlevés à leur propre trésor public. Sans doute l'avarice anglaise a vu avec douleur qu'elle ne pouvait pas, sans faire crier toute l'Europe, mettre au rang des *prises maritimes* les vaisseaux espagnols, et elle se repent aujourd'hui d'avoir ainsi laissé passer cet or de l'Amérique, unique mobile de toutes ses sollicitudes, de ses attentats et de ses guerres.

Mais le ministère anglais a dû sentir, depuis longtemps, que l'alliance de l'Espagne et de la France, quelles que soient les formes de leur gouvernement, est naturelle. Ces deux nations sont forcées, par leur position géographique, maritime, continentale et coloniale, à s'unir, à s'entr'aider sur terre et sur mer. L'Espagne, métropole des colonies, se maintiendra facilement dans ses possessions, étant appuyée par la marine et l'énergie des armées françaises. Les événemens de la guerre dernière prouvent à l'Espagne combien il serait dangereux pour elle d'aspirer à une

funeste neutralité. Les pirateries et les entreprises navales, faites dans la dernière guerre par les Anglais contre l'Espagne, ont dû lui démontrer quel genre d'ennemis renferment pour elle ces îles britanniques, ambitieuses de commerce, de colonies et d'or.

L'invasion du Mexique et du Pérou, rendu plus facile aux Anglais par la possession de la *Trinitad*, et par la domination du golfe, ne permet pas à l'Espagne de séparer un instant sa cause et ses forces maritimes de celles de la France.

Depuis long-temps ces idées politiques font la base de la conduite prudente du cabinet de Madrid, et l'on sent profondément sur les bords du *Mançaneres*, tout ce qu'on peut redouter des maximes qui règnent sur les bords de la *Tamise*. Les rois d'Espagne n'oublieront jamais, sans doute, que la conquête de l'Amérique méridionale sur les Espagnols, est un crime politique que le sombre génie du lord Chatam a légué à l'ambitieuse politique des rois d'Angleterre.

CHAPITRE XXII.

DE LA BALANCE DE L'EUROPE.

Ce mot change de signification selon l'esprit de la nation qui le prononce, et selon la partie de l'Europe où il est diplomatiquement articulé. A Londres il est

offensif : il est seulement défensif à Paris. Dans le Nord, il cacherait une ambition lointaine ; dans le Midi, il est accusé d'une ambition présente.

Il est rare de voir la bonne foi et la justice tenir la balance de l'Europe. Le hasard s'en est emparé le plus souvent ; la victoire ne l'a tenue que peu d'instans ; la diplomatie a constamment cherché à s'en emparer.

Quand l'Angleterre parle de maintenir la balance de l'Europe, il me semble voir, sur la place de Rome, Brennus établissant la balance pour peser l'or des vaincus, et jetant son épée dans l'un des bassins, pour enlever toutes les richesses des Romains. Voilà la balance que veut tenir l'Angleterre, quant à l'or seulement. Car tandis que Brennus jette son *épée* dans la balance, l'Angleterre y jette sa *rame*.

Entendez les ministres et les orateurs anglais, ils ne travaillent qu'à rétablir l'équilibre des pouvoirs en Europe, qu'à égaliser les droits des nations continentales. Charlatanisme funeste ! il a donné à tous les cabinets de l'Europe une impulsion irrégulière et fausse ; il a troublé toutes les harmonies politiques ; il a répandu dans les gouvernemens une ignorance dangereuse des véritables causes de la guerre dernière, et une discordance qui a manqué de la rendre ruineuse et éternelle.

C'est avec le même charlatanisme de *l'équilibre politique*, que les ministres et les orateurs anglais voudraient encore jeter la discorde et la guerre sur le continent.

C'est en semant dans les esprits l'opinion que la balance de l'Europe est rompue par la puissance fran-

çaise, que l'Angleterre voudrait empêcher les cabinets d'être calmes, pour les empêcher d'être sages, et les désunir pour les rendre plus faibles.

Mettre les puissances du continent en état de suspicion réciproque, pour les amener à des convulsions militaires; voilà sa tactique secrète. Brouiller toutes les idées, confondre tous les intérêts, désorganiser les fédérations nécessaires, rompre les alliances naturelles, bouleverser tous les principes, violenter toutes les mesures, désorganiser les gouvernemens par les passions des individus, aigrir les divisions intestines, propager les corruptions de la politique, exagérer les forces militaires des nations, centupler les maux de la guerre, les pertes du commerce, les ruines de l'industrie : voilà les moyens ordinaires; moyens attestés par le siècle qui vient de finir, et cependant toujours inaperçus, toujours efficaces pour le malheur de l'Europe.

Un poëte d'Italie (1) a peint d'un seul trait, aussi ingénieux qu'énergique, l'Angleterre tenant la balance de l'Europe; mais ce trait est un rayon de lumière. Voyez, dit-il, l'Angleterre assise au milieu des ministres traîtres et despotiques, marchandant des *pactisations* politiques, et pesant dans sa balance les calamités du monde contre l'or..... Mais c'est affaiblir

(1) Gianni, célèbre improvisateur, qui a chanté les triomphes de l'armée française et la gloire de ses généraux, a composé un chant sur la bataille de Marengo, et un poëme intitulé : *Les Héros Français en Irlande*. C'est de ce poëme que sont tirés ces quatre vers.

l'image du poëte que de la traduire. Voici ses propres expressions :

« *Quì frà despoti e traditori,*
» *Mercatante politica pateggia,*
» *Librando sempre l'esecrabil pondo*
» *Del pallid'oro col dolor del mondo.....* »

CHAPITRE XXIII.

QUARANTE-TROIS ANNÉES DU RÈGNE DE GEORGES III.

Quand un homme a régné pendant un période de quarante-trois années sur une nation éclairée, libre, puissante, et qui a porté ses mœurs, ses lois, son ambition, ses guerres, sa langue, ses relations industrielles et commerciales jusqu'aux extrémités de la terre, il est aussi intéressant qu'utile d'embrasser d'un coup-d'œil général les divers événemens d'un aussi long règne, d'interroger le bonheur ou le malheur des contemporains, d'examiner les résultats d'un tel pouvoir, et son influence sur la prospérité ou la ruine de son pays, sur le trouble ou le repos de l'Europe, sur les biens et les maux de l'espèce humaine.

1760. Le fléau de la guerre continuait ses ravages

dans les deux Indes et en Europe, lorsque Georges III monta sur le trône d'Angleterre. Il fut couronné au milieu des horreurs et des succès de la honteuse guerre de 1755; et les premiers actes de royauté qu'exerça Georges III, prouvèrent au monde que les maux de la guerre, loin de s'adoucir, allaient acquérir une plus grande intensité.

1761. L'attaque de Belle-Isle sur les côtes de France par *Keppel* et *Hodgson*, se faisait pendant que *Coote* et *Stevens* s'emparaient de Pondichéry, que le major *Harnat* battait l'armée du grand-mogol, que le nabab du Bengale était déposé, et que *Monckton*, *Rollo* et *Douglas* troublaient les Indes occidentales. Ainsi, les premiers coups de canon tirés à l'avènement de Georges III, retentissaient avec horreur à la fois dans les quatre parties du globe.

1762. La Martinique, la Grenade, Saint-Vincent étaient usurpés par les escadres anglaises; Georges III déclarait la guerre à l'Espagne, s'emparait de la Havanne, pillait les trésors du Mexique sur le vaisseau *l'Hermione*, allant de Lima à Cadix; et tandis que le roi faisait porter en triomphe, de Westminster à la banque, ces métaux, objet éternel des passions britanniques, Draper et Cornisk réduisaient Manille dans l'Inde, et pillaient la Trinité dans l'Amérique. Là se développe, sous le même point de vue, tout le système de cette ambition destructive de l'Europe, et usurpatrice des deux Indes.

1763. A l'avènement de Georges III au trône d'Angleterre, le génie sombre et ambitieux de Pitt, comte de Chatam, cet ennemi profond et implacable de la France, avait donné un grand lustre à la Grande-

Bretagne, et une puissante influence à son gouvernement; mais il avait dit que, *derrière le trône, il y avait une puissance plus forte que le trône même;* et un des principaux soins du nouveau roi fut le renvoi de ce grand ministre, en le nommant lord Chatam; renvoi déguisé sous une dignité stérile pour le génie, mais funeste à la politique anglaise, et qui ne fut pas même compensé pour elle par les grands et innombrables avantages de la paix conclue entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, et proclamée à Londres le 22 mars 1763.

1764. Cette année a une terrible célébrité, par les actions barbares que le lord Clives commet dans l'Inde, en déposant des nababs, en organisant une famine générale, et en faisant mourir de faim des millions d'Indiens autour des magasins de subsistances qu'il avait accaparées. Georges III y avait gagné une grande extension de colonies et des factoreries puissantes. Anssi, les crimes de lèze-humanité, qui avaient donné cette inflnence et ces richesses, furent impunis.

1765. La liberté civile avait reçu, par le despotisme ministériel, de trop nombrenses atteintes; les contraintes générales (*general warrants*) données par les secrétaires d'état sont déclarées oppressives, le seul cas de haute-trahison demeurant excepté. — C'est dans le cours de cette année que l'administration de M. Grenville foula les intérêts et les droits des colonies anglaises en Amérique. Leurs insnrrections et leurs plaintes forcèrent Georges III à retirer ces bills impolitiques, et à renvoyer le ministre qui en était l'auteur.

1766. Lord North est placé à la tête des affaires, sa violente administration, en relâchant, par des injustices nouvelles, les liens des colonies de l'Amérique et de la métropole, produisit, sans le vouloir, l'affranchissement de ces pays si long-temps opprimés par Georges III.

1768. Wilkes (sur la moralité de qui il n'est pas de mon sujet de prononcer) se présente comme candidat pour représenter la cité de Londres, quoique sa condamnation n'eût jamais été révoquée ou cassée. Il est élu représentant de Midlesex, quoique mis hors de la loi. Le ministère de Georges, déterminé à persécuter Wilkes, le fait renvoyer par la majorité de la chambre des communes, malgré les réclamations les plus nombreuses, et le fait renfermer dans la prison du banc du roi, après l'avoir fait condamner à une amende de 1000 liv. et à vingt-deux mois de prison, pour avoir publié le n° 45 *du North-Briton*. Cette sévérité augmenta la popularité de Wilkes. Le peuple est mécontent et se plaint de la violation des droits d'élection.

1771. Le terme de l'emprisonnement de Wilkes expire. En sortant de sa prison, il est élu alderman. Une souscription, remplie dans huit jours, paie 23 mille liv. sterl. de dettes qu'il avait contractées. Il est ensuite élevé à la dignité de lord-maire. Les ministres de Georges III jouissent de la plus grande défaveur dans l'opinion du peuple.

1773. L'acte du timbre jette de nouveaux fermens de discorde entre la métropole et les colonies d'Amérique. Des troupes anglaises et des gouverneurs envoyés pour suspendre le pouvoir législatif à New-

Yorck, et pour faire exécuter les lois du parlement britannique, ne servent qu'à aigrir davantage les esprits.

1774. Les envoyés de l'Amérique au parlement de Londres, pour demander la révocation de ces mesures législatives et fiscales qui révoltent les colonies, sont à peine reçus. La pétition du congrès n'est pas écoutée; ses agens sont mal accueillis, et enfin le bill du comte de Chatam, qui, seul en Angleterre, semblait vouloir conserver à la Grande-Bretagne ses importantes colonies des Indes occidentales, en détruisant les causes des troubles et du mécontentement, est rejeté dans la chambre haute; tant il est vrai que l'esprit de tyrannie et de domination exclusive est la base du gouvernement et du ministère britanniques.

1775. Les oppressions du ministère de Georges III sur l'Amérique sont au dernier période. Les Américains se mettent en armes sous le nom de *Colonies Unies de l'Amérique*. L'histoire, enorgueillie du courage des Américains, en a écrit les succès militaires et l'organisation républicaine. Le bombardement et l'incendie de la ville de Norfolk par les vaisseaux anglais, ont fait sortir de ses ruines même une liberté généreuse; et cette atroce guerre civile change en un noble et grand *acte d'indépendance* ce que les ministres de Georges III ne cessaient d'appeler une *coupable rebellion*.

1776. Pendant que le général Wasingthon résistait partout avec succès aux armes anglaises, plusieurs membres du parlement s'occupaient des moyens de réconciliation entre les deux contrées; mais les ministres de Georges III étaient des oppresseurs impla-

cables, et ils firent regarder ces voies d'accommodement comme chimériques.

1777. Toutes les fureurs de la guerre sont déployées par le roi d'Angleterre contre Philadelphie; un nouveau plan d'attaque, du côté du Canada, est tenté par le général Burgoyne, et donne lieu à des combats désespérés. L'armée anglaise est faite prisonnière par les généraux *Gatte* et *Arnold.*

1778. A peine la France porte ses vœux vers la cause juste des Américains opprimés, que l'Angleterre, effrayée des suites de ses premiers revers en Amérique, cherche à entrer de nouveau dans des voies de pacification, et nomme, à cet effet, pour commissaires, les comtes de Carlisle, William-Eden et Georges John-Stone. Mais il n'était plus temps: leurs propositions sont rejetées. Les esprits étaient irrités contre le gouvernement de Georges III; la guerre recommence avec plus de fureur; la France est obligée de répondre, par les talens de Dorvilliers, aux aggressions de Keppel.

1779. La flotte française, commandée par Destaing, repousse avec gloire les Anglais des Antilles, et sert généreusement la cause américaine. L'Espagne se joint à la France pour détruire, dans les mers d'Europe, les projets du ministère britannique; et leurs flottes voguent triomphantes dans le canal de la Manche. — C'est alors que Catherine II créée un système nouveau de *neutralité armée*, et associe les puissances de la Baltique à ce plan défensif de la liberté des mers. L'impératrice de Russie, née pour les grandes choses, fait plus que d'écrire ce plan de neutralité armée: elle le fait exécuter, et force le roi d'Angleterre

d'Angleterre à restreindre et abjurer, dans les mers du Nord, sa tyrannie.

1780. Lord Rodney prend des vaisseaux espagnols; Clinton, Cornwalis et Tarleton obtiennent des succès en Amérique; mais les troupes françaises y arrivent, et le sort des armes est changé. A Londres, un attroupement de protestans se forme autour du parlement, et réclame la révocation d'un acte passé en faveur des catholiques. Une pétition, signée de cent mille fanatiques, est présentée à la chambre des communes, le 2 juin. Des outrages sont commis dans les divers quartiers de la ville contre les maisons des catholiques, leurs écoles et leurs églises. On connaît les excès auxquels se portent assez souvent les émeutes de Londres. — Pendant ces agitations du peuple anglais, le ministère ne perd pas de vue la guerre, dont les progrès et les bénéfices appaisent ordinairement les troubles intérieurs. Il commence des hostilités contre la Hollande, comme faisant aussi des vœux pour le succès des Américains.

1781. Progrès de la guerre impie que les Anglais faisaient aux colonies-unies. — L'Angleterre s'empare des colonies hollandaises. — Les troupes combinées de la France et de l'Amérique forcent les troupes anglaises commandées par Cornwalis à se rendre prisonnières de guerre. — Champs de Saratoga, vous serez à jamais la gloire des soldats libres de Washington, et la honte des armées de Georges III! — La France envoya ses escadres attaquer l'île de Jersey; et en même temps, la minorité des communes accusait le actions politiques et la conduite des ministres de Georges III, dont toute la respon-

sabilité, comme le disait un membre des communes, ne valait pas une *pence*... (La plus vile monnaie.)

1782. La reddition de Cornwalis a changé les esprits. La guerre d'Amérique paraît à Londres n'être qu'un mauvais plan organisé par l'ambition et l'ignorance. On désespère de son succès; on demande à grands cris à Georges III la fin de cette guerre infame, destructive et ruineuse. Des adresses sont présentées pour obtenir de lui le changement total de son ministère. L'indépendance des Etats-Unis est reconnue. Les négociations de la paix commencent; et après que les troupes du roi d'Angleterre ont évacué Savannah, la Géorgie et Charles-Town, les articles préliminaires sont signés à Paris le 30 novembre, et ne sont rendus publics que l'année suivante.

1783. Après une lutte effroyable de huit années, organisée par les ministres lord North et lord Sandwich, contre les infortunés Américains, la dette publique, ce gouffre de l'Angleterre, ouvert par *Guillaume* (1) et si fort agrandi par Georges III, s'augmente de plusieurs milliards; et la couronne anglaise détruite à moitié dans les Indes occidentales, est obligée de porter, dans les Indes orientales, d'autres crimes, et de faire des usurpations nouvelles pour réparer ses pertes qu'elle a été forcée de signer en Europe. — Le gouvernement anglais se venge secrètement de l'indépendance américaine sur la France, à qui il surprend un *traité de commerce*, destructif de notre industrie, de notre commerce et de nos ma-

(1) *Blackstone*. Comment. sur les lois anglaises, liv. 1, chap. 8.

nufactures à peine rétablies. — Le duc de Portland est mis à la tête de l'administration changée ; et M. Pitt, fils du grand Chatam, visant de loin au ministère, menace la couronne d'une RÉFORME PARLEMENTAIRE, motion qui n'eut pas de succès à la chambre des communes.

L'esprit agitateur de M. Pitt est irrité du rejet de sa motion *patriotique*; il fait faire, par d'autres membres des communes, une nouvelle tentative pour obtenir la réforme parlementaire. Mais c'est en vain ; les deux chambres passent un bill pour adoucir le sort des *loyalistes américains;* on fait un traitement au prince de Galles ; on donne une pension aux généraux *Rodney* et *Elliot* pour leurs importans services. Le 8 octobre la paix est proclamée, et le parlement prorogé au mois de novembre.

A la rentrée, M. Fox présenta un bill pour régler les affaires de l'Inde. Ce projet de bill, adopté par la chambre basse, est rejeté par la chambre haute. — Dans la nuit suivante, le 18 décembre, les ministres furent tout-à-coup renvoyés, et M. Pitt est nommé premier lord de la trésorerie. Ce fut le prix de sa popularité feinte. Aggresseur de l'administration, il en devient le chef. Là commence ce MINISTÈRE DES PRÉPARATIFS, qui a couvert l'Europe de vénalité politique, d'intrigues diplomatiques, de guerres civiles et de guerres étrangères. Chose étrange ! M. Pitt inspirait alors si peu de confiance, et le parti de M. Fox était si considérable dans la chambre des communes, qu'on croyait généralement que ce nouveau ministre ne serait pas long-temps en place, et que plusieurs membres du parlement craignirent,

dans les premiers temps du ministère de M. Pitt, d'accepter des fonctions avec responsabilité. — Ces craintes se dissipèrent insensiblement; mais le parti de M. Pitt resta long-temps dans une grande minorité. Il avait violé l'opinion publique, en attendant qu'il pût la corrompre....

1784. Le parlement ouvre ses séances le 18 mai. M. Pitt avait si bien manœuvré, si puissamment intrigué dans l'intervalle d'une session à l'autre, qu'on ne tarda pas à s'apercevoir, dès les premiers jours, qu'il était survenu subitement une grande majorité en faveur de cet ambitieux et souple ministre. — Il n'y a de remarquable que le triomphe de M. Fox, qui, malgré les intrigues du ministère, fut reconnu représentant de Westminster. Si cet orateur de la paix eût été écouté de la cour, l'Angleterre aurait dans son sein moins de causes de destruction, et l'Europe aurait eu moins de guerres.

1785. Ce fut aussi l'époque de grands débats politiques. M. Pitt propose d'établir sur un pied moins injuste le commerce de l'Angleterre et de l'Irlande; mais ses propositions furent entièrement changées dans l'adoption que le parlement en fit. Le parlement irlandais rejeta ces lois avec mépris; car l'Angleterre, de même que l'Irlande, considéraient ces bills, ainsi dénaturés, comme les moyens de destruction de leurs intérêts respectifs.

1787. Le gouvernement anglais obtenait du stathouder le sacrifice des grands intérêts politiques de la Hollande, et suscitait une puissance du continent contre la France, pour masquer les connexions anglaises avec le chef du gouvernement hollandais.

— Vers le même temps, Warren-Hastings ayant été accusé de grands crimes et de malversations dans le gouvernement de l'Inde, son procès fut entamé dans la chambre des lords. Ce n'était qu'un simulâcre de procès. — Des marchands anglais envoyaient un vaisseau à Nootka-Sund, dans la partie nord-ouest de l'Amérique, pour y trafiquer avec les naturels du pays au préjudice des Espagnols. La cour de Londres se plaignit à celle de Madrid. Des preparatifs maritimes furent faits de part et d'autre, et un traité vague et indéterminé ne fit que *plâtrer* cette contestation.

1788. L'impératrice de Russie, voulant obtenir un port sur la mer Noire, s'unit avec l'empereur d'Allemagne, qui ne fut pas heureux dans cette guerre. Les troupes russes allèrent de succès en succès, et prirent les forts d'Ockzakou et Ismaël. Que fit le gouvernement anglais, qui se prétend l'ami des Russes? Il équipa une flotte considérable pour empêcher que la Russie n'obtînt la libre navigation de la mer Noire. Mais Catherine II, tournant en ridicule les grands et inutiles préparatifs de l'Angleterre, persista à maintenir ses avantages. Des négociations commencèrent; mais la cour de Londres, trouvant que Catherine II n'était pas propre à être intimidée par les menaces anglaises, fut forcée de désarmer sa marine, qui avait coûté à la nation d'énormes dépenses, et de laisser la Russie en possession de ses conquêtes. — Ce fut au mois d'août 1791 que la paix fut signée entre les Turcs et les Russes. L'impératrice obtint la libre navigation de la mer Noire, avec la possession d'Ockzakou et de ses dépendances, depuis le Niester jusqu'au Bog.

Ce fut alors que la tête de Georges III éprouva une maladie grave qui dura long-temps, et qui laissa peu d'espoir de son rétablissement. (Les historiens et les écrivains anglais ont appelé cette maladie *à violent disorder.*) Le parlement s'assembla au mois de décembre, et ne put s'occuper d'aucune affaire, parce qu'il n'existait plus que deux *branches de la législature*, la troisième, c'est-à-dire le roi, étant absolument hors d'état d'y concourir. On proposa de donner la régence au prince de Galles, pendant la maladie du roi; mais les pouvoirs dont il devait être investi occasionnèrent dans les deux chambres de violens débats qui durèrent encore pendant les trois premiers mois de l'année suivante.

1789. Le 10 mars, S. M. B. envoie un message aux deux chambres du parlement, pour leur annoncer le rétablissement subit de sa santé, et la soudaine capacité qui lui était revenue, de s'occuper des grands intérêts de la nation. La révolution française s'annonçait, et la politique des ministres anglais voulait en suivre les mouvemens avec l'ancien pouvoir royal de Londres, tel qu'il avait déjà existé. — La nation française prend la ferme résolution de réformer les abus de plusieurs siècles, de régénérer ses lois, son armée, sa politique, ses finances, et de constitutionner ses droits. Les ministres de Georges III cherchent dans cette *réforme nationale* des moyens d'affaiblir, de troubler, d'égarer la France, et surent trouver l'occasion favorable de diviser, d'exaspérer ceux qui la gouvernaient déjà, et ceux qui voulaient améliorer son ancien régime ou en détruire les principaux abus.

1790. Le gouvernement anglais, furieux de voir une monarchie limitée et régulière remplacer une monarchie ministérielle et absolue, cherche à profiter de l'influence du *pacte de famille* pour troubler les travaux de l'assemblée constituante, en revenant, avec la cour d'Espagne, sur les discussions de *Nootka-Sund*, dans l'Amérique; mais *Mirabeau*, par un de ces éclairs de génie qui caractérisaient son éloquence, illumine le noirs complots du cabinet de St-James; et ses paroles prophétiques sont dignes d'être rappelées en ce moment. « Supposons, dit cet orateur célèbre, que l'Angleterre prévoie avec inquiétude l'accroissement qu'une constitution libre doit donner à nos forces, à notre commerce, à notre crédit; qu'elle lise dans sa propre histoire l'avenir de nos destinées, et que, par une fausse politique, elle veuille profiter des circonstances pour rompre une alliance formidable dont elle a souvent senti tout le poids. Qnelles sont les mesures qu'une telle supposition doit nous inspirer? Nous ne pouvons balancer le nombre des vaisseaux anglais qu'avee ceux de notre allié : notre intérêt nous oblige donc de confirmer notre alliance avec l'Espagne; et le seul moyen de la conserver, c'est de remplir fidèlement nos traités. On dira peut-être que cette fidélité même peut amener plus rapidement la guerre, arrêter notre régénération, épuiser nos finances, anéantir nos armées. Mais que répondra-t-on à ce dilemme? ou l'Angleterre veut la guerre, ou elle ne la veut pas. Si elle ne la veut pas, si elle n'arme que pour négocier avec plus de succès, la conduite que nous proposons de tenir à son égard ne saurait être considérée comme

une provocation ; et nous remplirons nos engagemens sans compromettre toutefois notre tranquillité. Si, au contraire, l'Angleterre veut la guerre, alors nous ne devons plus compter sur sa justice, sur sa générosité. Notre inaction augmentera-t-elle nos périls; au lieu de les éloigner? Si l'Espagne venait à succomber, ne serions-nous pas l'objet de la même ambition et d'une vengeance plus animée? Les mêmes malheurs que l'on redoute dans le maintien d'une alliance, ne menaceraient-ils pas alors et nos finances et nos armées? Et combien d'autres maux n'est-il pas facile de prévoir? . . . »

1791. Tandis que le gouvernement anglais jetait sourdement des germes de division parmi les hommes de couleur dans nos colonies, il repoussait, en Europe, la généreuse proposition de l'assemblée constituante, pour l'abolition de *la course en mer*. La philantropie anglaise ne s'étend pas jusques-là. Mais l'hypocrisie politique n'oubliait pas son rôle au parlement : M. Wilberforce fait une motion tendante à présenter un bill pour prévenir toute nouvelle importation de nègres de l'Afrique dans les colonies britanniques. Quoique cette motion fût appuyée par les grands talens de MM. Francis, Smith, Fox, et même de M. Pitt, elle fut rejetée à la majorité de soixante-quinze voix. Il en résulta cependant un projet de colonie *à la Siera-Leone*, dont on se promettait de grands succès, et une diminution dans les dépenses du commerce des Indes occidentales. — Les catholiques obtinrent quelque adoucissement apparent, dans les lois pénales qui les concernaient. La constitution du Canada est établie par un bill; mais les événemens

politiques et la nouvelle assemblée législative des Français n'avait fait que redoubler la haine et l'esprit d'observation dn gouvernement anglais.

1792. Lord Cornwallis réduit Typpoo-Saïb dans une grande détresse, et conclut avec lui un traité barbare, par lequel Typpoo est forcé de lui donner ses deux fils en ôtage. Funeste traité, qui rendait inévitable la perte de ce prince, ami naturel de la France! — Au mois d'avril, M. Wirberforce renouvelle son charlatanisme de philantropie, et reprend la motion de l'abolition du commerce des noirs. Le système de déception que cette motion cachait, réussit an point de faire passer un bill qui annullait ce commerce, à compter du 1er. janvier 1796. Mais la chambre des lords la rejeta, comme on s'y attendait bien : la parade était jonée. — Une proclamation royale snpprime plusieurs ouvrages répntés séditieux, et ordonne d'en poursnivre les auteurs. C'était le prétexte pour arriver à l'incorporation d'une grande partie de la milice nationale, et d'organiser d'avance les moyens de guerre dont le ministère soufflait le feu à Pilnitz et à Pavie. Mais il fallait abuser la nation anglaise; elle fut agréablement surprise en voyant M Pitt produire, devant les communes, l'état des finances, qu'il démontrait être dans l'état le plns brillant; de sorte qn'il se trouvait en état d'alléger le fardeau du peuple anglais de taxes, à concurrence de 200,000 liv. sterling par an, et en même temps d'appliquer à l'amortissement de la dette nationale 400,000 liv. sterling. Selon ce *budjet*, le revenu excédait la dépense de 900,000 liv. sterling. Pendant que le peuple anglais se berçait ainsi d'un avenir prospère et libérateur de sa dette, son gouver-

nement, qui depuis une année occupait de ses craintes apparentes et de son ambition réelle, toutes les cours de l'Europe, formait une coalition monstrueuse, préparait la conquête et le partage de la France, allumait une guerre universelle contre une nation qui ne voulait qu'être libre, et dont l'acte constitutionnel avait stipulé expressément la renonciation à toute espèce de conquête. — Le plan insidieux des ministres de Georges III marche à une rapide exécution. Le parlement autorise le roi à chasser les étrangers du royaume, et un autre acte interdit toute exportation de grains en France. — C'est en vain que les Français se plaignirent de ces deux infractions aux traités de commerce qui subsistaient entre les deux nations. L'ouverture de l'Escaut, annoncée dans les débats publics en France, fut un motif de plus à leur haine.

1793. Le gouvernement anglais renvoie l'ambassadeur français, avec des formes injurieuses à la République, et joint à l'insolence de ses procédés le prétexte qu'il est compris dans le bill qui renvoie les étrangers. L'assemblée nationale est obligée, peu de temps après, de déclarer la guerre au roi d'Angleterre, qui, depuis 1791, faisait à la France une guerre sourde et perfide dans tous les cabinets de l'Europe. S. M. B. entre alors ostensiblement dans la coalition des puissances, qui était son propre ouvrage, et envoie des troupes sur le continent, sous les ordres de l'un des *Achilles britanniques*, le duc d'Yorck (1). Toulon, Valenciennes et Condé sont occupés par les coalisés;

(1) A qui, dans son ambition délirante, le gouvernement anglais avait promis le trône de France.

et le conseil de Georges III se croyait déjà maître de la France, comme sous Charles V.

Fanatisé par ces premiers succès, un lord très-modéré propose à la chambre haute *la guerre d'extermination* contre les Français; et ce cri féroce est répété par le prophète Burke dans la chambre des communes et dans des écrits incendiaires. La haine nationale accueille cette horrible motion; et un prince anglais, qui croit tout facile, propose d'en finir, en faisant marcher soixante mille hommes sur Paris. C'est alors que M. Pitt annonce qu'il a pris des mesures pour effacer la France de la carte politique et commerciale de l'Europe. Il organise la famine, ferme la mer, envoie des subsides aux coalisés, des instrumens de guerre civile aux départemens de l'Ouest et des instructions secrètes à ses partisans. — La France répond aux attaques et aux complots de Georges III et de son ministre par un armement général et improvisé comme la foudre. Le duc d'Yorck, qui assiégeait Dunkerque, prend la fuite devant ces mêmes fortifications que son père avait déshonorées par le traité de 1763; et les *bataillons anglais*, humiliés par une défaite complète sur les dunes, *invoquent à genoux*, et obtiennent la clémence du vainqueur. Quatorze armées, organisées comme par prodige, et bientôt aguerries, sont triomphantes partout. La renommée militaire de la France et la victoire couvrent de leurs ailes glorieuses toutes nos frontières, et dérobent à l'étranger et à l'armée le triste tableau des résistances et des calamités malheureusement inséparables des révolutions. L'Angleterre seule aigrissait nos passions, triomphait de nos déchiremens in-

térieurs, et empoisonnant notre liberté, souriait à nos maux. Cette terrible année vit du moins les armées, les flottes et les forfaits du gouvernement anglais sans succès à Dunkerque, à Saint-Malo, à Granville, à Cherbourg, à Brest, à Marseille et à Toulon. C'est là que les soldats français entrèrent en *héros*, et que les Anglais en sortirent en *brigands*. Le port et les arsenaux furent incendiés par des mains anglaises. Mais la victoire grava sur les forts Pharon et Lamalgue les noms des *Dugommier*, des *Laborde*, et des *Bonaparte*, comme elle burina la honte du nom Britannique sur cette redoute anglaise inutilement défendue par trois mille hommes, par plusieurs mortiers, vingt pièces de canons, et qui dominait en vain les forts de l'Aiguillette et de Balagnier. — C'est à Toulon que les Anglais furent les plus atroces et les plus lâches ; c'est là aussi que, dans cette terrible journée, se formait, comme dans une nuée orageuse, le météore permanent destiné à foudroyer l'Angleterre ; c'est là que se fit distinguer avec cet éclat et avec cette gloire, précurseurs des grandes renommées, le génie audacieux et méditatif, devenu le héros de ce siècle.

1794. Encore un acte de l'hypocrisie philantropique anglaise ; encore une tentative oratoire contre la traite et le commerce des noirs. Mais la délibération des communes est, selon l'usage, rejetée par la chambre des pairs. — A la fin de février, une descente pour les îles de *Jersey*, *Guernesey* et *With* s'organise, sur les côtes de France, avec vigueur et secret. Les Anglais n'eurent d'abord pour défense que les vents contraires aux projets des Français. Au mois de mars, quelques bataillons d'émigrés sont jetés à Jersey et Guernsey. Le

gouvernement excite l'esprit public, et permet l'organisation de plusieurs associations militaires. Des dissentions intérieures dépensèrent nos forces employées à la descente. Le mécontentement se prononçait de toutes parts dans la Grande-Bretagne; les inquiétudes du ministère se tournèrent en procédures et en persécutions. Tandis qu'il faisait transporter à Botany-Bay *Muir*, *Palmer* et *Margarot*, qu'il avait fait condamner en Écosse, il faisait fermer plusieurs sociétés comme séditieuses, et traduisait à la barre du parlement *Hornetoke*, *Hardy* et *Tholwal*, qui furent cependant acquittés. — Au printemps, le général Mack ayant inspecté toute l'armée autrichienne, se plaint du déficit dans le contingent que l'Angleterre devait fournir à l'armée de la coalition.

Une attaque générale se fait sur la frontière belgique; la bataille de Tournay dure seize heures, et se termine à l'avantage des Autrichiens. La frontière française est menacée; mais le contingent anglais reste en arrière des succès. L'empereur, qui était venu se faire inaugurer à Bruxelles, demande au duc d'Yorck les motifs de cette non participation au mouvement de l'armée victorieuse. Le résultat de cette entrevue, qui eut lieu à Tournay à neuf heures du matin du jour de l'Ascension, est l'exhibition de la preuve matérielle que le duc d'Yorck avait des ordres exprès de sa cour pour ne pas aider ni suivre les succès de l'empereur. Voilà l'esprit général des alliances de l'Angleterre. — Depuis ce moment décisif, la guerre des coalisés n'est plus qu'une suite de revers et de retraites. Les armées de la république les battaient sur tous les points. Les Anglais se consolaient des maux du conti-

nent et des revers de leurs alliés par la prise de quelques vaisseaux sur la France. Le combat naval du 1er. juin (13 prairial) produit un double triomphe, proclamé en même temps à Paris et à Londres. Quelques vaisseaux français abandonnés, sont amenés dans les ports d'Angleterre par une escadre, si délabrée elle-même, qu'elle n'avait d'autre apparence de la victoire que les vaisseaux ennemis aménés par elle. Mais la flotte nombreuse, qui, des bords de la Delaware, nous avait porté des subsistances, entre dans nos ports, malgré cette prétendue victoire et cette énorme puissance navale de l'Angleterre. — Presqu'en même temps, la Belgique, dès long-temps convoitée par le gouvernement britannique, et occupée en partie par des Hessois, des Hanovriens et des Anglais (stipulés comme contingent dans la coalition), est conquise par des victoires continues, qui faisaient ressembler la marche des Français plutôt à une promenade militaire qu'à des combats. — Les Anglais se dédommagent de la perte de la Belgique, en s'emparant, en Amérique, de la *Martinique*, de *Sainte-Lucie*, et dans l'Inde, de *Pondichéry*, de *Chandernagor* et de *Mahé*. L'amiral Hood s'empare de l'île de *Corse*, et Georges III, qui s'intitulait toujours *roi de France*, veut s'appeler aussi *roi de Corse*. Un acte du parlement unit ce royaume nouveau à celui des îles britanniques, et un vice-roi va tyranniser ses habitans. Ce ne fut là que la conquête d'un jour et un titre pour se faire exécrer à jamais par les habitans libres de la Corse. — Un violent incendie détruit, à Radclisse-Gross, 600 maisons, dont la perte est évaluée à un million sterling. — Un *raccolage* scandaleux

exercé par les personnes les plus viles dans les rues de Londres, faisait disparaître des individus qu'on condamnait en quelque sorte au service de terre et de mer. Ce nouveau genre de presse, plus odieux et plus perfide, excite des soulèvemens terribles et nombreux pendant tout le mois d'août. Le gouvernement ne put les calmer qu'en désavouant ces formes barbares et honteuses de *presser;* et il publia quelques réglemens à ce sujet. — Le 19 novembre, un traité de commerce conclu entre les Etats-Unis et les Anglais appaise encore mieux les esprits.

1795. Les revers de la coalition avaient été constans. Les armées de la France pénètrent jusqu'en Hollande. Le stathouder et sa famille s'enfuient en Angleterre, et arrivent à Harwick, le 1er janvier : Haptoncourt est assigné pour leur résidence. — L'amiral Bridport obtient quelques succès, près de Lorient, sur trois vaisseaux français. Le 25 janvier, un embargo est mis, en Angleterre, sur les vaisseaux et les marchandises hollandaises, pour une valeur de 2 millions sterling. — En avril, le long procès simulé de Warren-Hastings est terminé : il est acquitté par les pairs. — La cherté du pain occasionne des émeutes parmi les classes indigentes. Le pain de quatre livres coûtait 30 sols (quatorze onces la livre). — Le 22 août, pendant que la nouvelle de *Trinquemale* ajouté aux usurpations britanniques dans l'Inde, était publiée, des insurrections et des assemblées de mécontens éclataient partout à Londres. Le roi est insulté, et sa personne mise en danger, en passant dans la chambre des lords. On lui lance des pierres à son passage. Singulier usage des Anglais! ils servent le roi à genoux, et jettent de la

boue sur sa voiture! Une balle en perça le panneau, à *Margara Street*, mais sans lui faire blessure. — Ce fut en vain qu'une proclamation offrit mille liv. sterl. de récompense au dénonciateur. Un imprimeur, qui avait sifflé le roi, fut puni de cinq ans de prison. — Deux bills extraordinaires passent dans les chambres : l'un, pour la sûreté de la personne du roi; l'autre, contre les assemblées séditieuses. Ces *deux actes* accrurent d'une manière colossale la prérogative royale et le despotisme ministériel.....

Rochers de Quiberon! vous êtes moins durs que les cœurs des ministres anglais, qui, dans leur comité diplomatique, complottèrent la perte d'hommes malheureux à qui ils avaient donné l'hospitalité. Mais ils étaient de la marine française : ils devaient être les victimes des tyrans de la mer. Quel règne que celui sous lequel s'exerce impunément une telle violation des droits de l'humanité! Quel gouvernement que celui sous lequel une telle infraction du droit des gens et des lois même de la guerre, a été secrètement délibérée, froidement ordonnée et exécutée avec impunité! Quel spectacle affreux! Des vaisseaux anglais foudroyant, sur les sables de Quiberon, les infortunés qu'ils avaient disposé pour combattre, et qui croyaient devoir y être défendus par ceux-là même qui les immolaient! Plage célèbre de Quiberon, ton nom seul rappellera à la postérité la gloire de la république, et la honte du gouvernement anglais!.....

Le gouvernement anglais voulut-il effacer cette honteuse journée? On l'ignore. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au mois de décembre, on vit, pour la première fois, un message pacifique envoyé au parlement

pour

pour annoncer que le gouvernement français venant de prendre une forme régulière, S. M. B. était prête à entrer en négociation avec la France, et de conclure un traité, pourvu qu'il fût dans des termes justes et convenables pour la Grande-Bretagne et pour ses alliés. Ce n'était qu'un jeu de la politique anglaise, et un leurre pour affaiblir le gouvernement directorial à sa naissance. Les ouvertures de pacification furent traitées par les ministres de Georges III d'une manière si captieuse et si perfide, qu'il n'en résulta aucune détermination ultérieure.

1796. La Hollande, devenue par la victoire l'alliée de la France, est en butte aux hostilités de l'Angleterre, et perd à la fois ses colonies et ses vaisseaux. Toutes les îles à épiceries sont usurpées par des escadres anglaises, au nom d'un stathouder qui n'existait plus, et à qui le gouvernement anglais n'avait nulle intention de les rendre. Bientôt l'Espagne, que le cabinet de Londres accusait de s'être retirée de la coalition, devint l'objet des attaques de sa marine. — Mais les Français vont affranchir le continent du joug imposé par le gouvernement britannique, en ouvrant, contre ses aveugles alliés, une brillante campagne en Italie. On voit déjà, au pied des Alpes maritimes, la fortune présentant à la victoire un jeune général destiné à illustrer la république française par de nouveaux et brillans triomphes, et à affranchir les belles contrés du Pô, de l'Adige et du Tibre. Les politiques anglais l'ont signalé à l'entrée de la carrière (1), et il va commander

(1) Les écrivains anglais appelaient alors Bonaparte : *A yong man of extraordinary talents.*

l'armée, à laquelle, comme Annibal, il montre les plaines fertiles qui doivent la nourrir, et qu'elle doit immortaliser par ses triomphes.

Quel contraste! *Abercrombie*, dans les Indes occidentales, occupe Sainte-Lucie, qui ne peut lui opposer de résistance. Dans l'Afrique, l'amiral *Elphistone* s'empare, près du cap de Bonne-Espérance, sans tirer un seul coup de canon, d'une flotte hollandaise, commandée par l'amiral *Lucas*. Voilà le moment où l'avarice anglaise est généreuse ; le gouvernement profite du moment favorable où ces riches et faciles conquêtes ouvraient tous les cœurs à la joie et toutes les bourses aux fisc. Entendez les ministres vanter, dans leurs discours au parlement, le patriotisme et l'opulence de la Grande-Bretagne, en montrant un emprunt qu'ils venaient de faire de 18 millions sterling (400 millions environ de notre monnaie); emprunt rempli par une souscription volontaire, en quinze heures et vingt minutes ; mais ils ne disent pas de combien d'efforts, de manœuvres secrètes, et sur-tout de *primes*, était précédé ce charlatanisme d'emprunt et de souscription. Tandis que le gouvernement anglais calculait, avec avidité, les 18 millions sterling, l'histoire de la France comptait, avec orgueil, les nombreuses et mémorables victoires que remportait l'armée commandée par Bonaparte, à *Montenotte*, *Millesimo*, *Dego*, *Civa*, *Lodi*, *Vico*, *Mondovi*, *Fonbio*, *Borghetto*; au passage du *Pô* et du *Mincio*; à *Arcole*, à *Saint-Georges*, à *Anguiari*, à la *Favorite*, à *Carpenedolo*, à *Avio*, et à *Mantoue*. — Au milieu de ce grand mouvement militaire, des événemens d'un autre ordre se succédaient et

semblaient favoriser les vues du cabinet de Saint-James. Catherine II, qui s'en était toujours défié, et qui jamais n'en avait suivi l'impulsion, laisse, en mourant, le trône de Russie à Paul Ier., et John-Adams succède à Wasingthon dans la présidence des États-Unis. — Cette année se termine par une nouvelle ruse anglaise. Une tentative de pacification est faite par l'envoi à Paris du *plénipotentiaire Malmesbury*, qui ne pouvait répondre à aucune question *sans consulter sa cour*. On savait d'avance, à Londres, que les propositions faites par Malmesbury ne pouvaient pas être adoptées. Le directoire se souvint de son pouvoir, en ordonnant à l'envoyé de M. Pitt de quitter Paris dans quarante-huit heures.

1797. Le gouvernement anglais, pour pouvoir alimenter la guerre avec de l'or sur le continent, commence la banqueroute, et annonce la résolution de ne plus payer à la banque en espèces. L'opinion publique murmure et s'inquiète. Cependant, les billets continuent à circuler, et l'on crée de nouveaux billets de 20 livres. Quatre vaisseaux pris sur les Espagnols, au cap St.-Vincent, par John-Jervis, sont amenés en Angleterre. Il est fait comte de St-Vincent, et les Anglais oublient la banqueroute commencée. — Mais Bonaparte ne perdait pas de vue les ennemis de la France. Après la prise de Mantoue, l'armée d'Italie pénètre dans le Tyrol, et joint aux triomphes multipliés de la précédente campagne, les lauriers de *Langara*, de *Sacile*, de *Tarvis*, de *Tagliamento* et de *Gradisca*. Bonaparte ne veut en recueillir que la paix, et force l'allié de l'Angleterre à conclure un traité à *Campo-Formio*. — La république de Venise,

qui avait résisté si long-temps aux ligues de l'Europe, tombe et disparaît en un instant; et l'île de Corse est enlevée aux Anglais.

Une fermentation violente agite les marins de la flotte de la Manche stationnée à Spithead. Ils menacent la vie des officiers qu'ils ont dépouillé du commandement. Le gouvernement appaise ces troubles par une augmentation de paye.— Un nouveau tumulte s'élève sur quelques vaisseaux de Sheerness; les ministres sont forcés de déployer les mesures les plus fortes; et la punition capitale de quelques chefs met un terme à ses alarmes. Pour faire diversion, l'amiral Duncan va attaquer la flotte hollandaise près le Texel, prend neuf gros vaisseaux, et fait prisonniers deux amiraux. Quand la marine des diverses nations de l'Europe est incendié ou amenée dans les ports anglais, il y a à Londres des réjouissances publiques. On voulut rendre, par une cérémonie religieuse dans l'église St.-Paul, la divinité, complice de ces crimes politiques commis sous les ordres de *Howe*, *Jervis* et *Duncan*. — Une troisième négociation de paix est entammée à Lille. C'est encore le plénipotentiaire Malmesbury qui propose la restitution réciproque des conquêtes, l'adhésion du roi d'Espagne au traité, l'indemnité pour le stathonder, et un traité équitable entre la France et la reine de Portugal. Le directoire fait à son tour des demandes justes, soit sur les dommages causés par l'incendie et l'évacuation de Toulon, soit relativement au changement de l'hypothèque donnée par l'empereur sur la Belgique pour ses emprunts.

Ces stériles conférences se terminent au mois de

septembre par le renvoi du plénipotentiaire, qui ne pouvait rien conclure.

Les ruses de Malmesbury n'avaient servi qu'à *plâtrer* (1) les mesures de guerre que le gouvernement anglais prenait secrètement dans l'Amérique. Leurs résultats parurent dès les premiers mois de cette année. Le 17 février, l'île de *la Trinitad*, ou Trinité, est prise par les Anglais, avec quatre vaisseaux espagnols qui se trouvaient dans la rade. — Une augmentation de solde est donnée aux troupes de terre. — M. Pitt, après avoir imposé les terres outre mesure, propose à la chambre des communes un bill pour le rachat de la taxe foncière. Après bien des débats, un acte des deux chambres, pour ce rachat, est sanctionné. — M. Wilberforce, infatigable dans sa parade philantropique, propose de nouveau l'abolition du commerce des nègres. Sa motion est rejetée à la majorité de quatre voix. — Les Irlandais, bien plus maltraités par le gouvernement britannique, que les nègres ne le sont par ses marchands, forment une ligue contre leurs oppresseurs, et se montrent à force ouverte le 30 mars. C'est en vain que le général Abercrombie fait désarmer les Irlandais, et que lord Camb-

(1) Comment Malmesbury aurait-il pu négocier la paix, au nom d'un gouvernement trompeur qui ne la voulait en aucune manière ? M. Pitt ne disait-il pas alors à la chambre des communes « que la réussite des » négociations de Lille n'eût pas été à désirer, et » qu'elle avait été suffisamment avantageuse, en ce « qu'elle avait contribué à donner à l'Angleterre un » solide système de finances ? » (*Moniteur*, 30 *vendémiaire an* 9).

den, lieutenant de l'Irlande, fait des proclamations, et ordonne les mesures les plus violentes contre les insurgés : Dublin et le gouvernement sont menacés. Édouard Fitz-Gerald est découvert par une servante payée comme dénonciatrice. Lord Cornwallis adopte les mesures militaires prises par son prédécesseur Abercrombie, et offre, pendant quatorze jours, une amnistie qui n'inspire aucune confiance. Plusieurs personnes de distinction périrent par les jugemens de la commission de Dublin ; et les écrivains anglais avouent eux-mêmes que vingt-cinq mille Irlandais perdirent la vie dans ces terribles circonstances. — Dans un rapport fait par un comité du parlement, le 22 août, sur cette insurrection, on en fait remonter l'origine à 1791, et on assure qu'en 1790, il y avait cent mille Irlandais-unis, armés de piques, dans la seule province d'Ultony. Le soir du même jour, des frégates françaises débarquent, à Killala, environ huit cents hommes, qui se rendent maîtres de la ville, et font prisonnier de guerre le régiment des fencibles du prince de Galles. Ce furent les Français, tant calomniés en Angleterre, qui, devenus maîtres de Killala, employèrent leurs forces à défendre les habitans de cette ville contre les vengeances de quelques Irlandais-unis. L'évêque parlait français, et, joint à eux, rendit aussi de grands services aux habitans. Le 27 août, ce petit corps de huit cents Français attaque les troupes commandées par les généraux Lake et Caslebar, qu'ils forcent à se retirer. Si le général Cornwallis ne s'était pas avancé avec trente mille hommes pour renforcer le général Lake, qui atteignit le corps français commandé par Humbert, Dublin se se-

rait rendu aux Français, dont l'audace et la valeur avaient effrayé l'Angleterre, jusqu'au 28 septembre qu'ils furent forcés de céder au nombre.

1798. M. Dundas adresse à tous les lieutenans des comtés maritimes une circulaire pour former des associations militaires. Ici se présente ce que les Anglais appellent un de leurs brillans exploits : ne pouvant avoir la Belgique, ils veulent en détruire les canaux, en submerger les cultures. Des troupes, commandées par le général *Coote*, abordent et se retranchent sur la plage d'*Ostende*, dont le nom seul eût dû les éloigner, par le souvenir d'une honteuse défaite. Ils remontent à une lieue et demie, coupent les belles écluses de Sicklens, détruisent le canal, brûlent plusieurs chaloupes canonnières, bombardent Ostende et inondent tout le pays. Cet exploit, digne des hordes tartares, va être puni. Ces *rois de la mer* ne peuvent plus se rembarquer, tant la tempête est forte. Six cents Français, commandés par le général Béguinôt, accourent, attaquent les retranchemens ennemis, font 1800 prisonniers, et s'emparent d'un grand nombre d'obusiers et de huit pièces de canon : le reste de l'armée anglaise se rembarque en désordre, et laisse dans les flots des traces nombreuses de sa fuite précipitée. — Vers ce temps, le nom de M. Fox est rayé de la liste des conseillers de S. M. B. On lui imputait d'avoir fait, dans le club des Wigts, un discours qui déplaisait à Georges III. La politique anglaise met en jugement plusieurs Irlandais pour effrayer les insurgens. Arthur O'Conor, James Quigley, John Binns, John Aller et Jérémie Leary sont traduits devant le tribunal anglais. Quigley seul est condamné. — Détournons

les regards de ces horribles scènes de l'Irlande pour être témoins de l'étrange duel entre M. Pitt et M. Thierney (27 mai). Les deux célèbres orateurs se battent au pistolet, et l'Angleterre se rassure en voyant que de ces deux représentans, aucun n'est mort ni blessé, quoiqu'ils se soient tiré chacun quatre coups de pistolet.—De plus grands événemens réveillent les ministres de St-James. Des préparatifs immenses se font rapidement à Toulon pour une expédition lointaine que devait conduire le général Bonaparte. Les destins de la France réservent une nouvelle gloire au pacificateur de *Campo-Formio*. C'est en vain que Nelson surveille, avec sa flotte, le port de Toulon et les divers parages de la Méditerranée. Malte est au pouvoir du vainqueur de l'Italie, avant que l'amiral anglais ait pu se douter de la direction donnée à l'immense flotte des Français. L'armée commandée par Bonaparte était débarquée auprès d'Alexandrie, et avait pris possession des bords du Nil, par la victoire, avant que Nelson eût signalé l'escadre française à l'ancre dans la baie d'Aboukir. Tandis que les écrivains anglais se complaisent à peindre l'incendie de nos vaisseaux, et à calculer les avantages que cette destruction de notre marine donne aux tyrans de la mer, la renommée écrit, pour la gloire des Français, les batailles de *Chabreisse* et des *Pyramides*, et l'expulsion d'*Ibrahïm-Bey* de toute l'Egypte par une suite non interrompue d'exploits rapides, aussi brillans que ceux que la superstitieuse antiquité attribua à *Sésostris*.— Le roi d'Angleterre ordonne une fête solennelle pour avoir détruit des vaisseaux français; et comme l'incendiaire de la marine française

ne peut être, aux yeux de Georges, que le plus grand des héros, il crée, pour prix de tant d'exploits, Nelson, *baron du Nil*, et fait demander ensuite au parlement, par l'organe de M. Pitt, l'établissement d'une nouvelle taxe sur tout individu qui avait plus de 60 liv. sterl. de revenu. Le bill, contredit d'abord, passa cependant.

1799. Le gouvernement anglais, effrayé de la tentative du général Hoche, et des succès qu'avaient obtenu quelques mois plus tard, en Irlande, les 800 Français, ne voit d'autre moyen de conserver les Irlandais sous le joug, que l'*union* des deux royaumes. Un message du roi annonce au parlement la persuation où est sa majesté, que cette union politique formera *le lien le plus doux*, et établira une *parfaite* intelligence entre les deux pays, pour que l'ennemi ne les sépare pas. — Le lord-lieutenant le propose au parlement d'Irlande. Malgré la grande opposition qui se manifeste d'abord dans les deux parlemens, à Londres et à Dublin, M. Pitt, qui connaît l'art d'établir et de combiner les majorités, poursuit le projet de l'union, et obtient des résultats satisfaisans pour le ministère, quoique les communes d'Irlande aient rejeté le bill à la majorité de cinq voix. — Une nouvelle guerre éclate dans les Indes orientales. Les ôtages enlevés à Typoo-Saïb ne sont que les préliminaires directs d'une guerre plus atroce que la première. Qu'importe la possession des enfans du sultan de Mysore à ces cupides Anglais, qui n'en veulent qu'à ses trésors et à ses états ? Mais il fallait un prétexte. Le gouvernement de l'Inde britannique accuse vaguement Typoo de tenir une conduite perfide, et d'avoir placé quelques espérances

lointaines sur le courage des Français. Le général Harrys est chargé de l'exécution de ce forfait politique. Il attaque Seringapatam, que Typoo défend avec la plus brillante valeur. L'avenir dira comment ce malheureux prince fut perfidement attaqué. Après s'être assuré avec une curiosité barbare que Typoo n'est plus, les Anglais pillent ses immenses trésors, et envoyent à Londres le tableau des riches contrées dont ils viennent de s'emparer. Le gouvernement anglais compta, dans le nombre des jouissances que la mort de Typoo lui donnait, la cessation des craintes que la conquête de l'Egypte lui donnait, relativement aux possessions de l'Inde. — Le royaume de Mysore ne suffit pas à l'ambition de Georges : il lui faut encore la Hollande. D'immenses préparatifs se font à Ramsgathe, à Margath et à Deal. Une armée anglaise est débarquée au Helder, le 22 août, et s'empare des batteries de cette pointe sous le commandement d'Abercrombie. Le 15 septembre, le duc d'Yorck débarque avec une armée russe. Le 19, les Russes et les Anglais combinés prennent Horne et Alkmaar; mais bientôt les Français et les Hollandais, commandés par Brune, font rétrograder l'armée anglo-russe avec une perte considérable. Le 3 octobre, le duc d'Yorck, reprenant Alkmaar, attaque Beverwich; mais son conseil décide bientôt d'abandonner toutes ces positions, et de rétrograder jusqu'au Helder. C'est là que, le 8 octobre, le duc d'Yorck reçut les conditions que lui imposa le général français, pour évacuer la Hollande dans un délai fixé, et pour rendre huit mille prisonnier français et bataves. — Pendant que le duc d'Yorck allait porter ses nouveaux lauriers à Londres le 4 no-

vembre, l'amiral Mitchel s'emparait de quelques vaisseaux hollandais; mais la frégate *la Lutine*, chargée de passagers nombreux et de 14,140,000 livres pour le Texel, périssait à la vue du port dont elle allait tenter la corruption. Si cette honteuse tentative sur la Hollande prouva à la France toute la faiblesse des troupes britanniques, elle démontra aussi à l'Europe quels sont les principes de l'alliance de Georges III. Les troupes russes furent exposées à l'artillerie des Français, pendant que les Anglais seuls faisaient leur retraite sur le Helder; et Paul Ier. apprit dans la suite le peu de cas que les ministres de St.-James faisaient des prisonniers russes, qu'ils refusèrent d'échanger.

C'était le moment où l'armée d'Italie, trahie et malheureuse dans ces mêmes contrées qu'elle avait si long-temps illustrées par ses victoires, perdant la bataille de Novi, et pleurant la perte de Joubert, tournait, pour se consoler, ses regards vers les triomphes libérateurs de Zurich, sous Massena. Les soldats de la République y battaient chaque jour les alliés que l'Angleterre y avait appelés du fond du Nord, et Suwarow voyait sa réputation et ses troupes se détruire dans les glaciers des Alpes. Pendant ces rapides et inespérés succès, la Renommée qui a déjà parcouru les mers, a porté en Égypte la nouvelle de nos précédens désastres; et le vainqueur du Nil traverse bientôt les escadres anglaises; leur stricte surveillance ne peut arrêter les nouvelles destinées du héros d'Italie et de l'Afrique (1). Le génie de la France le désigne pour son

(1) Je tiens d'un militaire anglais, que l'amiral Keith avait fait donner le signalement de Bonaparte à tous

gouvernement, et le premier usage qu'il fait de l'autorité nationale, est d'annoncer sa ferme résolution de lui donner la paix. A peine revêtu du pouvoir, et sans s'asservir aux formes diplomatiques, il écrit directement à Georges III pour lui parler de cette paix dont l'Europe a besoin. L'histoire a enregistré l'honorable lettre que le Premier Consul écrivit à Londres, et à laquelle un ministre passionné contre la France et pour la guerre, répondit si mal. On a oublié, en Europe, la lettre astucieuse et outrageante dans laquelle lord *Grenville* examinait, avec le flambeau de la haine : *Si Bonaparte était disposé à signer la paix; si son pouvoir était assez bien établi; si son gouvernement était assez affermi, pour qu'un traité de paix fût possible* (1). Mais les amis de l'humanité se souviendront toujours de ces paroles généreuses et consolantes, par lesquelles Bonaparte se plaignait, le 5 nivôse de l'an 8, au roi d'Angleterre, *du trop long abus*

---

les officiers, et même à tous les matelots de la flotte de la Méditerranée.

(1) M. Fox disait, le 11 octobre 1800 : « J'ai appris que les ministres se disposaient à prouver, par la voie de l'impression, que ce n'est point leur faute si la dernière négociation du mois de janvier 1800 a échouée. Je pourrais alléguer plus d'un fait pour montrer qu'ils ne désirent point la paix, et qu'ils préfèrent la continuation de la guerre. Les paroles de M. Pitt me suffisent : il a dit publiquement que la paix n'était point à désirer. D'après cela, j'apprends avec effroi et douleur, la nouvelle d'une autre négociation manquée, des offres faites par la France au mois de janvier dernier. Je crois que, si une nouvelle occasion de faire la paix se présentait, les ministres la perdraient encore. (*Moniteur*, 30 *vendémiaire an* 9.)

de la force, et de ce qu'on sacrifiait à l'idée d'une vaine grandeur les bienfaits du commerce, de la prospérité intérieure et du bonheur des familles. Ces deux traits suffisent pour caractériser les deux gouvernemens de la Seine et de la Tamise.

1800. La question de L'UNION est renouvelée au parlement anglais. Malgré une forte opposition, les ministres parviennent à pronver la nécessité de cette importante union entre les deux royaumes, et à la faire adopter. Mais ce n'était-là qu'un faible palliatif aux calamités intérieures. Deux actes sont passés, l'un pour *suspendre* le palladium de la liberté civile, l'acte d'*habeas corpus*; l'autre pour prévenir les séditions et les révoltes. Le parlement s'occupe du haut prix des subsistances à la suite d'une longue guerre et d'une mauvaise récolte. L'amiral Keith refuse d'exécuter le traité d'El-Arisch. — Le feu consume à Livourne son vaisseau amiral de cent dix canons, et il y périt sept cents personnes. — Le 15 mai, le roi assistant, à Hÿdepark, à des exercices à feu, une balle blesse presque à ses côtés, M. Ougley, commis de la marine. Le soir du même jour, le nommé Hadfield décharge un pistolet sur Georges III, au théâtre de Drury-Lanne : l'assassin est jugé et réputé fou. Deux mois après, la session du parlement est terminée. Bientôt après, des troubles éclatent dans la prison de Coldbattfield, dans divers quartiers et aux environs de Londres : des mesures vigoureuses les répriment. — Le 4 juin, jour de la naissance dn roi, est célébré avec une grande pompe; mais pendant que douze mille volontaires se rassemblaient à Hydepark pour marquer cette journée par d'inutiles et brillantes évolutions militaires, le chef

de la République française traversait les Alpes. Le mont Saint-Bernard est franchi par les troupes qu'il commande; une artillerie immense est transportée à travers des glaces et des rochers où il n'y avait jamais eu de traces d'hommes; le fort de Bar est aussitôt pris que menacé, et l'armée française occupe déjà le Piémont; tout se ressentait de la présence d'un héros. L'Empereur était alors maître de l'Italie; Gênes, affamée et victorieuse, soutenait avec gloire le siège fait avec un acharnement barbare par les Autrichiens et les Anglais, lorsque le canon français retentit à Marengo, et que, bientôt victorieux, il sépara violemment les intérêts de François II de la politique de Georges III. C'est à Vienne et à Londres qu'on ressentit à la fois les résultats nombreux et décisifs de cette journée mémorable, qui ravit à la France Dessaix et tant de braves, au milieu de leurs triomphes.— Les préliminaires de la paix continentale sont signés à Paris par le général autrichien Saint-Julien, malgré les efforts du gouvernement anglais pour s'immiscer dans les négociations que lui seul avait rendues impossibles. — Les ministres de Saint-James, accablés par les résultats pacificateurs qu'avait produit la brillante victoire de Marengo, et furieux d'avoir été forcés d'abandonner la possession de la Ligurie, se refusent à l'équitable proposition du Premier Consul de suspendre les hostilités, s'ils voulaient négocier la paix de concert avec l'Autriche. Les ministres anglais dès long-temps ambitionnaient l'île de Malte; ils ne voient que le fléau de la guerre propre à leur assurer cette importante conquête. — Ici se développent les projets d'invasions maritimes, préparés par le gouvernement

anglais. Une escadre commandée par sir Édouard Pelew vient insulter de nouveau la péninsule de Quiberon, détruit ses forts au sud-ouest, prend six bricks et intercepte l'arrivage des munitions envoyées à Brest. L'escadre de sir Charles Hamilton prend possession de l'île de Gorée, sur la côte d'Afrique. Les vaisseaux commandés par l'amiral Warren, au Ferrol, obtiennent quelque avantage sur la marine espagnole; et l'île de Malte, ancien et principal objet de l'ambition britannique, est obligée de se rendre, (malgré l'honorable défense des troupes commandées par le général Vaubois) aux escadres anglaises, qui, depuis deux ans, en formaient le blocus. Curaçao, trop bien située près le continent de l'Amérique méridionale pour n'être pas enviée par les Angleis, leur est remise par les Hollandais. Une flotte, sortant de la Méditerranée, paraît devant Cadix alors affligé d'une maladie épidémique. L'amiral anglais a l'inhumanité d'ajouter les horreurs du bombardement aux calamités de l'épidémie, et y entretient des intelligences, mais sans succès : la force des ouvrages qui défendent ce port, est le seul obstacle qui force les Anglais de se retirer. — C'est au milieu de ce déploiement extraordinaire d'envahissemens et d'attentats maritimes, que le parlement s'assemble, et fait une adresse d'usage pour remercier le roi d'avoir si bien usurpé dans toutes les parties du monde : ce qui s'appelle, en termes parlementaires, *maintenir la dignité de la couronne et l'honneur de le Grande-Bretagne, défendre les libertés de l'Europe et maintenir l'ordre social*..... L'évacuation de l'Égypte, le traité d'El-Arich et le renvoi des ministres occupèrent d'abord les stériles débats

de cette session ; le roi termina l'année par la sanction de plusieurs bills importans. Ce fut alors que M. Shéridan, voyant que les ministres n'avaient jamais desiré que les négociations de la paix réussissent, et que, dès le 9 novembre, la cessation de l'armistice avait été dénoncée aux généraux autrichiens par la France, qui se voyait forcée de recommencer les hostilités le 25 du même mois, accusa hautement, à la chambre des communes, tous les alliés de l'Angleterre, en ces termes (1) : « Depuis le commencement » de la guerre jusqu'à présent, les puissances coalisées » contre la France n'ont montré qu'un *esprit de fausseté, des vues mercenaires, et des intérêts* opposès; » c'est ce qui les a empêchées de s'entendre dans la » conduite de la guerre, et les met dans l'impossibilité d'agir de concert dans les négociations de la » paix. De-là, je conclus que l'Angleterre doit à l'a» venir se refuser à tout engagement qui l'empêche» rait de traiter séparément. » La conclusion ostensible de ce discours tendait à ce que *le roi ne prît aucune nouvelle mesure qui pourrait empêcher une négociation;* mais les ministres de Georges étaient plus que jamais décidés à poursuivre la guerre, comme le seul moyen extrême, le seul fléau qui pouvait les défendre et les maintenir dans leurs places. La guerre est rallumée en Allemagne plus que jamais. Eh! qu'importe à l'égoïsme barbare de ces politiques insulaires? ...... — Quelle brillante campagne pour les Français! Les lauriers de l'armée de Hohenlinden se réunissent aux lauriers de l'armée de Marengo. Dans

(1) *Moniteur* du 21 frimaire an 9.

moins

moins de six mois, les derniers alliés de l'Angleterre sont battus en Italie et en Allemagne, et des victoires décisives les forcent à des négociations de paix. Les armées du Rhin, d'Italie, des Grisons, et Gallo-Batave ont toutes bien mérité de la patrie. Encore quelques jours, et l'Autriche, vaincue et désabusée, sera enfin éclairée sur les dangers de son alliance. La Grande-Bretagne va bientôt rester seule, isolée, dans cette terrible guerre européenne, comme elle l'est au milieu des tempêtes de l'Océan.

1801. Nouveau titre donné au *parlement britannique*, appelé désormais *parlement impérial*. Le chancelier publie une proclamation pour annoncer l'incorporation des membres actuels du *parlement irlandais*, qui ne le seront plus que du *parlement impérial*, rassemblé pour la première fois sous ce titre pompeux, le 21 janvier. Le style royal, le grand sceau, les armoiries des royaumes-unis, les drapeaux de l'armée, les pavillons de la marine, les pavillons des bâtimens de commerce, tout est changé. Georges III ne s'appelle plus roi de France et de Corse, mais *roi des royaumes-unis de la Grande-Bretagne, et défenseur de la foi*. LE BONNET ÉLECTORAL de Hanovre est conservé sur l'écusson, et c'est tout ce qui lui reste du pays de Hanovre en ce moment. — Le parlement était rentré le 22 janvier. Le 2 février, le roi y fait un discours pour témoigner sa satisfaction de l'*union* des deux royaumes, et déclare, selon l'usage, son intention de faire la paix aussitôt qu'elle pourra être faite avec honneur et sûreté. — Quel tableau présente alors l'Angleterre entourée de dangers et d'ennemis! Ses efforts contre la France sont nuls; les puissances de l'Europe sont détachées du

cabinet de St-James ou armées contre lui ; les ports de l'Elbe, du Weser et de la Baltique lui sont fermés. Le peuple anglais attend en vain des provisions, des grains du Nord. Le roi retombe malade, et redevient incapable du soin des affaires publiques ; sa rechute rend impossible le renvoi nécessaire de ses ministres, qui ne savent qu'imposer, guerroyer et corrompre. — L'Autriche, n'écoutant plus leurs perfides conseils, conclud d'abord un armistice, qui sera bientôt suivi du traité de Lunéville, ouvrage d'un négociateur sage autant qu'habile. M. Pitt ne peut plus tenir tête à l'orage. Il prend le prétexte du non-succès de ses opinions politiques sur l'Irlande, et donne sa démission de sa place de chancelier de l'échiquier et de premier lord de la trésorerie. Cette trop tardive démission est suivie de celle de MM. Dundas, Spencer, lord Grenville et Windham. Heureuse l'Angleterre, si la funeste et secrète influence de leur mauvais génie n'avait plus été exercée sur ses intérêts et sur sa conduite politique!.... Passons sur les vains débats de la chambre des communes, au sujet de ce changement dans l'administration. M. Addington succède à M. Pitt dans la place de chancelier de l'échiquier ; mais l'Europe, mais la paix n'ont rien gagné à ces changemens d'hommes. L'esprit perturbateur du cabinet anglais est immuable dans sa haine contre la France, dans ses complots contre la prospérité de l'Europe.

Georges III avait refusé de comprendre dans les échanges des prisonniers les Russes qui avaient été pris par les Français lors des journées d'*Alkmaer* et *du Helder*, et qui ne s'étaient battus que pour le profit de l'Angleterre. Un honorable soin de Bona-

parte fut de donner un équipement à ces braves Russes, qui seuls avaient supporté le feu de l'artillerie française pendant que les Anglais faisaient leur retraite vers leurs vaisseaux, et de les renvoyer sans échange à Paul Ier. Cette générosité fut fortement appréciée à Pétersbourg, et l'union de la France et de la Russie, contre le vieil ennemi du continent, en fut l'heureux résultat. Mais à St.-James, le génie du mal ne dort jamais. Son atelier de crimes est toujours en activité. Aussi, pendant que Bonaparte organisait contre les alliés de la Grande-Bretagne les victoires des armées de la république sur les bords de l'Inn, sur les Alpes, dans l'Italie et vers le Danube, le gouvernement anglais méditait des crimes extraordinaires; il voulait à-la-fois épouvanter tous les gouvernemens, et remettre tous les peuples en fermentation. Mais il ne fit qu'indigner plus fortement l'Europe, dès long-temps accoutumée aux forfaits de sa politique. L'île de Jersey était l'enfer où il tenait comme en réserve des bras coupables et des inventions atroces, pour les lancer au besoin sur les chefs des gouvernemens amis de la paix. Enlever à l'Europe ses plus grands défenseurs était le résultat de deux crimes. La plume de l'histoire a frémi en écrivant les détails de l'explosion de cette *machine infernale* destinée à donner à la France le deuil d'un grand homme, et le renouvellement des dissentions intestines. — Deux mois après, le continent apprend, avec un douloureux effroi, la mort de Paul Ier., qui venait de découvrir le souterrain de la politique anglaise, et qui avait déjà organisé avec énergie les moyens de parvenir à la liberté des mers: projet libéral et hardi

qui suffirait seul pour illustrer son règne. L'impartiale histoire écrit tout pour l'avenir; mais ce que les contemporains savent, c'est que le chargé d'affaires d'Angleterre à Hambourg y avait annoneé la mort de l'empereur Paul Ier. 48 heures avant qu'il fût possible de connaître cet événement, dans cette partie de l'Europe. — Dès ce moment, le gouvernement anglais dévoile son ambition sur la Baltique, de la même manière qu'il a développé, deux années plus tard, son esprit d'usurpation dans la Méditerranée. Les droits et la liberté de la Baltique sont menacés. L'amiral Nelson, ce violateur impuni des capitulations de l'Italie méridionale, cet incendiaire de la marine européenne, passe le Sund, et attaque, près de Copenhague, la flotte danoise, composée de six vaisseaux de ligne, onze batteries flottantes, une bombarde, quelques corvettes et autres bâtimens armés. Les Danois, électrisés par la bravoure du Prince Royal, se signalent, le 2 avril, par une défense plus glorieuse que fortunée. Nelson et Parker avaient brûlé des vaisseaux et fait périr des marins d'Europe : le parlemeut leur éleva un monument public. — L'avénement d'Alexandre Ier. au trône de Russie paraît être l'aurore de la paix pour les puissances de la Baltique. Les deux cabinets de Pétersbourg et de Londres rétablissent leurs relations, et les hostilités cessent entre le Danemark et l'Angleterre ; mais cette dernière puissance, au milieu de ses succès maritimes, demeure livrée à tous les besoins et toutes les calamités de la guerre qu'elle ne cesse de nourrir dans son sein. C'est en vain que le parlement donne des primes pour l'importation des grains, et qu'il

encourage par des récompenses le défrichement des communaux ; c'est en vain qu'il révoque l'*acte du pain bis*, qu'il passe un bill pour la liberté des débiteurs insolvables, et ponr qu'on ne puisse arrêter les étrangers pour des dettes contractées en France avant la révolution : tout ce charlatanisme de popularité ne garantit ni le parlement, ni les ministres des murmures du peuple, qui, mourant de faim au milieu des victoires des armées navales, demandait DU PAIN ET LA PAIX. — Quel spectacle étonnant de misère intérieure et de puissance au dehors! Le gouvernement anglais couvrait les mers de ses orgueilleux vaisseaux, et le peuple anglais, au milieu de ses magasins encombrés des richesses des deux Indes, mourait de faim ! L'Océan indien, la mer Rouge, l'embouchure du Nil, la Méditerranée, la Baltique et l'Océan occidental, voyaient flotter les pavillons de la Grande-Bretagne, et la peur d'une invasion imminente faisait stationner dans le canal de la Manche des croisières détachées, des vaisseaux de convoi dans les diverses directions, et une flottille armée que commandait le lord Nelson. Les Anglais semblaient menacer et vaincre dans les quatre parties du globe, et ils tremblaient sur lenrs propres rivages. Des préparatifs maritimes faits à Boulogne augmentèrent tontà-coup les alarmes d'un peuple livré aux plus urgens besoins ; et tel était le résnltat de cette famine et de cette sollitude effrayante dans laquelle l'Europe, fatiguée de ses tromperies, avait laissé l'Angleterre, qu'elle était obligée de faire seule les plus grandes dépenses et les plus dangereux efforts pour changer en offensif l'état défensif qui venait de jeter l'alarme et

le désespoir dans les îles britanniques. Nelson va porter ses fureurs incendiaires sur les côtes de la France. Le 30 juillet, il déploye son pavillon à bord *du Leyden*, de 68 canons, et prend le commandement de trente bâtimens de guerre, qui se dirigent le 1er. août sur Boulogne, où se faisaient, comme aujourd'hui, les préparatifs de la descente. Le 4 août, Nelson fait une attaque sans succès. Il lance des bombes, et la flottille légère mouillée à 500 toises en avant du port, lui répond par l'activité de son artillerie. Nelson, obligé de se retirer après avoir lancé inutilement plus de 900 bombes, fait dire, par les journaux anglais, que le soudain changement du vent était la cause de sa retraite, qui n'avait d'autre motif véritable que l'impuissance de faire rentrer l'avant-garde de la flottille de Boulogne. C'est en vain que Nelson, renforcé par un grand nombre de bâtimens, feint d'aller vers la Hollande pour cacher sa résolution de tenter une seconde fois la destruction de la flottille de Boulogne. Le soir du 15 août, les vaisseaux anglais se forment en quatre divisions, attaquent la ligne immobile des bâtimens français qui étaient en avant du port. Le combat s'engage ; le feu des Anglais commence avec la plus grande vivacité, et il est vigoureusement répondu par les Français ; les bataillons des 5e. 46e. 108e. étaient embarqués sur l'avant-garde et se couvrent de gloire. Aussitôt que nos chaloupes sont abordées, les Anglais sont partout repoussés avec une grande perte d'hommes et de péniches. Nelson ordonne la retraite ; et tandis que Latouche-Tréville confirme au Premier Consul la nouvelle des succès que la France attendait de ces flottilles légères, Nelson retourne

tristement en Angleterre, en attestant aux ministres de Saint-James que *la perte de tant de braves Anglais est incalculable.* — Il fallait ces revers éclatans du *baron du Nil*, pour que Georges III fût accessible à des idées de pacification. Le 2 octobre, il parut, dans la gazette extraordinaire de la cour, un article qui calma les alarmes de l'Angleterre, vaincue sur les côtes de France : « les préliminaires de paix furent si- » gnés hier au soir par M. Hawkesbury et Otto.... » L'Angleterre acquiert Ceylan et la Trinité, c'est-à-dire, deux îles dominatrices dans les deux hémisphères. Malte doit être rendue à ses anciens maîtres, l'Egypte restituée à la Porte-Ottomane, dont, par la suite, la France garantit l'intégrité de l'empire. Ces préliminaires de paix, ratifiés à Paris le 5 octobre, furent reçus avec les plus vives acclamations par la nation anglaise; les voitures du cit. Otto et du cit. Lauriston, qui avait porté à Londres la ratification des préliminaires, furent traînées par le peuple jusqu'à *Downing-Street* avec des témoignages du plus bruyant enthousiasme; les 3 pour 100 montèrent tout-à-coup de 59 à 66; les illuminations, les salves d'artillerie, les fêtes se succédèrent; les Anglais surpassèrent même les démonstrations de la joie vive et universelle des Français. Mais pendant ces fêtes vraiment nationales, le ministre britannique méditait, plus que jamais, la violation de ce même traité dont il signait les préliminaires. Tout s'organisait pour négocier le traité définitif à Amiens, et pour faire passer les forces anglaises d'Alexandrie à Malte, *O foi plus que punique!*

Au milieu de ces bruyantes acclamations pour la

paix, le parlemeut s'assemble ; et c'est du sein des commnnes qué sortent les témoignages d'improbation de cette paix devenue si nécessaire. — Le roi fait un discours de protocole analogue aux circonstances pacifiques. Le nouveau chancelier Addington déclare, dans la séance du 30 octobre (1), « que la sûreté et la pros-
» périté de l'Angleterre ne résidaient pas dans la main-
» tenue des conquêtes qu'elle avait pu faire pendant
» la gnerre, mais dans l'industrie, dans l'esprit public
» et la conduite prudente et ferme qu'elle manifesterait
» pendant la paix *(O quantùm mutatus ab illo!.....)*
Plusieurs membres marquans de la chambre des communes étaient bien loin de partager cette opinion raisonnable ; et exaspérés qu'ils étaient par la seule idée de la cession des conquêtes coloniales et de l'interruption des maux publics, ils ne cessaient de renouveler leurs virulentes diatribes contre le gouvernement français, et surtout contre son illustre chef. Ces impolitiques injures, pendant les négociations de la paix, furent si révoltantes, que M. Pitt lui-même, cet héritier universel de la haine du grand *Chatam* contre la France, ne put s'empêcher de dire, le 3 novembre, à la chambre des communes, ces paroles bien différentes de son langage ordinaire : « Tout gouvernement
» avec lequel le nôtre a cru qu'il était de sa sagesse
» de faire la paix, doit être respecté.....» Ces mots n'en imposent à personne, encore moins à la passion exaltée de M. Windham contre les préliminaires signés avec la Francc. « Je me vois seul, dit cet ex-ministre »

(1) *Moniteur*, n° 45, an 10.

» dans le deuil au milieu des transports d'allégresse ; » je suis obligé de présenter un visage obscurci par » la tristesse, pendant que tous les autres sont rayon- » nans de joie. Quand on exige de moi que j'illu- » mine, je tâche d'apprendre si mes flambeaux sont » pour une fête ou pour des funérailles. » Ainsi donc les préliminaires de la paix n'étaient, pour M. Windham et ses amis, que les apprêts de la pompe funèbre d'Albion! Cet orateur de la guerre éternelle coutinue : « J'avoue, *dit-il*, que je ne vois raisonnablement au- » cun moyen de sortir des maux que la paix doit ame- » ner sur mon pays. En rendant et cédant vos con- » quêtes, vous vous êtes dessaisis du seul moyen que » vous aviez pour empêcher l'agrandissement de la » France ; ce moyen était l'extension de votre sys- » tème colonial. Je ne saurais être invité à me ré- » jouir de la paix, étant dans la ferme persuasion que » mes honorables amis, en signant ce traité, ont signé » l'arrêt de mort de mon pays. La seule conclusion que » je tire du discours de M. Pitt, c'est que l'Angleterre » est entièrement à la merci de la France. Nous sommes » sous la griffe du lion *(et pendant que M. Windham parlait ainsi, les ministres mettaient l'île de Malte sous la griffe du léopard britanniqne.)* « N'y » a-t-il donc des chances pour nous que dans la paix? » La continuation de la guerre ne nous en présente- » t-elle pas de plus avantageuses? La guerre amène » bien des révolutions. Ne peut-il pas survenir dans » le gouvernement actuel de la France un changement? » Un seul événement suffit pour changer la face de » la France et de l'Europe. » C'est donc à la fin de 1801 que M. Windham déroulait toute l'affreuse poli-

tique du cabinet anglais. L'hypocrisie de M. Pitt et de M. Addington était dévoilée, et les projets des crimes britanniques étaient mis à nud par un orateur trop passionné pour être prudent. « La continuation » de la guerre, s'écrie l'ex-ministre, aurait laissé » l'Angleterre en possession du commerce de l'uni- » vers, et elle l'aurait mise en état de profiter de » toutes les chances dela guerre. D'ailleurs, en admet- » tant toute l'économie possible, un établissement de » paix fondé sur des principes de sûreté pleine et » entière, doit être aussi dispendieux que l'état de » guerre Il n'y avait de raisonnable qu'un armistice » armé, et encore *il faudra recommencer la guerre dans six mois.* » Malgré cette prophétie de l'orateur belligérant, les négociations se continuent à Amiens. On sent combien elles ont dû être laborieuses de la part de ce gouvernement, qui a effacé de son vocabulaire les mots *restitution* et *bonne-foi.*

1802. Après de longues négociations, le même ministre plénipotentiaire qui avait si sagement réglé les intérêts du continent à Lunéville, couronna, dans Amiens, la pacification maritime. C'est le 25 mars qu'il triompha des tergiversations et des subtilités anglaises. Les ratifications devaient être échangées dans 30 jours : floréal était l'époque définitive de la paix générale. Le traité d'Amiens, en faisant restituer l'Egypte à la Porte, en reconnaissant la république des Sept-Isles, en restitnant au Pape et au roi de Naples les ports de l'Adriatique et de la Méditerranée, en rendant Mahon à l'Espagne, Malte à l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, en conservant le Portugal dans son intégrité, donnait les plus grands

avantages à l'intérêt de la politique et du commerce de la nation anglaise. Par l'acquisition de Ceylan, elle devenait maîtresse inexpugnable des belles et immenses contrées de l'Inde; par la cession de la Trinité, elle acquérait une grande prépondérance dans le commerce de l'opulente Amérique méridionale. Une vue principale de ce traité, et qui est appuyée par toutes les pièces de la négociation, ainsi que par la volonté expresse du gouvernement anglais, c'est de faire pour Malte un arrangement qui rendît cette île indépendante de la France et de la Grande-Bretagne. L'article X du traité porte expressément « que les îles de » Malte, de Gozo et de Comino seront rendues à » l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, pour les pos- » séder comme avant la guerre. Les ports de cette île » seront ouverts au commerce et à la navigation de » toutes les nations. » — Quelle disposition fut plus conforme au droit des gens, et à l'intérêt du commerce et de la navigation générale? Nous verrons dans la suite que c'est-là le vice de ce traité aux yeux de ce gouvernement exclusif. — Ici se présente un spectacle bien opposé dans la conduite des deux puissances pacifiées, quand il s'agit de l'exécution du traité. Le gouvernement français, toujours fidèle à ses engagemens, fait évacuer aussitôt par ses troupes le royaume de Naples et l'état ecclésiastique, retire ses troupes de la Ligurie et de l'Étrurie; mais le gouvernement anglais n'évacue qu'avec des lenteurs calculées Minorque, Porto-Ferrajo, Tabago et la Martinique: l'Égypte et Malte sont laissées en arrière dans l'exécution du traité, pendant plusieurs mois. On eût dit que ces deux points importans n'avaient

pas été prévus, ni stipulés dans les négociations.

Au lieu de rendre l'Égypte à la Porte, l'Anglais demeure à Alexandrie, et entretient les divisions entre les Turcs et les beys rebelles, en leur donnant des armes et des munitions. Des ordres contraires au traité d'Amiens sont expédiés au cap de Bonne-Espérance, de manière qu'en *pleine paix*, les troupes bataves sont forcées de signer une capitulation qui laissait les forts aux Anglais. On se rappelle decombien de subterfuges et de mensonges le gouvernement anglais s'est servi pour garder Malte, qu'il devait faire évacuer trois mois après la ratification du traité. La garnison napolitaine qui devait s'y rendre en vertu de l'article IX, est repoussée des forts, et le grand-maître élu légalement ne peut être reçu dans son île. La France, trompée dans l'exécution du traité, se plaint; le gouvernement anglais demande les garanties stipulées de la part des autres puissances de l'Europe. Ces garanties sont données en vain. Pour détourner les regards du gouvernement français de cette infraction honteuse du traité, les ministres de Saint-James protègent ouvertement les libellistes chargés de l'outrager tous les jours. Ces diffamateurs à gages jouissent du bénéfice des lois anglaises, tandis que le *bill des étrangers* pouvait, par l'expulsion de ces libellistes, faire cesser ce cours d'injures. — Cependant, lorsque le 29 mars, M. Moore, secrétaire du lord Cornwallis, était arrivé à Londres avec le traité définitif de la paix, signée à Amiens par les plénipotentiaires de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Batavie, les ministres anglais avaient l'air de se réjouir de l'entière cessation des hostilités; et lorsque, le 2 avril, le gou-

vernement fit proclamer la paix avec la plus grande solennité à Londres et à Westminster, le peuple anglais se félicitait, par des acclamations nombreuses et unanimes, d'avoir terminé une guerre aussi longue, aussi acharnée, aussi malheureuse Quelle fausse sécurité donnée également à la France et à l'Angleterre! Les ministres employaient cette époque de déception et d'hypocrisie diplomatique à dépouiller du Carnatic un prince accablé d'années et d'infirmités, qu'ils cernent de leurs troupes, et qu'ils accusent mourant d'avoir été d'intelligence avec Typpoo-Saïb. Le jeune héritier légitime du Carnatic est forcé de se laisser dépouiller, en prenant une pension, jusqu'à ce qu'il soit empoisonné; et bientôt un nouveau crime donne à l'Angleterre un pays immense, qui s'étend depuis le 9e degré de latitude jusqu'au-delà du 15e; usurpation atroce, qui achève de rendre les Anglais maîtres absolus de la presqu'île de l'Inde. Et cependant, leurs ministres ne cessent, même pendant la paix, de se récrier sur l'agrandissement des pouvoirs de la France!

Tantôt ces ministres accusent la France d'influer sur la Suisse, tantôt de diriger la Hollande. L'organisation de la république italienne est un objet de leurs plaintes : ils croient que l'Europe oublie que ce sont les Anglais qui, les premiers, ont changé l'*état de possession*, puisque, depuis les préliminaires, ils n'ont ralenti ni leurs usurpations ni leurs attentats dans l'Inde. Il est vrai qu'un de leurs orateurs avait déjà déclaré (M. Wallace, séance du 11 juin 1802) dans la chambre des communes « qu'il regardait tout » ce qui s'était passé dans le *Carnate* comme entière-

» ment conforme à l'équité, et qu'il n'y trouvait rien » qu'il ne voulût avouer. » C'est ainsi qu'une invasion dans le palais d'un allié, sa mort subite, la supposition d'une correspondance, l'arrestation de sa famille, la déposition d'un prince adolescent, sa captivité, sa mort et celle de son beau-père, fondaient en Asie, depuis la cessation des hostilités en Europe, ce colosse de puissance et de forfaiture qui compromet la dignité, le repos et la sûreté de toutes les nations asiatiques. Cependant ce prodigieux accroissement du pouvoir et des richesses de l'Angleterre n'aurait point compromis la paix de l'Occident, s'il n'y avait pas eu dans le cabinet de St-James des desseins prémédités et des volontés inexorables contre la paix des nations. Le gouvernement de la France était disposé à tous les sacrifices compatibles avec l'honneur national.

Le monde entier, trop long-temps épuisé des calamités et des fatigues de la guerre, respire pendant quelques mois, et l'on voit du moins se terminer les actes barbares de cette guerre de dix ans : guerre qui, par son objet et par ses moyens, peut être regardée comme d'une nature inconnue parmi les nations civilisées. Elle ne fut l'ouvrage que du gouvernement anglais. Il n'y avait d'enthousiasme pour la paix que dans le peuple ; il y avait sans cesse des provocations à la guerre par ses représentans. M. Windham, orateur violent et politique passionné, se met à la tête d'un parti qui blâme les dispositions et les conséquences du traité ; mécontent du repos de l'Europe, il fait passer dans l'ame épouvantée des jeunes Anglais la haine de la France et de la paix. M. Fox, orateur flegmatique, constant ami de la paix et de la raison,

ne peut appaiser les fureurs ex-ministérielles, même en leur montrant les obstacles qui se présentent à la prospérité coloniale et commerciale de la France. — Les ministres nouveaux laissent douter, par leur conduite faible et équivoque, s'ils ont l'intention de maintenir la paix, objet de tant de travaux et de vœux. De misérables libellistes cherchent à outrager de nouveau la France et son premier magistrat; et ces libellistes sont impunis. Des scélérats réfugiés à Jersey méditent de nouveaux crimes contre la France et son gouvernement; et ces entrepreneurs de forfaits sont soudoyés. A Londres, des Français égarés portent les marques fastueuses de distinctions anéanties; et cette parade ridicule y est autorisée. Des écrits incendiaires et des mandemens perfides sont jetés dans nos départemens de l'Ouest; et les auteurs de ces mandemens turbulens sont en vain désignés aux ministres de Georges, qui les tolère publiquement. C'est ainsi qu'ils font *la guerre pendant la paix*.

1803. De plus grands intérêts occupent le gouvernement français. Il ne peut rester indifférent sur le retard artificieux que les Anglais apportent à l'évacuation de l'Egypte et de Malte, et à la lenteur de la restitution du cap de Bonne-Espérance. Divers prétextes diplomatiques prolongent les délais prescrits à ces restitutions nécessaires. Mais qu'espérer d'un ministère tour-à-tour pusillanime et entreprenant, ayant dans ses mains les ordres secrets de la guerre à recommencer, et sur ses lèvres les paroles d'une paix assurée; refusant un jour de rendre le cap de Bonne-Espérance, et finissant par évacuer l'Egypte; s'obstinant à renforcer sa garnison de Malte, et promettant

de rendre le cap ? Tant de versatilité cachait des piéges. En vain les deux nations se sont envoyé réciproquement des ambassedeurs : l'on ne cherchait à Saint-James que des prétextes de rompre la paix. Quelques préparatifs faits dans les ports de la Hollande pour aller prendre possession de la Louisiane, cédée à la France par la cour de Madrid, sont transformés, par les ministres, en armement hostile contre les ports anglais. Tout-à-coup Georges III adresse au parlement un message alarmant et provocateur des armemens qui étaient déjà faits dans les ports de la Grande-Bretagne. L'Europe, étonnée de ce message imposteur, n'aperçoit dans les ports de la France et de la Hollande que denx frégates et trois corvettes, avec trois mille hommes destinés pour la Louisiane. Mais l'alarme est donnée à l'Angleterre : ses ministres sont arrivés à leur but.

Les motifs du message dn roi sont partout reconnns fanx : il n'y avait pas d'armement en France ; il n'y avait aucune espèce de négociation avec le cabinet de St-James. Alors se montre à découvert ce système de mauvaise foi, d'orgueil et d'envahissement dont ce cabinet ne s'est jamais départi. Ces provocations insultantes et impérieuses sont déjouées par la sagesse et la fermeté du Premier Consul. L'ambassadenr Wittworth oppose d'abord l'influence de la France sur l'Helvétie, la Batavie et l'Italie, et attend les explications de sa cour relativement à Malte ; il oppose ensuite le silence de Berlin, le refus de garantie par la Russie, l'abolition des prieurés espagnols, et le séquestre du prieuré portugais.

Quel subterfuge ! Le gouvernement français prouve que

que le prétendu accroissement de puissance est une erreur de fait : les difficultés relatives à la Russie, à la Prusse, à l'Espagne, au Portugal, concernant les langues de Malte et les diverses garanties, sont levées, et il ne restait plus qu'à exécuter le traité d'Amiens, qui avait tout prévu. Mais le désir de guerroyer n'était pas éteint; et c'est dans l'île de Malte que se renferme le génie perturbateur de St.-James. — Tantôt, son ambassadeur propose la cession entière de Malte; ensuite, il se restreint à n'en livrer que les fortifications aux troupes britanniques. Le 6 floréal, le lord Withworth demande que les troupes anglaises restent six ans à Malte, que les troupes de la république française évacuent la Hollande, et que Lampedouze, qui appartient au roi de Naples, soit cédé à l'Angleterre. L'ambassadeur rougit sans doute de ces étranges demandes, puisqu'il refusa de les signer; mais il annonça son départ, si on ne les acceptait pas dans *sept jours*. Etrange diplomatie, qui consiste à menacer de la guerre si on ne viole pas un traité, et à demander des passe-ports avant d'attendre une réponse à des communications décisives ! Une modération noble et courageuse, est le seul système suivi par le Premier Consul, gardien fidèle du traité d'Amiens. Il fait proposer à l'ambassadeur britannique de tout terminer en remettant Malte sous la garde d'une des puissances garantes du traité (1), l'Autriche, la Prusse ou la Russie. C'est refusé sous divers prétextes; et le gouvernement an-

(1) Cette proposition avait été faite déjà par le gouvernement anglais lui-même, le 20 fructidor an 9

glais, cherchant à-la-fois Malte et la guerre, propose une disposition aussi déguisée que honteuse, de masquer la cession définitive de cette île, « en stipu-
» lant ostensiblement que les Anglais l'occuperaient
» jusqu'à ce qu'ils eussent pu former un établissement
» à Lampedouze (qui n'en est pas susceptible), et en
» signant un ARTICLE SECRET par lequel la France
» s'engagerait à ne pas les requérir à évacuer Malte
» avant dix ans (1) ». Tel est le fameux et insolent *ultimatum* de trente-six heures. C'était le dernier cri de l'usurpation maritime. Le porteur de l'impérieux *ultimatum* quitte le pays qu'il a insulté. Le gouvernement français ne s'arme encore que d'une modération et d'une impassibilité que sa gloire et sa puissance pouvaient seules justifier aux yeux d'une nation qui jamais ne laissa impunis les outrages britanniques. Ce langage du gouvernement de Londres, nouveau pour des Français, ces demandes hautaines, cette diplomatie violente, ces assertions fausses, ces négociations de forme insolite, ces propositions honteuses et secrètes; ces rodomontades impérieuses, tout annonce une déclaration aussi astucieuse, aussi mensongère que tout ce qui l'a précédée; tel fut le manifeste du roi d'Angleterre, par lequel il osa déclarer qu'il « a voulu consolider la tranquillité de l'Europe
» avant les négociations de la paix comme depuis cette
» époque. » Etrange manière de consolider la paix, en soufflant partout le feu de la guerre, en Suisse, en Italie, en Hollande et sur toutes les mers! Singu-

(1) Projet d'articles remis par le lord Witworth, le 16 mai 1803.

lière méthode de négocier la paix de l'Europe, en s'emparant à la fois, par la cession de Malte, du passage exclusif de l'Egypte, du commerce du Levant et de la mer Noire, de l'existence de l'empire ottoman, et de la navigation de tous les peuples dans la Méditerranée! — Ainsi donc, ni la foi des traités, ni quatre mois de négociations, ni la honte des demandes les plus iniques, ni l'accession faite par les trois puissantes garantes de l'indépendance de Malte, ni la longanimité du Premier Consul n'ont pu arrêter les fureurs guerrières du cabinet de St.-James. Depuis dix mois que la paix était signée, il frémissait de la prospérité renaissante en France; il était jaloux des prospérités et de la stabilité du gouvernement consulaire; il voulait, d'un seul coup, abattre toute notre industrie, anéantir tout notre commerce. Il a pillé, dans la baie d'Audierne et dans ses ports même, nos bâtimens de commerce, qui y étaient sur la foi du dernier traité; il a arrêté nos vaisseaux sur toutes les mers; il a saisi les capitaux et les marchandises coloniales de nos négocians, porté des secours aux destructeurs de St.-Domingue; et toutes ces *pirateries* ont été exercées sur toutes les mers sans déclaration de guerre, et avant même que l'ambassadeur anglais fût arrivé à Londres. — Si jamais guerre fut nationale, c'est sans doute celle que la France est obligée de soutenir contre ces tyrans des mers. Elle est plus que nationale; elle intéresse l'univers. C'est la cause de *tous* que la France défend, en préparant une descente réparatrice et une vengeance éclatante de cette violation de la foi des traités et de la loi des nations. Ce n'est pas seulement la

France que le gouvernement anglais a voulu ruiner et détruire par le renouvellement de la guerre : c'est l'Europe qu'elle veut coloniser commercialement et dominer par sa diplomatie. Mais l'heure de la justice des nations va sonner : les deux rivages du canal de la Manche sont couverts de combattans. Voyez, d'un côté, à travers les supplices toujours prodigués en Irlande, un gouvernement vacillant, qui, avec une agitation semblable à celle de la peur et du crime, prend, dans les filets de *la presse*, tout ce qui se présente pour les transformer en matelots, et se hâte d'appeler, sous les drapeaux du *parjure*, les fencibles, les volontaires, des troupes de ligne, une armée de réserve et des levées en masse, et des représentans colonels; de l'autre côté, un héros toujours victorieux, qui rassemble, avec un calme imposant et une tactique nouvelle, la valeureuse armée qui doit venger le monde et la sûreté des traités. — Nous voilà enfin parvenus à la dernière des 43 années du règne de Georges III : règne qui ne paraît plus, aux yeux de l'observateur politique, qu'une rébellion permanente contre toutes les puissances du monde, un fléau destructeur circulant sur toutes les mers, et portant sur tous les caps les signes de sa calamiteuse domination; règne qui a produit 23 années de guerre en Europe, sans compter les criminelles guerres faites en Asie; règne qui est, selon l'expression de Tacite : *etiàm pace sævum....* Puisse, pour la prospérité des nations, cet effroyable tableau du règne de Georges III, convaincre les gouvernemens, QU'IL N'Y A DE BONHEUR QUE DANS LA PAIX !......

CHAPITRE XXIV.

VUE POLITIQUE DU LORD CHATAM.

Il y a un demi-siècle que lord Chatam, père de Williams Pitt, disait, dans une séance du parlement, « que jamais l'Angleterre n'aurait la suprématie des » mers tant que la maison de Bourbon occuperait » trois trônes sur le continent. . . . » Sans donte les mots de *lord Chatam*, qui sont devenus des *maximes d'état*, peuvent indiquer aux puissances du continent quelques principes de conduite et des grands motifs de prudence politique. Mais ce qui paraîtra toujours aussi imprudent qu'extraordinaire, c'est de voir que, sous le ministère du fils et de l'héritier politique de ce même lord Chatam, plusieurs membres de la famille des Bourbons sont allés invoquer les dangereux secours de leurs plus cruels ennemis.

CHAPITRE XXV.

QUELQUES RÉSULTATS DE LA PROTECTION BRITANNIQUE.

En Europe. — Qui a conduit le roi de Sardaigne à perdre ses états de Piémont, si ce n'est le gouvernement anglais? Et qu'a fait ensuite ce gouvernement pour le dédommager de cet état d'abaissement où le sort des armes l'a jeté? Qu'ont fait les ministres de sa majesté britannique pour dédommager sa majesté sarde de tous les maux que les insinuations diplomatiques et les subventions successives de ce cabinet ont seule attirés sur cette tête couronnée? Le cabinet britannique a-t-il offert quelque sacrifice en sa faveur lors des négociations de la dernière paix? N'a-t-il pas montré l'ingratitude la plus froide, lorsque les négociateurs du traité d'Amiens discutaient les intérêts des diverses puissances intéressées? L'Angleterre seule était l'objet de ses stipulations officielles; son ambassadeur ne parlait que des colonies, et des îles qui lui étaient nécessaires dans les deux Indes.

Qui a couvert l'Helvétie de dissentions et de guerres civiles, si ce n'est les agens anglais chargés d'y exciter par des promesses les esprits mécontens, d'y aigrir les passions, d'y répandre l'or corrupteur, d'y

irriter les partis ? Que n'ont pas fait les ministres anglais pour rallumer la guerre continentale par l'incendie dont ils ont agité tous les brandons dans la Suisse ? De quels moyens vils et horribles ne se sont-ils pas servis pour aliéner et exagérer la fureur des passions, pour dépeupler et ensanglanter ces belles et romantiques contrées que le gouvernement français a arrachées par le seul appareil de la force à la turbulence anglaise, et que sa sagesse prévoyante a rappelées à leur antique fédération ?

Qui a donné au nord de l'Europe, pendant la dernière guerre, un exemple de violation humiliante du droit des gens dans une ville libre et neutre, dans Hambourg qui n'a jamais blessé les intérêts de la Grande-Bretagne? N'est-ce pas le gouvernement anglais, dont les ordres firent enlever de son asyle un officier attaché au service de France ? N'est-ce pas le ministre plénipotentiaire anglais, qui, ne rougissant pas de se placer à la tête de quelques sbires, traduisit *Napper-Tandy* en prison ; et qui, bientôt après, menaçant Hambourg d'un bombardement et même de l'envahissement de la ville et de son territoire, força le sénat de Hambourg à violer toutes les lois de l'hospitalité, à livrer ce respectable vieillard, sans défense, aux vengeances ministérielles.

En Amérique. — L'histoire du dernier siècle a déjà gravé tous les traits de cet effroyable patronage britannique, qui porta tous les fléaux de la guerre dans des colonies, qu'opprimait depuis long-temps le génie fiscal du ministère.

Le siècle présent s'occupe de rassembler les preuves

des secours promis et donnés par le cabinet de Saint-James à toutes les rebellions, à toutes les opérations intérieures de Saint-Domingue depuis 1790. On y verra ce que les ministres de Londres ont fait pour provoquer des scissions dans cette colonie avec la France; pour engager des colons abusés à se livrer aux suggestions anglaises; pour alimenter la guerre civile et les destructions des ateliers d'agriculture de cette île si fertile et si florissante.

En Asie. — L'avenir refusera de croire le triste sort qu'ont éprouvé les *Nababs*, les *Rajahs*, qui ont consenti à se mettre sous la protection anglaise; les malheurs inouis auxquels ont été réduits les peuples indiens qu'avait séduits l'apparente générosité de la *Compagnie des Indes;* l'horrible famine organisée contre des millions d'hommes, dans leur propre patrie, par des simples vues de spéculation mercantile sur leurs subsistances; l'empoisonnement et la spoliation des princes, trop hospitaliers pour ces mêmes Anglais, qui s'emparaient de leurs états par ces crimes de la plus lâche ingratitude..... Ici l'ombre du Nabab d'Arcot, dont la mort aurait dû être vengée à Londres, indique mieux que mes paroles, de quelle nature est LE PATRONAGE BRITANNIQUE.

Un gouffre diplomatique, qui est loin des regards du peuple anglais, est ouvert derrière la chambre du conseil où s'assemblent les ministres de Saint-James. Là, sont précipités par des subsides trompeurs, par des négociations secrètes et des maximes d'un despotisme traditionnel, les puissances faibles, crédules, imprévoyantes du Continent, qui se vouent à sa politique

artificieuse. L'oreille des ministres est fermée à tontes les plaintes. Une politique impitoyable et sourde ne leur promet pas même la triste ressource des consolations.

CHAPITRE XXVI.

DE L'IRLANDE.

L'Irlande recueille chaque jour les fruits empoisonnés de sa réunion *législative* avec l'Angleterre, c'est-à-dire, des insurrections, des troubles, des arrestations, des mesures pénales. La misère et la dépopulation en sont les suites inévitables, sans compter les funestes et interminables divisions qui mettent ce royaume en état de siége permanent. Tous ces maux publics avaient été calculés et prévus par les amis des vrais principes et de leur pays. Mais l'union était convenue dans *le cabinet*. Le parlement était destiné à devenir *impérial*. Rien ne pouvait changer la malheureuse destinée de l'Irlande.

Elle a été réunie, non pour l'intérêt des deux nations, mais pour l'intérêt des ministres et de leur despotisme. Les événemens désastreux qui se succèdent en Irlande, presque sans intervalle depuis la réunion consommée, prouvent que l'intensité de la tyrannie du cabinet anglais en a été seule augmentée.

Un trait du discours de lord Landsdowne au parlement le 1er. frimaire de l'an 7, avait prévu ce que les malheureux Irlandais éprouvent depuis cette réunion, que les ministres de sa majesté britannique présentaient comme le palladium de la prospérité irlandaise. « On nous a parlé de grands projets, disait lord *Landsdowne ;* il est question de réunir l'Irlande à l'Angleterre. Si cette réunion *est le résultat de l'opinion publique*, je suis prêt à la seconder de tout mon pouvoir ; mais si *elle ne tend qu'à augmenter l'influence ministérielle et à multiplier les moyens de corruption, je m'y opposerai de toutes mes forces....* » On peut citer aussi comme prophétique de tous les maux qui pèsent sur l'Irlande, et comme dévoilant d'avance la tactique ministérielle concernant les insurrections d'Irlande et la proscription des *Irlandais-unis*, l'énergique discours (1) prononcé à Dublin, le 28 frimaire précédent, devant le lord maire, qui présidait une assemblée de banquiers et de négocians de cette ville, par *Digges de la Touche ;* banquier de Dublin, *Français d'origine.* Il parla avec une raison forte contre le projet de réunir *législativement* l'Irlande à l'Angleterre. Il détruisit, mais en vain, tous les prétextes et les raisons d'état opposés par l'astucieux orateur du ministère. Pour tous les hommes sensés de l'Europe, cette union parlementaire, couverte de prétextes politiques, n'est autre chose que la réunion des vastes tombeaux de l'Irlande aux prisons ministérielles de l'Angleterre.

(1) Il est rapporté dans les journaux anglais de cette époque, comme un discours qui fit la plus forte sensation et aussi la plus stérile.

CHAPITRE XXVII.

DE LA PUISSANCE ANGLAISE DANS L'INDE, LONGTEMPS INAPERÇUE EN EUROPE.

LA puissance de l'Angleterre est bien plus à *Calcuta* qu'à *Londres.* Que ferait en Europe une population de douze millions d'Anglais, sans les quarante millions d'Indiens qui ne cessent de labourer, de travailler, de manufacturer pour les Anglais, dans les plus opulentes, les plus fertiles et les plus industrieuses contrées de la terre? C'est la puissance des Anglais dans le Bengale, que l'on n'a jamais voulu étudier, ni approfondir, ni prévoir, ni arrêter dans l'Europe continentale. Certains gouvernemens ont été maintenus dans l'ignorance; d'autres ont été constamment inattentifs; quelques-uns ont été trompés par ceux-là même qui voulaient profiter de l'avenglement général pour tout envahir dans l'Inde; et tout-à-coup le continent européen s'est vu dominé par la puissance anglaise, qui avait tout colonisé à son profit dans le Bengale, pendant qu'une partie de l'Europe sommeillait, et que l'autre était occupée de guerres ruineuses, sans motifs et sans but.

Aussi Champfort disait en 1792: « Il n'y a pas

» maintenant en France un plus grand objet de poli-
» tique étrangère que la connaissance par faite de ce
» qui regarde l'Inde. C'est à cet objet que Brissot a
» consacré des années entières, et je lui ai entendu
» dire qu'un certain ministre des affaires étrangères
» était celui qui lui avait suscité le plus d'obstacles
» pour le détourner de cette étude. » Ce texte n'a pas besoin de commentaire, pour faire sentir par quels moyens le gouvernement anglais était parvenu à détourner et à éloigner les Français de la connaissance et de l'étude de nos intérêts dans l'Inde.

CHAPITRE XXVIII.

EFFETS DE LA PUISSANCE MARITIME EXCLUSIVE.

LA puissance maritime ne peut exister pour le bonheur des nations, que quand elle est distribuée à leurs gouvernemens. Rassemblée sur un seul point, elle est un fléau pour le monde; concentrée dans un seul gouvernement, elle est une usurpation des droits de tous les peuples; exercée par un seul peuple, elle devient une horrible faction, qui crée et alimente la guerre, et qui ne conseille à ce peuple exclusif qui possède cette puissance, que le vœu des guerres d'extermination, ou le projet d'une corruption universelle, et d'une tyrannie sur toutes les mers.

Non-seulement les guerres continentales, mais en-

core les pirateries générales, sont les effets de la puissance maritime exclusive. Leur impunité en est une conséquence nécessaire. Lorsque je m'élève contre les pirateries des Anglais, je ne fais que répéter le cri des nations dont les vaisseaux sont tour-à-tour saisis, visités, confisqués par ordre du gouvernement anglais. Si je suis forcé de répéter sans cesse contre les Anglais l'accusation générale de saisir les marchandises et les vaisseaux d'une nation avant la déclaration de guerre; si je leur reproche toujours la violation impunie des traités les plus solennels, c'est qu'il ne faut pas se lasser de rappeler aux hommes influens en Angleterre, que les nations et les gouvernemens sont tenus d'avoir de la probité, de la justice, de la morale, comme les particuliers. Un peuple, un gouvernement n'est, dans ses contrats et dans ses actions avec un autre peuple ou avec un autre gouvernement, qu'un simple individu; il doit se régler d'après les mêmes lois. Or, d'après ces lois de justice distributive et de morale universelle, nul ne peut faire saisir les propriétés d'un autre peuple avant la déclaration de guerre, nul gouvernement ne peut refuser, sans injustice, d'exécuter le traité qu'il a consenti avec un autre gouvernement. C'est ainsi que la base de toutes les guerres offensives est toujours une injustice publique, et que la guerre est un double fléau qui corrompt les gouvernemens, violente les peuples, ruine les individus, et ajoute l'immoralité générale aux calamités des champs de bataille. Malheur et honte éternelle aux gouvernemens aggresseurs, aux gouvernemens pirates, aux gouvernemens violateurs des traités!!!

CHAPITRE XXIX.

COMPARAISON DE STATISTIQUE ENTRE L'ANGLETERRE ET L'IRLANDE.

C'EST un des bienfaits de la scieuce moderne appelée *statistique*, de présenter aux gouvernans et aux gouvernés le tableau comparatif de leurs moyens, de leur industrie, de leur population et de leurs ressources en tout genre, comme aussi de faire connaître aux oppresseurs et aux opprimés leurs dangers et leurs forces. Sous ce dernier rapport, le gouvernement anglais verra, démontrés par *G. J. Mac-Neven*, les funestes effets qui ne peuvent manquer de résulter de la longue oppression de l'Irlande. Privé de ce territoire populeux et fertile, qui peuple et alimente ses flottes, nourrit ses manufactures, acquitte la septième partie de ses dépenses générales, ce gouvernement cessera bientôt de se dire souverain des mers. C'est bien plus sur l'Irlande que sur l'Inde que s'appuie le trident qu'il a usurpé. Que l'Irlande s'affranchisse, et la tyrannie maritime des Anglais est sappée dans sa principale force.

C'est donc encore dans les réflexions politiques de

l'écrivain cité dans le numéro précédent (1), que je vais puiser la comparaison de la richesse et de la force nationale des deux royaumes d'Irlande et d'Angleterre : les conséquences de ces faits sont faciles à saisir.

» Une fois qu'elle sera délivrée de ses oppresseurs actuels, l'Irlande sera *définitivement* plus forte, par rapport à la Grande-Bretagne, que celle-ci ne l'est relativement à la France. La population de l'Irlande est à celle de la Grande-Bretagne dans la proportion de près de 5 et demi à 11, tandis que celle de la Grande-Bretagne à la France n'est que de onze à trente. — L'Irlande contient 27,457 milles carrés, sur lesquelles il se trouve, par chaque mille carré, une population d'environ deux cents individus, ce qui donnerait, pour résultat total, 5,941,400 ames. L'Angleterre, proprement dite, ne contient que 49,450 milles carrés, dont la population, d'après le dernier recensement, est seulement de 9,444,950 individus, en comprenant même les matelots et les soldats de l'Écosse et de l'Irlande, d'où il ne résulte qu'une population de 191 personnes par mille carré, population moins serrée que celle de l'Irlande.

» On compte en Écosse 1,700,000 ames; mais rien n'y promet un accroissement de population. Il y a presqu'une moitié du sol qui se refuse à tonte culture; et les malheureux habitans, surtout du haut-pays, émigrent en foule tous les ans, pour se rendre sur le continent d'Amérique. En Irlande, au contraire, où

(1) *Moniteur*, du 20 brumaire an 12.

l'usurpation anglaise, quelque longue qu'en ait été la durée, n'a pu encore assez vieillir pour faire oublier son origine ou avoir l'apparence de la stabilité, le peuple a bien de la peine à s'arracher à son sol natal, espérant de jour en jour y trouver enfin une patrie. Les meilleurs écrivains, en matière d'économie rurale, avouent que l'Irlande, mieux exploitée, fournirait au moins un tiers de plus qu'elle ne produit d'après son système de culture actuelle. Cependant, de nos jours, on en exporte, année commune, pour trois millions sterling de provisions, tandis que l'Angleterre, mieux cultivée, en importe annuellement, surtout depuis dix ans, pour une somme de deux millions. Il est, d'ailleurs, une circonstance plus particulière à l'Irlande, et qui la rend très-propre au soutien d'une population nombreuse : c'est que, pour les habitans des campagnes, les *pommes de terre* y sont la base de la nourriture. Or, *un* arpent de cette plante suffit à la substance de *cinq* personnes, tandis que pour celle d'une famille de même nombre, il faudrait *quatre* arpens de blé.

» Maintenant, si on calcule d'après l'accroissement progressif de la population de l'Irlande, et l'augmentation correspondante des moyens de subsistance depuis un période de vingt ans, et que, d'ailleurs, on tienne compte des terres aujourd'hui incultes, mais qui devront être cultivées, il est certain qu'au bout de vingt ans encore, l'Irlande libre pourra alimenter des produits de son industrie sept millions d'habitans. C'est un pays qui provoque, pour ainsi dire, toute sa plénitude de population, tant à canse de sa forme compacte, que de ses eaux environnantes. Ces avantages

tages lui permettent de recevoir, sur tous les points, et dans le plus court délai, les secours en vivres qu'une disette pourrait lui rendre nécessaires.

» Les continens, sous ce rapport, n'ont pas le même avantage. Si le nombre des habitans y est assez considérable pour consommer les produits des années abondantes, il faut que, dans les saisons peu favorables, la plupart d'entr'eux éprouvent toutes les horreurs de la famine, par la raison que les seuls points extrêmes pourront tirer des secours du dehors; secours qui leur suffiront peut-être, mais auxquels n'atteindra jamais la plus grande partie de l'intérieur.

» Dans tous les temps de l'année, les mers d'Irlande sont navigables : des vaisseaux amis peuvent, dans toutes les saisons, approcher de ses côtes, et elle leur offre, sur un circuit de 750 milles, jusqu'à soixante-six ports ou hâvres où ils trouvent un abri assuré. L'existence seule de ce grand nombre de ports leur offre, indépendamment de toute autre considération, des ressources incalculables pour le commerce neutre, dans l'hypothèse de l'affranchissement de l'Irlande. La position géographique de cette île est éminemment heureuse pour réprimer les pirateries de la Grande-Bretagne. De quelque partie du monde, à l'exception toutefois de la mer du Nord, qu'arrivent les bâtimens destinés pour cette puissance, ils ne peuvent atteindre ses ports que par la Manche ou par les eaux d'Irlande. Or, que d'une part elle ait la France, et de l'autre l'Irlande, pour ennemies, elle se trouve dès-lors militairement tournée, pour ainsi dire; ses trésors sont placés comme entre deux feux, et il lui devient impossible de les protéger, alors même qu'elle conservera

toutes ses flottes; car la Grande-Bretagne garantit beaucoup moins son commerce par les escortes qu'elle donne à ses bâtimens marchands, que par les facilités qu'elle trouve à intercepter les prises avant leur entrée dans le petit nombre de ports qui leur restent ouverts. »

Après avoir vu ce tableau statistique de *G. J. Mac-Neven*, on peut apprécier les aveux et les jactances suivantes que font les journaux anglais, du 22 octobre dernier, concernant l'Irlande.

« Nous sommes bien aises d'apprendre que l'Irlande se tient sur ses gardes. La dernière rébellion, faible et mal combinée, a mis le gouvernement à même de prendre une attitude qui donne du cœur aux *fidèles sujets*, tandis qu'elle retient les mécontens dans le devoir, quand même les Français se montreraient sur ses côtes. On nous assure que, dans le Munster, plus de vingt mille hommes de troupes bien disciplinées peuvent être réunis et conduits à quelque port que ce soit, dans quarante-huit heures. « Quoique le sys- » tème d'une politique aussi cruelle que fausse, qui a » plutôt *persécuté* que *gouverné* l'Irlande, ait pu ai- » grir l'esprit du gros de la nation, il est pourtant à » espérer qu'il y a des moyens de lui inspirer de l'at- » tachement pour le gouvernement(1), et que le dan-

---

(1) On voit, dans les transactions philosophiques de l'Irlande, les calculs de population suivans : — 4 millions 450 mille ames (recensement de 1793), dont 3 millions 150 mille *catholique* (îlotisés), c'est-à-dire, sans état civil et politique. — 900 quelques mille *presbytériens* (petits propriétaires), c'est-à-dire, exclus des charges, ne prêtant pas le serment du test;

» ger dont on nous menace dans ce royaume, n'est pas » si *prochain* qu'on le fait en général. . . . .» Ainsi, les journalistes de Londres ne doutent pas de l'existence des dangers de scission de la part de l'Irlande; ils se flattent seulement que l'epoque où ces dangers seraient plus imminens, est encore reculée. Encore quelques jours!

CHAPITRE XXX.

SUR L'ISLE DE MALTE.

Il paraît, d'après des observations lumineuses imprimées dans le *Journal de Paris*, sous le titre de *Véritable point de vue sous lequel il faut considérer la guerre avec l'Angleterre*, qu'il est encore des personnes qui, malgré les écrits publics sur les motifs de rupture avec cette puissance, n'attachent pas un grand intérêt à la possession de Malte par les Anglais, et qu'il est assez indifférent à ces personnes de savoir quel pavillon pourra se montrer désormais sur

— le reste est composé des *anglicans*, qui possèdent presque tous les biens-fonds et toutes les charges ou fonctions publiques, jusqu'à celles de bedeaux de paroisses. Ce sont-là les grands propriétaires et les fonctionnaires publics de tout genre. Est-ce là une organisation sociale bien durable et une division de propriétés bien solide? . . . . .

la Méditerranée. Peut-on traiter aussi légèrement un des plus grands intérêts de la France et de l'Europe? Peut-on croire avoir tout épuisé sur une aussi importante question, en disant que *ce rocher de Malte ne vaut pas une guerre......*

On en disait autant lorsque la France et l'Espagne *faisaient le siége du rocher de Gibraltar.* Mais ce n'est pas là un simple point géographique; ce n'est pas le rocher de Malte qu'il faut mettre dans la balance pour peser les motifs de la guerre actuelle. C'est un cap, un promontoire, une île principale, une des positions maritimes les plus importantes, dont il s'agit. C'est l'exercice d'une ambition maritime et d'une tyrannie commerciale; c'est l'emparement d'un canal ou d'un détroit, par lequel doivent passer tous les bâtimens de la mer Noire et tout le commerce des échelles du Levant; c'est la servitude ou l'affranchissement de toutes les nations commerçantes qu'il faut décider. C'est l'anéantissement du commerce des états italiens, de l'Espagne et de la France qu'il faut prévenir. C'est enfin le commerce de toutes les échelles du Levant et la navigation des nations européennes, qu'il faut arracher à l'avarice armée d'un seul gouvernement.

Et s'il était besoin d'appuyer l'évidence de ces raisons, je pourrais citer l'écrivain sage et profond qui a tracé, d'une main ferme, l'*État de la France à la fin de l'an* 8. « Est-il besoin de dire, s'écrie-» t-il à la page 166, que l'Angleterre a l'espoir de » s'assurer un jour la possession de Malte, pour » pouvoir, de ce point important, soit comme poste » militaire, soit comme entrepôt commercial, com-

» mander au commerce de la Sicile, de l'Italie, des » États barbaresques, de la Turquie, et enchaîner la » politique imprévoyante des gouvernemens de ces » contrées. »

A ce sentiment prophétique publié en l'an 8, nous pouvons joindre ce qu'a dit, au mois de prairial de l'an 11, l'auteur des *Observations sur le manifeste du roi d'Angleterre.*

« Veut-on savoir pourquoi l'Angleterre met tant » d'importance à Malte? c'est parce qu'elle veut y » établir une compagnie du Levant; Malte en sera » le Bombay. Les pachas où les beys de l'Egypte, de » Tripoli, de Tunis, de Candie, de Morée, d'Al- » banie, de Syrie, etc., etc., en seront les nababs. » On les excitera à la révolte contre la Porte, qui » figurera comme la cour de Dély. On aura auprès » de tous les beys, de tous les pachas, des agens; » ils en cuverront eux-mêmes à Malte. On répandra » de l'argent avec profusion; on soldera largement » toutes les avances qu'on provoquera contre le com- » merce français. Ainsi l'on parviendra à exclure la » France et l'Espagne de tout le commerce du Le- » vant, et on entendra bientôt dire que la naviga- » tion de ces parages est une prérogative exclusive » de la couronne britannique. »

Cette opinion politique, appuyée encore par l'acharnement extraordiuaire que l'Angleterre met à se maintenir dans l'occupation de Malte, en violation manifeste du traité d'Amiens, doit suffire pour dessiller tous les yeux et pour détruire toutes les objections faites par l'ignorance ou la mauvaise foi sur les dangers nombreux de cette usurpation maritime.

CHAPITRE XXXI.

DE L'EMBOUCHURE DE L'ELBE.

Tandis que les Anglais philantropes s'occupent de trouver des moyens de secourir les naufragés en inventant les *bateaux de vie*, LIFE-BOATHS, les Anglais marins donnent de nouvelles preuves de barbarie ; on dirait que chez cette nation, les hommes consacrés à la marine ont cessé d'appartenir à l'espèce humaine.

C'est un usage dicté par la nature, qu'au milieu des guerres maritimes les plus exaspérées, l'ennemi, menacé d'être englouti par la tempête, doit trouver des secours dans son ennemi plus fort ou moins en danger ; le contraire vient d'arriver à l'embouchure de l'Elbe. Un petit bâtiment français, armé, commandé par le capitaine *Jacob*, sort le 20 fructidor de cette rivière. Quatre chaloupes anglaises l'attaquent et sont repoussées. Mais en manœuvrant, le bâtiment français touche sur une basse ; et malgré des peines infinies pour le remettre à flot, ce bâtiment reste jusqu'au lendemain. Bientôt la mer, devenue houleuse, menace d'engloutir le bâtiment avec tout l'équipage. Après quelques signaux de détresse,

deux chaloupes anglaises arrivent. Vous croyez peut-être que l'esprit de guerre a cessé par les dangers que court le bâtiment. Non, les Anglais, sourds à l'humanité, ne sont accourus que pour insulter au malheur. Ils offrent au capitaine *Jacob* de s'embarquer seul à leur bord; le reste de l'équipage était condamné à périr; mais ce brave officier refuse de se sauver seul et d'abandonner son équipage à une mort certaine. Les chaloupes anglaises se retirent. C'est en vain que le bâtiment français, menacé de plus fort d'être submergé, fait de nouveaux signaux de détresse jusqu'à huit heures du soir. Point de secours. La tempête devient plus forte; le bâtiment français perd son ancre et son cable; le gouvernail est dans le plus mauvais état; les vagues brisent les chaloupes; une mort inévitable est tout ce qui se présente à cet équipage désespéré. Les Anglais, témoins de ce danger extrême, sont constamment impitoyables pour les marins des autres nations. Mais les élémens ne sont pas encore au pouvoir de la Grande-Bretagne; la tempête s'appaise, le vent change; le bâtiment est mis à flot par les efforts de l'équipage, et le capitaine *Jacob* rentre, à deux heures du matin, dans le port de Cuxhaven, malgré quelques bordées de canon qui lui ont été lâchées encore par les Anglais.

Il y a ici de la part des Anglais, non-seulement refus constant de secours pour des naufragés, mais encore dessein formel de laisser submerger tout un équipage, en ne voulant sauver et faire prisonnier que le chef; il y a de plus attaque barbare et lâche contre le bâtiment échappé au naufrage. Quelle différence dans les exemples de secours donnés par les

Français, entr'autres dans la guerre dernière ! lorsque la tempête ou le naufrage menaça un bâtiment de la Grande-Bretagne à la vue de nos ports, toutes nos chaloupes accoururent. Il n'y avait plus des Anglais dans ce bâtiment poursuivi par la tempête : il n'y avait plus que des hommes; et les Français eurent le bonheur de lés sauver.

CHAPITRE XXXII.

AMBASSADE DES MAMELUCKS.

La politique du gouvernement anglais est de ne laisser déployer encore aucun caractère diplomatique à l'ambassadeur des Mamelucks. Le bey *Elphi Mahomet* sera membre secret de la diplomatie *expectante*; il ne faut pas alarmer *officiellement* la Porte ottomane; il ne faut pas dévoiler officiellement devant l'Europe l'ambition britannique sur l'Egypte; comme si ses jalons de conquête à Suès, à Alexandrie, à Malte et à Gibraltar n'étaient pas aperçus de tous les cabinets des puissances continentales. La diplomatie de la ruse et de la perfidie peut bien dérober quelques succès; mais la diplomatie de la force et de la justice est toujours la plus sûre.

CHAPITRE XXXIII.

OPPRESSION DE L'IRLANDE PAR LES ANGLAIS.

En France, l'opinion d'un politique étranger est presque toujours d'un plus grand poids que l'opinion d'un écrivain français. C'est une sorte d'hommage que l'urbanité nationale se plaît sans doute à rendre à la pensée et au génie de nos voisins. Ce qui serait regardé comme une *déclamation* dans un Français, peut, dans un étranger, obtenir les honneurs d'un écrit profondément pensé. Eh! qu'importe cette méprise ou cette justice, pourvu que le bien général en résulte? C'est sous ce dernier rapport que je m'empresse de déposer ici une partie des pensées que C. J. Mac-Neven (1) vient de publier sur l'Irlande, en développant, d'une manière aussi forte que lumineuse, les *intérêts trop méconnus, trop oubliés qu'ont les puissances maritimes dans la guerre actuelle.* Puissent ces pensées, publiées par un philantrope courageux, retentir dans les cachots de l'Ir-

(1) Médecin irlandais, qui a été enfermé au fort Saint-Georges avec Arthur O'Conor et autres victimes du gouvernement anglais.

lande ! Puissent-elles verser quelques consolations dans le cœur des habitans de cette contrée malheureuse, que le despotisme des Anglais opprime systématiquement depuis six cents ans, et qu'il achève de dévaster plus atrocement encore depuis dix années !

« Certes, s'écrie Mac-Neven, ce n'est point au temps où nous sommes que l'on peut ignorer avec quelle impatience l'Irlande porte le joug accablant de la moderne Carthage. Dans ce pays infortuné, tous les gouvernemens qui, au nom d'un maître étranger, se sont succédés depuis dix ans, ont été uniformément des ducs d'Albe par lenr conduite. Les victimes que, dans ce court espace, ils y ont immolé à l'intolérance religieuse et à la tyrannie civile, ne peuvent se comparer qu'au nombre de celles dont le sang, versé par leur affreux prédécesseur, fit naître l'affranchissement des Provinces-Unies. A toutes ces cruautés si récentes, et dont l'action et les effets se perpétuent encore, que l'on ajonte le souvenir de 600 ans de persécutions et de dissentions, toujours exercées ou entretenues par le même esprit; et l'on se convaincra facilement qu'à l'exception des agens même de la tyrannie étrangère, il ne saurait exister un Irlandais qui, frappé de cette continuité de maux, ne désire paralyser ponr jamais la main qui les verse sur sa patrie; qui ne sente que, sous quelque forme que l'Irlande reste attachée à l'Angleterre, elle ne peut avoir qu'une population d'esclaves soumis ou de victimes dévonées. Aussi, après un laps de six siècles, le joug des Anglais y est-il, en ce moment, tout aussi odieux et aussi impatiemment supporté qu'il a

pu l'être dès le premier jour. Ce fait seul, exemple peut-être unique de la constance du despotisme, d'une part, et de celle du souvenir national, de l'autre; ce fait seul ne suffit-il point pour caractériser la nature atroce du gouvernement; pour démontrer que la résistance irlandaise n'est point un produit de nos jours seulement, ni une effervescence accidentelle de l'esprit républicain, mais bien, dans tous les temps, l'effet du besoin et du cri de l'indépendance? Y a-t-il rien qui, mieux que cette opiniâtre persévérance, atteste le délire de ceux qui veulent encore prolonger des expériences affreuses au sujet de la réunion de deux peuples qui ne peuvent jamais se combiner ensemble; qui jamais ne sauraient respectivement oublier, l'opprimé, ce qu'il a souffert, l'oppresseur, ce qu'il a fait souffrir; entre lesquels, en un mot, il ne peut rien exister de sacré, jusqu'à ce qu'une séparation totale ait garanti la sûreté de l'un, en dépouillant l'autre du pouvoir de nuire? L'Angleterre, en effet, ne dissimule point que, si elle exerce en Irlande tous les genres de perfidie et d'oppression, c'est par la conviction qu'autrement elle ne pourrait y conserver son empire. Quoique dans cet aveu, elle reconnaisse que la nature a destiné cette île pour un état libre et indépendant, elle s'y maintient encore par les dissentions intestines qu'elle solde de l'argent même des partis divisés, et par les armes qu'elle fournit à une portion des habitans contre leurs propres compatriotes. C'est ainsi qu'elle s'était jadis maintenue dans la France, jusqu'à ce que l'indignation d'un grand peuple eût éloigné pour toujours la honte d'une domination étrangère.

« Une population qui ne serait pas assez nombreuse pour se soutenir d'elle-même, ou à qui la subjection et l'indépendance seraient indifférentes, pourra devenir tributaire d'un conquérant : une province énervée, un pays abruti, sera le fruit peut-être d'une seule victoire, parce que les armes hostiles y sont tout, et que les habitans n'y sont rien : mais une nation qui compte en ce moment près de 5 millions et demi d'une population brave, active et intelligente ; qui, au milieu de toutes les entraves du despotisme le plus sordidement jaloux, lève un revenu annuel de cinq millions sterling ; riche, d'ailleurs, de la fertilité de son sol, forte de sa position insulaire, brûlant de l'amour de l'indépendance ; que soulèvent contre l'oppression étrangère toutes les considérations de sûreté, tous les sentimens d'honneur et toutes les vues de prospérité ; une telle nation peut être secourue par un allié, mais un allié ne saurait se l'approprier...»

Après avoir vu un pareil tableau des calamités qu'éprouvent l'Irlande, et du système de tyrannie depuis long-temps exercé sur ce royaume par le gouvernement anglais, faut-il s'étonner si un de ses poëtes a voulu toucher encore les cordes de la harpe d'*Erin*, et faire entendre à ses compatriotes opprimés un *chant de guerre* qui puisse les réveiller, et qui oppose les nobles souvenirs de leur antique liberté aux criminels efforts du despotisme britannique ? Voici la traduction que je viens de faire de ce CHANT DE GUERRE (1).

(1) Imprimé à Kilkarney, la première année de l'indépendance irlandaise.

CHANT DE GUERRE DE L'IRLANDE.

1.

« Lève-toi; Irlande, lève-toi! venge, au milieu du tonnerre, les malheurs que tu éprouves par les crimes de la Grande-Bretagne! Que l'Europe étonnée lise tes haut faits, et donne un grand exemple aux siècles les plus reculés! Les fléaux de la guerre s'élancent de chaque région : tremblez, Anglais, tyrans du monde! voilà que l'étendard de la liberté se déploie et qu'il compte tous les enfans d'Erin, ne formant qu'une seule légion. Aux armes donc! aux armes! c'est le cri de la liberté. Oui, nous sommes hommes, et les Irlandais auront la liberté, ou ils mourront! »

2.

« Faut-il que toi seule renonces à la nature que l'homme tient en commun avec son Dieu! Il a fait la créature libre comme lui-même. Il lui a dit : Tiens le joug et ne le sens point. Que ce soit à toi d'affranchir le trident de Neptune. Trop long-temps les hommes généreux et les braves ont servi d'instrument pour rendre l'Océan esclave! L'esclave a toujours fait le tyran! Aux armes donc! aux armes! etc. »

3.

« Regarde tes enfans mourans par millions! leurs tombeaux attristent maintenant la moitié de ton territoire! Regarde leurs blessures criant vengeance; élève chaque bras libre pour l'obtenir. Écoute d'où viennent ces cris précurseurs des combats!.... Dans

les plaines de Wicklow, journée sans égale! ce sont les filles d'Erin (1) qui versent glorieusement leur sang! Je vois autour d'elles expirer un troupeau d'esclaves anglais. Aux armes donc! aux armes! etc.»

4.

« Quelles ombres outragées viennent troubler notre sommeil, et, non vengées, provoquent aux combats? Ces héros se présentèrent à l'ennemi, et ne les comptèrent pas, fiers qu'ils étaient de mourir pour la cause de leur patrie. — Leurs assassins anglais vivent encore! — tandis que la vile tyrannie mène à sa suite tous les maux publics, tient son sceptre étendu sur des millions d'individus prosternés devant elle, et ne nous laisse, pour tout héritage, que des chaînes! Aux armes donc! aux armes! etc.»

5.

« Pourquoi user le dernier fil de la vie sans gloire? Qui veut la liberté, aura la liberté. L'Amérique se souleva, et fût victorieuse. Que Erin ose être libre, — et qu'elle jure que nulle main n'ornera ces bosquets et ces fontaines jusqu'à ce que l'Irlande puisse se glorifier de ses antiques droits; libre comme les ondes qui baignent ses rivages; libre comme l'air qui caresse ses montagnes! Aux armes donc! aux armes! etc.»

W. D.

---

(1) Ceci fait allusion au courage et au zèle admirable avec lequel les femmes irlandaises, principalement dans le comté de Wicklow, se mirent en campagne dans plusieurs occasions, et se présentèrent fièrement en armes devant les ennemis de leur patrie.

Voilà le fruit de six cents ans d'oppression ! Un aussi long période de maux publics n'a pu empêcher l'Irlande d'aimer la liberté constamment et avec tous les plus grands sacrifices ; et si l'on voit au dix-neuvième siècle la partie des *Arthur O'Conor*, des *Fitz-Gérald* et des *Naper-Tandy* faire de nouveaux efforts pour arracher son indépendance aux despotiques auteurs d'une union *contre-nature*, ce sera une suite naturelle des efforts généreux et décisifs que fait en ce moment la France pour affranchir le commerce et les mers.

Il est digne du politique philosophe d'observer dans l'histoire des nations la chaîne qui lie les grands événemens. Il y a six cents ans que ce qu'on appelle *la rivalité de la France et de l'Angleterre*, commença; il y a six cents ans que l'*oppression fut exercée pour la première fois, par l'Angleterre, sur l'Irlande.* Sans doute cette oppression a dû finir plutôt pour la France, plus populeuse, plus éloignée des tyrans maritimes, que ne l'est l'Irlande, mais aujourd'hui la liberté des mers doit nécessairement influer sur l'indépendance des Irlandais. L'histoire, le malheur, la politique et le droit sacré des nations concourent à produire l'indépendance de la malheureuse Hybernie.

CHAPITRE XXXIV.

LEVÉE EN MASSE EN ANGLETERRE.

Il y a dix ans, les écrivains de Londres cherchaient à jeter du ridicule sur la levée en masse des Français, qui forçaient les troupes des trois royaumes et et leur général duc d'Yorck à se mettre à genoux devant les bataillons de la république dans les dunes de Dunkerque et dans les plaines de Hondscoote. Aujourd'hui les trois royaumes ne sont occupés que d'organiser leurs levées en masse par une, deux et trois classes, et à fabriquer des piques et des sabres pour les commis, les marchands, les comédiens et les boxeurs, qui sont subitement devenus guerriers et tacticiens.

On dirait que le système d'*alarme* fait partie de la tactiqne employée dans l'armée anglaise : selon enx, on s'est assuré, par le moyen de *feux placés sur des lieux élevés, qui ont été disposés comme signaux de distance en distance*, de répandre l'*alarme* à cent milles au loin, dans un qnart-d'heure. C'est ainsi que faisaient les Maures lorsqu'on les chassa de toutes les Fspagnes.

CHAPITRE XXXV.

CHAPITRE XXXV.

D'UNE OBJECTION DES PARTISANS DE L'ANGLETERRE.

Tout le monde convient en Europe qu'il n'y eut jamais de guerre plus injuste ni plus insensée de la part du gouvernement anglais, que la guerre actuelle. Les personnes éclairées de tous les pays sont d'accord sur les excès révoltans du despotisme et de l'intolérance britanniques en politique, en commerce, en navigation, en industrie. « Mais, disent les partisans » de l'Angleterre, si la Grande-Bratagne pèse trop » durement sur le monde entier, la France influe trop » fortement sur l'Europe. Si l'Angleterre a tort de » fermer en ce moment toutes les routes à l'industrie » des autres nations, rien ne garantit le commerce » général d'une tyrannie semblable de la part de la » France, la puissance de l'Angleterre venant à tom- » ber, *uno avulso, non deficit alter.* » Voilà l'objection dans toute sa force.

D'abord, on pourrait répondre : 1°. La France étant seule contre la puissance colossale de l'Angleterre, a besoin de se concilier et non de s'aliéner tous les autres états pour le succès de sa haute entreprise, *la liberté des mers*. 2°. La France étant *occidentale*, est ouverte à la fois par ses nombreuses frontières et par

une longue étendue de côtes maritimes. La tyrannie du commerce ne peut s'exercer quelque temps avec impunité que dans une position insulaire. 3°. La France *continentale* perdrait subitement cette suprématie maritime par le fait d'une invasion, qui n'est pas impossible à toute l'Europe réunie et indignée d'une nouvelle tyrannie générale. Les murs de *Carthage* seraient encore debout, si, au lieu de s'élever sur le continent d'Afrique, ils eussent été placés dans une île. 4°. La France, jalousée à cause de ses triomphes, ne peut justifier et soutenir la grande faveur de sa cause que par la stipulation franche des intérêts communs à toute l'Europe. 5°. L'extension de la France n'est et ne peut être que *défensive* de son territoire : l'extension de l'Angleterre est *offensive* dans tous les points du globe. 6°. La population de la France est attirée, nourrie et fixée par la douceur et la fertilité de son propre sol, loin des périls de l'Océan et des ambitions maritimes; tandis que les bornes et l'insuffisance du sol britannique rejettent impérieusement ses habitans sur les vagues de la mer et les poussent à la fortune par les besoins, et au despotisme commercial, par la barbarie de leurs mœurs. 7°. L'arbre de la puissance maritime insulaire une fois abattu, toutes les nations viendront nécessairement en recueillir chacune quelques branches; et la France ne pourrait jamais replanter avec succès un tronc ainsi mutilé.

« Mais on insiste. N'est-il pas à craindre, pour les nations en général, qu'aussitôt que la réunion des puissances continentales, ou qu'un événement extraordinaire aura brisé cet empire maritime dans les

mains d'un gouvernement oppresseur, il ne s'élève bientôt de ces mêmes débris une puissance maritime nouvelle, qui, héritant de toutes ces ambitions mercantilles et nautiques, produira le même résultat de tyrannie? »

Tel est l'épouvantail que le gouvernement anglais est parvenu à présenter avec une sorte d'adresse et même de succès (bien étranges pour un siècle de lumières) aux divers cabinets du continent, pour les effrayer du pouvoir de la France; comme si tout ce qui doit être retranché à l'Angleterre, à titre d'usurpations et d'excès de puissance, devait être acquis à la France par droit de convenance et de conquête; comme si le sceptre des mers, brisé dans les oppressives mains du gouvernement britannique, devait être rétabli dans les mains victorieuses du gouvernement français; comme si une tyrannie commerciale une fois arrachée à l'avarice de Londres, pouvait être ressuscitée pour l'orgueil de Paris. Loin de nous de pareilles maximes! Loin des cabinets politiques de pareilles craintes! Elles seraient indignes du génie libéral de *Bonaparte*, du caractère national des Français, et de la puissance de la république générale de l'Europe.

Croyez-vous, en effet, qu'un gouvernant illustre, qui aime la véritable gloire, et qui se regarde comme étant toujours en présence de la postérité, veuille abattre une tyrannie pour en récréer une autre? Croyez-vous qu'il puisse jamais concevoir le projet d'une monarchie universelle maritime, après avoir armé toutes les pensées et toutes les forces d'une grande nation contre la suprématie navale de l'An-

gleterre? Croyez-vous que le chef de la République française ne trouvera pas encore plus de gloire et de renommée dans un traité solennel, comme celui que *Gélon* stipula à Carthage pour l'intérêt du genre humain, plutôt que dans une révolution égoïste et intéressée, qui ne produirait d'autre effet que de déplacer le siége de l'avarice commerciale, et de transporter simplement du côté de Calais et de Boulogne les vils et odieux instrumens de la piraterie et de l'intolérance maritime, élevés à grands frais du côté de Douvres et de Plymouth ?

Le caractère national des Français ne serait-il pas aussi une garantie contre cette ambition démesurée du sceptre des mers? Le Français défend ses foyers sans esprit de conquête, il aime la gloire des armes, mais il en déteste les abus; sous les rois comme sous la république, il a agrandi son territoire, mais il n'a pas profité de tout ce que ses brillantes victoires, à plusieurs époques, lui avaient donné ou semblaient lui assurer. Après avoir été attaquée, envahie, incendiée par une coalition extraordinaire, sur toutes ses frontières et ses places fortes, elle a cru devoir, à la paix, en choisir de plus immuables, de plus tutélaires; et la politique, d'accord avec la nature et la victoire, lui a assigné, pour limites et pour système défensif, des mers, des grands fleuves et des montagnes inaccessibles. Les Alpes, les Pyrénées, le Rhin, la Méditerranée et l'Océan, sont, avec nos courages et nos armées, les défenseurs mutuels de la République, et non les usurpateurs de l'Europe.

Consultez les divers traités faits depuis les cent dernières années par la France victorieuse: elle a rendu,

à la paix, aux autres puissances, des conquêtes faites avec gloire, et qu'elle pouvait conserver avec succès : elle n'a jamais cherché qu'à montrer sa modération et à établir sa sûreté. On voulait en Europe, on voulait à Londres, partager la France comme la Pologne ; et la France triomphante de ces puissances co-partageantes, s'est bornée à prendre les meillenres positions militaires contre l'invasion continentale et contre les coalitions britanniques.

L'Anglais cherche à persuader à la crédule Europe, que tout ce qu'on va lui enlever, sera acquis nécessairement à la France. L'Anglais ne croit pas ce qu'il dit, et trompe les cabinets, en les effrayant d'une puissance qni n'a de projets que pour l'intérêt maritime et commercial de l'Europe, et qui n'a d'intensité et de force que contre l'oppresseur du monde et le tyran des mers.

Ne suffirait-il pas aussi, pour se rassurer, de considérer un instant le caractère national des Français? Ami, enthoutiaste même de toutes les nations, il les soutient, les défend et les accueille ; tandis que l'Anglais les repousse de son île, les dépouille sur la mer, ne s'enthousiasme que de son or, ne pense que ponr ses marchandises, et ne connaît que lui seul dans l'univers. Les Anglais, solitaires comme les avares, voyageant comme les boutiquiers, calculant tout comme les joueurs, égoïstes et féroces comme les insulaires, ne peuvent jamais naviguer, commercer, traiter, trafiquer que pour eux seuls, et comme s'il n'y avait qu'eux de pnissans, d'éclairés, de navigateurs et de commerçans dans le monde.

Comment supposer que l'empire exclusif des mers

puisse jamais exister dans les mains de la France, ouverte à toutes les attaques de l'Europe, parce qu'elle est *continentale;* naturellement faible pour la prétendue suprématie universelle, parce qu'elle est *occidentale*, et non *centrale* comme l'ancienne Rome, et non placée vers les extrémités de la terre, comme la Russie moderne?

D'ailleurs, la France a trop de lumières, une trop grande facilité de communications sociales et commerciales, une civilisation trop avancée, des idées libérales trop généralisées, une population naturellement plus occupée des productions de la terre que des travaux de la mer, pour qu'elle puisse jamais exercer le despotisme universel et effroyable qui a fait périr la patrie d'*Annibal*, et qui n'épargnera point le pays de *Cromwel.*

On me répondra, sans doute, en s'appuyant des faits historiques, que Carthage succéda à Tyr, comme Rome remplaça Carthage, et que, de nos temps, Lisbonne remplaça Venise, jusqu'à ce que l'Angleterre, usurpant la puissance de Madrid et la richesse d'Amsterdam, soit venue donner à la tyrannie maritime et commerciale tous les élémens et tous les moyens de la puissance humaine.

Les temps sont changés. Tyr était seule navigatrice, seule commerçante, seule puissante, lorsque le conquérant macédonien la renversa. Carthage était seule éclairée sur la marine et le commerce, lorsque *Scipion* alla mériter sur ses ruines le surnom d'*Africain.* Si Lisbonne surpassa Venise, c'est parce que ses navigateurs eurent la boussole et le courage de passer le cap des Tempêtes. Lorsque la puissance de

Philippe II tomba, lui seul était capable, en Europe, de couvrir la mer d'un grand luxe naval; et lorsque les Hollandais firent des efforts mal dirigés vers la suprématie maritime, Cromwel existait seul pour s'en emparer.

Mais le gouvernement anglais est venu exercer, au dix-huitième siècle, plus colossal et le plus despotique empire qui ait jamais existé, au milieu des nations éclairées, commerçantes et militaires. Cet ambitieux gouvernement, armant son commerce, exagérant sa colonisation, élargissant le gouffre de sa dette publique, irritant insolemment l'indigence des nations dépouillées, exploitant l'Asie, dévastant l'Amérique, dépeuplant l'Afrique, et menaçant de coloniser l'Europe, semble avoir été choisi par la Providence des états pour leur servir d'exemple, par sa chute prochaine.

Usurpant, avec plus d'infamie et d'audace, avec plus d'avarice et d'ambition, avec plus de perfidie et de cruauté, la puissance maritime et commerciale, la domination des colonies et des comptoirs, la vente exclusive des marchandises et des guerres, le gouvernement anglais semble avoir été poussé à cet excès même, par le génie tutélaire de l'Europe, afin que de cet effroyable abus de tous les genres de puissance, il sortît enfin un grand exemple propre à éclairer les divers peuples et leurs gouvernemens, sur les dangers de tolérer, dans aucun d'eux, une grande puissance maritime. La chute du gouvernement anglais sera la leçon des autres gouvernemens de l'Europe, et après cette grande crise, la liberté des mers ne sera plus un problême politique, ni un simple projet de philantropie.

Enfin, la souveraineté des mers dans les mains d'une seule nation, est un crime envers les autres; l'empire exclusif du commerce est une usurpation qui ne peut long-temps se soutenir : l'intolérance navale a renversé tous les gouvernemens qui ont osé l'exercer. La monarchie universelle est atroce, et sera funeste dans les mains des Anglais; elle serait absurde et impossible dans les mains de la France. Il est beau d'être le vengeur de l'Europe maritime, en renversant le gouvernement anglais; il serait affreux de devenir la terreur du commerce général, en rétablissant en France les abus que nous détruirons en Angleterre. Ouvrir à tous les peuples les divers marchés du monde est une haute action digne de la France; fermer la mer à tous les peuples, comme font les Anglais, est un crime de lèse-humanité qui ne se reproduira plus, tant que la force aidera la justice, et que les baïonnettes seront réunies aux lumières. *Bonaparte* aimera mieux, sans doute, établir une sage et généreuse renommée triomphante des temps et de l'oubli, que de reconstituer une puissance, odieuse souveraine des mers et soutien d'un despotisme exécrable. *Pompée* ne fut jamais si grand que lorsqu'il détruisit les corsaires.

CHAPITRE XXXVI.

DES PARTIS D'OPPOSITION.

Les libertés et les franchises de l'Europe ont toujours été garanties par de grands partis d'opposition; non de ces partis factices, de ces coteries politiques, de ces factions diplomatiques qui ne font qu'agiter et tourmenter les nations sans plan fixe, comme sans résultat utile aux hommes; mais par une de ces forces conservatrices qui forment la base du droit des gens et de la politique européenne, mais par une de ces réunions puissantes qui se composent d'hommes de génie, de grands capitaines, d'administrateurs vertueux que la nature oppose à la politique pour le bonheur du monde.

Ainsi, dans l'antiquité, Athènes et Sparte s'arrêtèrent réciproquement; Rome et Carthage suspendirent mutuellement leurs destinées.

Ainsi chez les peuples modernes, les croisés de l'Occident empêchèrent l'invasion des Sarrasins; Venise résista à la ligue de Cambray; François Ier retarda la marche du despotisme général de Charles V; Henri IV arrêta la monarchie universelle de Philippe II; Frédéric II empêcha les prospérités de Marie-Thérèse; Bonaparte, à la tête de la France militaire, mettra nn terme à la tyrannie commerciale et maritime de Georges III....

CHAPITRE XXXVII.

RÉSULTAT DE LA POLITIQUE ANGLAISE POUR L'EUROPE.

Il faut à des Français des aperçus courts et rapides. Je ne prends qu'environ un demi-siècle. C'est l'espace que couvrent dans l'histoire moderne les lauriers de *Fontenoi* et les lauriers de *Marengo*, ensanglantés par l'Angleterre et par ses alliés.

A peine sont terminés les sacrifices que Fleury faisait sans cesse sur les autels de la paix ; le démon de la guerre, sorti de Londres, allume l'incendie qui ne s'éteint qu'à Aix-la-Chapelle, en 1748

L'assassinat des Français en Amérique et le pillage de nos vaisseaux sur toutes les mers recommence la guerre avec les Anglais en 1755. Le honteux traité de 1763 la termine. Nos possessions du Nord de l'Amérique passent aux mains des Anglais, et nos fortifications de Dunkerque tombent déshonorées. C'est à ce prix seulement qu'il est permis à la France de respirer, humiliée pendant treize ans.

Le bruit des chaînes brisées par les Américains réveille la France, qui chasse enfin le commissaire anglais assis sur les ruines de Dunkerque. Sept ans de guerre se terminent par l'indépendance des Etats-Unis, et par nos succès maritimes.

A peine la France aspire à organiser sa législation,

ses finances et son indépendance politique, les neuf années de paix paraissent trop longues au *cabinet anglais.* Il lance sur nous les puissances du Nord, en 1792, et charge la famine, la discorde et la guerre de sanctionner le partage secret de la France qu'il a tracé. Dix ans de la guerre la plus acharnée, la plus générale terminent ce demi-siècle si désastreux.

Ainsi, dans un période de cinquante-huit années, il y en a vingt-neuf pour la paix et vingt-neuf pour la guerre, et cela parce qu'il y a une petite île riche, ambitieuse et turbulente à côté d'un grand continent couvert de nations qui peuvent être industrieuses, commerçantes, navigatrices, mais trop facilement divisées ou aveuglées sur leurs intérêts. Douze millions d'insulaires de l'Océan sont parvenus à agiter, à tourmenter, à ruiner sans cesse cent cinquante millions d'Européens continentaux.

Un tel résultat ne permet point à l'Europe d'aspirer au repos, au travail, au perfectionnement, qui établit la prospérité, et constitue le droit des nations.

Voilà le premier aperçu de la dernière moitié du 18e siècle; mais le 19e commence sous de plus sinistres auspices, sous la maligne influence du *cabinet anglais.* Ici les périodes de paix se raccourcissent; les dépenses de la guerre s'augmentent, et les catastrophes politiques deviennent plus effrayantes.

Il est aisé de conclure que si la manie tracassière et la politique belligérante du gouvernement britannique pouvaient prévaloir, l'Europe courrait à grands pas à sa ruine et à sa dépopulation. Cette terrible conséquence serait bien digne d'être profondément méditée par les puissances de l'Europe.

CHAPITRE XXXVIII.

DES ILES DOMINANTES.

On ne veut pas faire attention en Europe au système de domination exercée sur les divers *continens* par les îles ; système profond et secret, dont les développemens ne sont malheureusement sentis que lorsqu'il n'y a plus de remède à ces envahissemens progressifs, ou du moins que lorsqu'il n'existe plus que des remèdes violens et destructeurs, tels que les guerres continentales et maritimes.

La nature et la politique se sont réunies pour placer sur les grands continens les richesses territoriales, les populations nombreuses, et par conséquent toutes les forces défensives et industrielles. Mais le système anglais consiste à renverser cet ordre naturel de choses, et à faire servir toutes les productions, les populations et les forces continentales, pour augmenter l'industrie, la puissance et la richesse de cette nation naguères pauvre et barbare, qui occupe le sol de la Grande-Bretagne.

Organiser un tel système, c'est déplacer le centre des forces naturelles et politiques ; c'est transporter à la minorité tous les avantages, tous les droits, tous

les moyens, toute l'influence que le cours ordinaire de la nature a attaché aux majorités. C'est asservir les continens aux îles qui n'en sont qu'une dépendance ou un débris; enfin c'est constituer le système de la tyrannie navale et commerciale.

L'essai de domination exercé sur les continens par les îles, est né dans la tête de Cromwel. Son acte de navigation en renferme toute la théorie; cette grande injure faite à toutes les nations de l'Europe, ne fut pas même sentie; et les Anglais se mêlèrent bientôt de toutes les affaires politiques du Continent, tandis que, presque seuls, ils en dévoraient le commerce et en accaparaient les productions pour les manufacturer et les revendre.

Voyez, depuis cette grande époque, le système *insulaire* prévaloir sur le système *continental*. Lisez les proclamations des rois d'Angleterre, les discours du trône et les oraisons des lords et des députés des communes. Toujours ils traitent des libertés de l'Europe qu'ils prennent sous leur sauve-garde pour les envahir; toujours ils s'occupent de la balance de l'Europe pour la régler à leur gré; toujours ils parlent de leur souveraineté des mers pour empêcher qu'on élève jamais des doutes sur leur propriété universelle de cet empire.

Les faits démontrent encore mieux que les paroles cette domination systématique par les îles. — Nous voilà au moment où le gouvernement des îles britanniques veut imposer au continent européen le joug le plus dur, la servitude incontestable de la Méditerranée, après lui avoir fermé l'Océan. Ainsi le commerce exclusif et l'industrie étrangère seraient impo-

sés au plus puissant des continens, par les bateliers et les facteurs des *îles britanniques*.

Ce système insulaire dont nous éprouvons en Europe toutes les conséquences calamiteuses dans nos villes, dans nos manufactures, dans nos campagnes, a été constamment étendu aux autres continens. *L'île de Ceylan*, occupée par les Anglais depuis le commencement de la précédente guerre, était le moyen le plus sûr de dominer à jamais tout le continent de l'Inde qu'ils ont soumis à leur souveraineté mercantille. Ils ont mis pour condition de la dernière paix, la propriété de l'île de Ceylan.

C'est dans cette vue qu'ils avaient pris la Martinique, comme formant la clef de l'Archipel des Antilles. Mais c'est le continent de l'Amérique méridionale qu'il leur fallait. *L'île de la Trinitad* a été l'objet de leur ambition en faisant la paix. C'est par cette île qu'ils peuvent dominer un jour, du moins commercialement, tout le continent méridional dont ils exploitent déjà une partie.

La Méditerranée manquait à leur domination exclusive. Les remparts formidables qui tyrannisent le détroit de Gibraltar, ne suffisent pas au gouvernement anglais. Tour-à-tour l'île de Minorque, l'île de Corse, l'île d'Elbe, l'île de Sardaigne, ont été l'objet de leurs conquêtes pour dominer les continens espagnol et italique. L'ambition, cette maladie qui s'exagère toujours elle-même, a jeté l'ancre britannique sur *l'île de Malte*, pour étendre plus loin sa tyrannie commerciale. La Turquie d'Europe, les Echelles du Levant, l'Archipel grec, tout sera soumis au possesseur d'une île de la Méditerranée.

Ce système de domination sur les continens, par le moyen des îles, est-il assez démontré ? Parcourez les mers du Nord, vous verrez le gouvernement anglais s'emparer, dans les précédentes guerres, de l'*île Royale*, pour assurer son empire sur le Canada. Ces îles lui servent à la fois comme étapes pour le commerce, comme jalons pour les colonisations continentales, et comme poste militaire pour la marine, protectrice violente de leurs usurpations.

Si l'on pouvait dérouler ici les projets ultérieurs et secrets de ce gouvernement insatiable, on montrerait ses vues sur *l'île de Manille*, comme moyen de dominer les mers, les archipels et les continens du Sud ; sûr *les îles Canaries et le Cap-Vert*, pour tyranniser les mers d'Afrique et d'Europe, et s'emparer des vents ; sur les *îles Fackland*, pour aider l'ambition anglaise sur l'Océan pacifique, vers l'Amérique méridionale.

Les îles *Bahames* sont déjà les repaires des pirates anglais pour opprimer à la fois le commerce des Européens et des Etats-Unis. Ainsi l'*île de la Trinitad* et les *îles Bahames*, placées aux deux coins du *fer-à-cheval* que forme le golfe du Mexique au Sud et au Nord, constituent la suprématie anglaise sur cette partie centrale de l'Amérique (1).

S'il fallait de nouvelles preuves du système anglais de domination par les îles, je ne présenterais que les stipulations du ministre Cornwallis à Amiens, et la

---

(1) Le courant longe, en entrant, l'île de la *Trinitad*, et en sortant, la côte de la Floride, par le détroit de Bahama.

demande formée par l'ambassadeur Withworth à Paris. Le premier a demandé diplomatiquement l'île de la Trinité et l'île de Ceylan pour toujours; le second, a exigé impérieusement l'île de Malte pour dix ans. Voilà donc trois îles dominatrices de trois grands continens exigées presqu'en même temps par le gouvernement anglais, soit au moyen des violences de la guerre, soit au moyen de l'infraction des traités. Ce système insulaire est-il donc encore assez dévoilé aux yeux de l'Europe ?

Ainsi, porter l'attaque sur les *îles britanniques*, c'est aller au foyer du despotisme maritime; c'est renverser le système dominateur des continens par les îles; c'est affranchir d'un seul coup la terre et la mer.

CHAPITRE XXXIX.

TRACE DU DESPOTISME MARITIME DES ANGLAIS.

Au 10e. siècle, Edgar, roi d'Angleterre, rassembla quatre mille barques et petits navires; il se crut maître de la mer. Il ordonnât qu'on l'appelât *empereur et seigneur de tous les rois de l'Océan et de toutes les nations qu'il renferme.* Quelles sont donc les grandes nations renfermées dans l'Océan ?....

Au 12e. siècle, un roi Breton, Jean Sans-Terre, fit

fit une loi *pour exiger le salut de tous les vaisseaux étrangers sous des peines corporelles.* Voilà des politesses navales, appuyées par un code criminel. Georges III ne s'en est pas tenu à exiger ce salut. Il trouve plus utile d'exiger la visite de tous les bâtimens neutres et leur conduite dans les ports anglais.

Au 15e. siècle, Édouard Ier. ordonna à ses officiers de marine *de maintenir sa souveraineté sur les* MERS DE L'ANGLETERRE. Cet Édouard Ier. n'était pas aussi exigeant que Georges III, qui n'aspire à rien moins qu'à la souveraineté universelle des mers, sans en excepter même les mers inconnues du Sud.

Au 17e. siècle, Charles II fit frapper deux médailles portant pour inscription, la première : *l'empire des mers est en notre pouvoir ;* la seconde, *la mer lui sera soumise.* Un ancien maire de Londres en 1801, est devenu encore plus exigeant que Charles II, puisque dans un couplet ajouté au *Rule-Britannia*, cet alderman s'exprimait ainsi dans une fête publique à Londres : *l'Océan n'en restera pas moins ta propriété, et tous les rivages qu'il baigne ne cesseront pas de t'appartenir et de reconnaître ton empire.*

A la fin du 18e. siècle, Georges III déclare, à la face de l'Europe, ces paroles caractéristiques de la plus intolérable domination (1) : « Sa majesté bri-
» tannique est dans l'intention inaltérable et décidée
» de n'admettre aucune proposition de la part de ses
» ennemis, au sujet des droits et des prétentions
» des puissances maritimes. »

(1) Lettre de Grenville au lord Malmesbury, dans le Recueil des pièces de la négociation de Lille, an V.

En est-ce assez pour démontrer le mépris qu'a fait toujours le gouvernement anglais des droits maritimes et commerciaux de toutes les nations? Opposons à ces deux manifestes de suprématie maritime, universelle, les principes libéraux de Paul Ier. Le Publiciste a rapporté les expressions suivantes (1), qui sont énoncées dans les journaux anglais, du 18 novembre 1801 : « Nos journaux font mention d'une note » remise à tous les ministres étrangers résidans à Pé» tersbourg, dans laquelle Paul Ier, se plaint de la » conduite de l'Angleterre à l'égard du convoi danois, » déclarant qu'il est décidé à maintenir de toutes ses » forces LA LIBERTÉ DES MERS. »

CHAPITRE XL.

NOUVELLES CARICATURES ANGLAISES.

GEORGES III exerce à cheval sa troupe pour lui communiquer cette ardeur guerrière et cette grande expérience qu'il a acquise en chassant les lapins dans dans la forêt de Windsor. — M. *Wittshort*, ambassadeur pacifique, commandant le régiment dont il est

(1) Extrait du Publiciste, du 14 frimaire an 9. Article de Londres, 18 novembre 1801.

colonel. — M. Pitt s'amusant à passer en revue vingt chaloupes canonnières rassemblées à Walmer-Castle. — Les ingénieurs anglais plus occupés de dresser des écluses pour submerger les terres basses, que d'élever des batteries de canon. — Le général *Moore* détruisant d'un coup de plume, dans le *Morning-Chronicle* du 10 décembre, tous les préparatifs des Français à Cherbourg. — Les corsaires anglais se battant entr'eux, et attaquant les bâtimens de leur propre commerce, n'ayant plus rien à prendre au commerce français. — Le général *Pichegru* conquérant la France dans un grand dîner avec lord Hawkesbury à Coombe. — Le duc d'Yorck distribuant à son armée la gravure des glorieuses affaires de *Hondscoote*, des *Dunes*, de *Dunkerque* et du *Helder*. — Les bourgeois de Londres occupés à tendre des chaînes de fer en travers de la Tamise pour arrêter les bateaux plats des visiteurs français. — L'éloquence appuyée sur lord *Hobart*, portant en triomphe M. Hawkesbury à la chambre des lords. — M. *Shéridan* assiégeant les portes du ministère avec ses *tireurs appris*, après avoir formé sur un théâtre de Londres un *camp* contre l'invasion des Français. — M. *Shéridan* et le *docteur Laurence* formant tout le parti de l'opposition, présidé par l'ancien chancelier de l'échiquier. — Les douaniers anglais voulant arrêter la descente comme contrebande, occupés à lire les journaux de France cinq jours avant que le gouvernement les connaisse. — La réputation de M. Pitt suspendue à un fil, et M. Addington armé de ciseaux pour le couper. — Le lord Melville serrant la main à tous les partis pour se glisser dans le *cabinet* — Les marchands de la cité

coalisés avec quelques négocians portugais pour tirer de sa léthargie profonde le ministère britannique. —Les habitans de Worcester signant du papier pour deux schelings et demi, à genoux devant une couronne (1). — Des frégates anglaises bloquant *l'Elbe et le Weser*, empêchant les marchandises de leurs manufactures de pénétrer dans le continent, exécutent ainsi elles-mêmes les arrêtés du gouvernement français.

CHAPITRE LXI.

LES ANGLAIS A MALTE.

Les Anglais sont terriblement aimés à Malte ; car, selon leurs journaux du 18 octobre, ils se disposent à déporter de cette île 400 Maltais qui croient que les Anglais sont des usurpateurs et des pirates. C'est Naples ou la Sicile qui doit recevoir ces hommes qui ne croient pas à la *divinité britannique*.

Quant aux Maltais qui se soumettent forcément à cette puissance, les Anglais exercent sur les uns *la presse* pour leurs vaisseaux, et forment des autres un bataillon, dont *les officiers seront tous Anglais*, tant ils se confient à leurs nouveaux hôtes.

(1) Pièce de monnaie de 5 fr.

CHAPITRE XLII.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

Quel contraste sur les deux rivages du canal de la Manche! En Angleterre, de brillantes et inutiles parades; en France, des formations subites de camps et d'armées formidables.

Du côté de Douvres, de nouveaux corps de volontaires, vêtus avec luxe, armés avec élégance et d'un embonpoint remarquable; du côté de Boulogne et d'Ostende, des légions vieilles de gloire et jeunes de courage; d'un costume simple, mais guerrier; de mœurs sobres, mais vigoureuses.

A Londres, les nouvelles troupes faisant de temps en temps l'exercice à feu, mais à couvert dans les *cloîtres de l'église Saint-Paul;* sur nos côtes, les anciennes et glorieuses armées d'*Italie*, d'*Egypte*, d'*Allemagne*, de *Hollande* et de *Portugal* s'exerçant, dans les camps et dans les rades, à la manœuvres des batailles et des descentes.

Chez les Anglais, les plus beaux hommes embrassant l'état militaire par une sorte de luxe et d'amour des nouveautés, bien plus que par esprit martial; chez les Français, les hommes les plus courageux se dévouant avec enthousiasme aux honorables travaux

qui doivent humilier enfin le gouvernement anglais, et anéantir son despotisme commercial et maritime.

En Angleterre, les volontaires n'allant à l'exercice qu'après avoir pris le thé, et se livrant au sommeil après des excès de bonne chère; en France, les soldats faisant des évolutions pendant plusieurs heures consécutives, et prenant ensuite le repas ordinaire dans les camps.

Tandis que les dames de Léed forment une souscription pour fournir des gilets de flanelle à leurs aimables volontaires, tous les départemens de la France fournissent, à l'envi les uns des autres, des milliers de conscrits à l'armée et des bâtimens de guerre pour la descente.

D'un côté, les médecins *Loctan* et *Blaire* forment les héros modernes de l'Ecosse et de l'Angleterre au régime particulier qui doit les garantir du *rhume*; de l'autre, les généraux *Soult*, d'*Avoust* et *Augereau* rappellent aux soldats français qu'ils ont appris à l'Europe l'art de faire des campagnes d'hiver plus glorieuses et plus acharnées que les campagnes ordinaires.

Le gouvernement anglais provoque les descentes avec 50 mille fusils dans son arsenal, tandis que la France en a fabriqué, dans une seule année, pour armer l'Europe entière.

Le héros fugitif à *Hondscoote* inspecte, dans le parc de Windsor, avec le transfuge Dumourier, l'immense quantité de charriots préparés pour le transport ou pour la fuite de l'armée défensive; tandis que le vainqueur de *Lody* et de *Marengo* inspecte, avec ses compagnons de gloire, les forces de terre

et de mer qui doivent venger l'Europe et affranchir l'Océan.

Ainsi donc , sur les bords de la Tamise , des marchands anglais forment une caricature militaire plutôt qu'une armée ; sur les bords de l'Océan, des Français accoutumés à vaincre forment plutôt une réunion d'illustres vengeurs amis de l'humanité, qu'une armée de conquérans.

Les soldats modernes de la monarchie britannique ressemblent à ces soldats de la Perse dont parle Quinte-Curse, et qui étaient si couverts de dorure et de luxe, qu'ils inspiraient moins la crainte que le désir de les dépouiller; les braves soldats de la république française sont semblables à ces héros de la Grèce, qui triomphèrent en un instant de la levée en masse des orgueilleux Asiatiques.

Les côtes d'Angleterre sont couvertes d'or et de marchandises ; les côtes de France sont couvertes de fer et de batteries flottantes. Que sont, aux yeux des Français courageux, ces quatre lignes de défense que nous vantent si fort les écrivains anglais ? Des vaisseaux, que le calme ou la brume peuvent paralyser, que des vents contraires et la tempête peuvent disperser en un instant, et que les Français sauront rendre inutiles ou vaincre à l'abordage.

La ligne défensive sur le sol britannique n'est rien. Les gorges d'Olioules, les terribles batteries des forts *Pharon* et *Lamalgue* , les déserts brûlans et les remparts d'Alexandrie, les têtes de pont d'Arcole et de Lody, les passages de l'Adige et du Pô, les glaces du mont Saint-Bernard, la marche des Français sous les batteries du fort de Bar, sont bien autre chose

que des batteries disposées sur le sol britannique par la peur et par l'avarice.

Albion, tu n'as plus à la tête de tes troupes, de tes fencibles, de tes volontaires, que le vague souvenir de *Malborough*, et les stériles regrets de la mort d'*Abercrombie!* La France est riche de talens et de renommées militaires. Ses armées, grosses de triomphes et remplies d'amour de la gloire, ont à leur tête le génie de la guerre et la fortune. Bonaparte est sur les bords de l'Océan; et de sa tente, il voit les tours de Douvres . . . . .

CHAPITRE XLIII.

DISTANCES REMARQUABLES.

Distance de Brest à Galway, 180 milles anglais; — à Thannon, 150; — à la baie de Bantry, 115; — à Cork et Kinsale, 100; — à Plymouth, 60; — à Torbay, 70. — De Cherbourg à Portsmouth, 26. — Du Havre à Newhaven, 29. — D'Abbeville à Pevansey, 27. — De Boulogne à Rye, 14. — De Calais à Douvre, 27. — De Dunkerque à Déal et à Margate, 14 et demi. — De Flessingue au Nore, 25. — D'Helvoet-Sluys à Harwick, 30. — Du Texel à Yarmouth, 36.

Telles sont à peu près (1) les distances qui séparent les ports anglais des ports français et hollandais. Y a-t-il une ombre même de sagesse et de prévoyance dans nn gouvernement qui, ayant usurpé le *monde colonial et commercial*, provoque, par de honteuses violations de la foi publique, la nation la plus belliqueuse, la plus accoutumée aux entreprises extraordinaires, et n'est séparé de cette nation victorieuse que par un fossé de quelques lieues!!

CHAPITRE XLIV.

POURQUOI SOMMES-NOUS EN GUERRE?

TEL est le titre d'une brochnre anglaise, dont la troisième édition vient d'être épuisée en peu de jours, comme l'ont été les deux précédentes. Son autenr est le célèbre *Hornetoke*, une des plus fortes têtes de l'Angleterre, et connu autant par son énergique résistance au despotisme ministériel de St.-James, que par son amour éclairé pour la liberté et les droits de

(1) Il peut y avoir dans l'évaluation de ces distances, quelqnes erreurs faciles à rectifier par le secours des cartes géographiques; on sait aussi qu'un mille anglais équivaut à un peu plus du tiers d'une lieue de France.

son pays. L'auteur examine dans cette brochure, article par article, les sujets de contestation qui existaient entre la France et l'Angleterre à l'époque où les ministres de St.-James crurent devoir mentir à l'Europe, tromper la nation anglaise sur le traité d'Amiens, et l'effrayer sur les armemens imaginaires de la France, en déployant les préparatifs maritimes les plus hostiles et les plus extraordinaires, en pleine paix.

M. *Hornetoke* présente ainsi l'objet de son ouvrage: *Question discutée avec modération d'après la correspondance officielle.* Nous ne le suivrons pas dans tousses développemens : mais nous allons en présenter une analyse. Dans son début, il jette un coup-d'œil sur l'Europe :

« Après un court intervalle de paix, nous nous retrouvons engagés dans une contestation qui paraît plus féroce, plus invétérée que la dernière, et qui semble devenir ce *bellum internecinum*, cette guerre à mort et d'extermination dont l'idée révolte l'humanité. Et l'EUROPE EST INTERDITE ! Elle attend dans un profond silence quelle sera l'issue de ce combat terrible de deux puissantes nations. Les états *voisins et faibles* craignent d'être accablés et écrasés dans le naufrage ; les états *plus grands et plus éloignés* nourrissent en secret l'espérance égoïste que des débris peuvent être portés sur leurs côtes, et contribuer à l'agrandissement de leurs propres domaines. — Quand nous pensons à la situation de notre pays, à l'état de la banque, à notre immense dette de 500 millions, au poids des taxes, au prix énorme et croissant encore, de tout ce qui sert à la vie, aux mal-

heurs occasionnés par les mauvaises saisons, c'est alors qu'il faut demander sérieusement pourquoi nous sommes en guerre. Dans un tel état de choses, le motif de la guerre *devrait* être évident; il devrait frapper en même temps les sens du politique le plus éclairé, du moindre paysan, du dernier artisan; mais on nous dit que c'est pour *repousser des insultes* et des aggressions. — Dirons-nous que le Premier Consul veut détruire notre commerce, qu'il veut avoir les *plans de nos ports* et *des sondes de nos rades*, *ce qu'il peut acheter dans les boutiques de Londres?* — Répondrons-nous que nous lui ferons la guerre, parce qu'il nous demande de renvoyer les Bourbons, et *que, quand nous refusons, il ne le demande plus?* — Parce qu'il a désiré que nous mettions un terme à la grossièreté de nos gazettes, *et que, quand nous refusons de le faire, il se tait?* — Est-ce parce qu'il a déclaré que nous ne pouvons lutter seuls contre la France, et *que nous avons envie de l'essayer?* — Parce que nous insistons sur la conservation de Malte, *quoique nous nous fussions formellement engagés à évacuer cette île, trois mois après la conclusion du traité d'Amiens?* — Dirons-nous enfin, que c'est pour la terre d'Egypte, pour les côtes de Malabar et de Coromandel, pour les territoires du Grand-Turc et ceux du Grand-Mogol, que nous faisons la guerre?.... Le paysan ne serait-il pas étourdi d'une semblable réponse? L'homme le plus éclairé n'en serait-il pas confondu? Et c'est pourtant la seule qu'on puisse leur donner. »

« On nous a fait croire le 8 mars, que l'ennemi était à nos portes ou qu'il y serait bientôt. *Aux armes*, *aux*

armes, disait-on ; car notre ennemi perfide a médité l'invasion de cette île, depuis qu'il nous a assoupis par le traité d'Amiens! Il est prêt à exécuter ses desseins. Qu'aurait-on pensé dans ce pays, si, *trois jours après la déclaration d'un tel danger*, on eût su, comme aujourd'hui, qu'il n'y avait que deux frégates françaises dans les rades de la Hollande, et trois corvettes à Dunkerque ; et que, lors du message, Bonaparte ne pensait pas plus à l'invasion de ce pays qu'à l'invasion de l'empire des Chinois?»

M. *Hornetoke* examine ensuite les divers motifs de guerre. « 1°. Le motif, peut-être le plus grave, concerne la confiscation de nos marchandises. Au commencement de la dernière guerre, les Français ont prohibé l'importation des marchandises anglaises, et ils n'ont pas jugé convenable d'abroger cette disposition après la conclusion de la paix. Nous n'avions pas stipulé qu'ils dussent le faire ; ils avaient donc évidemment le droit de faire tels réglemens, et d'adopter telles restrictions que bon leur semblait. Ils auraient dans la suite reconnu les avantages réciproques des relations commerciales. Mais ce n'est point à coups de canon que nons gagnerons leur amitié, ou que nous les ferons commercer avec nous.»

2°. Le second motif de guerre concerne le plan des ports et le tableau des sondes demandé aux agens commerciaux envoyés en Angleterre. « Mais, répond M. Hornetoke, sans dire ici que de tels renseignemens sont effectivement nécessaires par rapport au commerce, et qu'on peut se procurer des cartes de nos ports chez tous les marchands de Londres, supposons qu'on se proposât de faire usage de ces renseigne-

mens, en cas que les hostilités eussent jamais lieu entre les deux pays, et que cela était dangereux; cette supposition ne pourrait justifier une provocation aussi extraordinaire. Mais qu'a-t-on fait dans cette circonstance? Notre administration a intercepté les lettres et les instructions, renvoyé les commissaires, et ils sont restés en France. Où est donc le motif de la guerre?..... Il résulte d'une lettre, adressée par M. Otto au lord Hawkesbury, en date du 23 mai 1802, que le Premier Consul avait envoyé à Londres M. Coquebert-Montbret, ancien commissaire-général du commerce français à Amsterdam, pour concerter des réglemens particuliers pour le rétablissement ou le maintien des relations commerciales entre les deux nations. Mais les ministres anglais, au lieu de conclure un traité, décachètent les lettres, prennent de la jalousie et de la défiance, renvoient les commissaires français; et nous regardons leur nomination comme un motif de guerre!

» 3°. On désire que nous renvoyons les émigrés, parce qu'ils cherchent à fomenter des troubles dans l'intérieur de la France; et que nous *recommandions* aux princes de la maison de Bourbon de rejoindre, à Warsovie, le chef de leur famille. Que répondons-nous? Nous déclarons qu'aussi long-temps qu'ils se conduiront paisiblement à notre égard, et qu'ils ne conspireront pas contre la France, nous ne leur refuserons pas l'accueil hospitalier dont ils ont si grand besoin. — Les Français n'insistent point. — Or, y a-t-il en cela quelque motif de guerre?

» 4°. *Le gouvernement français nous a fait un injure*, en requérant qu'il fût apporté des changemens

aux lois du pays, concernant la liberté de la presse. Ils se plaignent de ce que, depuis le traité d'Amiens, les gazettes anglaises n'ont pas cessé de calomnier et d'avilir les Français et leur gouvernement, de représenter la république sous les couleurs les plus odieuses et les plus avilissantes, et d'exciter le peuple à l'insurrection.... Tout cela n'est que trop vrai. Tous les Anglais modérés ont été scandalisés de ces injures journalières, et ils envisageaient avec douleur les conséquences funestes qui en pouvaient résulter, et qu'on aurait dû et pu prévenir. — Je suis, autant que tout autre, partisan de *la liberté de la presse;* mais est-il de la sagesse et de la justice d'un gouvernement de souffrir que *la licence de la presse* mette en danger la tranquillité publique, à moins que la nation ne veuille, par cela même, intimer ses dispositions? Devait-on espérer que le Premier Consul souffrît patiemment des insultes personnelles et qu'il vît continuellement exciter à la révolte le peuple qu'il gouverne? Était-ce d'ailleurs conforme au premier article du traité de paix? *Était-ce éviter soigneusement tout ce qui pouvait altérer à l'avenir l'union heureusement établie entre les deux nations?* »

« Était-il possible de maintenir l'union avec de telles provocations?.... Quelques Anglais s'écrieront: *Nous ne voulons pas de l'amitié du Premier Consul;* mais LA VOIX DE LA NATION ANGLAISE dira: *nous ne voulons pas de son inimitié.* On ne peut s'empêcher de regretter qu'un homme aimable et sensible comme M. *Grenville*, intègre et savant comme M. *Windham*, aient prêté leur plume féconde à de pareilles

insultes, et qu'*après la conclusion de la paix*, après que nous eumes abandonné nos conquêtes, ils aient décrié, déshonoré cette paix, en en montrant âprement toutes les parties faibles, en la représentant comme fatale à la nation; nourrissant ainsi les ressentimens, ranimant les faibles étincelles de la colère, jusqu'à ce qu'ils aient allumé des flammes qui peuvent dévorer l'unvers....

« Ainsi, les Français nous ont envoyé des agens commerciaux que nous avons éconduits, en disant: *Non, ils ne viendront point ici.* — On nous demande: Voulez-vous renvoyer les *émigrés*, et prier les *Bourbons* de se retirer? Nous répondons: *Non.* — Voulez-vous réprimer les injures que nous adressent vos journaux, et mettre un terme à des publications scandaleuses? Et ne sommes-nous pas contens! Sommes-nous donc si bourrus et si querelleurs? Quoi! nous ne voulons pas nous soumettre à être sollicités! Il faut que nous frappions en refusant! Il faut que la guerre vienne appuyer nos refus! Et puis, nous nous regardons comme déshonorés, avilis et insultés; nos lois, notre constitution sont en danger; la liberté de la presse est attaquée! Fiers Anglais! craignez de mériter le nom trop souvent répété, de *superbes*, *insupportables*, *insolans*, *insulaires!*......

» 5°. Un autre motif de la guerre est pris de ce que le gouvernement français *a déclaré que la Grande-Bretagne ne peut lutter seule contre le pouvoir de la France.* C'est-là une accusation trop puérile pour nous arrêter: elle ne mériterait pas qu'une autre puissance la présentât gravement comme un motif de guerre. Le §. suivant de la correspondance officielle

est plus digne de notre attention. Le voici : *Mais ayons de meilleures espérances, et croyons plutôt qu'on n'écoutera dans le cabinet britannique que les conseils de la sagesse et la voix de l'humanité.*

» 6°. L'écrit publié dans la gazette de Hambourg est une accusation qui doit encore moins nous arrêter. Nous avons obtenu, par une réponse officielle, le sacrifice de la vérité sur l'autel de la paix. Mais ces motifs, ne sont rien, considérés l'un après l'autre ; réunis, ils en forment un suffisant...... Misérable argument trop souvent employé ! Si l'on prouve que les motifs ne sont *rien* en particulier, l'assemblage de ces *riens* fera-t-il quelque chose ?

» 7°. Le septième motif est l'agrandissement de la France. N'entrons pas dans la question de savoir jusqu'où l'acquisition de territoire pour un état peut justifier les démarches de l'autre pour obtenir un équivalent, et maintenir la balance du pouvoir. En se réglant sur ce principe, deux nations puissantes pourraient se partager le monde. Posons plus franchement la question : Quel changement le Premier Consul a-t-il opéré depuis la signature du traité d'Amiens ? Le Piémont n'appartient-il pas à la France ? N'avait-il pas pris des arrangemens à l'égard de Parme ? La Suisse n'était-elle pas à ses ordres, et la Hollande subjuguée ? Quelle différence peut avoir apporté la réunion du Piémont à la France ? C'est avec raison que le Premier Consul a dit à lord Withwort, à l'égard du Piémont et de la Suisse, qui *ce sont des bagatelles*. Oui, ce sont des bagatelles, qui ne mériteraient pas de nous faire tirer l'épée. La prise de possession de ce pays pouvait être prévue ; elle devait l'être, et l'a été probablement lors

du

de la conclusion de la paix. Le Premier Consul a consenti, par le *traité de Lunéville*, à évacuer la Suisse. Mais ce traité n'a pas été fait avec nous ; il a été conclu avec l'Autriche ; l'agression concerne donc cette puissance. Pourquoi voulons-nous venger ses injures? Que ceux qui ont fait le traité, combattent pour le faire exécuter.

» Nous anrions fait preuve de courage en prévenant, par nos secours, les malheurs de la Suisse, s'il eût été possible. Nons l'avons entrepris ; et, pour y parvenir, nous avons rompu le traité ; nons avons repris le cap de Bonne-Espérance ; et nous nous serions précipités dans les malheurs de la guerre, si nous avions pu nous procurer l'alliance des autres nations. « Dans ce cas, nous aurions pu poursuivre avec » honneur nne guerre impolitique pour repousser la » violence et l'agression, tandis que nons sommes en- » gagés dans une guerre impolitique, avec tout l'odieux » de l'agression et de la mauvaise foi. » Nous avons fait des représentations en faveur des Suisses ; mais les Suisses se sont soumis, et n'ont plus rien dit. Comment se fait-il que cet événement, qui s'est passé en octobre 1802, soit présenté comme un motif de guerre en mai 1803?

» Quant à la Hollande, le traité d'Amiens ne porte pas que le Premier Consul doive en retirer ses troupes. Elles y sont restées au préjudice des Hollandais, et malgré la jalousie de notre gonvernement ; la plupart de ces troupes étaient destinées aux expéditions de la Lonisiane et de Saint-Domingue. Et plût à Dieu que nous les eussions laissé partir pour ces contrées!

» Lorsque des remontrances furent faites pour le retirement des troupes françaises de la Hollande, Bonaparte déclara qu'il retirerait ses troupes à l'instant où le traité d'Amiens serait *complètement exécuté de notre part, et Malte évacué selon les conventions*. Cependant, nous n'exécutons pas le traité, et nous déclarons la guerre ; les Français restent sur le territoire de la Hollande, et nous saisissons ses vaisseaux......

» Lorsque les Français sont accusés d'annexer le Piémont et Parme à leur territoire, on ajoute « que » c'est sans accorder une indemnité au roi de Sar» daigne, quoique les Français fussent liés à ce sujet » par un engagement solennel avec l'empereur de » Russie.» — Est-ce là un acte d'agression et de violence contre nous ? Devons-nous faire un monopole exclusif de tous les torts que la France peut avoir envers toutes les autres puissances ? Faut-il donc que nous nous battions pour des engagemens contractés avec la Russie, et pour des traités faits avec l'Autriche ? Faut-il que nous fassions des sacrifices et des efforts incroyables pour les deux grands empereurs de l'Europe, tandis qu'ils attendent tranquillement les événemens ? Est-ce pour être les gardiens de la bonne-foi et de la justice, que seuls nous avons la hardiesse de jeter le gant à la puissance colossale ; pour protéger le monde entier, depuis l'Océan germanique jusqu'à la mer de l'Inde ; pour aider les Hollandais à secouer le joug, délivrer la Suisse, défendre l'Égypte, la Palestine, la Syrie, l'empire Ottoman et l'Indoustan? Quel autre motif avions-nous de braver toutes les horreurs de la guerre, si ce n'est pour défendre ces

principes, dignes d'un *Don-Quichotte*, et pour attaquer *ces moulins à vent?* . . . .

» Les écrivains de Londres (1) sont forcés d'avouer que, malgré les signes de courage et d'éxaltation donnés par leurs concitoyens, la réflexion et la vérité percent de toutes parts. « Pourquoi, *dit-on*, compromettre ainsi le salut de la patrie? Pourquoi obliger » des pères de famille arrivés à un âge avancé, si » étrangers à la carrière des armes, à se mesurer avec » de vieux soldats qui, depuis l'âge de dix-huit ans, » élevés dans les camps, ne respirent que guerre et » fatigues? C'est pour garder Malte! L'ouvrage pu» blié ici : *Pourquoi sommes-nous en guerre?* a fait » la plus vive sensation : personne ne répond à cette » question; et les Anglais qui se trouvaient à Paris » au moment du message du roi au parlement, dans » le mois de mars dernier, conviennent tous que le gou» vernement français voulait la paix. Quel sujet de » regrets pour notre nation! »

Tel est le privilége de la vérité, de forcer même ses ennemis à la reconnaître; et la voix courageuse de M. *Hornetoke* servira à donner encore à cette divinité, trop oubliée en politique, un plus grand triomphe sur les ministres de Saint-James et sur les erreurs ou les préjugés de quelques hommes puissans.

M. *Hornetoke* continue ainsi : « La dernière question, et la plus importante de toutes, est relative à MALTE. Voyons de quelle manière on établit à cet égard la justification du gouvernement anglais. — D'après l'article X du traité d'Amiens, nous avons

(1) Voyez les journaux du 10 novembre.

consenti formellement et sans réserve à évacuer cette île *dans trois mois aqrès la signature.* Nous l'avons gardée *douze mois;* et nous voulons la conserver *dix ans de plus.* On s'y refuse, et nous commençons les hostilités Qu'alléguons-nous pour notre défense? que c'est une convention provisoire L'article X porte: « que les îles de Malte, de Gozo et de Comino se- » ront rendues à l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem » pour être par lui tenues aux mêmes conditions aux- » quelles il les possédait avant la guerre. » — L'ar- ticle IV porte: « que les forces de S. M. B. évacue- » ront l'île et ses dépendances dans les trois mois qui » suivront l'échange des ratifications, ou plutôt, si » faire se peut. A cette époque, elle sera remise à » l'Ordre dans l'état où elle se trouve, pourvu que le » grand-maître ou des commissaires autorisés soient » dans l'île pour en prendre possession, et que la » force qui doit être fournie par sa majesté sicilienne, » comme il est ci-après stipulé, y soit arrivée. » — Voilà la seule clause provisoire, et elle a été exécutée ponctuellement. Deux milles hommes de troupes napolitaines arrivèrent dans l'île, et le grand-maître était prêt à en prendre possession. Il n'est dit nulle part que les forces anglaises évacueront l'île, pourvu que les puissances dénommées acceptent la garantie. On dit seulement, dans le sixième paragraphe, que « l'indépendance des îles de Malte, Gozo et Comino, ainsi que le présent arrangement, seront sous la pro- » tection et garantie de la France, de la Grande- » Bretagne, de l'Autriche; de l'Espagne, de la » Russie et de la Prusse. »

« *Seront!* Quoi? soit qu'elles y consentent ou non?

Elles n'étaient pas présentes au traité, ni préalablement consultées; elles pouvaient donc s'y refuser en tout ou en partie; elles en avaient même clairement le droit par les treizième et dernier paragraphes, qui disent *que les puissances seront* INVITÉES *à accéder au présent arrangement.* Il était évident que la *Russie* s'y opposerait, à cause de la langue maltaise qui était désagréable à l'empereur; et vous l'invitez à y accéder!

« La première chose que fait l'*Espagne*, est de s'emparer des prieurés de l'Ordre qui se trouvent dans ses états. La *Prusse* déclare qu'elle ne veut se mêler en rien, ni de l'île, ni de ses chevaliers. L'*Autriche* annonce qu'elle fera comme les autres. Aimables garanties! protecteurs bien choisis! Pouvons-nous prétendre que c'est faute de semblables garanties et de tels protecteurs que nous refusons de restituer Malte, conformément au traité? Lord Cornwalis lui-même n'a-t-il pas déclaré (*correspondance officielle, page* 88), que l'Espagne était inadmissible comme puissance, que Naples était trop faible et la Russie trop éloignée?

» Cependant, pour ne pas laisser ce prétexte, les puissances dénommées consentent à accepter la garantie. La Russie même y accède, avec le désir sincère de consolider la paix existante, en faisant quelques observations aux quelles les ministres anglais n'ont pas donné de suite...... On ne voit pas quelle a été la réponse à la lettre de lord Hawkesbury, relative à la défense de Malte par une force militaire. Nous montrons ensuite de l'éloignement pour toute espèce de médiation de la part de l'empereur de Russie, qui

manifeste la peine qu'il ressent en apprenant la résolution des Anglais de retenir Malte. De sorte que nous aliénons probablement la seule puissance qui soit en état de nous tendre une main secourable dans le danger, et que nous serons rejettés et abandonnés par toute l'Europe.

» Une autre cause dont nous nous servons pour garder Malte, est prise de ce que l'Espagne ayant confisqué les prieurés, les choses ne sont plus au même état que lors du traité. Misérable subterfuge! Qu'importent le nombre et la richesse des chevaliers? L'Ordre existe; il n'est pas aboli.

» Après avoir révoqué, tantôt la lettre, tantôt l'esprit du traité pour rompre des engagemens écrits et solennels entre deux nations, qui ne laissent rien à l'arbitraire, et où chaque expression est pesée et examinée, nous sommes sur le point de renoncer à toutes les équivoques et à ces évasions, lorsque tout-à-coup on voit paraître le rapport terrible de *Sébastiani*, qui, comme un tremblement de terre, ébranle le grand-seigneur sur son trône, fait chanceler l'Egypte et épouvante l'Inde. Que dit cette pièce curieuse? Que le général Stuart est un homme d'un talent médiocre. — On y vante beaucoup l'attachement et l'estime que les naturels portent aux Français, et qu'on fait contraster avec leur haine pour les Anglais. La prolongation de notre séjour à Alexandrie au-delà du terme fixé par le traité, peut fort bien avoir donné lieu à cette dernière assertion. — Il y est dit que le général Stuart envoya une lettre au pacha du Caire, renfermant un ordre du jour du Premier Consul, du mois d'août 1799, qui retraçait au souvenir des Egyp-

tiens, que Constantinople était tributaire de l'Arabie, et que le temps était venu de rendre au Caire son ancienne suprématie, et de détruire l'empire ottoman, en priant le pacha de faire attention à cet ordre du jour et de juger par-là de l'attachement des Français. Le colonel *Sébastiani* exprime combien il est indigné de voir qu'un soldat d'une des nations les plus policées de l'Europe puisse se ravaler au point d'exciter à l'assassinat par de telles insinuations. Cette idée était sans doute très-éloignée des intentions du général Stuart; néanmoins cela pouvait arriver dans un pays et chez une nation de cette espèce. *Sébastiani* paraît être d'opinion que les Turcs pouvaient se mettre en tête de nous donner ce témoignage de leur amitié. Il déclare que les îles de l'Adriatique se réuniront à la France à la première occasion ; mais il ne s'ensuit pas que cet événement ait lieu réellement. Il dit que *six mille français suffiraient pour conquérir l'Egypte*. Voilà tout ce qu'on a trouvé offensant et alarmant dans le rapport. Quant à la dernière déclaration, tout autre voyageur aurait pu dire la même chose. Il aurait pu donner son opinion sur les forces nécessaires pour la conquête d'un pays, sans que pour cela on ait eu la moindre idée de l'attaquer. Il faut aussi considérer qu'en restant à Alexandrie bien au-delà du terme qui avait été fixé par le traité d'Amiens, nous avions encouru la haine et la jalousie des deux puissances française et ottomane.

» Cependant, ce rapport nous avait tellement convaincus des dispositions du Premier Consul à faire une nouvelle tentative contre l'Egypte, que malgré ses assurances réitérées qu'*il n'y pensait nullement*,

et que, quand bien même il en aurait les moyens, il ne croirait pas devoir par là courir les risques d'une nouvelle guerre, et s'attirer le ressentiment de toute l'Europe; néanmoins, notre imagination épouvantée nous l'a représenté s'élançant, comme un météore, de Toulon à Malte, de Malte en Egypte, et se glissant de-là par la mer Rouge, ou franchissant le désert pour aller piller nos trésors dans l'Inde. Nous mettons actuellement de côté toute espèce de scrupule; et après avoir mis en avant quelques idées de compensation, de satisfaction et de sûreté, sans pouvoir rien préciser à ce sujet, nous levons entièrement le masque, *et nous déclarons ouvertement que nous voulons garder Malte à perpétuité.* Et comme nous sommes en possession de l'objet en discussion, nous semblons avoir recours à l'argument employé relativement à quelques-unes de nos possessions dans l'Inde : NOUS LES AVONS ACQUISES PAR LA FORCE, ET NOUS LES MAINTIENDRONS PAR LA FORCE. (*Discours de Laurence et de Dundas aux Communes*). Et comme le vieux baron des temps antiques, mettant la main sur la garde de notre épée, nous nous écrions : *Voici notre titre, voici notre droit.....*

» Cependant, nous nous relâchons un peu de la résolution de garder Malte à perpétuité, et nous nous réduisons, par l'*ultimatum*, à ne garder cette île que jusqu'à ce que Lampedoza soit en état de recevoir la flotte anglaise : et, par un *article secret*, que l'évacuation de *Malte ne pourra être exigée qne dans dix ans.* — RÉPONSE EN TRENTE-SIX HEURES...... Sans partialité et sans préjugés, n'est-ce pas là un *ultima-*

tum des plus impérieux ? Cet abri commode pour leur honneur, cette sauve-garde contre toute apparence de violence, est cette goutte de miel dont on frottait les bords du vase pour rendre le breuvage moins amer. (*Correspondance officielle, page* 153). N'est-ce pas là un aveu formel que nos propositions étaient de nature à ne pouvoir être acceptées ouvertement sans honte ?...... Je demanderai si notre pays ne serait pas indigné de l'idée seule qu'on voulût lui proposer un article secret pour cacher son déshonneur ? Ne regarderions-nous pas une telle proposition comme un affront; et pensons-nous que la France soit assez méprisable et assez abjecte pour ne pas éprouver une pareille indignation ?

» Si nous persistons à rejeter toute espèce de conciliation de la part de la Russie, qui a témoigné qu'elle désapprouvait notre conduite, qu'est-ce que l'Europe pensera de nous ? Que diront les Hollandais de l'embarras où nous les avons jetés ? Que diront les Suisses, les Romains, les Napolitains ? N'avons-nous pas jeté un brandon sur le continent, et allumé un incendie qui dévorera tout, et qu'il sera impossible d'éteindre? Ne sommes-nous pas le vent impétueux de l'occident qui pousse cette flamme homicide, et porte le ravage et la destruction sur tous les états qui nous avoisinent? Que pouvons-nous gagner par une politique aussi insensée ? Si en sacrifiant encore d'immenses trésors et le sang de nos compatriotes, nous réussissons à produire de nouveau une longue liste de *colonies conquises*, achèterons-nous une meilleure paix que celle d'Amiens ? *Peut-être moins bonne*. . . .

— » On objecte que, *si nous n'eussions pas déclaré*

la guerre, LE PREMIER CONSUL nous l'aurait déclarée dans deux ou trois ans. Ce n'est-là qu'une supposition, nullement vraisemblable; c'est un principe mauvais et peu généreux, d'entreprendre une guerre sans motifs légitimes, et seulement *par précaution;* mais lorsqu'on viole la justice et ses engagemens, *c'est la plus mauvaise de toutes.* Mais en prenant la chose sous un point de vue politique, et mettant toute vertu de côté, pourquoi n'avoir pas voulu jouir d'un peu de repos au moins pendant quelques années? Pourquoi ne nous avoir pas donné le tems de respirer et de recueillir nos esprits et nos forces? Pourquoi ne pas tendre, et laisser l'accusation de violence et d'agression peser sur la tête du gouvernement français? Il était évident qu'il n'avait pas envie de se mettre dans le cas d'essuyer tous ces reproches. Pourquoi ne pas se confier au temps et aux événemens, aux accidens de la nature, laisser le peuple se fatiguer du consulat, et ne pas ôter aux autres états l'occasion de réparer leurs forces et de sortir de l'oppression? Au lieu de cela, nous lui fournissons un prétexte pour exercer de nouvelles violences, et les moyens d'alimenter et de recruter ses armées; nous leur donnons un but et une occupation, et nous forçons la république entière à se réunir, à faire cause commune avec nous, et à nous prodiguer la dénomination odieuse de violateurs de la paix des nations.

» D'ailleurs, le Premier Consul a assuré lui-même, et peut-être avec une sorte de vérité, qu'il faudrait dix ans pour monter une marine qui pût le disputer à la nôtre. Mais, en accordant qu'il aurait pu se mettre en mesure dans cinq ans, qu'est-ce qui au-

rait pu résulter de l'évacuation de Malte, comme nous nous y sommes engagés? » (Ici M. Hornetoke, en suivant la supposition que la France se serait emparée de Malte, combat toutes les craintes imaginaires que le gouvernement anglais affecte pour ses possessions de l'Inde). « N'avons-nous pas d'autres ressources, s'écrie-t-il, que les revenus et le commerce de l'Inde? N'existons-nous que par ce pays? Est-ce donc pour éviter un mal qui se perd dans l'éloignement, et pour nous garantir d'une chimère, que nous embrassons un malheur certain; que nous nous plongeons dans toutes les horreurs d'une guerre à laquelle nous ne voyons pas de fin, que nous sommes fatigués et tourmentés de menaces continuelles d'une invasion de la part d'un ennemi que nous attirons dans nos propres foyers, dans la crainte d'un danger imaginaire pour une colonie lointaine? Délire inconcevable!

» Et d'où vient cette alarme soudaine au sujet de Malte? Pourquoi est-elle devenue si subitement d'une si grande importance? M. *Pitt* nous a dit, à l'époque du traité d'Amiens, « qu'il valait mieux céder tous les » ports de la Méditerranée et garder la Trinité ». — *Lord Saint-Vincent et lord Nelson*, qui sont de grandes autorités, *ne pensent pas qu'il soit nécessaire d'y conserver un port.* — Et aujourd'hui, c'est pour en conserver un que nous exposons notre existence! — Quelle est cette Égypte, quelle est cette Malte qui doivent nous coûter de si grands sacrifices? Ce n'est ni l'Égypte, ni Malte en réalité, mais une idée imaginaire de ces possessions, que nous avons aperçues sur le *sensorium* du Premier Consul, parce qu'il les a convoitées. Était-ce une chose nouvelle d'a-

percevoir l'Égypte dans le cervean du Premier Consul? N'y avait-il jamais pensé? N'a-t-elle pas été fréquemment dans la tête de ceux qui ont gouverné la France? Louis XIV n'avait-il pas eu l'idée d'établir nne colonie en Égypte? Et Louis XVI n'a-t-il pas pensé, en 1786, au partage de l'empire turc?

» Dans la dernière guerre, plusieurs voix crièrent : *Faites la paix; saisissez-en l'occasion; plus vous différerez, moins votre paix sera avantageuse.* Je laisse à juger si le fait a justifié l'avis et la prédiction. Quel sera le résultat des circonstances actuelles? Après avoir dépensé millions sur millions, après avoir versé inutilement des flots de sang, les Français, s'ils veulent persévérer, seront probablement, tôt ou tard, en possession de l'Égypte; et si la source de nos trésors n'est pas tarie, et nos veines épuisées, si nous ne succombons pas dans cette lutte, les choses iront aussi bien, et l'Inde ne sera pas plus en danger.

» Loin de moi la pensée de vouloir empêcher la chance désirable d'une paix raisonnable, en entravant les opérations du gouvernement, ou en comprimant l'énergie de la nation! Mais je désire que cette énergie ait une direction utile, et qne le *sentiment de nos torts* ne vienne pas étouffer le courage, ni paralyser le bras d'un seul individu, le jour de la bataille. Si on ne peut discuter la justice et la politique d'une guerre, parce qu'elle est commencée, il faudra donc supporter et tolérer une guerre entreprise témérairement, et qui serait entièrement contraire aux intérêts de la nation?

» Examinons sévèrement notre propre conduite; ne souffrons pas que la passion ou les préjugés nous em-

pêchent de reconnaitre nos erreurs, et nous entraînent à notre ruine. Mettons un frein à cette animosité personnelle, à cet esprit de discorde qui se manifeste parmi les gouvernans, se répand ensuite sur la masse des deux nations, comme un fléau destructeur qui menace de les anéantir. Peut-être est-il encore temps de saisir une occasion d'arranger les différends, et d'ensevelir dans l'oubli les fautes et les erreurs réciproques; mais, pour ne pas la laisser échapper, il faudrait abjurer tout orgueil, toute vaine gloire et tout soupçon. — En attendant, il faut combattre, si nous voulons prévenir notre ruine. Soyons donc également prêts à parlementer et à nous battre. Nous avons exaspéré un ennemi courageux et entreprenant; nous avons donc besoin de beaucoup d'efforts et d'une grande surveillance. J'ai la confiance qu'il n'est pas un seul individu dans cet empire, quelles que soient ses opinions sur la guerre, qui ne soit prêt à sacrifier sa fortune et sa vie, plutôt que de voir son pays sous le joug de l'esclavage et de l'oppression; ce qui serait le résultat inévitable du succès de l'invasion formidable dont nous sommes menacés. »

Cet ouvrage honore la raison et le patriotisme de son auteur. Il a produit un grand effet sur la masse de la nation; mais le cabinet de St.-James est sourd. La voix de la patrie alarmée n'y pénètre pas plus que les cris de la justice violée. . . . .

CHAPITRE XLV.

MOEURS PRIMITIVES DES ANGLAIS.

On trouve, daus un ouvrage publié par *Strutt*, en Angleterre, en 1777, sons le titre de *Description complète des mœurs, usages, habillemens, armes des anciens habitans de l'Angleterre*, ouvrage savant et curieux, le passage suivant, qui peut expliquer ce que le temps, le luxe et les richesses peuvent donner de force aux anciennes habitudes et aux mœurs primitives d'une nation : « Les *Danois* apprirent aux » *Anglais* à s'enivrer. Cette funeste habitude fit de » tels progrès, que, d'après le conseil de Dunstan, » archevêque de Cantorbéry, on abattit plusieurs ca- » barets, et on n'en laissa subsister qu'un dans chaque » bourg ou ville. On ordonna, en outre, d'attacher » à chaque coupe de petits clous, qui servaient d'in- » dication ou de limite à la quantité de vin qu'on » pouvait boire ; ceux qui passaient cette ligne, de- » vaient être punis par une *amende assez considé-* » *rable.* » Le génie fiscal de M. Pitt ne pourrait-il pas trouver ici la source d'un impôt bien productif?

CHAPITRE XLVI.

DU TRAITEMENT DES PRISONNIERS.

En France, on use de manières généreuses envers les prisonniers anglais. En Angleterre, on les traite avec des manières barbares. C'est ainsi que chaque nation dévoile ses mœurs et son caractère.

En France, le gouvernement a indiqué aux prisonniers anglais les agréables *villes de Valenciennes et de Fontainebleau* (1) pour leur séjour pendant la guerre. En Angleterre, un habitant du *Stafforshire* a observé qu'il existe, dans ce comté, plusieurs *mines de charbon* qui se trouvent actuellement épuisées, qui sont sèches, assez aérées et propres à renfermer les prisonniers français, fussent-ils 40 mille, qu'un seul sergent avec quelques soldats pouvaient facile-

(1) Les journaux anglais, du 20 octobre, portent ces paroles, qui accusent leur propre gouvernement: « Nos » prisonniers sont très-bien traités en France : ceux » qui habitent Fontainebleau, au nombre de 80 à- » peu-près, ont quelquefois la permission de s'ab- » senter deux ou trois jours. » Comparez ce traitement avec celui qu'éprouvent nos malheureux Français, qui sont entassés dans des *vaisseaux-prisons*, ou relegués dans les plus affreuses contrées des trois royaumes.

ment garder. Ainsi, le traitement des prisonniers anglais en France est digne de la nation la plus hospitalière et la mieux civilisée; les moyens indiqués en Angleterre pour garder les prisonniers français, ne sont dignes que d'un peuple de sauvages, qui n'a de la civilisation que le costume, et de l'Europe, que l'air qu'il respire. *On croirait*, a dit le Moniteur, *que ce trait est écrit en Tartarie.* Mais les Tartares sont plus humains que les Anglais.

En France, nous avons comblés d'égards plusieurs prisonniers distingués; et le *lord Elgin*, qui, certes, n'avait pas fait preuve d'humanité pour les prisonniers français quand il était naguères ambassadeur à Constantinople, vient d'éprouver tous les bons égards, tous les procédés généreux de la part du gouvernement français. Et cependant, tandis que le Premier Consul faisait envoyer des passe-ports au docteur *Scot* à Londres, et faisait ouvrir le port de Calais pour recevoir ce médecin dn lord Elgin, le gouvernement anglais envoyait, à ses frais personnels, le *général Boyer* (1) à *Castle-Town*, dans le Derbyshire, dans un pays de mines de charbon, où ce brave général est obligé de végéter, sans pouvoir sortir de son habitation après cinq heures du soir.

Aussi, le gouvernement français ayant appris les mauvais traitemens que le gouvernement anglais faisait éprouver au général *Boyer*, a ordonné qu'un des plus notables prisonniers anglais fût retenu de la

(1) Son tort, aux yeux des Anglais, est d'avoir combattu en Egypte et à Saint-Domingne contre les soudoyés de l'Angleterre.

même

même manière, et qu'il lui fût fait le même traitement. Que de *mielleux* politiques réprouvent tant qu'ils voudront la déplorable ressource des *représailles*, mais qu'ils nous disent donc s'il y a quelqu'autre moyen de guerre qui puisse tempérer ou arrêter les barbaries et la haine britanniques envers les Français....

CHAPITRE XLVII.

PETIT CATÉCHISME POLITIQUE DES ANGLAIS.

Il fallait que la haine, excitée chez les Français par les pirateries anglaises dans la guerre de 1755, fût bien prononcée, puisqu'elle passa même dans l'esprit de notre littérature. On sera étonné, peut-être, de lire, en 1803, ce qui fut inséré en 1756 dans un journal littéraire ; mais les circonstances sont les mêmes. Il s'agit d'un *Catéchisme politique des Anglais*, qu'on suppose traduit de *leur langue*, et qui paraît être d'une heureuse invention. Il n'est pas long, et il dit tout. Il prouve que la politique anglaise est toujours basée sur la même injustice et la même pratique. Si le mérite de ce genre de production légère, consiste à imaginer un cadre simple, et à peindre nos ennemis d'une manière neuve, ingé-

nieuse et détournée, l'auteur de ce petit catéchime peut se flatter d'avoir rempli son objet. Le voici :

Demande. — Comment définissons-nous la politique ?

Réponse. — C'est la science-pratique de tout ce qui est injuste et déshonnête.

D. Avons-nous les dispositions nécessaires pour cette science ?

R. Nous passons pour y exceller.

D. En quoi la faisons-nous consister particulièrement ?

R. Dans l'abus de la paix et de la guerre.

D. Qu'est-ce que la paix ?

R. C'est ce qui nous fait désirer la gnerre.

D. Qu'est-ce que la guerre ?

R, C'est ce qui nous fait désirer la paix.

D. A quoi nous appliquons-nous pendant le paix ?

R. A tromper nos voisins.

D. Et pendant la guerre ?

R. A nous tromper nons-mêmes.

D. Comment une guerre pourrait-elle nous être avantageuse ?

R. Ce serait en nous rendant les maîtres du commerce de toutes les nations.

D. Pourquoi cela n'est-il pas ?

R. C'est que nous ne sommes pas les plns forts ?

D. Qu'est-ce que le droit de la nature ?

R. C'est un vieux code du cœur hnmain, que nous venons de rectifier sur des exemplaires qui ne se trouvent qu'en Barbarie.

D. Qu'es-ce que le droit des gens ?

R. Quand on se croit tout permis, c'est une connaissance inutile.

D. Qu'est-ce qu'un traité ?

R. C'est la chose du monde dont nous nous soucions le moins.

D. Qu'est-ce que des limites ?

R. C'est ce que nous n'avons point envie de savoir.

D. Qu'est-ce que des amis ?

R. C'est ce que nous n'aurons jamais.

D. Pourquoi ?

R. Parce que nous n'en avons jamais eu ?

D. Pourquoi avons-nous des alliés ?

R. Pour faire voir que nous sommes riches.

D. Pourquoi avons-nous appelé des étrangers dans le royaume ?

R. C'est pour que, dans l'occasion, ils nous aident à en faire les honneurs.

D. Où les Français reçoivent-ils nos insultes avec plus de docilité ?

R. Sur nos théâtres.

D. Quelles sont nos plus riches captures ?

R. Celles que nous avons faites pendant la paix.

D. Pourquoi ?

R. C'est que nous n'en faisons pas tant pendant la guerre.

D. Quels Français ont dû être les plus surpris de se voir nos prisonniers ?

R. Ce sont ceux que nous avons pris après les avoir appelé à notre secours.

D. Quelle satisfaction faisons-nous à un vaisseau que nous avons attaqué mal à propos ?

R. Nous nous contentons de le mettre à contribution pour les coups que nous lui avons donnés.

D. Et quand, sur des attérages difficiles, nous ap-

prenons qu'un vaisseau neutre emploie le secours d'un pilote ennemi, comment nous conduisons-nous à l'égard de ce vaisseau ?

R. Nous ne l'empêchons pas de continuer sa route, mais nous lui enlevons son pilote.

D. Quand un vaisseau ennemi a payé une fois sa rançon à un de nos armateurs, que peut-il faire ?

R. Il peut en toute sûreté en préparer une seconde pour le premier qui le rencontrera, et se disposer à aller en Angleterre avec le troisième (1).

D. Que doivent éviter les officiers qui commandent nos escadres ?

R. De se battre quand ils n'ont pas au moins le double des forces de l'ennemi.

D. Quel est le parti que nous prenons quand nous sommes battus ?

R. C'est de n'y plus revenir.

D. Quand portons-nous du secours à nos places ?

R. Quand elles sont prises.

D. Par quel moyen faisons-nous fleurir notre marine marchande ?

R. En ne lui laissant à nourrir que le moins de matelots qu'il est possible.

D. Par où nos armemens sont-ils redoutables ?

R. Par le grand nombre de nos matelots.

D. Quels sont les meilleurs ?

R. Ceux que nous prenons par force.

D. Où sont nos possessions dans l'Amérique Septentrionale ?

R. Partout.

(1) Vérifiez sur la Gazette de France du 7 août 1756.

D. Que consentons-nous d'y laisser aux autres?

R. Rien.

D. Quel est notre secret pour nous faire aimer des Sauvages?

R. C'est de mettre leurs têtes à prix.

D. Comment recevons-nous les ambassadeurs dans le nouveau monde?

R. A coups de fusil.

D. Pourquoi avons-nous commencé la guerre long-temps avant de la déclarer?

R. C'est pour qu'on ne soit pas surpris si nous la continuons long-temps après qu'elle sera finie. . . . . .

CHAPITRE XLVIII.

ÉGOÏSME DE L'ANGLETERRE.

Le gouvernement anglais ne reconnaît de lois qu'en sa faveur; il n'invoque le *droit des gens* que pour son unique intérêt. Lorsqu'il s'est agi de la capitulation de Closterseven, les Anglais reprochaient aux Français d'*avoir fait le siége de Harbourg sans avoir fait auparavant une déclaration de guerre* (1). Les discours des orateurs de Londres sont extrême-

(1) Voyez l'*Annual register* de l'an 1758, p. 212.

ment curieux à lire sur ce point, quand on les compare aux pirateries exercées par ce gouvernement, en 1755 et en 1803, sur le commerce et la marine française. Comment les ministres de Georges III osent-ils, à aucune époque, exiger des gouvernemens de l'Europe une préalable déclaration de guerre, lorsqu'ils font la guerre pendant la paix, lorsqu'ils arrêtent tous les vaisseaux des autres nations avant qu'il y ait des hostilités ni commencées ni imminentes? C'est que l'Angleterre a mis les deux hémisphères *hors la loi des nations*....

CHAPITRE XLIX.

DE LA PAIX ET DE LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE.

LORSQUE le colonel *Bastard* a dit ingénument à la chambre des communes (dans la séance relative à la conduite des ministres qui ont critiqué le traité d'Amiens): *Nous avions besoin de quelque temps pour renouveler nos forces*, la politique du cabinet britannique a été dévoilée toute entière. En voici le triste résultat.

L'Angleterre nous a donné dix ans de guerre, l'Angleterre ne nous a laissé que dix mois de paix.

Elle seule a nourri la guerre de dix ans; elle seule a violé la paix de dix mois.

Son système politique est donc un projet constant d'affaiblissement, de dépopulation ou de destruction de l'Europe.

Pendant dix ans de guerre, le commerce continental a été paralysé, ses relations rompues, ses espérances éteintes, ses ressources dévorées, son esprit usé, ses instrumens détruits, et cependant le commerce fait travailler et vivre sur le continent européen une population de cent cinquante millions d'individus. Le système belligérant de l'Angleterre est donc ouvertement le monopole général du commerce et de l'industrie exercé sur toutes les matières premières et sur les besoins de tout le continent.

Pendant dix mois de paix, les capitaux avaient reparu dans la circulation; les manufactures se relevaient; les élémens du commerce se rapprochaient, les spéculations commençaient à se former; les ouvriers retrouvaient du travail et de l'espérance; la marine utile du commerce colonial et du cabotage s'augmentait sensiblement; tous les arts de la paix reprenaient leur essor. La manie de guerroyer est donc dans le gouvernement anglais un complot profond dirigé contre l'industrie, la subsistance, l'activité, la population, les manufactures et les arts de l'Europe.

Un gouvernement qui, dans un période donné, ne laisse au monde que dix mois de paix sur dix ans de guerre, doit à la longue appauvrir ou détruire le continent. Les météores les plus destructeurs ne font que passer : les fléaux de la nature n'ont qu'un période, d'autant plus court qu'il est plus violent; mais les maux que le gouvernement anglais prodigue aux

nations, sont toujours calculés sur une échelle de guerres presque interminables, et de trèves presque inaperçues; de guerres qui se font ressentir aux quatre parties du monde, et d'armistices dont on sent à peine l'existence dans une seule partie; de guerres qui, par leur intensité et leur longueur, font périr tous les moyens de population, de reproduction, de prospérité, et des pacifications qui, par leur peu d'assurance et de durée, ne permettent à aucun principe de vie agricole commerciale ou industrielle d'agir et de produire.

Je ne dirai donc pas une chose exagérée en concluant que le gouvernement d'une nation qui ne laisse reposer et respirer les autres peuples que dix mois sur dix ans, est le plus grand de tous les fléaux politiques et l'ennemi le plus dangereux de l'espèce humaine.

CHAPITRE L.

DE L'INGRATITUDE DE L'ANGLETERRE ENVERS LLOYD.

PARLER de Henry Lloyd, c'est rappeler à l'Europe militaire un capitaine célèbre et un tacticien habile; c'est accuser aussi l'Angleterre d'avoir trop long-temps méconnu cet homme illustre, qui honora, par son

caractère, et défendit par ses écrits, les îles britanniques.

Repoussé des rangs de l'armée anglaise par le système de la vénalité des emplois et par les préjugés que la vanité y rend héréditaires, il fut forcé de devenir en apparence cosmopolite. Il servit en Allemagne et en Russie avec distinction : ses *Mémoires militaires et politiques* et ses divers ouvrages instruisent les armées et les gouvernemens de l'Europe.

Plusieurs écrivains ont accusé la France d'avoir été ingrate envers quelques-uns des grands-hommes qui honorent leur siècle et la nation; et l'Angleterre aussi a couvert d'ingratitude ses hommes les plus célèbres; l'Angleterre qu'on vante comme si éclairée, et remplie d'idées si libérales, repoussa Lloyd, parce qu'il était d'une origine obscure, parce qu'il n'avait pas de quoi acheter un emploi militaire, et qu'il avait trop de fierté pour s'abaisser à faire sa cour. Elle oublia qu'il avait concouru, comme géomètre profond et ingénieur habile, à inspirer des idées de fortification et de défense à Elliot, sur les remparts même de Gibraltar, ce boulevard usurpé, qui constitue sa puissance maritime en Europe. Lloyd était déjà parvenu, par les forces de son génie, à la carrière militaire, lorsque d'Orvilliers, à la tête de la marine française, jeta l'épouvante et l'alarme en Angleterre, en montrant seulement la flotte combinée dans les parages de Plymouth.

Le gouvernement anglais calcule toujours. Il avait vu Lloyd jeune, pauvre, obscur; il ne pouvait alors lui être utile; il le laissa passer sur le continent, et servir chez les diverses puissances. Il aperçoit enfin

Lloyd devenu tacticien, ingé nieur, capitaine instruit; il invoque le secours de ses lumières, parce qu'elles lui sont nécessaires.

Lloyd toujours citoyen d'une patrie ingrate, qui le laisse vieillir dans le cosmopolisme et le besoin, vole à son secours : il visite les côtes d'Angleterre et donne par écrit son opinion motivée sur les entreprises qu'on pouvait craindre de la part de la France. Lloyd est accueilli par le gouvernement; il fait élever quelques défenses sur la côte, et dépose, dans les mains du ministère, un mémoire secret et très-détaillé sur les moyens de *faire et d'empêcher l'invasion de l'Angleterre.*

Que les anglomanes vantent l'immense richesse des Anglais, et la générosité de ce gouvernement; aux yeux d'un juste appréciateur, ce n'est qu'un esprit mercantille et avare, qui en dirige sans cesse les opérations. Lloyd, âgé de soixante ans, dénué de fortune, quittant sa retraite de Huy, en Belgique, pour aller visiter les côtes d'Angleterre, et écrire son système défensif, reçoit une *gratificarion de 500 livres sterling*, du gouvernement anglais, qui l'engage à retirer les exemplaires, à lui abandonner tout le reste de l'édition, et lui fait un devoir de ne jamais rien communiquer du contenu; condition bien superflue! Lloyd était un bon citoyen anglais; il avait un caractère prononcé, et le premier acte de probité d'un homme est d'être fidèle à son pays. Il a tenu parole si scrupulensement, que M. O-Connel lui-même, qui était son ami particulier, n'en a jamais rien appris à cet égard.

Ici commence une discussion entre les biographes

de Lloyd. Selon les uns, le mémoire secret qu'il déposa au ministère britannique, et de la traduction duquel je parle en ce moment, contenait le développement des moyens de faire la descente, et les moyens de s'y opposer.

Suivant quelques Anglais, à qui le traducteur des grands *Ouvrages militaires et politiques* de Lloyd a parlé, ce mémoire prouvait l'impossibilité d'une descente en Angleterre. « Mais, *dit l'officier français* » *qui a publié les ouvrages de Lloyd en* 1784, si » cela était, pourquoi tant de mystère? Pourquoi, à » sa mort, arrivée à Huy, un homme s'est-il présenté » sans autres droits, sans autres titres que la protec- » tion du gouvernement anglais, et s'est-il emparé, » sous prétexte de créance, de tous ses livres et pa- » piers où se trouvait la minute de ce mémoire sur » la descente, et un autre exemplaire imprimé?

Certes, s'il n'y avait eu dans le Mémoire original de Lloyd, que le projet inexécutable que le gouvernement anglais y a sûrement fait insérer à dessein, en supprimant les véritables moyens de descente que le talent de Lloyd avait bien su apercevoir et décrire, pourquoi supprimer toute l'édition en Angleterre, et retirer les exemplaires déjà en circulation? pourquoi, à sa mort, s'emparer si avidement de tous ses papiers, de la part même du gouvernement anglais? Aussi, l'officier du génie qui a traduit Lloyd, s'écrie: « Je suis certain, et je crois pouvoir démontrer jus- » qu'à l'évidence, qu'il est non seulement possible, » mais aisé de faire avec succès une descente en An- » gleterre; qu'il y a plusieurs lignes d'opération bien » appuyées à former, et que la réussite est infail- » lible. »

L'opinion qne le citoyen Imbert établit dans ses *Notions Préliminaires* sur Lloyd, qu'il traite d'agent secret de la France en Angleterre, en 1744, paraît contredite par l'auteur du Précis de la vie de ce général; et l'ingratitude habituelle du gouvernement anglais est bien mieux prouvée que la prétendue infidélité de Lloyd à son pays; mais M. Imbert, nouveau traducteur du Mémoire sur la descente, nous assure qu'on n'y trouvera rien de tranchant, rien « qui puisse empêcher les Français d'aller dicter aux » Anglais des conditions de paix en Angleterre même. » Il semblerait que Lloyd nous en ait indiqué la route » par les points de difficulté qu'il a établis, et par » les moyens de résistance qu'il nous a révélés. Un » homme de l'art les surmontera avec facilité. »

On peut voir dans un ouvrage traduit par M. Imbert, de la Haute-Vienne (1), les divers moyens qu'un tacticien y a développés sur des cartes géographiques; mais nous verrons bien mieux, dans le courage de nos armées et dans le génie de leur chef immortel, les opérations glorieuses et les grands résultats d'une descente, qui bientôt sera tracée en caractères ineffaçables sur l'orgueilleux gouvernement de la Grande-Bretagne.

---

(1) *Mémoire politique et littéraire sur l'invasion et la défense de la Grande-Bretagne, par le général Lloyd.* Tel est le titre d'une brochure qui a paru en l'an 12, et qui a été traduite de l'anglais sur la cinquième édition, par Guillaume Imbert (de la Haute-Vienne).

CHAPITRE LI.

SIMULACRE DE JUSTICE.

Le gouvernement anglais vient d'ordonner qu'on fît le procès au capitaine d'un vaisseau armé en course, qui a pillé plusieurs vaisseaux espagnols, et enlevé une grande quantité d'*espèces métalliques*. L'acte d'*accusation* est motivé *pour crime de piraterie*. Quel nom faut-il donner au pillage des nombreux bâtimens et capitaux de commerce pillés en 1803, par ordre du gouvernement britannique, au commerce français? Les cris d'indignation des villes de Marseille, Bordeaux, Nantes, Lorient, le Hâvre, Boulogne, Ostende ne sont-ils pas aussi des actes d'accusation contre le gouvernement anglais pour crimes multipliés de piraterie? Les actions changent-elles de nom et de caractère quand c'est un capitaine de corsaire ou le gouvernement de Georges III qui en est l'auteur?...

CHAPITRE LII.

TRAITS CARACTÉRISTIQUES.

La France, victorieuse en Italie, fit transporter à Paris (en l'an 6) les chefs-d'œuvre des arts, les manuscrits précieux des sciences et des lettres, fruits précieux des victoires de *Bonaparte*. Ce fut une fête nationale en l'honneur du génie. Le peuple français sentit alors que s'il était le peuple le plus brave, il était aussi le plus éclairé, et les étendards tricolors flottèrent sur les charriots dépositaires de l'Apollon du Belvedère et de tant de chefs-d'œuvre d'Athènes et de Rome.

Le 13 frimaire de l'an 8, l'on vit l'Angleterre, victorieuse, par ses corsaires, des richesses de l'Espagne, faire transporter à Londres des charriots chargés de piastres et de lingots d'or. Des officiers de marine et des matelots accompagnaient ces richesses, et le peuple anglais ne cessait d'applaudir. Le pavillon anglais, posé sur ces métaux, objet éternel de l'avarice britannique, dominait le pavillon espagnol renversé.

Ainsi chaque nation a son caractère dans ses transports de joie publique et dans ses fêtes nationales. L'Angleterre élève des trophées à l'or, et la France

au génie. L'Angleterre fomente l'avarice, et la France nourrit l'émulation des sciences et des arts. L'Angleterre humilie le pavillon espagnol; la France se contente d'élever le pavillon tricolor. Chaque peuple se peint dans les objets de ses transports, de son enthousiasme, de son culte dominant. La cupidité des richesses est la passion dominante des Anglais; l'amour des lettres et des arts est la passion dominante des Français.

—Les Carthaginois noyaient impitoyablement tous les navigateurs qu'ils rencontraient dans les mers de Sardaigne : c'était un siècle de pirates et une politique de barbares; mais au dix-neuvième siècle, qui est la plus belle époque du commerce et de la civilisation, que dirons-nous d'un gouvernement insulaire qui renouvelle les cruautés du gouvernement *punique*, et qui noie les paisibles navigateurs sur l'Océan, comme les contemporains d'Hamilcar noyaient les navigateurs dans la Méditerranée? Le 14 octobre dernier, un *canot hollandais*, allant de la Corogne au Férol, est aperçu par un *vaisseau anglais*, qui manœuvre aussitôt pour lui couper le chemin. C'était facile : cette frêle embarcation naviguait avec la confiance que le territoire espagnol étant neutre, ne serait pas violé. Cependant, le vaisseau anglais canonne si vivement ce canot, que les Hollandais se voient forcés de se rendre ou de s'exposer à périr en se réfugiant dans les rochers voisins. Ils préfèrent ce dernier parti Le canot se brise sur les roches près de la Marola (entre la Corogne et le Férol, très-en-dedans des pointes), et deux Hollandais se noient.....

Aussitôt que l'homme est malheureux, il cesse d'être ennemi. Ce n'est point là la morale de la marine britannique. Le vaisseau anglais, au lieu de porter des secours à des infortunés Bataves, tire sur eux avec une nouvelle fureur! De tels marins n'appartiennent à aucune nation civilisée.

Le commodore *Ferrière*, commandant le vaisseau de 74, l'*Albion*, s'étant emparé, aux attérages de Brest, de la frégate *la Franchise*, sur laquelle était le général *Boyer* revenant de St.-Domingue, le commodore s'est saisi d'environ trente mille francs appartenant à ce général et à la veuve d'un autre général qui est à Paris; mais il lui a laissé de très-riches pistolets de la manufacture de Versailles, d'autres belles armes, des fusils et deux sabres égyptiens, qui valent autant que la somme prise. Le général *Boyer* les estime bien davantage, parce que de telles armes n'ont point de valeur aux yeux de nos braves. Un capitaine de vaisseau français aurait sûrement pris les armes, et laissé l'argent au prisonnier de guerre. Un capitaine de vaisseau anglais a sans doute d'autres maximes : il prend l'argent et laisse les armes.

Opposons à cet acte d'avarice et de piraterie le noble désintéressement d'un officier d'un de nos bâtimens armés en course. Le corsaire français *la Bellone*, ayant pris, après un combat très-vif, le bâtiment anglais *le Lord Nelson*, le citoyen *Lasvignes*, officier français, montant un des premiers à l'abordage, armé d'une pique et d'une paire de pistolets, est assailli par un officier anglais, qui lui porte un coup de sabre sur la tête. Le citoyen *Lasvignes* l'évite,

tue

tue son ennemi, et s'empare de son sabre. Les parens de l'officier anglais, instruits de sa mort, désirent recouvrer une arme qui lui avait été décernée à titre de récompense pour son acte de courage; ils lui écrivent au port du passage où le corsaire *la Bellone* était de relâche, et font offrir au citoyen *Lasvignes* de leur céder le sabre, et d'y mettre le prix qu'il voudrait : ils lui ont même proposé 100 guinées. Tout a été inutile : « *Ce sabre est au-dessus de tout ce* » *qu'on peu m'offrir*, a répondu le jeune Lasvignes, » qui est sans fortune; *et la valeur même du vais-* » *seau capturé ne suffirait pas pour le payer*..... » Il a envoyé à son père ce sabre qui lui attestera la bravoure et le désintéressement de son digne fils. Que les Anglais comparent maintenant l'action d'un de leurs *commodores* avec celle d'un simple *officier* d'un corsaire français!

— Lisez les journaux anglais, jusqu'au 9 novembre, vous y verrez nos flottilles détruites, par les gazetiers, dans les combats des 1er et 2 octobre, des bataillons engloutis, et même deux bateaux plats coulés bas dans des récits officiels des amiraux anglais. C'est un véritable chant de poëme épique, assez mal écrit sans doute, mais rempli de fictions pour relever le courage anglais. Quel dommage que ces récits de gazetiers et d'amiraux soient faux en tous points! Il est de notoriété incontestable qu'il n'y a eu qu'un seul bateau plat qui a été forcé de s'échouer pendant quelques heures, et il a été remis à flot sans qu'il y ait eu perte d'un seul homme. Mais tel est le style officiel des chefs d'escadre en Angleterre. On se rap-

17

pelle que, dans la guerre d'Amérique, l'amiral Keppel tuait, dans ses rapports, des milliers de Français qu'il n'avait pas même rencontré, et qu'après avoir gagné officiellement des batailles navales, il courait se réfugier prudemment et se radouber dans les ports d'Angleterre.

CHAPITRE LIII.

DE LOUIS XIV RELATIVEMENT A L'ANGLETERRE.

Il est des hommes dont la modération et la vertu doivent donner un grand crédit à leurs écrits ; et lorsqu'ils rapportent des faits essentiels qui se sont passés sous leurs yeux, l'histoire doit les enregistrer comme des vérités utiles. Tel est Massillon qui, exerçant auprès de Louis XIV un ministère respectable, *authentique*, pour ainsi dire, la conduite que tint, à la fin du règne de ce monarque, l'ambassadeur de l'Angleterre. C'est dans les Mémoires de Massillon sur la minorité de Louis XV (pages 66 et 69), que nous trouvons les expressions suivantes :

« Louis XIV voulait abaisser la puissance maritime de l'Angleterre ; « *et il regardait ce dessein comme » une maxime fondamentale de l'état.* . . . . »

» Malgré le rétablissement de la paix en 1713, par les traités conclus à Utrecht, à Rastadt et à Bade, l'Angleterre conservait encore de vives défiances contre la France, et lord *Stairs*, son *ambassadeur*, se con-

duisait à Paris avec une *hauteur et une arrogance* que n'aurait point eues l'ambassadeur d'une puissance sincérement réconciliée. Il ne faut pas s'en étonner. La reine Anne était morte ; ses ministres et ses favoris, qui avaient eu le plus de part à la paix, étaient attaqués par le parti qui prévalut à l'avénement de Georges Ier, électeur de Hanovre, au trône d'Angleterre ; et les ministres anglais s'imaginaient, surtout en nous voyant travailler au fort de *Mardick*, que nous méditions de nouveaux projets.

» Il est vrai que Louis XIV pleurait tous les jours le sacrifice de *Dunkerque ;* il est vrai qu'il voulait y suppléer par quelque autre port. On doute que Louis XIV eût jamais consenti à la démolition de Dunkerque.

» Ce prince avait conservé une sorte d'antipathie contre les Anglais ; il haïssait personnellement *Stairs*, et pouvait à peine supporter sa présence.—Que n'eût-il point pensé de ce ministre anglais, s'il avait pu être le témoin de la contenance de ce ministre, et des discours qu'il tenait dans la galerie de Versailles, dans les derniers momens de la vie de ce prince ? Il insultait sans ménagement au malheur de la France, et il n'aurait pas parlé différemment, s'il avait dû voir le lendemain placer son maître, Georges Ier, sur le trône que quittait Louis XIV.

» Ces manières inspirèrent une telle horreur à toute la nation, que je ne puis m'empêcher de faire une réflexion sur le choix que les princes font de leurs ministres pour les princes étrangers. Ils ne devraient jamais jeter les yeux que sur des personnes d'un extérieur doux et simple, et telles qu'elles puissent prévenir favorablement au premier coup-d'œil. »

CHAPITRE LIV.

GÉNÉROSITÉ ET BRAVOURE, PATRIOTISME ET TACTIQUE.

On ne peut se lasser d'admirer l'esprit de sécurité et le courage généreux qui règnent en Angleterre. Un navire français fait naufrage, à la fin d'octobre, près de Glocester; il y avait vingt-un *naufragés qui ont été faits prisonniers* et jetés dans les fers : la côte d'Angleterre est la côte de la Tauride. Mais les Anglais ont eu une telle peur, même de ces naufragés prisonniers, qu'ils ont cru que les Français avaient fait un débarquement avec des forces considérables.

Cependant les volontaires britanniques ne sont pas si faciles à épouvanter; ceux-là ne craignent pas le feu. Leurs écrivains rapportent que ces derniers jours, les feux ayant été allumés le long de la côte d'Essex, une partie des troupes du camp de Danbury imagina que c'était un vrai signal, et des milliers d'hommes se rendirent à leur poste. Voilà bien du zèle pour aller au feu. . . . de camp !

CHAPITRE LV.

LE POLITIQUE DANOIS.

TANDIS que la politique de chaque puissance du continent varie au gré des circonstances, des intérêts et des passions, la conduite du gouvernement anglais est immuable. C'est à cette immutabilité de vues, de projets, d'agression et d'envahissemens, que ce gouvernement doit cette puissance colossale qui pèse sur les deux mondes.

Le continent européen est dépendant de l'Angleterre, par l'effet d'un système d'aveuglement, de jalousie et de désunion. Le cabinet britannique influe sur le continent par l'effet d'un système de déception, d'intrigue et de vénalité. L'Europe n'a songé à opposer que des résistances partielles et toujours inefficaces. L'Angleterre a employé des coalitions et des plans complets, dont elle n'a jamais perdu les résultats.

C'est ce système funeste qui a été dévoilé aux puissances continentales, vers le milieu du dix-huitième siècle, par un savant publiciste, appelé *Hubner*. Il publia, en 1756, un ouvrage qui devrait être sur le bureau de tous les hommes influens par leur pouvoir

en Europe. En lisant le *Politique Danois* (1), publié il y a cinquantetrois ans, on croirait que cet écrivain trace, en ce moment-ci, la conduite, les abus, les intrigues et les excès du gouvernement britannique. D'où vient cette grande ressemblance entre deux époques si éloignées? C'est que l'ambition anglaise, ses moyens, sa marche, ses résultats, sont toujours les mêmes; et c'est ce qu'il importe de faire sentir. Si quelque chose peut y contribuer, sans doute, c'est l'opinion désintéressée d'un publiciste qui n'est plus; ce sont les écrits d'un européen éclairé et vertueux, à l'abri de toutes les inflnences. Son ouvrage a été long-temps en Europe, *la voix criant dans le désert*. Mais voici le moment où ce cri de la vérité peut être entendn.

L'auteur de cet ouvrage a deux objets en vue : 1°. de faire voir que c'est l'Angleterre qui a dérangé l'harmonie de l'Europe; 2°. de pronver aux souverains qu'il est important pour eux d'abattre l'orgueil des Anglais Le *Politique Danois* s'attache principalement à faire voir que les Anglais aspirent à la *monarchie univer-*

---

(1) Ce volume in-12 fut imprimé en 1756. La seconde édition, refondue et augmentée, parut en 1759, et fut épuisée en très-peu de temps. *Le Politique Danois*, ou l'Ambition des Anglais démasqnée par leurs pirateries; ouvrage dans lequel on recherche laquelle des deux nations, de la France ou de l'Angleterre, a dérangé, par ses hostilités, l'harmonie de l'Europe, et où l'on prouve aux souverains de quelle importance il est pour eux d'abattre l'orgueil de ce gouvernement. On prépare en ce moment une troisième édition de cet ouvrage, avec des notes sur tous les événemens politiques et militaires qui ont dévoilé le gouvernement anglais, depuis 1755, jusqu'à la guerre actuelle inclusivement.

selle, et il rapporte à ce sujet les paroles d'un député du parlement, qui ouvrit son discours par la phrase suivante : « On ne doit pas tirer un coup de canon » dans aucune partie du monde, sur la mer, sans la » permission de la Grande-Bretagne. » On sent combien un pareil propos est insultant pour toutes les puissances de l'Europe. Mais on voit en même temps que les Anglais travaillent à s'emparer de tout le commerce maritime ; leur but constant est de détruire d'abord la marine française (1). Ce dessein une fois exécuté, qui oserait *tirer un seul coup de canon sur la mer?*

» Les troupes que les Anglais ontpris à leur solde en temps de paix ; les dettes immenses qu'ils ont contractées malgré toutes les richesses que leur produit le commerce ; l'abaissement où ils tâchent de tenir la marine de toutes les autres nations ; les sommes énormes qu'ils ont sacrifiées pour fortifier *Port-Mahon* (2) *et Gibraltar*; enfin, la conduite qu'ils ont tenue à notre égard, lorsqu'ils se sont crus en état de nous attaquer impunément; tout cela dévoile des projets d'ambition formés depuis long-temps, et qui ne tendent à rien moins qu'à soumettre les autres peuples de l'Europe, si l'on ne s'oppose aux entreprises du gouvernement anglais.

» Toutes les puissanees (continue le *Politique Danois*), sont intéressées à réprimer son orgueil. L'Allemagne même doit ouvrir les yeux en cette occasion.

---

(1) Comme ils ont suivi ce plan à Toulon, à Aboukir, à Quiberon, etc. etc.!

(2) Ils le possédaient alors.

Ceux qui ont lu le traité qui fut conclu en 1756, entre la cour britannique et celle de Berlin, verront que les Anglais traitent avec les Prussiens comme s'ils avaient droit de décider des marches et des mouvemens de toutes les troupes de l'Empire. Le corps germanique aurait-il sollicité, dans une diète générale, la protection du gouvernement d'Angleterre?

» La cour de Londres ne manque pas de faire sonner bien haut les sommes considérables qu'elles a fournies à l'Allemagne en certaines circonstances; mais on conçoit le motif qui fait agir les Anglais. Ils n'ont jamais prodigué leurs trésors dans les guerres que l'Empire a été obligé de soutenir contre la puissance Ottomane. Jamais l'Angleterre ne s'est montrée libérale envers l'Allemagne, que quand il a été question de susciter des ennemis aux Français. Lorsque l'Empire et la France sont en guerre, l'Angleterre seule en tire le profit; car on ne peut affaiblir la puissance Française, sans qu'il en résulte un grand avantage pour les Anglais; et voilà pourquoi ils sont alors si prodigues de leurs guinées. Pendant ce temps-là, l'Allemagne épuise aussi ses forces. Tout l'argent d'Angleterre est-il capable de payer le sang qu'il en coûte au corps germanique pour soutenir le parti de ses dangereux alliés?

» L'Autriche pouvait faire entrer beaucoup de richesses dans ses états par le moyen du commerce maritime : les Anglais s'y sont toujours fortement opposés. Quels cris ne jetèrent-ils pas lorsqu'il fut question d'établir la compagnie d'Ostende? Des amis de cette espèce sont mille fois plus dangereux que des ennemis.

» Si la Hollande est de bonne foi, dit le *Politique Danois*, elle conviendra que ses plaies saignent encore des coups réitérés que la Grande-Bretagne lui a fait essuyer en plus d'une occasion. . . . . . Elle doit peser dans la balance la plus juste, si le mal qu'elle a ressenti dans ces différentes secousses, ne l'emporte pas sur les bienfaits qui lui ont été accordés par l'Angleterre. . . . . La politique de ce royaume a toujours mis dans ses libéralités et dans ses attaques, l'empreinte de son ambition et de l'abaissement du commerce des Province-Unies.

» Le Danemarck et la Suède ont aussi éprouvé plus d'une fois ce que peut la puissance britannique vis-à-vis des nations qui n'ont pas leur principale force dans la marine. Si les Anglais étendent trop leur empire sur la mer, il faut nécessairement que les puissances du Nord deviennent leurs tributaires.

» L'Espagne s'est vue contrainte de céder à l'Angleterre des priviléges exclusifs qui attaquent la branche du commerce de l'Amérique dans toute son étendue; que ne doit-elle pas craindre si la Grande-Bretagne parvient à cet empire des mers qui la mettrait en état de dicter au cabinet de Madrid ses volontés suprêmes? Il est de l'intérêt des Espagnols de rester étroitement unis avec les Français, parce que ceux-ci ne peuvent rien perdre en Amérique sans que l'Espagne ne soit blessée du même coup. L'Espagne doit surtout songer à établir une bonne marine, si elle veut se faire respecter des Anglais, et les empêcher d'envahir tout son commerce.

» Que dire du Portugal qui, après avoir joué autrefois un si beau rôle, est devenu tributaire de la Grande-

Bretagne? Lisbonne peut à peine snffire à ses besoins avec tont l'or dn Brésil. Les Portugais ne sont pas plus maîtres de leurs richesses qu'un esclave ne l'est du revenn de son maître. Qnel parti doivent-ils prendre en pareille conjoncture? Il fant qu'ils fassent tous leurs efforts pour se délivrer d'une si honteuse dépendance; tout les invite à un parti aussi sage. Leur position, leurs mines, lenr territoire, les mettront en état de se passer des secours de l'Angleterre et de fignrer d'une manière plus convenable parmi les pnissances de l'Enrope.

» L'Italie doit pareillement se précautionner contre les Anglais. Ceux-ci travaillent sourdement à s'emparer de l'île de Corse (1); s'ils réussissent dans ce projet, il n'y a plus de liberté pour l'Italie. On se souvient avec quelle hauteur les Anglais se comportèrent vis-à-vis de la cour de Naples pendant la guerre de 1741. Le général *Hannon*, traitant pour les Carthaginois avec les Romains, déclara à cenx-ci « qu'il » ne sonffrirait pas qu'ils se lavassent les mains dans » les mers de Sicile. » Si l'on ne met obstacle aux ambitieuses prétentions des Anglais, on les verra bientôt signifier à toutes les nations commerçantes, « qu'ils ne souffriront pas qu'aucune d'elles ose se » laver les mains dans les mers du Nouveau-Monde..... » ni dans celles de l'Inde. »

Tel est le précis historique de cet ouvrage; l'on remarqua, lorsqu'il parnt, que tous les traités qui avaient été pnbliés jusqu'alors sur l'agriculture, le

---

(1) Ils ont fait une invasion plus dangereuse pour toute l'Europe en s'emparant de Malte.

commerce, la navigation et la politiqne, avaient été fondus dans la composition de cet ouvrage intéressant. En joignant ses réflexions profondes à celles de qnelques anciens écrivains qui l'avaient précédé, l'auteur du *Politique Danois* a présenté, dans un tableau aussi instructif que rapide, les intérêts de l'Europe continentale, et le système d'usurpation d'un gouvernement que les deux Indes et les mers accusent également de tyrannie.

CHAPITRE LVI.

DRAME DE PIZARRE, PAR SHÉRIDAN.

C'est nn étrange spectacle à donner au roi des Anglais, que la représentation de *Pizarre*, par M. *Shéridan!* Pourquoi montrer à S. M. britannique, dans le moment de crise actuel, les reproches de tyrannie et de cruauté qne les enfans du Soleil adressaient an barbare espagnol? Quel snccès pouvait-on espérer d'une telle représentation, en présence d'un roi, sous le règne duquel ont été commises, dans le Bengale et dans tont l'Indoustan, des barbaries et des nsurpations mille fois plns multipliées et plus atroces encore qne celles qni déshonorèrent, au 15e siècle, les *Cortèz* et les *Pizarre?* L'ombre de *Typoo-*

Saïb est bien aussi terrible pour *Georges III*, que l'ombre de *Montezuma* le fut pour *Ferdinand-le-Catholique*. Aussi, S. M. B. qui était allée au théâtre de Drury-Lane pour admirer cette merveilleuse production du *nouveau colonel Shéridan*, en a été si peu satisfaite, qu'elle n'a pu se déterminer à y rester jusqu'à la fin. Ce qui paraît avoir déplu à cet ancien patriarche des *Torys*, ce sont principalement les sentimens patriotiques dont ce drame est rempli. Il a manifesté surtout son mécontentement à ce passage, dans lequel *Ataliba* dit : « Si mes ennemis pénètrent » dans mes états, je me mettrai à la tête de mes » troupes, et je combattrai jusqu'à ce que je voie » le peuple sauvé, ou que le peuple voie tomber son » monarque. » Cette alternative, présentée dans les circonstances actuelles, n'a point eu de succès. Un vieux monarque ne peut supporter l'idée d'une chute.

CHAPITRE LVII.

VUE POLITIQUE A MÉDITER.

Les destinées des Etats-Unis de l'Amérique sont grandes ; elles sont prévues par les bons esprits de l'Europe. Là les lumières, la civilisation, les conquêtes politiques et morales vont du Nord au Midi : leur marche est aussi sage que rapide.

Le système colonial, dont l'Europe subsiste pour son commerce, pour son luxe et ses jouissances, est attaqué dans les Indes occidentales par plusieurs causes que le temps augmente, et que les révolutions européennes ont accélérées.

C'est aux gouvernemens qui ont de l'avenir dans leurs pensées et de la force pour l'exécution des projets utiles, qu'il appartient d'observer la marche du gouvernement anglais dans les Indes orientales. C'est là qu'on trouvera à la fois le secret de sa fortune, de son arrogance, de son commerce, et de sa domination tyrannique.

Aussi le gouvernement anglais a porté, depuis quarante ans, tous ses moyens de politique, de marine, de commerce, de guerre, de corruption et de crime même, pour s'emparer exclusivement de l'Inde, le plus opulent marché du monde.

Voyez avec quel raffinement de politiqne, et avec quelle modération feinte, ce gouvernement a envoyé une compagnie commerciale, qui cachait dans un comptoir son uniforme militaire, déguisait son système fiscal avec des balots de marchandises, et couvrait son ambition démesurée du nom de simples relations commereiales, pour s'emparer du Bengale, ensuite du Décan, plus tard d'Arcate, quelques années après du Carnatic, puis du Mysore, et encore du royaume de Candy, et enfin pour soumettre l'indomptée fédération des Marates. Toutes ces usurpations progressives, toutes ces invasions coupables, sont réalisées sous les yeux de l'indifférente Europe, et sanctionnées en quelque sorte par son impolitique et funeste silence dans tous les traités diplomatiques!

Non, jamais on n'a dit aux cabinets de l'Europe, d'une manière plus agressive : *Vous ne serez point admis aux affaires de l'Inde.* Jamais on n'a intimé avec une audace aussi injurieuse à tous les vaisseaux des puissances continentales : *Vous ne naviguerez point dans les mers de l'Asie.*

Ainsi la plus stricte neutralité pour les affaires de l'Inde est imposée par le gouvernement anglais aux puissances continentales ; ainsi le plus profond silence est commandé à l'Europe militaire et navale, par une compagnie marchande et monopoleuse, sur toutes les usurpations violentes ou corruptrices qu'elle fait chaque jour dans les plus belles et les plus riches contrées de la terre.

Et cependant lorsque quelques puissances de l'Europe acquiert ou échange quelques villes, quelques villages et quelques arpens de forêts, la politique de Londres s'agite ; l'épouvantail *de la monarchie universelle* est présenté à toutes les cours par les ambassadeurs anglais, et les préparatifs maritimes sont subitement organisés pour une nouvelle guerre ! . . . . Ce n'est que pour dérober les richesses et la puissance du gouvernement anglais dans l'Inde, aux regards, aux traités et à la balance de l'Europe....

CHAPITRE LVIII.

LES SAUVAGES DE L'EUROPE.

La guerre de 1755 dut fortement exaspérer les Français et indigner à un haut degré nos littérateurs, puisque c'est sons ce titre vraiment extraordinaire, et avec des couleurs analogues, que sont représentés les Anglais, dans une brochure qui fut alors très-répandne, et dont la seconde édition parut avec un nouveau succès en 1762. Depuis cette époque reculée, la morale politique du gouvernement anglais s'est trop occupée des progrès de la civilisation de son pays, pour qu'on puisse lui appliqner les tableaux que les écrivains en faisaient, vers le milieu du 18e. siècle. On lisait dans cette brochure éphémère, les détails suivans, qui peuvent faire juger du mérite de l'ouvrage et du style de l'auteur :

« Vers le nord de l'Europe, on rencontre deux na-
» tions sauvages, les Lapons et les Anglais. Les
» premiers ne sont sauvages que du côté de l'esprit.....
» Les seconds sont barbares dans le cœur ; ils s'ima-
» ginent, comme tous les antres Sauvages, être le
» premier peuple du monde et même le plus policé.
» Ils se donnent le titre fastueux de ROI DE LA MER ;
» ils n'en sont que les pirates ; ils vivent de rapines ;

» ils n'ont que l'art de mettre les nations à contribu-
» tion; ils savent les dépouiller et ne sauraient les
» vaincre; ils n'ont jamais su combattre, puisqu'ils
» ont presque toujours été les esclaves de quiconque a
» tenté de les subjuguer. La plupart des descentes
» qu'on a faites chez eux, ont réussi. Les Romains,
» Danois, les Normands, les Saxons, les ont con-
» les quis et gouvernés, etc. »

Kin-Soé, philosophe chinois, s'est mis dans la tête d'aller policer ces Sauvages : autant il est prévenu contre eux, autant un jeune Français, avec lequel il se lie, paraît les admirer. Les mauvais traitemens que ce dernier essuie à Londres l'ont bientôt détrompé. Ces détails forment le tableau des mœurs anglaises ; tableau vivement peint, quelquefois même un peu chargé, et qui nous paraît en quelques parties, imité d'un autre brochure imprimée deux ans avant celle-ci. Elle avait pour titre : L'ISLE TACITURNE ET L'ISLE ENJOUÉ, parce qu'elle peint en même temps et met en opposition les mœurs des Anglais et des Français. La guerre actuelle est trop sérieusement la grande affaire de l'Europe pour s'occuper plus longtemps de pareilles productions; mais elles peuvent servir à faire juger de l'esprit du temps et de la pensée de nos concitoyens sur le compte de leurs ennemis invétérés. . . .

CHAPITRE LIX.

CHAPITRE LIX.

INFLUENCE DE L'OR.

On a accusé souvent les écrivains français d'user de trop de déclamations contre le gouvernement anglais, qui a cependant vingt journaux chargés d'insulter chaque jour le gouvernement de la France. Mais du moins cette fois, on ne pourra accuser que le gouvernement britannique de déclamer contre lui-même par les étranges publications qu'il laisse faire pour inviter les marins à entrer au service des vaisseaux de sa majesté. En lisant l'avertissement suivant, affiché sur les murailles de Newcastle, on se croirait transporté sur les côtes de Barbarie. Le voici : « *Aux* » *braves compagnons qui préfèrent L'OR, l'hon-* » *neur et le plaisir, à une vie oisive et malheu-* » *reuse*. . . . . Voilà l'occasion de monter à bord de la » frégate *la Jalousie*, commandée par cet intrépide » officier, le capitaine *Temple*, et allant joindre » l'invincible *Tervis*. Vous êtes assurés de rencon- » trer les gallions espagnols : les mines d'or du Mexi- » que, du Chili et du Pérou, vont être à votre dis- » position. Les *pusillanismes* DONS (1) n'oseront pas

(1) C'est ainsi qu'ils nomment par sobriquet les Espagnols.

» résister aux demandes d'un *matelot anglais*. N'hé-
» sitez pas un moment. Si vous désirez de vous assurer
» une provision pour *l'hiver de votre vie* (1), ou si
» vous avez des parens ou des amis que vous soyiez
» bien aise de secourir de quelques centaines de
» guinées. Allons courage, le bureau est sur la rive.
» Dix hommes de bonne volonté compléteront l'équi-
» page. » Les voilà ces hommes qui insultent aux constitutions de l'Europe, et qui se vantent de leur patriotisme, de leur grand caractère et de leur haute vertu, tandis qu'ils ne connaissent d'autre mobile que l'or, d'autre stimulant que le pillage, d'autre métier que la course en mer. Ils placent toujours l'or avant l'honneur, et les demandes d'un matelot anglais en prééminence sur le courage d'un peuple qui chassa les usurpateurs africains du sol de l'Europe!

CHAPITRE LX.

ESQUISSE DE L'ÉTAT DE L'ANGLETERRE

Opposez au fanfaronades ministérielles et aux rodomontades des écrivains anglais, les plaintes et le murmure général contre la guerre, le poids énorme

(1) N'est-il pas bien curieux de voir ce mélange de style *poétique* et de langage de *flibustier!*

des taxes, le besoin urgent de la paix, et la ruine iumminente de toutes les manufactures, la construction subite des batteries nombreuses, l'établissement dispendieux de plusieurs camps, la fuite des familles entières dans l'intérieur, la destruction des bestiaux, des approvisionnemens, pour que les Français n'en profitent pas, enfin le dépérissement inévitable de l'agriculture et de l'industrie. Opposez aux revues du roi Georges, aux inspections du duc d'Yorck, aux sages conseils de Dumourier et à la brillante valeur des princes français réunis, le spectacle d'une nation de marchands réduits à faire l'exercice, des tisserands, d'artisans de tous genres lancés dans la turbulente oisiveté de camps mal formés, la dépense ruineuse d'armées de réserve et de levées en masse; le luxe d'équipement des volontaires de parade, le défaut de navires de commerce en armement, le défaut de commerce dans l'intérieur, et le rejet de ses marchandises dans une grande partie de l'Europe, et vous vous ferez une idée de l'état actuel de l'Angleterre, état que la France peut prolonger à son gré, et qu'elle peut rendre ruineux pour le gouvernement qui viole les traités et pour la nation qui le tolère.

CHAPITRE LXI.

LITTÉRATURE POLITIQUE.

Lorsque les sociétés littéraires s'occupent des moyens de ranimer l'esprit public, d'exciter de plus fort le courage des armées, et de célébrer les grands faits de notre histoire, elles remplissent dignement le but de leur institution. L'académie des sciences, lettres et arts de Caen, vient de proposer, pour sujet de poésie, LA DESCENTE DU DUC GUILLAUME EN ANGLETERRE. Le sujet ne pouvait être mieux choisi. Le prix sera décerné aux poëtes dans le mois de pluviôse prochain; et la fixation de cette époque n'est pas indifférente.

La haute poésie aime les temps reculés; ils ont quelque chose de merveilleux et de puissant sur l'imagination et le courage des peuples. Les poëtes sont les orateurs des armées et les historiens des héros. C'est à eux qu'il appartient de peindre aujourd'hui cette époque du 11e. siècle, où le fameux duc de Normandie, *Guillaume*, appelant les Français sous ses drapeaux pour conquérir l'Angleterre, débarquant à Perensey, dans le comté de Sussex, trouvant dans *Harold* un rival digne de lui, termina

glorieusement cette sanglante querelle dans les champs d'*Hastings*.

Ils nous représenteront, sans doute, avec chaleur ce moment décisif du combat où *Harold* est frappé et tombe couvert de blessures; où les Anglais effrayés proclament dans Londres le faible *Edgard*, légitime héritier d'une déroute plutôt que du trône; où Guillaume, maître de Douvres, marche vers Londres, bat les partisans d'Edgard, qui se dispersent, et laissent un Normand courageux régner sur ces prétendus souverains de la mer.

En attendant que le poëme sur *la descente du duc Guillaume* en Angleterre, soit couronné à Caen, nous déposons ici quelques strophes de la belle Ode que composa, en 1778, *sur le combat d'Ouessant*, le célèbre et malheureux auteur de l'Ode sur le *Jugement dernier*, et de la Satire du 18e. siècle. Nommer *Gilbert*, c'est appeler l'attention et l'intérêt de nos lecteurs.

Il a fui devant nous pour retarder sa perte,
Ce peuple usurpateur de l'Empire des eaux.
A peine, pour combattre, ont paru nos vaisseaux;
Il laisse au loin la mer déserte.
Des Français menaçans l'image le poursuit;
Il fuit encor, caché sous de lâches ténèbres,
Et dans ses ports jadis célèbres,
Il court de son salut rendre grâce à la nuit.

Tu disais cependant, anarchique insulaire:
Environné des mers, seul, je suis né leur roi;
L'orgueil des nations s'abaisse avec effroi
Sous mon trident héréditaire;

Les Français sont ma proie ; ils n'affranchiront pas
Les humbles pavillons que mon mépris leur laisse,
Déjà vaincus de leur mollesse
Et du seul souvenir de nos derniers combats.

De tes chefs dédaigneux l'espérance insensée,
D'avance publîra nos vaisseaux prisonniers ;
Et Londres attendra nos plus braves guerriers
Qu'ils enchaînent dans leur pensée.

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Bientôt vous entendrez par cent bouches rivales
L'airain contre l'airain tonnant avec fracas,
Vaisseaux heurtant vaisseaux, soldats contre soldats,
Epuisant leurs haines natales ;
Triomphons ou mourons. . . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Songez, en défiant l'Anglais et les tempêtes,
Que si vous prodiguez votre sang généreux,
Ce n'est point pour tenter un de ces vols heureux,
Annoblis du non de conquêtes ;
Français, vous combattez pour l'honneur des Français.
. . . .
. . . .
. . . .

Vengez-nous ; il est temps que ce voisin parjure
Expie et son orgueil et ses longs attentats.

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

Déjà sont accourus, tout rayonnans de gloire,
Orgueilleux de revivre en vos chefs indomptés,
Et *Duquesne* et *Forbin*, tous ces héros vantés,
Dont les mers gardent la mémoire.
Il vous suivent, brûlant de combattre avec vous :
Les voyez-vous, guerriers, ces fantômes terribles,
De leurs bras encor invincibles
Pousser vers l'ennemi vos vaisseaux en courroux ?

« Ici sont les Anglais; des dangers qu'il affronte
» Chacun de vous aura son père spectateur :
» Marchez, vous disent-ils : devant vous est l'honneur,
» Derrière, à vos côtés, la honte. »
Mânes de nos héros, vous serez satifaits;
Vous ne rentrerez point dans l'éternel silence,
Affligés d'avoir vu la France
Réduite à regretter les bienfaits de la paix.

CHAPITRE LXII.

DE M. PITT.

M. Pitt, ex-chancelier de l'échiqnier, ministre, financier, politique, gouverneur des cinq ports, faisant des revues et des plans de fiscalité, commande à la fois l'exercice comme colonel, et fait élever des fortifications comme ingénieur. C'est un homme universel, cet honorable Williams Pitt ! Il vient de faire construire une redoute, ou fortification, dans une vallée, à trois milles environ de Walmer-Carsle, sa maison de campagne. C'est un ouvrage hardi, au moyen duquel une centaine d'hommes pourront défendre le passage contre l'armée française : ce sont de véritables Thermopyles que le fameux ministre des préparatifs a élevés à l'usage des Anglais. Il n'y manque plus qu'un *Léonidas* et trois cents Spartiates. Ce n'est pas avec des marchandises et de l'or qu'on crée de tels héros !

Il a été ouvert une souscription pour ériger à M. *Pitt* une statue dans les Indes-Orientales. On devrait bien lui en élever une autre dans le continent, ne fût-ce qu'en reconnaissance de l'établissement de l'*income-taxe*, et des coalitions diplomatiques et militaires. . . .

CHAPITRE LXIII.

DE L'ÉGYPTE ET DES ANGLAIS.

C'est un grand malheur pour l'Europe et pour l'Afrique que les Français n'aient pu conserver l'Egypte. Cinquante ans de colonisation auraient suffi pour restituer tous les avantages de l'état social aux Égyptiens. Ce peuple esclave et superstitieux se serait perfectionné par les efforts et les lumières de la France dans l'agriculture, le commerce et les arts de la civilisation, s'il avait été gouverné un demi-siècle seulement par la nation la plus sociable de l'Europe.

Les ruines même des monumens que renferme la patrie de *Sésostris*, peuvent instruire. La servitude de ces belles contrées accuse, depuis long-temps, la barbarie des califes et des beys, et sollicite le génie courageux d'un peuple éclairé et colonisateur.

Les Egyptiens ne peuvent plus rien par eux-mêmes: passant comme un vil héritage des mains d'oppresseurs avares dans les mains de barbares usurpateurs, ils ont eu tour-à-tour une lueur de civilisation par les Français, une époque de conquête par les Anglais; et maintenant des Arnautes révoltés et des beys stipendiés à Londres se partagent les dépouilles de ce peuple, devenu le domaine du premier occupant.

Comme en peu d'années le sort de l'Egypte est changé ! En 1798, la colonisation par les Français pouvait relever les Egyptiens et les replacer au rang des sociétés civilisées. En 1801, l'occupation par les Anglais les rejetant, par un traité secret, dans les bras des Mamelucks, les a rétablis dans la plus humiliante servitude.

La Porte Ottomane a perdu l'Egypte ; la France en a été éloignée ; les beys ne peuvent plus la garder ; les Anglais, tous couverts de l'infamie des usurpations violentes dans l'Inde, n'osent pas même déclarer aujourd'hui ouvertement l'usurpation des contrées du Nil.

Le voile épais dont une politique artificieuse et occulte cherche à couvrir l'ambitieux dominateur du Caire et d'Alexandrie, ne peut tarder sans doute à se déchirer. C'est à Malte et à Suez qu'on peut apercevoir déjà son bras de fer. L'uniforme des beys et le sabre des Arnautes n'est qu'un déguisement qu'il faudra déposer sur les bords de la Méditerranée et de la mer Rouge. Mais alors l'Europe, sortant trop tard de sa léthargie diplomatique et de son aveuglement officiel, se verra bannie à jamais de cette antique ronte du commerce opulent de l'Inde ; et il ne restera plus de l'Egypte que d'orgueilleuses pyramides, de stériles déserts, des Arabes Bédouins ; et sur ses sables arides, sur ses ruines déshonorées, on ne verra plus, de loin en loin, que des caravanes anglaises et des beys impuissans.

Si les événemens de la guerre actuelle sont heureux pour la république française, comme tout le fait espérer, la politique de Saint-James se sera abusée sur

la possession de l'Egypte ; et cette antique patrie des sciences et des arts pourra acquérir encore quelque lustre. Mais si le Nil était un jour condamné à rouler ses eaux dans la Méditerranée soumise exclusivement à la Grande-Bretagne, les déserts d'Alexandrie seraient agrandis, les chefs des Arabes seraient substitués aux beys ; et la mer Rouge ne verrait plus que des pavillons britanniques insultant à la ruine universelle du royame des Ptolomées.

L'on a regardé comme chose extraordinaire et atroce que Carthage, pour augmenter son commerce, défendît aux habitans des îles de Corse et de Sardaigne de semer, de planter et de cultiver. Mais quel nom faut-il donner au projet de *stériliser* l'Egypte, afin que cette contrée ne serve plus de passage pour le commerce de l'Inde, et ne puisse plus tenter l'ambition d'aucune puissance européenne. C'est cependant un tel projet qui a été présenté avec confiance par un Anglais éclairé à son gouvernement. Ouvrez les Lettres sur l'Egypte, par *Taylor* (1) : « Ne perdons pas » de vue les projets qu'un des plus grands génies du » monde, l'immortel Albuquerque, avait formé sur » la mer Rouge. *Ce grand homme estimait que ce* » *n'était pas un trop grand sacrifice, pour assurer* » *au Portugal le commerce de l'Inde, que de faire* » *disparaître l'Egypte du rang des nations* ». . . .

---

(1) Voyez la fin de la lettre cinquième, page 77, des *Lettres politiques, commerciales et littéraires sur l'Inde*, par le lieutenant-colonel Taylor, auteur des *Voyages dans l'Inde*, et de plusieurs écrits politiques. — Traduit de l'anglais, en 1801. — Je reviendrai, dans la suite, sur le développement de

CHAPITRE LXIV.

SINGULIÈRE CARTE GÉOGRAPHIQUE DE L'ANGLETERRE.

A Londres, on a publié, il y a quelque temps, une gravure coloriée qui ressemble beaucoup plus à une caricature. Elle représente la carte géographique de l'Angleterre et du pays de Galles sous la forme d'une vieille femme bouffie et chagrine, assise, avec le trident renversé, sur un requin, dont la gueule ouverte et armée de dents aiguës, attend le commerce des nations pour le dévorer. La Tamise coule dans cette bouche altérée. La tête et le corps de la vieille Angleterre, ainsi que le corps du requin, sont remplis de points qui indiquent les divers ports britanniques.

Cette mauvaise gravure (1), injurieuse à l'Angleterre même qui l'a produite, me rappelle l'auteur qui a comparé la Grande-Bretagne à *un oiseau qui a le corps d'un roitelet*, *avec les ailes et les serres d'un*

cette idée *atroce de la stérilisation de l'Egypte*, présentée au gouvernement britannique avec les moyens d'exécution.

(1) Publiée à Londres par Laurice et Whittle.

vautour, Eh! bien, c'est ce roitelet, c'est cet oiseau de proie qu'il faut frapper. De quoi servirait-il de lui arracher ses ailes, après beaucoup d'efforts, et de lui couper quelques ongles qui renaîtraient bientôt? Que l'armée française descende en Irlande ou sur les dunes d'Angleterre, bientôt l'orgueilleuse et avare Tamise sera tributrice de la Seine, et restituera ses trésors et ses libertés à l'Europe, à l'Océan, au monde entier....

CHAPITRE LXV.

LE PORTE-FEUILLE D'UN MINISTRE ANGLAIS.

La Haye et Lisbonne doivent être sujettes de l'Angleterre. Notre richesse et notre puissance tiennent à l'alliance des Provinces-Unies et à la dépendance politique du Portugal. — L'Espagne doit être annullée pour les intérêts de la France, soit sous le rapport des colonies, soit sous le rapport de l'alliance.

— L'Italie doit être sans cesse le théâtre de la guerre; à la paix, elle doit être maintenue dans un état de division politique, pour qu'elle ne puisse jamais profiter de sa belle position et de ses grands souvenirs. C'est un marché qui doit être ouvert de toutes parts et exclusivement à l'industrie britannique. — L'Autriche ne doit être considérée que comme notre

Nababs et les Rajahs. — Ne pas souffrir un seul allié public ou secret des Français dans l'Inde. — Imposer des traités de commerce à toutes les nations de l'Europe, et faire tomber leurs manufactures, quelque rabais qu'il faille mettre de temps en temps au prix de nos marchandises. — Donner des secours aux noirs des colonies françaises, jusqu'à ce qu'elles soient dévorées, anéanties, stérilisées par les guerres civiles. — Parler de temps en temps de la liberté des noirs dans les séances du parlement, et envoyer en même temps un plus grand nombre de bâtimens à la traite en Afrique. — Vanter dans nos écrits la liberté de la presse, et ne s'en servir que pour diffamer, tourmenter et outrager les gouvernemens étrangers et les gouvernemens dont l'énergie et les lumières peuvent nuire aux progrès de la puissance anglaise. — Il faut surtout affaiblir, déchirer, diviser la France, détruire son commerce, faire émigrer ses ouvriers, ruiner ses manufactures, perdre s'il le faut des capitaux sur le produit de nos fabriques pour ruiner les siennes.

Nous ne devons pas perdre une seule occasion pour nous emparer des îles de la Méditerranée, qui ne peut cesser d'être libre que par l'occupation de ces îles. Ainsi l'Elbe, Malte, la Corse, la Sicile, seront les éternels points de mire de notre marine militaire. Pour faire le bonheur de l'Angleterre, il faut couvrir le monde de calamités, de guerres, de dissentions, et principalement s'occuper de tous les moyens de nuire aux nations commerçantes, industrieuses et coloniales. Pour maintenir notre empire universel sur les deux hémisphères et sur les mers, il faut sans cesse allumer, attiser, propager la guerre sur le continent d'Europe (c'est-là qu'est la

force du monde), y faire naître des ligues, des alliances, des divisions intestines; et pendant ce temps, la Grande-Bretagne s'emparera du commerce général et des colonies principales. — Nous nous introduirons dans certains pays par la guerre, ou par l'or, et nous nous y maintiendrons par le commerce; dans d'autres contrées, nous demanderons humblement un comptoir, un magasin, et à l'ombre du commerce, nous élèverons un fort, qui, ayant pour prétexte de défendre le commerce, favorisera l'envahissement de tout le pays. — Quand nous serons menacés d'invasion dans nos îles, nous agioterons des coalitions nouvelles, nous accuserons de prétendre à la *monarchie universelle* la puissance qui s'oppose le plus fortement à notre domination sur l'Europe. Enfin *périsse l'univers*, pourvu qu'il en résulte la prospérité de l'Angleterre! ..... *Rulle Britannia!*

CHAPITRE LXVI.

LITTÉRATURE-POÉSIE.

L'ITALIE et la littérature de l'Europe viennent de perdre le premier des poëtes tragiques de ce siècle. *Vittorio* ALFIERI, d'Asti, y est mort presque subitement d'une fièvre catarrhale, qui, à son principe, n'avait

n'avait point paru alarmante. Il était âgé de 60 ans. Un grand nombre d'excellentes tragédies est sorti de sa plume libre et féconde. Il est regardé comme le plus sublime des poëtes tragiques modernes; et il s'est montré le digne rival d'*Euripide* et de *Sophocle*, dans la pièce, intitulée *la Mirra*, tragédie vraiment originale et d'une conduite admirable. La mort d'*Alfieri* vient rouvrir d'autres blessures. L'Italie a perdu dans ce court période de cinq années, trois grands auteurs célèbres et devenus classiques; PARINI, auteur d'un poëme satyrique, intitulé *Le Matin*, *le Midi et Soir*. CASTI, si renommé par trois volumes de *Nouvelles* si intéressantes, et par l'ingénieux poëme *Gli Animali parlanti*, dont on a épuisé plusieurs éditions. Voilà des monumens durables que ces hommes célèbres ont élevé à leur mémoire, et l'on peut dire d'eux ce résultat si rare : « Ces auteurs ont » entendu toute leur renommée, et ils ont obtenu la » justice même de leurs contemporains. »

Nous devons regretter d'autant plus le sublime *Alfieri*, que c'est lui qui a écrit avec tant d'énergie contre les Anglais, dans plusieurs Odes, qu'il a intitulées L'AMÉRIQUE LIBRE. S'il avait vécu encore quelques jours, *la liberté des mers* aurait eu un chantre digne de cet événement le plus grand, le plus utile qui puisse arriver dans la fortune de L'EUROPE CONTINENTALE.

CHAPITRE LXVII.

OPINION DE QUELQUES HOMMES CÉLÈBRES SUR L'ANGLETERRE ET LES ANGLAIS.

Lorsqu'on parle ou qu'on écrit avec quelques vues ou quelque énergie sur les Anglais et sur leur gouvernement, les uns appellent cela des déclamations; d'autres croient que ce n'est qu'une opinion de circonstance; plusieurs imaginent que c'est le résultat des haines exaspérées par la guerre. Il suffira, pour détruire ces préventions, de rappeler les pensées profondes de quelques hommes de génie, dont l'opinion est de quelque poids dans la balance de l'Europe politique et éclairée.

C'était le mot du sire de Coucy à Charles V, « que » les Anglais ne sont jamais si faibles ni si aisés à » vaincre que chez eux (1).

Louis XIV tenait comme *maxime fondamentale de l'état, d'abaisser la puissance maritime de l'Angleterre* (2).

(1) C'est rapporté dans l'Esprit des Lois.

(2) Massillon, dans les Mémoires sur la minorité de Louis XV.

Montesquieu, qui a tant célébré les principes de la constitution de l'Angleterre, n'avait pas la même opinion sur ses traités de commerce, puisqu'il dit (1) « que l'Angleterre est une ennemie avec laquelle il » ne faut avoir de commerce qu'à coups de canon. »

Frédéric II, qui avait fait la guerre de sept ans, de concert avec l'Angleterre, a écrit cependant (2) ces mots, qui peuvent instruire l'Europe : *les Anglais achètent des rois pour en faire des esclaves.*

Un ministre de Louis XV, dont la profonde politique enleva à la fois l'Autriche et l'Amérique du nord à l'Angleterre, Choiseuil, qui fit le Pacte de Famille, signa la paix de 1762, acquit la Corse, et quitta trop tôt le ministère, écrivait en 1760 (3), « que si la France » le voulait sérieusement, l'Angleterre n'aurait pas » trente ans à exister; et qu'il fallait être avec elle, » comme avait été l'Espagne avec les Maures. . . . . »

Raynal écrivait, en 1774, dans son tableau de l'Europe (4), ces paroles qui sont au moment de se réaliser aujourd'hui : « L'Angleterre a fait, depuis 1703, des » progrès tels, qu'elle se croit en état de balancer seule, » par ses forces navales, toute la marine de l'Univers. » *Cette puissance est sur mer ce qu'était Rome sur la* » *terre, quand elle tomba de sa grandeur.* »

Champfort (5), en parlant du changement général

(1) Lettres familières, nº. 17.

(2) Mémoires de son temps.

(3) M. d'Ossun, alors ambassadeur de la cour de Versailles à la cour de Madrid.

(4) Tome VII de l'Histoire Politique et Philosophique, art. 4, *Marine.*

(5) Tome IV de ses Œuvres complettes, page 202.

qui doit nécessairement s'opérer dans l'Amérique, s'exprime ainsi :

« Quelques germes de liberté portés dans ce pays-» là par les Anglais, se développeront et produiront » des fruits nouveaux, opéreront la révolution qui » chassera les Anglais eux-mêmes des deux Amé-» riques et de toutes les îles. »

Je pourrais en citer bien d'autres ; mais il suffit d'avoir réuni, sous un même coup-d'œil sur l'Angleterre, les pensées d'un grand capitaine, d'un roi célèbre, d'un grand législateur, d'un des plus illustres guerriers politiques, d'un grand ministre, d'un illustre écrivain et d'un penseur philosophe. Cette masse d'opinions est imposante et peut influer sur l'Europe, en l'éclairant sur la durée de cette Angleterre qui se croit immortelle, et sur l'ambition de ce gouvernement barbare, qui ose se déclarer le défenseur des sociétés civilisées.

CHAPITRE LXVIII.

CAUSE PRINCIPALE DE LA HAINE DE L'ANGLETERRE CONTRE LA FRANCE.

Quelques écrivains ont recherché avec un soin laborieux quelles pouvaient être les causes de cette rivalité entre deux peuples séparés par un bras de mer, et qui sont si différens de mœurs, de politique,

de langage, d'opinion, de manières, d'usage et d'intérêts. Les uns ont attribué cette rivalité aux anciennes possessions que l'Angleterre avait usurpées en France, et gardées trop long-temps; les autres pensent qu'il ne faut lui assigner d'autre origine que la jalousie du commerce et l'ambition des colonies. Allons plus rapidement au but. Il n'y a point ici de véritable rivalité; il y a une haine invétérée de la part des Anglais, haine qui peut avoir sa cause dans les anciennes guerres, mais qui n'a plus de consistance que par le machiavélisme atroce du gouvernement anglais Son ambition insatiable, qui a parcouru le monde pour l'assouvir, a cependant trouvé des bornes à quelques lieues des murs de Douvres. Accapareuse despotique du commerce du monde, elle se trouve limitée à quelques milles de ses ports; tyran des mers, elle voit menacer son pavillon sur l'étroit canal de la Manche; dominatrice à Québec, à Kingston, à Calcutta, à Séringapatam, à Ceylan, à Malte, à Gibraltar, elle est forcée de défendre le berceau d'une si énorme tyrannie contre la France, qui ne recevra jamais ses lois, et ne reconnaîtra jamais sa prétendue souveraineté maritime et politique. *La France résistant à l'Angleterre, l'Angleterre trouvant dans la France un grand et unique obstacle à la colonisation commerciale et maritime de l'Europe;* voilà la véritable, la principale cause de la haine du gouvernement anglais contre la nation française. C'est de là qu'est venu le caractère d'inimitié invétérée, implacable, que l'esprit ministériel de St.-James rend chaque jour plus violent, plus indélébile.

Le gouvernement anglais a dit, dans ses mani-

festes, avoir besoin de la guerre avec la France pour réparer ses pertes. La France ne veut se servir de la guerre que pour prévenir les siennes. Pour la première de ces puissances, la guerre est un moyen de dédommagement ou d'acquisition : pour la seconde, ce n'est qu'un moyen de conservation et de sûreté.

Avec un tel voisin, la position géographique et militaire condamne la France à faire la guerre à chaque accès d'ambition qu'éprouve ce gouvernement ombrageux, à chaque invasion qu'il veut tenter sur le continent ou dans les colonies, à chaque traité de commerce qu'il veut imposer aux nations européennes, à chaque traité diplomatique dont il veut se jouer.

Quelle nation est plus voisine de l'Angleterre et plus en butte à ses pirateries, à ses hostilités, à ses corruptions, à ses intrigues, que la France, placée à quelques milles de ses ports militaires et de ses îles, repaires de corsaires, d'incendiaires et de forbans? Quelle nation peut lui résister mieux que la France, qui lui oppose une côte immense armée de batteries, couverte de ports, et remplie de troupes aguerries, qui ont résisté aux coalitions et vaincu tous ses ennemis ?

Aussi, tous les coups que l'Angleterre médite contre la république générale de l'Europe, contre sa sûreté, son indépendance, son commerce, ses colonies, son industrie et sa marine, sont d'abord portés contre la France. Celle-ci se trouve, par son voisinage et par son état de résistance, LE BOULEVARD DU CONTINENT, la place d'armes de l'Europe, et la frontière que les Anglais veulent désarmer ou envahir, corrompre ou

détruire, afin de dévorer facilement tout le reste de l'Europe.

La révolution même, dont les fureurs et les excès ont été en partie subsidés et importés de Londres à Paris, n'était, aux yeux de ce gouvernement corrupteur et intrigant, qu'une large porte par laquelle il espérait entrer en France, l'affaiblir, la dégrader, et finir par l'effacer du monde politique et commercial, pour mieux s'assurer la possession, désormais incontestable, des autres parties de l'Europe, qui étaient dès long-temps disposées à l'anglomanie.

Mais cette révolution a renversé les espérances de ces mêmes Anglais qui voulaient en trafiquer; elle a régénéré les courages, dévoilé le gouvernement anglais, et redonné à la France une énergique constitution militaire, qui a soutenu et armé la nouvelle constitution politique.

Elle a dévoilé au monde entier l'atroce machiavélisme de l'Angleterre, et démasqué le plus barbare ennemi de la France.

Aussi l'Europe peut être tranquille quand la France entreprend de réduire la puissance anglaise à ses justes limites. Elle combat autant pour l'intérêt du continent, que pour son propre repos. Chaque borne posée au despotisme britannique est une conquête pour l'Europe; et la descente des Français sur les bords de la Tamise détruit le système de colonisation commerciale que l'Angleterre médite depuis long-temps de réaliser sur l'Europe aveuglée, subsidée ou inattentive. La France se présente au combat pour tous, et s'honore assez en vengeant la sainteté des traités et en défendant les droits généraux. C'est en limitant

ou en abattant la puissance maritime de Londres, que la France aura bien mérité de l'humanité ; et la mer, ce grand domaine des nations, sera affranchie et délivrée de ses derniers tyrans.

CHAPITRE LXIX.

SYSTÈME D'USURPATION.

La politique anglaise consiste à prendre toujours quelque chose, et à ne faire jamais d'expédition ou de voyage inutile. Usurper, envahir, voilà la devise de ce gouvernement. On se souvient que quand la *Jamaïque* fut arrachée aux Espagnols, ce n'était pas cette conquête que Cromwel avait ordonnée. Les amiraux anglais ne l'envahirent que parce que des contretemps et des fautes avaient sauvé *Cuba*, qui était l'objet de l'expédition, et dont ils avaient eu ordre de s'emparer. De même dans les dernières mesures qui ont suivi ce qu'on appelait l'exécution du traité d'Amiens, Malte n'était d'abord qu'un point de relâche pour les Anglais. Les amiraux avaient reçu ordre de conserver le *Cap*, d'en éloigner la garnison que le gouvernement batave y envoyait. Cependant c'est le Cap qu'ils ont évacué, et c'est pour l'invasion de *Malte* qu'ils ont recommencé les horreurs d'une guerre

injuste. Encore ces derniers jours, les vaisseaux et les troupes anglaises envoyés pour s'emparer de la *Martinique* l'ayant trouvée dans un état respectable de défense, l'amiral Grinfield est allé porter ses forces d'invasion vers *Surinam* et les autres colonies hollandaises. Nulle expédition navale, sortie des ports britanniques, ne peut s'arrêter sans une usurpation commencée ou consommée. C'est ainsi qu'une escadre anglaise, partie sans doute pour reprendre encore une fois le Cap, qui est aujourd'hui mieux défendu, n'a pas voulu faire un voyage inutile, et est allée s'emparer de *Ternate*, la plus considérable des îles Moluques.

CHAPITRE LXX.

LES CLEFS DE LA MER.

J'APPELLE de ce nom *les Dardanelles*, *Gibraltar*, *Malte*, *le Sund*, en Europe; *Suez*, *Alexandrie*, *le Cap de Bonne-Espérance*, en Afrique; *Ceylan*, *Manille*, dans l'Asie; *la Trinité*, *les îles Bahames* et *l'île Royale*, en Amérique.

Voilà les clefs de l'Océan, de la Méditerranée, de la mer Noire et de la Baltique; c'est ce qui constitue les véritables bases de la puissance maritime en géné-

ral. La nation qui s'empare de ces clefs, ou seulement des principales, est maîtresse du commerce universel, et peut, dans son orgueil, s'appeler *la souveraine des mers*.

Heureusement qu'une telle souveraineté se compose de trop de violences et de trop d'usurpations ; elle blesse trop de droits et trop d'usages ; elle entraîne trop de vexations et de pirateries ; elle proclame trop haut l'existence de la tyrannie, et aussi l'universalise trop pour qu'elle puisse se soutenir long-temps, et pour qu'elle n'arme contr'elle toutes les puisances, qu'elle ne révolte toutes les nations, qu'elle ne soulève toutes les volontés, qu'elle n'organise contr'elle tous les intérêts, toutes les résistances, et toutes les combinaisons destructives d'une suprématie aussi monstrueuse.

Aussi, quelques invasions, quelques déceptions, quelques efforts, quelques dépenses qu'ait fait le gouvernement anglais, il n'a pu effacer en Europe toutes les traces du droit des nations.

Le droit des gens est, à la vérité, plus souvent réclamé que bien établi, et plus fréquemment violé qu'il n'est défendu. C'est ce qui fait qu'il a reçu, de la part de l'Angleterre surtout, autant d'atteintes impunies ; mais les principes restent, les droits nationaux maritimes se rétabliront. Ce n'est pas en vain que, depuis l'origine de la civilisation et de la navigation, on a posé, comme base incontestable, « que la mer est une » chose commune à tous les peuples, à tous les » hommes, comme l'air. »

Les rivages de la mer étaient compris dans cette communauté naturelle, aussi ancienne que les pre-

mières sociétés civilisées; mais le droit politique a établi d'autres usages concernant le *littoral* de chaque nation.

Les plus fameux publicistes (1) appellent la mer *forum mundi;* les ministres de Saint-James ne le nomment que *britanniæ forum.* Ainsi, la Grande-Bretagne s'est substituée aux droits de l'univers, et l'Océan est compté par elle au rang de ses domaines et de ses propriétés.

Sans doute, on n'a que trop réussi à exercer la tyrannie sur la mer : c'est un fait de violence; les pirates de Tunis et d'Alger le font bien, mais il n'en est pas moins vrai que nul peuple n'a le droit d'en prendre la souveraineté, et d'y exercer un empire tyrannique ou exclusif.

Aussi, quelque durée qu'ait eu l'empire despotique que des peuples puissans ou des gouvernemens ambitieux ont usurpé sur la mer, elle revient toujours à sa première nature, à l'usage commun de tous les peuples. Il n'y a point de prescription sur la mer, parce qu'il n'y a point de domaine. Que pourraient alléguer les Tyriens, les Carthaginois, les Vénitiens, les Pisans, les Génois, les Florentins, les Portugais, les Espagnols, les Hollandais, en faveur de la souveraineté qu'ils ont exercée tour-à-tour sur la mer? Y a-t-il quelque trace de leur empire, si ce n'est dans l'histoire de la chute des uns et de la décadence des autres, produite par les actes même de la tyrannie maritime? Encore quelque temps, et il en sera de même du gou-

(1) Grotius, liv. 2, ch 3, vers. 13. *Maris imperium non dominium occupatur.*

vernement anglais, à qui la force légitime d'une nation continentale démontrera, pour une longue suite de siècles, *que la mer revient toujours à l'état naturel de communauté universelle, incessible, indivisible, incommunicable et imprescriptible.*

Je n'ai rappelé ces grands principes que pour arriver à cette conséquence nécessaire, que les caps, les passages, les détroits, certaines positions et certaines îles voisines des continens, participent à cette nature communale de la mer, et qu'ainsi les clefs de la mer ne peuvent appartenir ou être usurpées par un peuple ou un gouvernement quelconques, sans violer le droit des gens, sans alarmer tous les gouvernemens, et surtout sans détruire le grand principe des droits maritimes, communs et égaux pour toutes les nations.

D'après ces bases incontestables du droit public politique, il est évident que, pour éviter la tyrannie maritime, il faudrait établir : 1°. que ce que j'ai appelé *les clefs de la mer*, sont des positions militaires ou maritimes qui ne devraient jamais cesser d'appartenir à la puissance sur le territoire de laquelle elles sont ; 2°. que, quoique la défense et le maintien de ces ports, places ou positions militaires et maritimes appartiennent de droit aux nations qui sont propriétaires du sol, néanmoins l'usage en devrait être commun à tous les peuples navigateurs et commerçans ; 3°. que toutes les possessions de l'Europe fussent garantes du maintien de ces puissances maritimes dans les mains des gouvernemens du territoire desquels elles font partie, et que ces garanties ne fussent pas rendues illusoires par des ruses diplomatiques.

Si, depuis long-temps, de telles maximes avaient

été reconnues et stipulées en Europe par toutes les puissances maritimes et commerçantes, *Gibraltar* n'aurait jamais passé dans les mains ambitieuses de l'Angleterre; et la Méditerranée ne serait pas fermée. *Dunkerque* n'aurait jamais vu démolir ses fortifications sous les regards insultans d'un commissaire anglais; et le canal de la Manche n'aurait pas été interdit à tous les navigateurs, comme il le fut alors. *Le cap de Bonne-Espérance* n'aurait pas demeuré dix ans au pouvoir de la Grande-Bretagne; et les chemins de l'Inde n'auraient pas été défendus au commerce de l'Europe. *Ceylan* n'aurait jamais agrandi le domaine usurpé sous le nom de *l'Inde Britannique*, et les sources de son despotisme commercial seraient taries. *Malte* n'aurait jamais été déshonorée par la présence des vaisseaux anglais; et le commerce des Échelles du Levant et de la mer Noire ne se trouverait pas entièrement paralysé.

Ce ne sont pas les *six cent quarante-quatre* bâtimens de guerre, de toute grandeur, armés par l'Angleterre, qui constituent réellement sa tyrannie navale: c'est la possession des principales clefs de la mer qui fait sa principale force et soutient encore son audace. Sa nombreuse marine militaire ne ferait que sillonner inutilement les mers; le traité d'Amiens serait exécuté ponctuellement, et le grand canal de la Méditerranée serait encore rempli des vaisseaux de toutes les nations, si l'occupation de Gibraltar, en lui assurant les extrémités de l'Europe et de l'Afrique, ne lui donnait, sur un territoire étranger, la garde du passage unique et nécessaire de l'Océan à la Méditerranée.

Le gouvernement anglais tombera. Usurpateur des principales clefs de la mer, il est arrivé au dernier période de puissance par les excès de sa richesse et de sa corruption, ainsi que par les conseils de la folie et de la haine. Il ne peut même stationner sa décadence, parce qu'il a mis en armes toute l'Europe par sa dernière coalition, et parce qu'il a exagéré à la fois ses forces, ses dettes, ses cruautés, son avarice, son ambition et sa tyrannie. Surveillée aux Dardanelles, odieuse à Gibraltar, oppressive à Lisbonne, destructrice dans le Sund, ambitieuse à la Trinité, lâche à Saratoga, accapareuse à l'île Royale, pirate à Bahama, perfide au Cap, convoitant Manille, usurpatrice à Calcuta, turbulente à Ceylan, marchande déguisée à Alexandrie et à Suez, elle jouit maintenant, sans partage, de l'exécration universelle, et recueille, sans rivaux, les malédictions de l'univers.

Rome tomba sous le poids de ses vices et de son despotisme militaire. Londres est au moment de tomber sous le poids de ses forfaits et de son despotisme maritime; et après cette grande chute, l'Europe pourra reconnaître et signaler un nouveau tyran du même genre, lorsqu'elle verra quelque gouvernement cherchant à s'emparer des principales clefs de la mer.

CHAPITRE LXXI.

DE L'ÉGYPTE ET DE SAINT-DOMINGUE.

L'Océan et la Méditerranée sont à la fois le théâtre de l'ambition active du gouvernement anglais. Les noirs de Saint-Domingue et les beys d'Egypte sont ses fidèles auxiliaires dans les deux mondes. Les productions des Antilles et le commerce des Echelles du Levant sont les deux objets qu'il veut exclusivement conquérir en même temps. C'est au Cap et au Caire qu'il veut proclamer ses nouvelles usurpations. La France et la Turquie sont les deux puissances qu'il veut spolier du même coup. Des traités secrets lient depuis long-temps le gouvernement britannique avec les noirs et les beys. C'est avec le secours des noirs, séduits dans les plaines du Cap, et avec les beys achetés dans la Haute-Egypte, qu'il prétend occuper tout l'Archipel américain et s'emparer des premières routes de l'Inde.

Depuis 1792, le gouvernement anglais a des intelligences avec les individus qui ont juré de perdre ou de lui vendre nos colonies; depuis deux ans le gouvernement anglais a fait faire, par un de ses généraux, un traité secret avec les beys. Aujourd'hui le cabinet de Saint-James croit être assez fort ou assez

impuni, assez défendu ou assez démasqué pour ne plus reléguer dans les mystères de sa diplomatie les complots qu'il a formés pour faire perdre Saint-Domingue à la France, et pour enlever l'Egypte à la Porte ottomane.

Il y a quelques jours, le duc de Clarence a osé déclarer, dans la chambre des pairs (1), « que c'est » aux efforts de la Grande-Bretagne que la France » doit attribuer la perte de Saint-Domingue. » Aujourd'hui les écrivains périodiques de Londres ne craignent pas de publier les nouvelles suivantes : « On ne doute plus que l'Egypte ne soit retombée » sous la puissance des beys. Tout annonce que leur » révolte a été favorisée par notre gouvernement. » Lors de l'évacuation de cette contrée, le comman- » dant anglais emmena avec lui l'un des chefs de ce » parti. Il est clair que, par cette mesure, la Grande- » Bretagne cherchait, ou à s'assurer d'un otage, ou » à se ménager des moyens de communication dans » le pays. »

En 1792, plusieurs colons qui avaient fait partie de l'assemblée politique de Saint-Marc se rendirent à Londres ; et trompés par le gouvernement anglais, ils traitèrent avec lui de la destinée de la belle colonie de Saint-Domingue. Aujourd'hui ce sont les beys qui vont traiter avec le gouvernement anglais du sort de la malheureuse Egypte. « Si l'on était » tenté, disent encore les journaux anglais, de re- » garder la première démarche de l'otage amené à » Malte, comme une chose insignifiante, l'ambas-

(1) Séance du 23 mai 1803.

» sade

» sade solennelle que les beys viennent d'envoyer » à Londres, et qu'on y a reçue avec tant d'hon- » neurs, est bien faite pour lui donner une intention » réelle. » Lorsque la seule route de l'Egypte et des Indes orientales, qui restait à l'Europe commerçante, est ainsi défendue à toutes les nations littorales de la Méditerranée; lorsque la colonisation des Indes occidentales est menacée et envahie au moyen de conjurations politiques ainsi dévoilées par leurs propres auteurs, il ne reste plus aux puissances de l'Europe qu'à calculer l'époque de l'asservissement continental, ou l'époque de la chute du despotisme maritime.

CHAPITRE LXXII.

POÉSIE DE COLARDEAU CONTRE LES ANGLAIS.

Il n'est pas assez connu le poëme énergique que la conduite artificieuse du gouvernement anglais inspira, en 1762, au célèbre Colardeau. Le monde littéraire admire ce tour heureux d'expression noble, facile, naturelle, sentimentale, qui distingue le chantre d'*Héloïse* et de *Caliste*. Emule de *Pope*, du *Tasse* et de *Quinault*, dans ses Héroïdes, il a employé un seul instant le genre lyrique qui a immortalisé *Lebrun*.

Après avoir rappelé tour-à-tour dans ses poésies les sombres esquisses d'Young, les tableaux délicieux faits par Montesquieu dans le temple de Gnide, et la belle peinture d'Armide, il chanta le *Patriotisme* (1), et excita nos guerriers au combat contre Albion. On est étonné, sans doute, de ce que le génie de Colardeau, après avoir contracté l'habitude des émotions douces, des compositions aimables et des scènes de sensiblité exquise et délicate, n'a pas craint de devenir sévère et presque farouche, en peignant la noire perfidie et la profonde ambition de l'Angleterre. Mais le génie ne connaît point de bornes, ni de genre exclusif.

Ami du calme et de la douce mélancolie, comment a-t-il pu, dit-on, se laisser agiter par les effroyables passions de la politique, ce sensible Colardeau à qui les périodistes modernes reprochent même de s'être emparé de quelques beautés dramatiques, et d'avoir peint trop fortement quelques scènes théâtrales. « Colardeau (dit un journal renommé), fait pour » chanter les douces rêveries et les agréables tourmens de l'amour, quitta mal-à-propos le luth d'Erato, pour le poignard de Melpomène. Fait pour » soupirer avec Tibulle, il voulut emboucher la trompette de Sophocle; sa mélancolie même le conduisit » *à la manière noire et à l'horreur anglaise.* »

C'est Colardeau lui-même qui, par le poëme dont nous rapportons ici des fragmens, appelle de ce jugement trop austère et trop exclusif pour être juste; et

(1) C'est le titre que Colardeau a donné à ce petit poëme.

si, dans l'éloge que Laharpe fit de cet académicien, il le compara à *Orphée*, qui suspendait ses douleurs par la douceur de ses accens, nous pouvons peut-être aujourd'hui le comparer à *Ossian*, lorsqu'il prend la trompette guerrière, pour venger la foi des traités et la liberté des mers.

« Ce peuple enorgueilli de l'empire des mers,
Qui divise l'Europe et trouble l'univers,
L'*Anglais* se croit-il donc le souverain du monde?
Hé quel est le triomphe où son orgueil se fonde?
Voit-on ses pavillons arborés dans nos ports?
Je ne vois que son sang qui fume sur nos bords.
Que de l'Américain possédant les contrées,
Il ferme à nos vaisseaux les mers hyperborées,
Que de l'or du Bramine usurpateur jaloux,
Aux rivages de Gange il l'emporte sur nous:
Croit-il nous étonner par ce faible avantage?
Rome n'a pas tremblé des succès de Carthage.
Si la France voulut que l'univers calmé
Vit enfin de Janus le temple refermé,
Ce n'est point d'une main suppliante et craintive
Qu'aux bords de la Tamise elle porta l'olive.

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

» STANLEI, toi qui portas nos refus à ton maître,
Que Londres par ta bouche apprenne à nous connaître.
Du commerce étranger nous fermant les canaux,
Londres se promettait des triomphes nouveaux.

Elle a cru que pressés du fardeau des subsides,
Nous allions à ses fers tendre des mains timides.
Dis-lui, Stanley, dis-lui que le cultivateur
Sème en paix les trésors qui font notre grandeur;
Que la main qui féconde et moissonne la terre,
Est prête, s'il le faut, à lui porter la guerre.
Dis-lui que le Français est encore aujourd'hui
Ce qu'il fut dans des temps où l'on tremblait pour lui.

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

» Balançons nos vertus et comparons nos mœurs:
Vous féroces marins, vous fiers usurpateurs,
Qui, couvrant de vaisseaux la surface de l'onde,
Rassemblez dans vos murs les richesses du monde.
Quoi! pour armer vos bras, pour ouvrir vos trésors,
Il faut donc que la cour, par de secrets ressorts,
A travers vos débats, vos lenteurs importunes,
Captive le suffrage et les voix des communes!
Cependant, ces Français que votre orgueil jaloux
A privés du commerce interrompu par vous,
Qui ne vont plus chercher aux deux bouts de la terre
L'or que vous ravissez par une injuste guerre,
On les voit, ces Français, ces zélés citoyens
Prodiguer à l'envi et leur sang et leurs biens.
On porte à la patrie un tribut volontaire,
Et Paris a donné quand Londres délibère.

. . . .
. . . .
. . . .

» Une plus belle ardeur embrâse nos esprits :
L'audacieux Anglais, trop fier de nos débris,
Contemplant de nos ports l'enceinte abandonnée,
Croit déjà voir la France à ses pieds enchaînée.
Il croit que désormais sur l'empire des eaux,
Lui seul fera tonner l'airain de ses vaisseaux ;
Qu'aux éclats de sa foudre, ou faibles, ou captives,
Nos flottes n'oseront s'éloigner de leurs rives,
Que dis-je ? A son orgueil tant de fois démenti
Le pavillon français semble être anéanti :
Et l'affreux Léopard respirant les ravages,
Déjà gronde et rugit autour de nos rivages.

» Cependant, quel génie, ou quels puissans efforts
R'ouvrent nos arsenaux et repeuplent nos ports ?
Déjà dans les chantiers de la France indignée,
J'entends gémir au loin la scie et la coignée.
Ces chênes et ces pins qui bravaient dans les airs
Et la fureur des vents et le froid des hivers,
Qui, touchant de leur cime à la voûte du monde,
Plongeaient jusqu'aux enfers leur racine profonde,
Ces colosses du Nord, par la terre enfantés,
Sur un autre élément tout-à-coup transportés,
Fendent le sein des mers, et les vagues dociles
S'abaisent sous le poids de ces châteaux mobiles.

. . . .
. . . .
. . . .

» Généreux citoyens, que ne puis-je en ces vers,
A la postérité tracer vos noms divers !
Je laisse à nos héros, je laisse à la victoire
Le soin de les inscrire aux fastes de la gloire !

Ils doivent leur splendeur au succès des guerriers,
Que leur cendre repose à l'ombre des lauriers !

» Enfans de Mars, comblez une attente si belle!
Oui, c'est à la valeur à couronner le zèle.
Partez, nouveaux Jasons, et, traversant les flots,
Allez punir la Crète, allez venger Argos.
Pour ravir la Toison, par un monstre gardée,
Vous n'aurez point l'appui des charmes de Médée;
Il faut du Léopard affronter le couroux;
Il faut, sans l'assoupir, l'abattre sous vos coups.
Allez, et que bientôt nos mains reconnaissantes
Puissent orner de fleurs vos poupes triomphantes! »

Que l'on juge par cette production poétique et par la verve qui y règne, combien Colardeau dut être fortement indigné de la conduite des Anglais dans cette injuste guerre, puisqu'elle inspira à un poëte aussi doux des vers aussi énergiques, et puisque la même main, qui écrivit les belles imitations de *Young* et de *Pope*, lança des vers foudroyans contre leur patrie! C'est ainsi que Colardeau a prouvé qu'on peut en même temps admirer les grands génies de l'Angleterre, et exécrer sa politique et ses ministres.

CHAPITRE LXXIII.

DU COMMERCE.

Un journal du 2 brumaire, en citant *Aristote* et *Mably*, affirme que *les commerçans n'ont point de patrie ;* il a voulu dire, sans doute, que le *commerce n'a point de patrie ;* et ce dernier mot est vrai, parce que le commerce s'établit et transporte ses projets et ses richesses par-tout où il est libre, où il peut prospérer en paix, où il ne s'est pas érigé en puissance politique, où il ne s'est pas armé des calamités et des terribles invasions de la guerre. *Aristote* écrivait dans un siècle où le commerce, avili par l'orgueil des maîtres, était livré à des esclaves ; et cependant vers ce temps-là même, son disciple *Alexandre* ne bâtit des villes que pour favoriser le commerce, et ne fit sonder la mer Caspienne que pour agrandir les moyens commerciaux. *Mably* traçait les mœurs des peuples libres à la manière des Spartiates, et répétait les maximes de l'antiquité sur le commerce. Mais aujourd'hui que le commerce est devenu la richesse des états, le travail des nations, la communication des besoins réciproques et des lumières, l'ame des corps politiques, le dégrader par des maximes intempestives et le juger d'après des aper-

cus faux, c'est affaiblir ou calomnier le plus utile et le plus efficace moyen de civilisation, c'est tarir les sources de la population et des jouissances de l'espèce humaine. « *Qui est-ce qui a desséché ces plaines*, s'écrie encore Raynal? *Qui est-ce qui a fondé ces villes? Qui est-ce qui a rassemblé, vêtu, civilisé les peuples? Toutes les voix des hommes éclairés m'ont répondu* : C'EST LE COMMERCE, C'EST LE COMMERCE..... »

CHAPITRE LXXIV.

CHANT DE GUERRE DES VOLONTAIRES ANGLAIS.

DANS tous les pays, dans tous les temps, les beaux-arts, ces enfans du génie et de la paix, ont été forcés de changer leur destinée en chantant les fureurs et les exploits de la guerre, les combats et les prodiges de la liberté menacée. Les musiciens et les poëtes ont tour-à-tour excité et célébré les peuples et les héros. La gloire prodiguée par la reconnaissance des nations victorieuses, ou propagée par les chants immortels des artistes célèbres, a dérobé à l'espèce humaine la vue des calamités innombrables qui sont les inévitables résultats de ces chocs des nations armées.

Tyrthée et *Callino* ont fait des chants de guerre qui sont sublimes, et qui, en produisant les triom-

phes des républiques grecques, ont triomphé à leur tour de trente siècles; mais ces chants avaient pour objet les grands avantages de la manœuvre et de la discipline militaires, le courage de maintenir la liberté publique, le devoir de défendre la patrie, le respect dû aux viellards, et la gloire réservée à la jeunesse. Voilà les nobles sujets des chants grecs! voilà les motifs qui enflammaient le génie des poëtes de l'antiquité!

Timothée aussi chanta les hauts faits du vainqueur d'Arbelles et du fondateur d'Alexandrie. Quel beau sujet pour la poésie! *Alexandre*, du moins, au milieu de sa course triomphale, stipula une fois pour le commerce des nations et pour la liberté de la mer.

Mais aujourd'hui, c'est en faveur de la servitude de l'Océan que les nouveaux *Tyrthées* de Londres alignent péniblement quelques vers: c'est pour défendre la cupidité de quelques marchands de la cité que la Muse de la Poésie est appelée sur les bords armés et nébuleux de la Tamise: c'est pour réchauffer les volontaires de l'Angleterre, que les poëtes britanniques tâchent d'employer une verve épuisée et de rallumer le feu lyrique: c'est enfin l'orgueil et le pouvoir de la France qui sont les seuls moyens d'excitation ou d'émulation que l'auteur de ce chant a su employer.

Mais la haine, la jalousie, l'avarice et la vanité ne furent jamais comptées au rang des divinités du Pinde; et ce sont ces hideuses passions qui ont seules dicté ce *chant de guerre*, que j'ai traduit littéralement des journaux anglais, pour prouver combien la patrie des *Milton*, des *Pope*, des *Young*, des *Prior*, des *Dryden* est dégénérée.

CHANT DE GUERRE ANGLAIS.

1.

« BAISSEZ, Bretons, baissez votre tête altière! Ployez, Bretons, ployez vos roides genoux! Reconnaissez que votre ancienne vertu est perdue. Vous ignorez qu'il fut un temps où vous étiez libres! Ne pensez pas comme vos pères pensaient; ne parlez pas comme devraient parler des Bretons; ne jouez pas le rôle de ces Bretons qui combattaient avec un cœur pur et un bras valeureux. Ce que l'indignation vous fait sentir, n'osez pas, n'osez pas le relever! Quoique la justice aiguise la lance, n'osez pas en armer vos mains, ni *combattre corps à corps contre* LA PUISSANCE DE LA FRANCE! »

Quelle poésie dure et glacée! Quelle étrange manière d'un poëte qui commence par avilir sa nation et par dégrader son esprit militaire pour le relever et l'annoblir ensuite! La seconde strophe est encore plus ironique et plus décourageante que la première.

2.

« LA *Hollande* et *l'Italie* m'obéissent; leur sein saigne encore de plus d'une blessure reçue dans les combats; ils sont écrasés par mon sceptre de fer. L'*Helvétie* me reconnaît pour son seigneur. Ne vantez donc plus vos flottes qui balayent les mers de l'Est et de l'Ouest; ne vantez donc plus votre terre, entourée des profonds remparts par la nature: les flottes et les vagues ne m'arrêtent pas. Ainsi, Bretons, bais-

sez la tête, ployez le genou, ne faites pas avancer vos bataillons rivaux; n'osez pas *vous mesurer corps à corps* AVEC LA FRANCE! »

On voit bien que ce chant est encore plus l'ouvrage d'un diplomate jaloux de la France, que d'un poëte inspiré par Apollon. Il ne cesse d'exciter la vanité britannique, bien plus que l'amour de la patrie. Il ne parle qu'à l'orgueil de sa marine; il n'avait rien à dire de la justice de sa cause; il emploie sans cesse l'ironie, qui est une figure basse et triviale, propre à la conversation du vulgaire et au style de la comédie, et non à la poésie épique et aux chants des combats. La haine contre la France est l'Apollon des Anglais; et cet Apollon n'est pas inspirateur. On peut s'en convaincre davantage par les strophes suivantes :

3.

« OUI, comme le chêne d'Albion, à racines profondes, baisse sa tête altière devant la tempête, c'est ainsi que nous baisserons la nôtre! Oui, nous plierons, comme le rocher élevé qui brave les vagues écumantes à ses pieds! Nous *jurons*, par le prince noir, plus d'une fois couvert du sang humain; par les lauriers qui ceignent ton casque, *Henry*, et aussi le tien, *Marlborough*; par nos chefs qui ont commandé sur les flots du Nil; par celui qui triompha et mourut en Égypte (1); par celui que les tours d'Acre élèvent à la louange et à la gloire de *Richard*-

(1) Le général Abercrombie.

Cœur-de-Lion! Oui, nous ferons encore avancer nos bataillons combattant d'émulation, et *nous braverons corps à corps* LE POUVOIR DE LA FRANCE!

Ici, notre *Tyrthée* de *Westminster*, paraît se relever un instant, en quittant le ton ironique; mais il ne s'occupe que du pouvoir de la France; c'est la France énergique et triomphante qu'il attaque; ce sont les généraux français, que la victoire a couronnés pendant dix années, à qui le poëte oppose les ombres de quelques Anglais illustres. Quelle force, quelle influence peut avoir ce serment poétique chez une nation qui se fait un jeu de fausser ses sermens les plus solennels, et de violer sans pudeur tous les traités? Les volontaires de l'Angleterre tiendront, sans doute, ce serment aussi religieusement que ses ministres ont gardé la foi du traité d'Amiens. Mais poursuivons: nous verrons le poëte, après avoir dit des injures aux Bretons dans la première strophe, après s'être moqué d'eux dans la seconde, après les avoir convoqué pour un serment dans la troisième, terminer son chant par des fanfaronnades et des bravades aussi peu dignes de la poésie lyrique que de la gloire militaire.

4.

« AVANCE, avance donc, puissant consul! Lance tes vaisseaux, arme tes troupes; et sous l'aile favorable de la nuit, plante tes bannières sur les côtes d'Angleterre! Viens, mais n'espère pas de retourner. Ici, tu apprendras bientôt à penser différemment; tu sentiras que les Bretons peuvent encore réclamer les honneurs du nom Britannique; qu'ils peuvent sans

crainte maintenir leurs postes sur les terres de la Bretagne comme sur celles de la Syrie, toujours supérieurs aux fils de la Fortune, et toujours prêts à *combattre corps à corps et à humilier* L'ORGUEIL DE LA FRANCE! »

Quelle menace puérile et ridicule! Est-ce donc ainsi qu'on peut arrêter les vainqueurs de l'Europe? .... Que les poëtes anglais s'en reposent sur la puissance et sur le génie du Premier Consul pour lancer les vaisseaux vengeurs, pour armer les troupes françaises, indignées contre le tyran des mers, pour planter les drapeaux tricolors sur les rives de la Tamise épouvantée et vaincue, et pour retourner en triomphe sur les bords de la Seine, avec les *dépouilles opimes* et *la liberté de l'Océan.* Les soldats français sont les *enfans de la victoire*, et ils soumettront sans peine les *esclaves de la fortune.* Ce n'est pas la gloire qu'on peut chercher en attaquant une nation de marchands et de pirates; ce n'est qu'un besoin politique à satisfaire pour reconquérir l'indépendance du commerce général et du travail des nations, ainsi que pour consolider la paix du monde. La descente des Français en Angleterre est plutôt *un grand acte de police militaire*, exercé au nom et dans l'intérêt de l'Europe, qu'elle n'est une invasion ou une conquête.

Tel est le chant, plus grotesque que sublime, par lequel le poëte anglais s'efforce d'électriser ses compatriotes. Tour-à-tour persifleur, diplomate, prédicant et fanfaron, il croit, avec de si vils moyens, animer le courage des guerriers!

Oh! combien est supérieur à ce chant de guerre anglais, le chant de guerre de l'Irlande! C'est que le

poëte anglais n'a à défendre que la tyrannie maritime, l'avarice commerciale et la politique oppressive et corrompue de son pays; au lieu que le poëte irlandais parle à ses concitoyens de tout ce que les hommes ont à la fois de plus cher, de plus précieux; de plus sacré, une patrie malheureuse, arrosée de leurs larmes et de leur sang; des foyers déshonorés par le despotisme étranger et par la persécution religieuse; les droits de la liberté et de la conscience qui leur ont été ravis depuis six cents ans. . . .

Voilà les sentimens nobles et élevés propres à inspirer la sublime poésie. Les passions haineuses et mercantilles de l'Angleterre ne peuvent produire qu'une prose barbare. C'est ainsi que les langues les plus riches et les plus énergiques sont stériles et muettes pour exprimer des passions si funestes à l'humanité. Ah! si dans les temps modernes, quelque chose peut rappeler les chants de guerre, les poésies immortelles de *Callino* et de *Tyrthée*, c'est le Chant des Combats par *Rouget-Delille*, c'est le Chant du Départ par *Chénier;* ce sont les Odes Patriotiques de *Lebrun;* monumens qui, dans tous les siècles, honoreront la mémoire de leurs célèbres auteurs, et qui rappelleront toujours des sentimens généreux et touchans à tous les hommes qui ont une patrie. Mais comment les Anglais auraient-ils des *Tyrthées?* Ils n'ont que des *comptoirs*. . . . .

CHAPITRE LXXV.

DE L'ANGLETERRE USURPATRICE.

La politique et l'ambition du gouvernement anglais n'ont ni bornes, ni pudeur, ni repos. Tandis qu'il est occupé, aux yeux de l'Europe attentive, des moyens de se prémunir contre la descente des Français, elle étend secrètement ses usurpations à la fois dans les deux hémisphères. Dans l'un, c'est St-Domingue; dans l'autre, c'est l'Égypte. Dans la première, c'est une armée d'*Incas* (1) qu'il a organisée pour dévaster la plus belle colonie de l'Amérique; dans la seconde, il solde une armée de *Mamelucks* pour détruire les plus belles contrées de l'Afrique. Avec des *Noirs*, il veut anéantir le commerce colonial des Français; avec des *beys*, il veut s'emparer à-la-fois du commerce de l'Inde et du commerce du Levant. Ainsi, toutes les nations, toutes les industries de l'Europe sont attaquées et usurpées en même temps par ce gouvernement hypocrite et monopoleur.

On dessillera enfin les yeux de l'Europe, lorsqu'on

(1) Dénomination que le gouvernement britannique vient de donner aux noirs révoltés de Saint-Domingue, et rassemblés sous les bannières anglaises.

lui montrera, d'une main, les *pouvoirs* donnés par le gouvernement anglais aux chefs des nègres révoltés à Saint-Domingue contre la France, et de l'autre, le *traité secret* fait par le même gouvernement avec les beys révoltés en Egypte contre la Porte-Ottomane. L'Anglais, accoutumé aux guerres civiles et aux usurpations, les voiture par-tout et les vend à tous les états, à tous les pays, à tous les ennemis de la paix des nations. L'Anglais, essentiellement turbulent et factieux, organise des troubles et des séditions en Afrique et en Amérique pour son unique intérêt, pour son seul agrandissement. Peste politique, maladie contagieuse, l'Anglais communique les calamités de la guerre et le poison des révoltes par-tout où l'on tolère ses émissaires, ses vaisseaux et ses marchands. . . . .

CHAPITRE LXXVI.

SUR LA DESCENTE DES FRANÇAIS EN ANGLETERRE.

Le temps, les grandes circonstances actuelles, l'état de stagnation où se trouve l'industrie et le commerce en Europe, rendent, chaque jour, la descente plus inévitable. Son succès n'a jamais été un problème aux yeux des anglais militaires et des marins instruits, mais

mais leurs écrivains croient calmer les frayeurs du peuple britannique en décriant nos flottilles, en dénigrant nos chaloupes, en plaisantant sur nos bateaux plats ; et ils ne cessent de traiter nos armemens maritimes avec cet orgueil exclusif qui est le fond de leur idiôme périodique. Réfuter les jongleries de Londres, concernant les flottiles armées par la France, c'est répondre aux objections de ces hommes légers, de ces nouvellistes frivoles, qui jugent de tout par un mot, ou qui prononcent surtout par intérêt, ou qui ne se dirigent que par passion, ou qui ne s'attachent à rien par égoïsme. Je n'aurais point entrepris, cependant, d'opposer à ces cris de la peur ou de la haine, les réflexions d'un Français : on les aurait regardées comme une opinion intéressée ou factice ; mais la voix d'un étranger éclairé, la pensée d'un homme qui a voyagé en France, qui en connaît l'esprit et les moyens, qui a vu le commencement de nos nouvelles constructions navales, et qui écrit en Allemagne sur la probabilité de nos succès, a droit d'être entendu et apprécié à Londres et à Paris, comme dans toutes les parties de l'Europe. M. de Bulow vient de publier, dans les *Annales politiques de Posselt*, un écrit théorétique qui peut aider à la solution du grand problème qui est soumis en ce moment au jugement des armes. C'est un coup-d'œil profond et juste qui ne peut manquer d'intéresser le public. Voici comme s'exprime l'auteur (1) :

« Les Anglais veulent se donner l'air de mépriser

(1) C'est une traduction *des Annales politiques de Posselt.*

les bateaux plats et chaloupes canonnières des Français, qu'ils appellent des *bagatelles*; mais leurs immenses préparatifs de défense ne s'accordent guères avec ce mépris qu'ils affectent pour les moyens de leur ennemi. On a mauvaise grâce, en voulant faire les braves, de prendre en même temps des précautions qui décèlent la crainte. Les membres du parlement les plus instruits out avoué le danger, c'est particulièrement ce que *Windham* a exprimé, lui qui paraît mieux connaître la guerre que les généraux anglais. Le colonel *Crawfort* pense même qu'une bataille peut livrer Londres à l'ennemi : ce qui serait, par conséquent, la destruction de l'empire britannique. Et cependaut, on veut que les bâtimens qui doivent transporter l'armée soient des *niaiseries!* Ce sera donc sur ces bâtimeus que nous attacherons d'abord nos regards, afin d'examiner, — non pas ce que l'expérieuce nous a appris de leur usage; car on ne s'en est pas encore servi pour cet objet, — mais bien ce que la saine raison nous apprend à cet égard.

» Les chaloupes canonnières que j'ai vues à Paris, sur le chantier des Invalides, sont pontées. Les plus grandes peuvent contenir environ deux cents hommes. On aurait pu les faire moins grandes (1); car, plus les bâtimeus sont petits, moins on pent perdre par leur destrnction individuelle, et il y en a d'autant plus qui parviennent à leur but. Enfin, ils prennent moins d'eau. Cependant, les plus grands s'enfoncent à peine de quatre pieds.

---

(1) Elles sont cependant l'ouvrage des meilleurs constructeurs de l'Europe.

» Ainsi, ces bâtimens pontés peuvent braver les vagues ; et comme leur corps à en quelque sorte la figure d'un canard, ils voguent à cheval sur les vagues, ainsi que s'expriment les marins. La figure d'un poisson est la plus propre pour nager dans l'eau, et celle d'un canard pour nager à la surface.

» On peut donc tout aussi bien se hasarder en pleine mer avec ces chaloupes, comme avec des vaisseaux de ligne ; le danger est même moins grand, parce que, à cause de leur peu de profondeur, elles peuvent passer là on des vaisseaux de ligne échoueraient. En outre, elles naviguent à voiles et à rames. Les grands vaisseaux qui ne vont qu'à la voile, restent immobilles pendant le calme, tandis que les chaloupes peuvent toujours avancer au moyen de leurs rames. Les grands vaisseaux sont forcés de se tenir éloignés du rivage, lorsqu'ils ne veulent pas rentrer dans un port, et ils sont par conséquent exposés aux tempêtes ; les petits s'en approchent tout près là où la côte est plate et où il n'y a point de brisans, et par conséquent, ils peuvent véritablement atterrer avec facilité.

» Les chaloupes seraient même préférables à de grands vaisseaux pour de simples voyages : nous examinerons maintenant leur consistance dans un combat avec ceux-ci ; c'est-à-dire, qu'elles pourraient en être l'insué sous tous les rapports. Ces bâtimens portent à l'avant et à l'arrière un canon de 24 ou de 36. Avec ces canons, elles peuvent, à cause de leur peu de hauteur au-dessus de l'eau, percer un vaisseau à fleur d'eau à l'endroit le plus dangereux, particulièrement si le coup est ajusté contre celui-ci lorsqu'il

s'incline en s'abaissant avec les vagues; mais les chaloupes ne peuvent être atteintes que par la basse batterie du gros vaisseau lorsqu'elles en sont très-près, parce que les supérieures ne peuvent être dirigées dans une aussi basse inclinaison, pour atteindre les chaloupes, à cause de leur peu de hauteur au-dessus de l'eau; mais les sabords de la batterie basse des grands vaisseaux, ne peuvent rester ouverts que par un temps calme. Une frégate, avec une seule batterie plus élevée que celle basse des grands vaisseaux, pourrait encore, avec moins d'efficacité, répondre au feu des chaloupes canonnières, pour la même raison, à une petite distance. Mais de loin il est toujours plus facile d'atteindre un grand vaisseau qu'un petit, particulièrement lorsque celui-ci est en mouvement.

» J'entends beaucoup parler, il est vrai, de l'effet destructeur des bombes des grands vaisseaux; mais les Anglais sont trop habiles pour en lancer encore; au contraire, chaque canon charge et tire à volonté sans s'inquiéter des autres. L'amiral Anson fut le premier qui assaya cette manière de combattre, avec succès, contre le galion espagnol; et c'est à ce feu, aussi bien dirigé qu'entretenu, que les Anglais sont redevables de leurs victoires. Il en est des bordées comme des salves de l'infanterie : un tiraillement miré est beaucoup plus efficace. Mais, enfin, quels effets produiraient ces bordées dans l'éloignement, contre un aussi petit objet qu'une chaloupe? Combien de boulets ne passeraient-ils pas par-dessus? Un vaisseau de ligne peut bien couler à fond une chaloupe, mais pas plus facilement qu'un autre grand vaisseau;

mais il court lui-même plus de danger dans un combat contre une chaloupe qui peut le couler à fond, par ses coups dirigés à fleur d'eau et même au-dessous, qu'il n'en peut courir contre un vaisseau de ligne.

» L'abordage endommage le vaisseau lui-même qui le tente ; aussi, il ne peut être souvent répété ; mais il n'y a que la maladresse, en manœuvrant une chaloupe, qui ne puisse éviter l'abordage d'un gros vaisseau.

» Les chaloupes canonnières espagnoles auprès de Cadix, s'étaient rendues si redoutables à la flotte anglaise, qu'elle ne se hasardait plus du tout à les approcher ; et si elles eussent attaqué cette flotte, elles l'auraient certainement forcé à prendre la fuite. Si des chaloupes espagnoles ont été redoutables à des vaisseaux de guerre anglais, on peut espérer avec certitude que des françaises ne le seront pas moins. Les combats des Anglais auprès de Boulogne, contre ces dernières, ne prouvent rien, parce que ce n'était pas le dessein des Français de se battre, mais seulement de réunir leurs flottilles ; ce qu'ils ont toujours effectué malgré les Anglais. Ceux-ci se sont-ils emparés ou bien ont-ils coulé à fond une seule de ces chaloupes ? Non, certainement. Or donc, cela ne prouve-t-il pas clairement combien les grands vaisseaux sont peu dangereux pour les chaloupes canonnières ?

» Ces combats eurent lieu pendant les mouvemens des chaloupes, ou, dans la langue marine, *un combat de chasse*, parce que les flottilles voulaient se rendre à Boulogne. Ainsi, toutes ces attaques des vaisseaux anglais furent sans succès ; et si les cha-

loupes avaient vogué vers les côtes de l'Angleterre, je doute qu'ils en eussent obtenu davantage.

» En un mot, *ces chaloupes sont le moyen le plus puissant pour détruire une grande force navale. La découverte que les Français ont faite les premiers, que ces bateaux étaient le seul moyen dont on pût se servir avec succès pour effectuer une descente en Angleterre, fait un honneur infini à leur génie.* CE SERONT CES CHALOUPES QUI RENDRONT LA MER LIBRE. »

» Une puissance faible peut aussi avoir de pareilles flottilles; et je soutiens que ces petits bâtimens sont même supérieurs, dans un combat, à des vaisseaux de ligne. Cependant, je ne les considère ici que comme moyen d'exécuter avec succès une *descente*.

» Un combat nocturne serait encore bien moins dangereux pour les Anglais : car, qu'est-ce que les Anglais pourraient couler à fond pendant la nuit? Supposons, enfin, que chaque vaisseau détruisît ceux de ces bateaux qui seraient à sa portée, combien n'y en aurait-il pas qui se glisseraient en grand nombre dans les intervalles?

» C'est une chose très-facile pour la France que d'embarquer deux cent mille hommes dans ces petits bâtimens. Ce ne serait, pour un si grand état, qu'une dépense de peu de conséquence. Supposons que ces deux cents mille hommes soient occupés entièrement à l'expédition, n'en resterait-il pas encore trois cents mille autres, plus que suffisans pour contenir l'Europe, si le continent voulait menacer la France. Et avec quelle facilité ces trois cents mille hommes pourraient être portés à cinq cents mille? Ainsi donc,

qu'est-ce que la France hasarde dans cette entreprise? Très-peu de chose. *Mais le gouvernement anglais hasarde son existence.*

» J'ai parlé à des marins anglais d'une descente des Français en Angleterre. Ils commencent tous par vomir un torrent d'injures, et finissent par *convenir qu'elle est très-possible*; mais qu'alors ils s'en reposent sur leurs compatriotes pour punir les Français d'une telle témérité.

» Il faudra entreprendre le passage pendant une nuit brumeuse des mois de novembre et de décembre. On peut compter au moins sur une vingtaine de ces nuits ou de ces jours pendant l'hiver. Alors, on a ordinairement un temps calme. Les vaisseaux ne peuvent avancer, les bateaux naviguent à la rame, et la marée les conduit plus près du but; car les Français auront calculé sur les marées pour choisir le moment favorable au départ. Les troupes se sont déjà exercées depuis long-temps; elles sont prêtes pour l'embarquement qui sera effectué la veille du départ. Le signal en sera donné par des védettes, depuis un point jusqu'à l'autre point, qui forme le plus grand cercle de la côte par laquelle les diverses attaques doivent être entreprises; et la descente s'effectuera sur plusieurs points à la fois......

» Je ne parlerai point d'une descente en Irlande, parce que ce ne serait qu'une demi-mesure qui ne mènerait à rien, et en outre, plus dangereuse à entreprendre, à cause de la longueur du trajet, qu'un coup de main contre Londres. On ne peut opérer une révolution en Irlande, parce que deux nations et deux religions différentes, dont les intérêts se croisent, s'y

tiennent respectivement en équilibre. C'est pour cela que des troubles continuels demeurent toujours sans résultats. L'Irlande est un satellite, forcé de suivre les mouvemens politiques de sa planette. C'est au centre de sa puissance qu'il faut attaquer un ennemi que l'on veut tuer politiquement. Londres n'est qu'à deux marches de la côte, et il n'est couvert ni par de fortes positions, ni par des forteresses. Si Paris avait été là où est Verdun, il aurait été pris.

» Une descente dans la partie nord de l'Angleterre ne peut servir qu'à y attirer l'attention de ce qui est armé dans cette partie. Chacun préférerait d'y défendre ses propriétés à celles des habitans de Londres, et serait par-là empêché de courir au secours de cette capitale. Cette embarcation pourrait être entreprise de la Meuse, et le point de la descente serait Yarmouth. On pourrait prendre une forte position sur la presqu'île.

On ne prendra point de chevaux; la cavalerie se montera en Angleterre; jusqu'à ce qu'elle le soit, elle combattra à pied. Les haies et les fossés dont chaque possession est entourée, favoriseront l'infanterie et les tirailleurs. Les armées françaises sont habituées à entrer en campagne sans bagage. On emportera une provision suffisante de biscuit. On n'aura pas besoin de grosse artillerie dans un pays sans forteresses. Beaucoup d'artillerie légère. Plus de cartouches à mitraille que de boulets; voilà ce qu'il faut

» Les contrées où doit s'opérer la descente sont singulièrement fertiles par leur agriculture florissante. Les troupeaux de moutons qui couvrent toutes les campagnes, la grande quantité de bœufs, plus nombreux

que dans tous autres pays de la même circonférence, fourniront abondamment des subsistances. Toutes les routes sont belles et faciliteront les opérations.

» Je ne crois pas qu'il soit possible aux flottilles françaises de franchir le trajet dans une nuit; car la côte auprès de Douvres, qui est la plus proche, est trop élevée pour y effectuer la descente, et l'on ne peut avancer sur les bas-fonds. Ce qu'il y a de plus à éviter pour ces flottilles, ce sont les escadres anglaises stationnées le long des côtes. Un combat de nuit à la sortie des hâvres français ne serait rien; mais les attaques qu'elles pourraient essuyer pendant le jour, en approchant du rivage, seraient plus sérieuses, d'autant plus que les Anglais leur opposeraient des petits bâtimens ou chaloupes semblables. C'est avouer que ces sortes de bâtimens ne peuvent être combattus avec avantage que par d'autres de la même espèce.

» Néanmoins, ce serait exagérer que de vouloir soutenir, dans les chances même les plus défavorables, qu'une partie des bâtimens et des troupes embarquées seraient en danger. Les brouillards ne se dissipent pas avant midi, même lorsqu'ils sont d'une courte durée; et les flottilles seraient arrivées avant que le temps se soit éclairci sur les bas-fonds et les bancs de sable qui se trouvent particulièrement à l'embouchure de la Tamise. Là, elles ne peuvent être suivies par les vaisseaux. Le nombre des chaloupes anglaises n'est dans aucune proportion avec celui des françaises. Comment les Anglais, avec des flottes aussi considérables dans toutes les parties, pourraient-ils trouver assez de monde pour armer encore de pareilles flottiles?

» Mais supposons aussi que de 200 mille Français

embarqués, il n'y en ait en effet que la grande partie qui atteigne le rivage, ils seront toujours plus que suffisans pour conquérir Londres. J'en accorde encore plus pour cela, comme on voit, que le colonel *Crawford*, qui, dans le parlement, dit avec beaucoup de raison, *que soixante mille Français suffisaient pour cette conquête.*

» La descente peut être effectuée le même soir du jour de l'embarquement, et vraisemblablement encore pendant les brouillards, si, par quelques cas tout-à-fait extraordinaires, il n'arrivait un changement qui fît exception à la règle. Quel effet pourraient donc produire les batteries de la côte pendant les brouillards? — Alors, les chaloupes et bateaux vogueraient déjà sur les bas-fonds près du rivage, développés et en ligne. En sautant à terre, les soldats sont déjà en ordre de bataille. (Ici ce serait une pédanterie que de chercher à examiner et de former un jugement). Ils s'avancent à grands pas contre l'ennemi, afin de s'emparer de ses batteries, qui ne sont pour l'infanterie française qu'un attrait de plus pour la victoire.

» Maintenant j'ai accompagné les Français jusqu'au rivage. Dès ce moment, c'est à la guerre de terre à décider du reste. Ainsi nous jeterons un coup-d'œil sur les préparatifs de défense que les Anglais leur opposent à cet égard.

» Malgré les fanfaronades des journalistes anglais, il ne laisse pas que de leur échapper des plaintes sincères sur l'apathie, le manque de zèle dans les armemens, et relativement aux contributions volontaires pour y fournir. Cette froideur des uns et l'enthousiasme des autres est facile à expliquer pour qui-

conque a été depuis peu en Angleterre, et qui possède le talent d'un observateur.

Deux cents ans de liberté ont développé, chez la nation anglaise, une plus grande force de vie nationale, si l'on peut s'exprimer ainsi, que chez les autres européens; mais le gouvernement actuel, et particulièrement les mesures du dernier ministère, ont étouffé cette vigueur dans mainte classe de la nation, en ce qui concerne l'attachement et la conservation de son gouvernement.

» Ces mesures ont eu pour résultat, que la classe pauvre et même mitoyenne sont sans cesse tourmentées par des craintes sur leur subsistance, et vivent dans une servile dépendance de tyranniques créanciers, dans un pays où ceux-ci font les lois. Dans un tel pays, il faut être riche, afin de pouvoir vivre. Tout y est calculé pour les avantages du riche; tout s'y réunit pour lui rendre la vie commode et agréable, et même plus que dans tout autre pays. En conséquence, ce pays est le paradis des riches, et l'enfer, non seulement des pauvres, mais des gentlemen peu favorisés de la fortune.

» Tant de comparaisons humiliantes, d'inquiétudes et de fardeaux accablans, étouffent la fierté de l'Anglais, et font naître enfin l'indifférence pour une constitution sous laquelle on est malheureux.

» C'est pour cela qu'il s'est opéré un si grand changement dans l'opinion publique du peuple anglais depuis la révolution française. Auparavant, la populace particulièrement, haïssait les Français : à présent, il n'y a plus que les puissans et les riches qui les haïssent. Les étrangers, qui tous étaient Français pour

cette populace, ne pouvaient se montrer dans les rues de Londres sans en être insultés. A présent, un étranger peut se promener, même dans le quartier de Saint-Gilles; on ne lui adressera pas une parole grossière; au contraire, on sera bien plutôt honnête avec lui.

» Voilà quelle est l'origine de cette ardeur des riches, et de l'indifférence des pauvres à s'offrir volontairement de servir. Le gouvernement montre, outre cela, beaucoup de méfiance, puisqu'il a refusé une grande quantité de volontaires qui s'étaient offerts. Il est vraisemblable que ces derniers étaient de ceux que le gouvernement appelle jacobins, dont M. Burke a fait monter le nombre à 400 mille.

» Tout ce qui tronve son avantage dans la stabilité de la banque, la conservation ou la jonissance du monopole de tous les genres, et en général de l'ordre actuel des choses; tous ceux qui veulent s'assurer de leurs richesses aux dépens de leurs pauvres et plus nombreux concitoyens, se sont armés avec ardeur. Il n'est plus question que de savoir si ces gens-là seront les meilleurs soldats. Je veux bien croire que MM. Pitt et Shéridan, avec leurs phalanges, feront des prodiges de valeur; mais se distingueront-ils anssi avantageusement relativement aux connaissances militaires?

» Une qualité propre à ceux qui ne sont point habitués à la guerre, c'est de vouloir toujours rester ensemble, parce qu'alors ils se croient plus forts. Le feu des tirailleurs français en sera d'autant plus efficace contre ces masses serrées, et ils pourront les tourner avec d'autant plus de facilité. Ces apprentifs

guerriers, élevés dans la mollesse des richesses, résisteront-ils aux fatigues de la guerre, aux nuits froides, en couchant à la belle étoile? Je ne doute nullement de leur bravoure; je sais que les Anglais sont intrépides; mais ils succomberont sons les misères de la guerre, et céderont la victoire à la supériorité militaire de leurs ennemis.

» Les volontaires de Londres étant les plus nombreux, devraient être placés en première ligne pour la défense de cette capitale; mais je crois qu'ils seront obligés d'y rester pour la préserver du pillage, si ardemment désiré par la populace. Qu'on réfléchisse que, sans compter les étrangers, il y a plus de cent mille ouvriers malheureux inclinés à la révolte; que l'on considère leur passion effrénée, ainsi que de la populace de Saint-Gilles, pour la boisson, qu'ils chercheront d'abord à satisfaire par le pillage, s'ils ne rencontrent aucune résistance. Qu'on réfléchisse à l'horrible désordre? — Les passions de la multitude, excitées par la vue de tant de richesses, se déborderaient avec fureur. — Le tumulte suscité par lord Gordon se renouvellerait. — Ainsi les volontaires de Londres seront obligés d'y rester pour garder leurs propriétés.

» Par toutes ces raisons, et bien d'autres encore, je crois qu'il sera difficile d'opposer plus de 60 à 70 mille hommes aux Français avant la conquête de Londres, particulièrement si une division opère une descente dans d'autres points de l'Angleterre; et même ce ne sera que peu à peu qu'ils pourront arriver sur le champ de bataille, et de façon qu'ils pourront être battus partiellement : car les forces françaises

débarquées seront bien supérieures à ce nombre, sans parler de leur supériorité militaire.

Maintenant, si l'on vient à comparer l'habileté des chefs, il suffira de les nommer pour exprimer tout ce qu'on pourrait dire de plus significatif à cet égard; d'un côté, un *duc d'Yorck* avec son état-major !!! de l'autre, BONAPARTE et ses nombreux et célèbres lieutenans.

» Le discours que le colonel *Crawford* tint au parlement, me fit croire d'abord que c'était un habile officier; mais j'ai changé d'opinion lorsque j'ai vu qu'il proposait d'élever des retranchemens sur les côtes où les Français pouvaient aborder, ainsi qu'à l'entour de la ville de Londres; ligne de circonvallation qui servirait aux Français pour lui couper toute communication. — Les Anglais n'ont-ils donc pas encore appris, par le sort des Autrichiens, leurs alliés, à connaître la nullité des retranchemens ?

» Si les Français descendent sur plusieurs points, alors les Anglais ne sauront contre quelle colonne ils doivent diriger leurs principales forces. Leur attention se trouvera partagée; et lorsqu'une des colonnes anglaises aura été battue, toutes devront se retirer sur la capitale.

Il ne sera pas difficile de rejeter les corps anglais sur Londres. Cette capitale sera affamée dans peu de jours. Une ville comme Londres ne vit qu'au jour la journée de ce qu'on y conduit; on ne saurait approvisionner des magasins pour un long espace de temps. Un bombardement achèvera la reddition, particulièrement lorsque la réputation de la discipline exemplaire des Français se sera répandue. Cela est sin-

gulièrement nécessaire; car une mauvaise discipline ferait totalement échouer l'entreprise.

» Londres sera bientôt rendu, si les Français garantissent solennellement la sûreté des propriétés, et si leur bonne discipline et la modération de leur conduite envers les individus sans défense, sont des garans certains de la sûreté de ces promesses; si les Français enfin se conduisent plutôt cemme restaurateurs de la liberté que comme conquérans.

» Mon opinion est, qu'après la reddition de Londres, les Français ne doivent pas avancer plus avant; mais alors ils doivent, sans délai, offrir une capitulation, en tenant ce langage :

» Nous allons détruire Londres et en jeter les décombres dans la rivière pour combler le port, si vous n'acceptez sur-le-champ les articles suivans. . . . .

» Ces articles, s'offrant d'eux-mêmes, ne sont pas difficiles à trouver. Mais le gouvernement anglais ne capitulera point. Prévoyant en secret la possibilité d'une telle catastrophe, il y a long-temps qu'il a pris son parti, qui est la translation du siége de l'empire dans le Bengale, où *Calcuta* est le *Londres indien*. On embarquera 60 mille hommes de troupes, et la flotte entière les accompagnera. C'est peut-être pour cela que le gouvernement rassemble auprès de Plymouth une armée de 40 mille hommes, afin de servir, en cas de nécessité, à couvrir la retraite et l'embarquement. Je crois que ce gouvernement mettra ce plan à exécution d'abord après la conquête de Londres.

» Dans cet empire anglo-indien, le gouvernement serait encore très-puissant. Cela formerait un état d'une espèce toute nouvelle, qui serait recruté par

tous les avanturiers et les enthousiastes d'entreprises extraordinaires de l'Europe. Mais l'Inde serait gouvernée avec plus de douceur lorsque la capitale serait fixée dans son sein. Le reste de l'Indoustan serait bientôt et facilement conquis. Le cap de Bonne-Espérance, les colonies de la côte occidentale d'Afrique lui fourniraient un empire dans cette partie du monde. Par Botany-Bay, il dominerait la partie méridionale du globe. Le Canada lui fournirait du bois de construction, et serait le chantier de sa puissance navale. Alors, ce gouvernement serait encore trop puissant : il dominerait une partie des mers ; mais du moins IL SERAIT BANNI DE L'EUROPE.

» Tous les royalistes anglais s'embarqueraient avec lui, ou le suivraient. Ceux qui ont leur fortune en billets de banque, partiraient aussi avec le gouvernement, et obtiendraient, dans l'Inde, des dédommagemens pour leurs pertes. Il est certain que l'Asie méridionale gagnerait infiniment à cette révolution, et elle serait, en général, un puissant moyen et un instrument dans la main de la Providence pour la civilisation de l'Univers.

» Mais la meilleure, la plus nombreuse, et surtout la partie républicaine de la nation anglaise, accepterait la capitulation offerte par les Français, ou émigrerait dans le nord de l'Afrique, où la Louisiane leur offrirait un séjour bien plus attrayant que leur patrie. Cette partie du peuple accepterait la capitulation, si les conditions n'avaient rien de déshonorant, comme n'exigeant peut-être qu'un simple dédommagement pour les frais de la guerre, par exemple, et une récompense pour l'armée française. Il n'y

n'y a presque aucun Anglais qui ne soit intéressé à la conservation de Londres.

» Les manufactures de tout genre, dispersées d'ailleurs sur toute la surface de l'Angleterre, se trouvent réunies dans cette grande cité et ses environs, mais à un degré de perfection bien supérieur aux autres. Je ne parlerai point des richesses fictives en papier, parce qu'elles ne sont pas renfermées dans Londres seulement, étant, au contraire, répandues partout où l'opinion leur donne une existence.

» La guerre actuelle, bien loin d'être un malheur, a déjà produit des résultats bienfaisans pour le bonheur de l'espèce humaine. Par elle, les Etats-Unis d'Amérique ont obtenu la *Louisiane*, la plus belle région du globe, destinée à être un jour le siége de la félicité, de la culture de l'esprit humain. Cette belle contrée, bien supérieure en beauté et en étendue à la France, deviendra l'heureux réfuge d'infortunés européens, où se formeront les plus puissans états sous le plus sage et le plus libre des gouvernemens; et c'est ainsi que l'Amérique élèvera un magnifique édifice avec les décombres de l'Europe. — On peut encore observer, relativement à cette guerre, qu'il vaut mieux qu'un malheur inévitable arrive le plutôt possible. Il fallait nécessairement que cette guerre eût lieu tôt ou tard. »

Nous n'ajouterons à cette opinion de M. de Bulow qu'une seule observation, prise dans les faits les plus modernes. Tandis que le gouvernement anglais soutient la plus honteuse et la plus impolitique guerre pour garder Malte contre la foi des traités, il s'occupe constamment avec les beys d'enlever à la Porte otto-

mane et aux nations navigatrices de l'Europe, l'Egypte, cette antique route du commerce de l'Inde : le retour d'Elfy-Bey au Caire n'est qu'une accélération de ce projet ambitieux. Les Anglais, peu rassurés sur le nord de l'Europe, quant à l'emploi presque exclusif des matières navales ; et ne trouvant dans le Canada qu'une partie des matières premières pour leur marine, en font réclamer dans les îles de la mer du Sud. Le vaisseau *le Glattow* vient, après un voyage d'un an dans la *Nouvelle-Galles*, de rapporter à Londres des échantillons de bois propre à la marine, que lord Saint-Vincent, chef de l'amirauté, avait demandés, pour voir si cette nouvelle colonie anglaise ne pourrait pas mettre le gouvernement en état de se passer des bois du Nord et des bois de l'Amérique. D'un autre côté, l'on voit que la cession de la Louisiane aux Etats-Unis a excité du mécontentement dans le cabinet de Saint-James, toujours, par la pensée, oppresseur des Américains et tyran des Antilles ; enfin, l'Espagne et le Portugal sentent aussi le besoin de bien assurer l'état défensif de l'Amérique méridionale. C'est ainsi que, lorsque le gouvernement anglais médite ses projets d'ambition et de conquête, le monde entier doit être sur ses gardes, et que tous les gouvernemens doivent s'armer pour leur défense.

CHAPITRE LXXVII.

DES NEUTRES.

L'ANGLAIS ne connaît point de *neutres* C'est-là une des maximes de son *droit public maritime*, que l'Europe fédérée devrait bien se charger enfin de commenter avec quelque énergie. Le gouvernement danois s'est plaint très-vivement à la cour de Londres de la conduite du cutter anglais qui s'est permis de prendre de force un *bâtiment français* dans un des ports de la Norwège où il devait naturellement trouver un asile. Une semblable conduite, a dit le ministre danois dans sa note officielle, *blesse les droits des puissances neutres*. Oh! combien les notes diplomatiques sont faibles auprès des ministres de Saint-James, quand elles ne sont pas assurées par quelques capitaines de vaisseaux de ligne! C'est ainsi que s'est toujours conduite la polititique anglaise. Peut-on oublier en Europe que le 5 octobre 1793 (1), il entra dans le port neutre de Gênes trois vaisseaux anglais et deux frégates, pour s'emparer de la frégate française *la Modeste*? Peut-on oublier qu'un des

(1) Voyez le *Moniteur* du 10 prairial de l'an 2.

vaisseaux anglais s'était approché de notre frégate assez près pour pouvoir mettre un pont d'un bâtiment à l'autre, que les Anglais sautèrent dans la frégate indéfendue, tandis que, des hunes et du bord du vaisseau anglais, on fusillait l'équipage français ? Peut-on oublier que, dans le même temps, deux chaloupes anglaises attaquèrent dans le même *port neutre* deux tartanes françaises, dont ils firent prisonniers la plupart des matelots qui furent distribués sur les vaisseaux envahisseurs, et forcés à servir contre leur patrie ? Après de tels faits, plaignons l'impuissante neutralité des gouvernemens de l'Europe. . . .

CHAPITRE LXXVIII.

DE LA MER.

Les Anglais ont non seulement étudié la mer géographiquement, comme Cassini a étudié la terre pour en dresser les cartes, mais encore comme les minéralogistes étudient dans les entrailles de la terre. Les Anglais, après avoir sondé toutes les mers, ont écrit l'hydrographie. Là sont décrits tous les écueils, les bancs de sable, les rescifs, les bas-fonds et les canaux qu'il faut suivre pour les éviter. Sonder la

mer et la sillonner, c'est pour un Anglais parcourir et cultiver son domaine. Pourquoi ont-ils tant perfectionné la méthode de l'ensanglanter, et multiplié les causes qui peuvent faire regarder le bel art de la navigation comme un des plus grands fléaux pour l'espèce humaine ?

CHAPITRE LXXIX.

ACTES LIBÉRAUX ET RÉGULIERS DE LA PREMIÈRE ADMINISTRATION DE M. PITT.

M. Pitt paraît jugé par ses pairs, quant à son administration actuelle. Quoiqu'elle soit éphémère comme tous ses plans, et insuffisante comme tous ses préparatifs, elle n'a pas moins, à un aussi haut degré que la première, le caractère de modération apparente, d'opiniâtreté réelle, d'intrigue infatigable, et d'une orgueilleuse incapacité.

M. Pitt ne fut jamais qu'un agioteur du crédit public et de l'opinion nationale : l'opinion et le crédit l'abandonnent aujourd'hui beaucoup plutôt qu'il ne croyait, et beaucoup trop tard pour la nation anglaise.

Nous laissons à ses représentans, et surtout aux membres de l'opposition, le soin de développer les

dernières opérations de M. Pitt pour s'emparer du pouvoir, sa méthode adroite d'encombrer le ministère d'hommes ignorés et médiocres, afin d'exploiter seul l'autorité royale sans rivalité politique, et de continuer sans responsabilité la guerre la plus injuste.

Il nous suffira de faire observer, d'après les faits les plus récens, que plus les dangers de l'Angleterre ont augmenté de grandeur et d'intensité, plus l'incapacité et la présomption de M. Pitt se sont accrues. C'est cependant dans les grands dangers publics que les véritables hommes d'état montrent le plus de calme et de génie. Mais les charlatans politiques, les administrateurs de mauvaise foi, et les ministres qui ne sont que présomptueux et passionnés, paraissent encore plus faibles et plus vils au milieu des tempêtes publiques.

C'est à la présentation du bill de *défense* que les justes appréciateurs de la médiocrité politique de M. Pitt l'attendaient; c'est sur le plan vexatoire, insuffisant, et contraire à tout bon système de défense et d'organisation militaire, que les spéculateurs politiques de l'Europe ont pu juger ce fils turbulent de l'ambitieux Chatam.

Aujourd'hui, tout le monde demeure convaincu que le plan *de défense* proposé par M. Pitt ne défend et ne peut rien défendre; que l'esprit de despotisme et de vexation en a dicté plusieurs dispositions essentielles; que ce projet, tout inexécutable qu'il est, tendrait à subvertir les principes de la constitution anglaise, de même qu'on était déjà convaincu, par l'organisation nouvelle du ministère et par l'éloigne-

ment affecté de tous les hommes éclairés et sages de l'Angleterre, que le chancelier de l'échiquier voulait régner seul sur les îles britanniques, pendant les plus violentes crises de la patrie en danger, et malgré la folie incurable du monarque abandonné.

Ainsi, la seconde et dernière administration de M. Pitt est jugée et réputée insuffisante, despotique, insensée et indigne du peuple anglais. Les majorités habituelles des ministres ont rougi de leur funeste complaisance. La vénalité honteuse a reculé devant les périls imminens, et l'opinion publique éclairée ne se confie pas plus à l'ancien gouverneur des cinq ports, qu'au dictateur nouveau.

Les *Anglomanes* du continent sont désolés de ce *désappointement* du grand ministre des préparatifs et des coalitions. Ils voient avec douleur sortir du sein des circonstances actuelles une régence forcée et un ministère libéral, dont les maximes doivent naturellement être préférées à celles des violateurs des traités.

En attendant que nos anciennes prédictions sur M. Pitt se réalisent, nous allons réunir et enregistrer pour l'histoire, les divers actes *réguliers* de la première administration tant vantée de ce ministre ; et l'on verra qu'il a surpassé en calamités accumulées snr la tête du penple anglais, et en fautes politiques, tont ce que l'on a reproché aux ministres Walpole, Bute, North et Sandwick.

Ici, raconter, énumérer doit snffire pour accuser M. Pitt. Est-ce notre faute si nous ne ponvons toucher un seul fait de son administration première sans faire crier une injure envers le droit des nations, et

nous dirons comme *Shakespeare*, dans OTHELLO:

Not extenuate, or aggrave, from malice.

« N'atténue rien, n'aggrave rien par malice. »

1°. Parmi les actes nombreux (appelés *réguliers*) de la première administration de M. Pitt, pour *la délivrance de l'Europe*, était la fameuse expédition *des pierres*. Les détails parurent dans un papier-nouvelle (1) de Londres, au mois d'octobre 1800; ils peuvent être de quelque intérêt pour nos lecteurs.

A l'époque dont nous venons de parler, environ 20 vaisseaux d'à-peu-près 100 tonneaux chacun, furent frétés par le gouvernement anglais, et chargés de pierres de Portland. On laisse ignorer la destination aux commandans respectifs; mais ils étaient tenus d'obéir aux ordres d'un capitaine de vaisseau de ligne anglais qui devait les convoyer. Arrivés dans les dunes, ils apprirent du commandant qu'ils devaient faire voile vers le Texel et le Maze, et laisser tomber ces pierres dans ces ports. On dirait que la Providence voulait déjouer cette infernale violation du droit de la guerre; car aussitôt que les capitaines furent retournés à leur bord, il s'éleva une tempête terrible qui en submergea un très-grand nombre et dispersa les autres. Il n'en revint que trois dans le port de Douvres, où les capitaines ne gardèrent point le secret de cette étrange expédition.

2°. Un autre acte mémorable de l'administration *régulière* de M. Pitt, mérite d'être rapportée. Dans

(1) *L'Albion.*

l'année 1795, un bâtiment de guerre anglais s'empara violemment d'une galiote suédoise à la hauteur du port de Barcelone, mit à bord un certain nombre de canons qu'il y cacha, fit hisser le pavillon suédois par le capitaine, et le força de demeurer sur le pont avec son équipage. A la faveur de cet horrible acte *de piraterie*, les Anglais s'emparèrent de deux frégates espagnoles qui étaient mouillées dans les ports de Barcelone. Le baron d'Erenschwart, qui résidait dernièrement à Paris en qualité de ministre suédois, fut envoyé à Londres pour demander satisfaction de cette violation sans exemple des lois et des usages de la guerre. La réponse faite à ce ministre fut la même que celle qu'a donnée ces jours derniers lord Hawkesbury au ministre bavarois à Londres, relativement à l'odieuse et lâche conduite de *Drake* : « que *le gouvernement n'avait pas encore reçu de nouvelles officielles relativement à cet objet.* »

3°. Dans l'année 1793, lorsque le fameux diplomate des conspirations, M. Drake, était ministre à Gênes, et que cette république était considérée par les puissances belligérantes comme un *état neutre*, la frégate française *la Modeste*, qui était à l'ancre dans le port, fut attaquée et surprise par l'équipage d'un vaisseau anglais, et en violation du droit des nations. Cette frégate fut amenée par les Anglais, après qu'ils eurent massacré ou mis aux fers tous les hommes de l'équipage. Le gouvernement de M. Pitt approuva ce forfait ! . . . .

4°. La fabrication des *faux assignats français* mérite également d'être comptée parmi les *actes libéraux et réguliers* de l'administration de M. Pitt. On

connaît déjà les détails honteux et les auteurs impunis de cette violation de la foi publique (1). On n'en trouverait pas d'exemple dans l'histoire. Un artiste anglais fut chargé à Londres, par *des ordres supérieurs*, de fabriquer de faux assignats. Il y en avait sur les vaisseaux de la marine royale une cargaison entière, dont plusieurs ballots furent déposés sur les côtes de France, et dont le général Hoche s'empara. Une procédure eut lieu à ce sujet à *Guidhall*, et le juge prononça que *cette fabrication de faux assignats français n'était point contraire au droit des nations* (2) ; jugement bien digne d'être inspiré par

---

(1) Lorsqu'une nation contrefait la monnaie d'une autre, ou qu'elle accueille et protége les faux monnoyeurs, elle fait une guerre que réprouve l'usage de tous les temps et de tous les peuples. . . . (*Vatel*, dans son *Traité du Droit des Gens*, page 47, §. 108). — Qu'on ne dise point que les lois d'Angleterre n'ont jamais regardé les billets de banque et autres papiers de circulation comme monnaie; car tous les publicistes considèrent comme monnaie tout ce qui est constitué comme servant de moyen d'échange pour la confiance publique. D'ailleurs, il ne peut y avoir ici de subterfuge ni de subtilité à employer. Les assignats étaient non seulement une monnaie, mais encore une monnaie unique, exclusive, puisque les lois défendaient de se servir des monnaies métalliques.

(2) Il fut prouvé, à la cour du banc du roi (séance du 18 novembre 1795), que M. Lukyn, qui s'était adressé au graveur afin de faire consommer un des actes les plus révoltans pour la morale publique, et d'un effet toujours désastreux pour le gouvernement qui l'autorise, avait assuré à cet artiste, que la falsification des assignats entrait dans les vues de l'expédition, et *étaient destinés à l'armée du duc d'Yorck;*

le gouvernement de M. Pitt, qui avait tant à cœur de renverser les finances de la France, et d'accélérer ainsi le mécontentement et la ruine d'une nation qui voulait être indépendante des volontés, de l'avarice, et du commerce britannique, M. Pitt n'a jamais répondu à cette accusation mille fois dirigée contre lui par des écrivains anglais qui en rougissaient pour

---

que l'opération était connue et éprouvée du secrétaire d'état; qu'il pourrait s'adresser au gouvernement même pour dissiper tous ses doutes. Les assertions de Lukyn avaient été garanties au graveur par le colonel Smith, agent de l'armée du duc d'Yorck.

Il fut déposé par un témoin, à la cour du banc du roi; que Lukyn avait fait imprimer un grand nombre d'assignats français, et les avait emportés à l'armée. Ce témoin insista sur le fait, que le graveur eût refusé de graver les planches, s'il n'eût pas reçu l'assurance *que le gouvernement regardait cette falsification d'assignats faux comme une excellente opération.*

Enfin lord Kenion, président de ce tribunal, dit que si le graveur eût fait des planches dans des vues de fraude, il n'y aurait point lieu d'admettre son action; mais que M. Calon avait juré le contraire; que le graveur ayant *obéi à des ordres supérieurs, en les faisant pour l'armée du duc d'Yorck, l'affaire présentait un tout autre aspect;* que sans doute les nations avaient des lois à observer entr'elles, même dans l'état de guerre, comme de ne point faire usage d'armes empoisonnées; mais QUE LA FABRICATION *d'assignats n'avait rien de contraire au droit des gens.....*

Voyez cette pièce imprimée dans les pièces justificatives, N°.5, page 200 et suivantes de l'ouvrage anglais intitulé: *Crimes des Cabinets*, ou *Tableau des plans des actes d'hostilité formés par les diverses puissances de l'Europe pour anéantir la liberté de la France et partager son territoire.*

leur patrie, et qui ont vu à *Falmouth* le resto de ces ballots d'assignats faux déposés sur le port, et dont les soldats se servaient ponr faire des cartouches. Jamais violation de la foi publique ne fut commise avec autant d'impudeur; jamais le mépris des lois de la guerre et du droit des gens ne fut affiché avec une publicité aussi immorale et aussi coupable; et c'étaient-là les beaux jours de l'administration de M. Pitt! .....

5°. On a été indigné dans tonte l'Europe en apprenant la manière barbare avec laquelle le ministère anglais força les prisonniers français de faire partie de la trop fameuse expédition de *Quiberon*. Quand M. Pitt en faisait les infâmes préparatifs, il donna ordre à des prêtres français émigrés de se rendre dans les prisons de *Porsmouth* et de *Plymouth* pour engager les Français qui y étaient renfermés à entrer dans l'expédition et à se réunir aux troupes anglaises dans l'expédition contre leur patrie. On connaît bien que ces missionnaires de trahison ne furent point écoutés. M. Pitt eut recours à d'autres moyens : la ration des prisonniers fut diminuée ; de l'eau corrompue et une portion de pain insuffisante pour soutenir la vie d'un homme, furent la seule nourriture de ces Français dignes de leur pays : alors des officiers émigrés furent chargés d'aller les prévenir, que, s'ils refusaient de s'enrôler dans l'armée britannique, on allait les faire déporter dans les colonies, et qu'ils y seraient vendus comme des esclaves. C'est ainsi que M. Pitt faisait, par politique, la *traite des blancs* sur la côte d'Angleterre. Montrez-nous donc, politiques anglais, dans quel lieu de la terre, ou chez quelle nation civilisée,

d'aussi injustes, d'aussi atroces moyens sont mis en usage par un gouvernement régulier ?

M. Pitt est cependant trop éclairé sur le droit public ; il connaît trop bien le *droit des gens*, quoiqu'il ne les suive guère, pour ignorer que nul gouvernement, nulle nation n'ont le droit d'obliger des *étrangers*, encore moins des *prisonniers de guerre*, à s'enrôler ou à servir sous ses drapeaux, et moins encore à commettre le crime de porter les armes contre leur propre patrie.

M. Pitt a donc violé sciemment et ouvertement la loi générale et immuable des nations, en employant non seulement des intrigues et des violences pour engager les prisonniers français à aller *partager sur les plages de Quiberon le déshonneur anglais*, mais encore en mettant en usage les menaces de l'esclavage et les angoisses de la famine pour faire assassiner la France par ses propres enfans. Les prisonniers français n'en furent pas moins contraints de partir sur les vaisseaux de l'expédition infâme, sous peine de mourir de faim à *Plymouth* et à *Porsmouth*, ou d'aller expirer à la Jamaïque sous le fouet des maîtres d'esclaves ! Ce sont-là des faits qui ont été imprimés à Londres, sous les yeux même de M. Pitt, et que lui, ni ses dignes collègues, les ministres, ni les journalistes anglais ne peuvent dénier. Mais qu'importent au gouvernement de l'honorable William Pitt les maximes de morale politique et les principes du droit des nations enseignés par tous les publicistes de l'Europe ? le caprice du ministère anglais n'est-il pas supérieur aux talens d'un *Grotius* et d'un *Vatel* ?

6°. Je ne parle point du projet favori de ce tant

vertueux ministre ; projet atroce, parce qu'il viole les droits sacrés de l'humanité ; projet insensé, parce qu'il est impossible, CELUI D'EFFACER LA FRANCE DU MONDE POLITIQUE ET COMMERCIAL : mais je rappelerai le moyen barbare avec lequel M. Pitt voulait essayer de réaliser cette chimérique spéculation digne des Euménides. M. Pitt organisa la famine qui devait faire périr 25 millions de Français. Aussitôt que ce coupable dessein eût été conçu et écrit dans l'abominable cabinet de Saint-James (1), M. Pitt donna ordre sur-le-champ à toute la marine britannique de saisir et d'amener dans les ports de l'Angleterre tous les vaisseaux neutres, quels que fussent leurs chargemens.

D'après cet ordre, si des corsaires anglais rencontraient un bâtiment chargé de grains venant de la

---

(1) Le ministère anglais, qui avait fait passer dans quelques cabinets du Nord la haine et le projet affameur qu'il avait conçu contre la France, fit appuyer par les mêmes cabinets auprès des puissances danoise et suédoise qui voulaient garder la neutralité, les notes officielles dans lesquelles le fils turbulent de Chatam stipulait « qu'*il fût interdit en Suède et en Danemark tout envoi de bled et de provisions quelconques à une nation qui avait condamné son roi, et foulé aux pieds toute autorité*. » Comme si le commerce et les premiers besoins des hommes pouvaient être soumis aux caprices et aux passions diplomatiques ; comme si les négocians, qui exportent et échangent en vertu des contrats *du droit des gens* les diverses productions de leur pays, pouvaient être obligés d'examiner les principes et la conduite politique de la nation de laquelle sont les acheteurs ; ou, enfin, comme s'il n'est pas hors de toutes les lois et de tous les usages de la guerre, d'attenter à la vie des nations entières !

Baltique ou de tout autre parage, et destiné même pour Lisbonne, Naples ou Cadix, ils l'amenaient dans les ports de la Grande-Bretagne; et l'on voyait non seulement les Français, mais encore les alliés (1) de l'Angleterre., condamnés à éprouver toutes les horreurs de la famine.

7°. Lorsqu'en 1793 la corruption organisée par le gouvernement anglais, eut prit possession de la ville et du port de Toulon, sous le nom de Louis XVIII, les officiers de la marine britannique firent espérer aux malheureux Toulonnais, qu'ils séduisirent, qu'ils recevraient de l'Angleterre des places et des indemnités de leurs pertes et de leurs sacrifices; mais la valeur des républicains français, dirigée par Dugomier et Bonaparte, chassa bientôt ces usurpateurs mari-

(1) Au commencement de l'année 1793, plusieurs navires chargés de grains, expédiés par la maison de Mathias Rodde et compagnie, de Lubeck, par ordre et pour le compte de M. Péters-Schlick et compagnie, négocians à Lisbonne, se rendaient à leur destination; ils furent arrêtés *aux dunes* par des croisières anglaises, et amenés dans leurs ports. Deux ans s'écoulèrent avant que cette cause fût examinée. Le gouvernement fut condamné à payer les prix des cargaisons et les autres frais. — On sait, d'après des autorités respectables, que, dans les années 1793 et 1794, les vaisseaux et les cargaisons enlevés de cette manière obligèrent le gouvernement anglais à un remboursement de plus de 400 mille liv. sterl. Les Anglais dépensèrent des sommes énormes pour forcer les Français à aller chercher leurs subsistances sur les bords de la *Delaware*. C'est ainsi que rien ne coûte trop cher à ce gouvernement destructeur, pourvu qu'il ruine, qu'il affame et qu'il asservisse les populations diverses.

times, et ne leur laissa pour indemnité de la perte de leur honneur, du sang et des trésors qu'ils avaient prodigués dans cette expédition infâme, dont il y a peu d'exemple dans l'histoire moderne, que trois vaisseaux de ligne et cinq frégates.

Plusieurs milliers de Toulonnais s'échappèrent sur les vaisseaux anglais, et on leur donna ensuite la permission d'entrer dans les arméesde terre et de mer de l'Angleterre. Cette étrange faveur fut de courte durée. Peu de mois après, M. Pitt envoie un ordre général de congédier de l'armée et de la flotte tous les Français qui y avaient été admis.

C'est en vain que les malheureux fugitifs firent des réclamations et adressèrent leurs justes plaintes au ministère de Saint-James : c'est inutilement qu'ils invoquèrent la convention tacite et les assurances solennelles du commandant anglais, dont les offres et les promesses de protection spéciale les avaient entraînés à troubler et à quitter leur patrie. M. Pitt n'eut aucun égard à leurs plaintes ; il méconnut même les certificats de bonne conduite et de service qu'ils avaient obtenus des officiers anglais. Ils furent condamnés à périr par la famine et par le désespoir. Il fut même porté à un tel point, que les fugitifs s'adressèrent au commissaire français résidant en Angleterre, pour lui demander d'être reconnus pour *prisonniers*, voulant se livrer à la clémence du gouvernement français ; leçon terrible pour les peuples qui voudraient se confier encore à la reconnaissance hypocrite et à l'effroyable générosité du gouvernement de M. Pitt !

8°. Ce n'est pas seulement contre les Français et contre

contre les nations neutres que M. Pitt déployait toutes les iniquités de sa politique : ses anciens alliés en étaient encore la victime ; et le malheur qui les accablaient, n'était qu'un motif de plus pour les dépouiller entièrement. A peine l'armée française fut-elle entrée victorieuse dans la Hollande (que l'Angleterre aurait dû mieux défendre, si son égoïsme et son avarice n'étaient *sa suprême loi*), que toutes les *pirateries* sont dirigées vers la marine hollandaise, sans attendre même de connaître quelle serait la manière de se conduire que prendraient les Bataves, et sans avoir aucune idée précise des motifs qui avaient déterminé le prince d'Orange à abandonner subitement ses fonctions et son pays.

Conçoit-on que, dans un gouvernement régulier qui se vante d'être *libre* et *conservateur de l'ordre social*, conçoit-on que dans la politique de M. Pitt, qui n'a cessé de dire au facile parlement, aux puissances abusées, qu'il ne travaillait que pour LA DÉLIVRANCE DE L'EUROPE, un ordre soit émané de ce cabinet hypocrite et destructeur, pour piller et attaquer, au nom de l'Angleterre, un pays déjà envahi, et où le stadhouder, quoique fugitif, avait encore beaucoup de partisans au moment même où il débarquait en Angleterre ? L'ordre fut envoyé à Plymouth de saisir deux vaisseaux hollandais de 74, deux frégates, deux sloops, des vaisseaux de la compagnie des Indes, richement chargés, et environ 70 autres bâtimens. Il fut donné en même-temps des lettres de marque contre les neutres chargés de provisions ou de munitions navales, qui se rendraient dans les ports de la Hollande. On sent bien qu'avec la politique et

les usages britanniques, la Hollande ne pouvait plus s'attendre que ce M. Pitt eût fait précéder ces spoliations nombreuses d'une déclaration formelle de guerre. Les *gouvernemens pirates* se placent toujours hors la loi des nations (1), et c'est pour cela qu'ils ont plus de violence et de richesse : violence funeste et richesse honteuse, sans doute. Mais l'ambition et l'avarice politique ont-elles jamais su calculer les résultats des gouvernemens monstrueux? les gouvernemens injustes n'ont point d'avenir. . . . . .

9°. Exercer l'hospitalité envers des fugitifs malheureux, offrir un asile à un prince poursuivi par les destinées de la guerre, furent dans tous les temps et dans tous les pays des actions honorables. Mais abuser du malheur, dépouiller l'homme infortuné, (fût-il prince ou sujet) à qui l'on donne asile, est un acte exécrable aux yeux de tous les peuples. Telle fut cependant l'odieuse et lâche conduite du gouvernement de M. Pitt envers le stathouder. A peine ce dernier fut-il arrivé en Angleterre, que le cabinet britannique lui fit signer un *ordre circulaire donné à tous les gouvernemens civils et militaires des riches colonies hollandaises, de les remettre aux*

(1) Ce n'est pas pour les Anglais que les publicistes de l'Europe ont écrit; ils n'ont d'autres publicistes que des amiraux corsaires, et des matelots avec part de prise. *Grotius de Jure-Belli*, chap. 3, §. 4, a bien écrit ces paroles remarquables : *La déclaration formelle est indispensable dans toute guerre; quand la déclaration n'a pas été faite, la guerre est injuste, contraire au droit des gens. . . . .* On n'a jamais pu faire comprendre cet article de Grotius à un Anglais.

troupes et aux escadres anglaises. Jusque-là ce n'est qu'un lâche abus de l'hospitalité exercée par l'avarice d'un maître ambitieux; mais ce qui met le comble à la perfidie de M. Pitt, c'est que les termes dans lesquels cet ordre était conçu, pouvaient donner lieu de croire que les colonies avaient été cédées à l'Angleterre en vertu d'un nouveau traité. Aussi les commandans de ces colonies, accoutumés à reconnaître et à exécuter les ordres revêtus de la signature du stathonder, ne purent soupçonner un instant que le prince se fût retiré à Keu, au lieu d'être dans sa résidence ordinaire à la Haye; ils obéirent sur-le-champ à ces ordres dictés au crédule stadhonher par l'usurpateur Pitt; et c'est à l'aide de cet odieux artifice que le gouvernement *libéral et régulier*, dirigé par ce grand ministre, parvint à s'emparer de la colonie de Saint-Eustache et des autres îles appartenantes aux Hollandais.

10°. De combien de perfidies du cabinet anglais l'Espagne ne fut-elle pas la victime, dans le temps même qu'elle fit avec les ennemis éternels du continent une monstrueuse alliance? Toute l'Europe connaît les conditions *léonines* que l'amiral anglais imposa à la marine espagnole, quoique combinée avec celle d'Angleterre, dès que la corruption et la vengeance leur livrèrent Toulon? Mais un acte authentique de la cour de Madrid a consacré à jamais la conduite *plus que punique* de M. Pitt. Lorsque le roi d'Espagne se vit forcé par les injustes prétentio s du cabinet de Saint-James à lui déclarer la guerre, le roi d'Espagno s'énonça en ces termes dans sa déclaration: « Attendu que la mauvaise foi

» de l'Angleterre, pendant le cours de la guerre, a » été manifeste, et qu'elle l'a déterminée à faire la » paix avec la France ; qu'à Toulon l'amiral *Hood* » s'était occupé à détruire tout ce qu'il n'avait pu » emporter, et qu'il s'était opposé à ce que son » escadre s'emparât d'un seul bateau, etc., etc. » Que répondit le cabinet anglais à cette déclaration positive et accusatrice ? — « Lorsqu'on fait, porte le » manifeste de M. Pitt, d'une pareille accusation » le motif de la guerre entre deux grandes nations, » on ne doit pas s'attendre qu'on veuille la réfuter » sérieusement. » Voilà comment M. Pitt a toujours répondu vaguement aux accusations directes de mauvaise foi, et aux justes dénonciations des pirateries anglaises. . . .

On a vu avec indignation dans la correspondance de l'int igant diplomate, M. Drake, avec quelle industrieuse corruption il a cherché à se procurer un des porte-feuilles qu'il supposait renfermer une partie des travaux et des projets du *Premier Consul*. On se rappelle avec quelle sollicitude il s'informait sans cesse si l'on était enfin parvenu à séduire l'huissier qu'on supposait, dans la correspondance, devoir exécuter cette trahison, et livrer ce que M. Drake regardait comme les secrets du gouvernement français. Eh ! bien, cette tactique de corruption et de vénalité n'était pas seulement l'ouvrage ou la suite des principes terriblement libéraux de M. Drake ; elle appartient incontestablement au gouvernement anglais, qui est le dépositaire fidèle de cette nouvelle et infâme diplomatie, laquelle a substitué l'or à l'honneur, le crime à la loyauté, et l'espionnage

le plus vil aux fonctions les plns respectables.

Si nous ne voyons que dans l'histoire moderne du gouvernement britannique les intrigues et les bassesses de M. Drake, on pourrait croire qu'elles sont plutôt l'effet d'un individu que d'un gouvernement; on pourra justifier même le cabinet de Saint-James, en disant que M. Drake, envoyé à Munich, a cherché par des succès d'un nouveau genre, et par la découverte même criminelle des plans du gouvernement français, à se rendre intéressant aux yeux des ministres de la Grande-Bretagne.

Mais si nous montrons la première administration de M. Pitt entachée du même complot, des mêmes intrigues et déshonorée par la même corruption, et peut-être aussi par un plus grand crime que celui que la voix de l'Europe diplomatique a droit de reprocher à M. Drake; alors il sera juste de dire que l'action de dérober par corruption, vénalité, ou par tout autre moyen, quelqu'illégitime qu'il puisse être, le porte-feuille, les papiers ou les projets d'un autre gouvernement, est une partie de la politique anglaise, et forme une des fonctions diplomatiques que le cabinet de Saint-James confie à ses ministres extraordinaires.

En effet, nous lisons dans l'ouvrage anglais, intitulé : *Crimes des Cabinets*, pag. 129, le fait suivant : « Un événement fort remarquable eut lieu à Bâle au » milieu des négociations qui avaient été entamées de » la part de la Prusse par le baron de Goertz. Ce » seignenr mourut subitement. Les médecins qui firent » l'ouverture de son corps, déclarèrent publiqnement » qu'il avait été empoisonné. Au milieu du tumulte

» que produisit son indisposition subite, qui don- » nait les plus vives alarmes, *on lui enleva, non* » *ses effets précieux, mais son* PORTE-FEUILLE, *qui* » *renfermait tous ses papiers.* Personne n'ignore que » cela se fit par l'entremise et la subtilité d'un cer- » tain agent anglais qui déshonorait *le caractère* » *sacré de la diplomatie.* La substance de ce que » renfermaient les papiers officiels du baron de » Goertz, arriva dans notre cabinet. On fut instruit » de cette manière (à Londres) de l'intention où » étaient les cabinets du continent d'abandonner ce » qu'on appelait la *bonne cause.* »

Ainsi donc, deviner quelles sont les vues des cabinets étrangers, explorer par les moyens honorables de la diplomatie les projets de la politique des autres gouvernemens, ne paraît au cabinet de Saint-James qu'une pratique vulgaire et un moyen trop lent. S'emparer des porte-feuilles des ministres et des papiers des gouvernans, est l'effet d'une tactique plus prompte et surtout plus commode; qu'importe que la politique morale qui commande tout, et qui doit présider à toutes les fonctions des ambassadeurs et des ministres, ait toujours proscrit de telles actions viles et infâmes, le gouvernement de M. Pitt ne connaît d'autres lois que celles de la police et de la diplomatie; et encore pour lui, le mot *police* signifie *corruption*, et le mot *diplomatie* veut dire *vol de porte-feuilles, conspirations, assassinats......*

12°. Faut-il rappeler l'horrible conduite des amiraux anglais à l'égard des malheureux Napolitains? Que le violent *incendiaire d'Aboukir* ait commis à Naples des barbaries sans exemple, on n'a pas même le droit

d'en être étonné : la fureur de ce chef de la marine anglaise contre tout ce qui est Français ou ami de la France est connue ; elle a rendu fameuse l'effroyable haine de *Nelson* : mais que les violations manifestes de ses propres capitulations soient restées impunies, que les nombreux massacres commandés en personne par cet amiral sur les prisonniers napolitains sortant du fort Saint-Elme, aient été légitimés par le gouvernement et par l'influence de M. Pitt, c'est ce qui doit indigner tout ce qui, en Europe, porte un cœur d'homme ?

Faut-il montrer aux panégyristes de M. Pitt son amiral Nelson, ordonnant à Naples le supplice de ce célèbre marin, le prince *Caraccioli*, et affectant de le faire mettre à mort sur le même vaisseau que cet amiral napolitain avait glorieusement enlevé aux Anglais? Caraccioli avait trop de génie et d'amour de son pays pour ne pas embrasser la cause nationale dans les révolutions qui agitèrent Naples. Il fallait l'en punir. L'amiral anglais se chargea de cette exécrable mission. Lorsque Naples fut repris par les troupes royales, le prince-amiral de la flotte napolitaine, et qui avait son pavillon à bord, se rendit à l'amiral Nelson, sous la *garantie sacrée de sa parole d'honneur*, qu'il aurait la faculté de se retirer partout où il voudrait. Mais aussitôt qu'il se fut rendu à bord du vaisseau de lord Nelson, il fut arrêté, jeté dans un cachot, condamné par une cour martiale, et pendu au mât de ce même vaisseau anglais qui était l'honorable monument de sa victoire sur les *tyrans de la mer*(1).

(1) Il n'y a que l'intensité naturelle de la *haine britannique* qui peut expliquer pourquoi lady Hamil-

Peut-on aussi absoudre l'administration de M. Pitt des violations manifestes que fit le lord Nelson des capitulations du fort Saint-Elme? Là, les Napolitains patriotes, réunis à quelques troupes françaises, résistèrent long-temps, et refusèrent de se rendre aux hordes assassines de la Calabre; mais ils mirent leur entière confiance dans les troupes anglaises. M. Foote, capitaine de la frégate *Sea Horse*, signa, avec la garnison du château Saint-Elme, une capitulation en vertu de laquelle la garnison toute entière, et toutes les perronnes qui étaient dans le fort, seraient transportées, si elles le désiraient, saines et sauves à *Toulon*, sous la protection de l'escadre anglaise (1). Com-

---

ton, femme de l'ambassadeur anglais à Naples, eut le flegme barbare de monter sur le pont pour considérer le spectacle de la mort des patriotes napolitains, de *Caraccioli*, du célèbre *Domenico Cerilli*, qui avait été trente ans l'ami et le médecin de sir Williams Hamilton, ambassadeur. Est-ce là le rôle *d'une anglaise?* « Une anglaise (s'écrie Helene Maria Williams, page 162, tome 1er. de l'*Aperçu de l'état des Mœurs au dix-huitième siècle*); une anglaise! titre dont l'ame devrait s'enorgueillir!. . . . . Je demande si la scène de ce pont, dont la baie de Naples, est propre à nourrir, sur *le continent*, l'opinion favorable qu'on avait des femmes de mon pays. »

(1) Les commandans des puissances coalisées, qui avaient été présens à la reddition des places, humiliés de la conduite du roi de Naples, de son administration et de l'amiral anglais, firent d'inutiles remontrances contre ces édits. Le Turc, le Russe et le cardinal Ruffo se trouvèrent forcés de rester spectateur passifs de l'infraction d'un traité qu'ils avaient solennellement signé, et à la stricte exécution duquel leur paraissait attaché leur honneur et celui des puissances au nom desquelles ils l'avaient fait. Le commodore

ment s'exécuta cette capitulation solennelle? Aussitôt que les Napolitains furent sortis du château, et que les Anglais les eurent en leur pouvoir, ils les livrèrent lâchement aux barbares qui venaient de faire la guerre civile dans la Calabre, et qui les massacrèrent tous. On frémit d'horreur en lisant ces faits dans les pièces justificatives (1) de la brochure anglaise intitulée : *Crimes des cabinets*, ainsi que dans l'ouvrage qu'a écrit avec tant d'énergie et de sensibilité, *Helena-Maria Williams* (2).

13°. Les mots *traités*, — *exécution des conventions*, — *droit des gens*, sont effacés du *vocabulaire* de M. Pitt. Aussi la honte que la violation du traité *Del-Arisch* avait imprimé au nom anglais, est retombée

---

Foote, qui l'avait également signé, en ressentit une peine si vive, qu'il donna sa démission. — Les patriotes napolitains qui se trouvaient à bord des vaisseaux de transport, fatigués des cruautés qu'ils éprouvaient, enhardis par un traité qui était en leur faveur, envoyèrent une adresse à l'amiral Nelson, pour lui rappeler la capitulation faite par un commandant anglais, et en demander l'exécution. Lord *Nelson* le leur envoya, avec cette réponse écrite de sa propre main, au bas de la dernière page : *J'ai montré votre adresse à votre roi clément, qui doit être le seul et le meilleur juge de la conduite de ses sujets.* Voyez les pages 164 et 165 du tome Ier. de l'*Aperçu des Mœurs et des opinions en France au dix-huitième siècle.*

(1) N°. 8, lettre *H.*

(2) Le tableau des cruautés et des perfidies commises au nom du gouvernement anglais dans les contrées napolitaines, cruautés et perfidies qui souilleront à jamais la *libérale* et *régulière* administration de M. Pitt, est fortement peint et bien développé dans cet ouvrage intéressant.

toute entière sur la tête de ce ministre sans foi et sans morale, qui croit avoir acquis, par la corruption et par l'impunité, le droit constitutionnel d'abuser sans mesure de la puissance et des trésors d'une nation éclairées et recommandable sous tant de rapports, autres toutefois que ceux de la politique.

La première violation du traité *Del-Arisch*, commise par l'administration de M. Pitt, eut lieu à l'égard d'un de ces hommes rares que la Providence dépose de temps en temps au milieu des armées pour allier la force et la justice, la bravoure et l'humanité; c'est sur la tête du brave et généreux Desaix, nommé dans la Haute-Égypte le *Sultan-Juste* (1), que s'appesantit la perfidie britannique : le général Desaix fait voile pour la France, après avoir pris les passeports nécessaires de toutes les puissances qui avaient signé le traité *Del-Arisch*. Il est cependant arrêté par un croiseur anglais, et envoyé par le lord Keit, commandant la station de la Méditerranée, prisonnier à Livourne, où il fut mis dans le lazareth commun. Desaix écrivit inutilement à l'amiral anglais, pour demander qu'on lui accordât des plumes, de l'encre et du papier, et qu'il le traitât d'une manière convenable à son rang. Que répond le lord Keit, cet amiral d'une nation si orgueilleuse de ses droits politiques

(1) Sidney Smith lui-même avait de l'admiration pour le général Desaix. « *La réputation du général Desaix*, écrivit-il au général Kleber, *m'est un sûr garant que nos conférences seront basées sur les qualités qui le distinguent.* » Voyez le N°. 3 des Lettres et pièces officielles de Sidney Smith et Kleber, sur la convention *Del-Arisch*.

et de sa librté civile? il se joue d'une manière barbare des principes des nations libres, de la violation du traité : « Monsieur, répond le lord Keit au brave » Desaix, je suis surpris que vous demandiez à être » traité différemment de vos compatriotes, attendu » qu'en France, vous êtes sous le règne de l'égalité; » vous pouvez, dans la situation où vous êtes, ap- » prendre par la pratique, les avantages de cette éga- » lité que vous n'avez eue jusqu'ici qu'en théorie..... » Quelle odieuse dérision du malheur et de la morale!

14°. Je ne parlerai point de la faible et inconvenante excuse (1) de Sidney Smith, qui, de dessein prémédité, arriva trop tard pour épargner le sang français dans le fort Del-Arisch, lorsque les Ottomans assassinèrent tant de braves de l'armée d'Égipte qui se reposaient sur la foi de l'armistice qui avait été conclu. Je ne dirai point que le général Kleber crut devoir demander à Sidney Smith des ôtages pour éviter des barbares assassinats comme dans le fort Del-Arisch; il me suffit de rappeler les expressions qu'une indignation profonde inspira à Kleber: on y voit sa grande ame, lorsqu'il dit au commandant anglais : « ON NE S'EST JAMAIS JOUÉ DE CHOSES AUSSI SACRÉES ET AUSSI IMPORTANTES. »

Et comme si ce n'était pas assez de ces fausses et tardives garanties d'un traité, données par Sidney Smith, on fait commettre encore des *infidélités et des surprises dans les traductions de la convention pas-*

---

(1) Voyez les numéros 29, 30 et 33 de la correspondance officielle de Sydney Smith et du général Kleber.

sée entre les généraux. Kleber fut obligé de s'en plaindre fortement à Sidney Smith lui-même. (1)

Cette perfidie n'est que le préliminaire de plus grandes violations. Sidney Smith écrit au payeur Poussielgne, pour lui apprendre les obstacles que les supérieurs (l'amiral Keit) ont mis à l'exécution de la convention Del-Arisch, ayant reçu en Chypre, le 22 février, des *instructions contraires*, datées du 10 janvier (la convention était du 24 et du 31 janvier, postérieure par conséquent.)

Mais ce qui met le comble à cette odieuse tactique ministérielle, et ce qui dévoile le système constant de l'administration de M. Pitt, de violer les traités, c'est le discours infâme que tint, le 29 messidor an 8, le *ministre Dundas* à la chambre des communes, pour demander *la destruction de l'armée française d'Egypte*, et pour que le parlement ne reconnût point le traité ou la convention Del-Arisch. Y a-t-il donc dans l'histoire un trait de *foi punique* aussi caractérisé ? . . . .

15°. Dans tous les pays, le respect dû aux alliances politiques n'a pas permis aux gouvernemens les plus barbares et les plus égoïstes d'abandonner aux horreurs de la captivité les soldats des puissances alliées. Quand la paix était rétablie, les prisonniers des alliés étaient considérés sous le même rapport que les prisonniers de la puissance qui traitait de la pacification et de l'échange des prisonniers. Le ministre Pitt ne pense et n'agit pas de même. Lorsque les Russes, al-

---

(1) Voyez le numéro 44 de la correspondance officielle.

liés de l'Angleterre dans la guerre précédente, furent débarqués les premiers sur es côtes de la Batavie, et que la bravoure des Français en eût fait prisonniers une grande partie, vit-on le gouvernement anglais les revendiquer à la paix, s'occuper du sort de leurs alliés faits prisonniers uniquement pour défendre l'ambition turbulente de l'Angleterre? Vit-on M. Pitt stipuler pour eux dans l'échange qui fut fait des prisonniers frauçais avec des prisonniers anglais? Non, sans doute. Paul Ier. ne trouva un traité d'échange pour ses soldats, que dans la générosité française et dans la magnanimité de Bonaparte. Alliés de la Grande-Bretagne! voilà les maximes du cabinet de Saint-James. Stipendiaires de la puissance maritime! tel est le sort et l'abandon auquel vous devez vous attendre en versant votre sang pour défendre l'or et l'orgueil de ces insulaires, implacables et égoïstes tyrans de la mer, et oppresseurs systématiques de l'Europe!

16°. Lorsque Bonaparte, élevé à la dignité consulaire, fit cesser, pour le salut de la France, ce gouvernement *directorial*, qui ne pouvait plus tenir les rênes de l'État, qui n'avait créé ses finances qu'avec des banqueroutes, et qui ne s'était maintenu que par des violences, il adressa directement au roi de la Grande-Bretagne, qui se disait le soutien et l'ami de la paix et de la prospérité de l'Europe, une lettre pour lui demander de faire cesser le fléau de la guerre, et de mettre un terme à cette exagération de dépenses et de forces qui ne pouvaient qu'être également nuisibles aux deux nations. Que répondit M. Pitt? Il s'enveloppa des formes diplomatiques dont l'obscurité est si analogue à son froid caractère, à sa

politique artificieuse et à la subtilité de son esprit.

Le Premier Consul avait suivi les mouvemens d'un cœur magnanime et ami de l'humanité ; M. Pitt fit écrire une réponse par le ministre Grenville, réponse pleine de moyens dilatoires et injurieuse aux droits de la France. M. Pitt, dont l'administration portait tous les caractères de la versatilité et de la faiblesse, trouvait le gouvernement consulaire trop nouveau et trop peu stable pour conclure la paix. Cependant, à cette époque même, l'autorité nationale confiée à Bonaparte s'affermissait chaque jour davantage, et le ministère de M. Pitt acquérait chaque jour, dans l'opinion publique, plus d'oppositions et de haines que jamais.

Que résulta-t-il du rejet impolitique de ces premières propositions de paix ? C'est que M. Pitt acheva de perdre son crédit, même à la cour de Vienne, par les intrigues nouvelles et les obstacles sans nombre qu'il chargea le lord Minto de faire naître auprès de cette cour, pour l'empêcher de faire alors une paix séparée, et pour faire répandre de nouvelles calamités sur le continent.

Quel fut à cette époque le fruit de cette politique dilatoire de M. Pitt ? C'est que cent cinquante mille Français, Allemands ou Italiens périrent dans les champs de bataille ou dans les villes assiégées, depuis le moment où le Premier Consul offrit au roi d'Angleterre de traiter de la paix, jusqu'à la mémorable époque de la bataille de Marengo, qui mit les Français en possession de l'Italie, et qui anéantit d'un seul coup tous les ennemis coalisés contre la France. Peuples du continent, dont les chocs ter-

ribles sont les jeux de la politique de M. Pitt, élevez donc maintenant des trophées à ce colonel-ministre, à ce financier belligérant, provocateur éternel de l'extermination des nations indépendantes et industrieuses !!!

Nous ne terminerions pas cette affligeante nomenclature, si nous voulions parler de tous les actes libéraux de la politique de M. Pitt. L'Europe les a oubliés, et l'Angleterre en profite ; mais l'inexorable histoire les recueille : elle gravera en caractères ineffaçables les barbares complots de ce gouvernement digne des hordes sauvages de l'Afrique et de l'Amérique..... Qu'on ne regarde pas ces dernières expressions comme exagérées; je n'ai besoin, pour en justifier l'énergie, que de rappeler le bombardement de Cadix au milieu des calamités de la peste qui en moissonnait les habitans.

On se rappelle le gigantesque projet dont M. Pitt fit à si grands frais les secrets préparatifs avant la conclusion du dernier traité de paix.

Des trahisons avaient été organisées dans le port de Brest, par les agens de M. Pitt. Il avait pratiqué des intelligences au Ferrol, et il avait quelques motifs d'espérer qu'il ferait à Cadix ce qu'il avait fait à Toulon plusieurs années auparavant. Le triple projet qui tendait à détruire le premier port maritime de la France, et à enlever toute la marine espagnole, était déguisé sous le projet connu de porter une armée anglaise en Égypte; et tandis que les spéculateurs politiques de l'Europe ne tournaient leurs regards que sur Alexandrie et les Mamelucks dévoués à l'Angleterre, M. Pitt visait à un plus grand but : c'était d'incendier

Brest, de détruire le Ferrol et de dépouiller Cadix de toute sa marine.

L'escadre de l'amiral Keit part des îles britanniques avec quinze mille hommes de troupes commandés par un général justement célèbre, Abercrombie. L'escadre demeura à Belle-Isle plus d'un mois et demi, attendant le signal des trahisons, et le moment d'anéantir du même coup le plus grand dépôt des forces navales de la France. Mais le complot fut heureusement découvert à temps : la station de l'incendiaire Keit fut stérile ; les auteurs du complot furent saisis à Brest, et le magnifique port fut sauvé de la lâche fureur britannique.

L'escadre apprenant ce grand *désappointement*, fit voile vers le Ferrol, qui se défendit des attaques de cet amiral, seulement fort de la corruption qui l'avait précédé dans les villes maritimes.

Arrivé devant Cadix, il apprend qu'une maladie contagieuse a déjà dévoré une partie de ses habitans; il lance des bombes sur cette ville malheureuse, pour ajouter les horreurs de la guerre aux calamités de la peste. Association bien naturelle, puisque le gouvernement anglais a pour alliés éternels tous les fléaux de la nature et tous les crimes de la société.

Environ vingt-cinq vaisseaux de ligne étaient dans la rade de Cadix, et tentaient l'avidité de l'amiral anglais. Pouvait-il écouter la voix de l'humanité? Il poursuit sa cruelle ambition, et lance de nouveau des bombes, lorsqu'il apprend, par un de ses officiers qui était entré en parlementaire à Cadix, que le commandant était mourant dans son lit, que plusieurs habitans avaient cru échapper à la maladie pestilentielle, en

so

se réfugiant sur les vaisseaux, et que la mortalité y était aussi considérable que dans la ville même.

Ce rapport inspira une telle frayeur à l'amiral Keit, qu'il croyait déjà voir la peste ravageant sa propre escadre; et, après des simulacres de capitulation, il alla attendre à Gibraltar quelques troupes de renfort pour aller encore affronter la peste, et essayer l'invasion sur les bords du Nil. Ainsi les projets de M. Pitt, combinés à la fois, et qui devaient être executés par les mêmes troupes sur Brest incendié, sur le Ferrol trahi, sur Cadix bombardé et sur l'Égypte envahie, ne durent leur insuccès qu'à la découverte des traîtres corrompus à Brest par les agens de M. Pitt, et aux ravages de la peste. Ainsi un fléau né de l'insalubrité du climat nous délivra d'un plus horrible fléau né de la politique du cabinet de Saint-James. M. Pitt, par son mauvais génie, ne semble-t-il pas destiné à surpasser tous les maux auxquels la nature a condamné l'espèce humaine?

Voilà, en abrégé, quelques-uns des actes principaux de la première administration de M. Pitt. Déjà l'histoire a chargé sa palette de couleurs plus noires encore pour peindre son administration actuelle; et l'humanité en pleurs baisse sa tête pour ne pas voir le spectacle des malheurs nouveaux que ce politique au cœur de bronze et aux mains de fer prépare secrètement pour se venger de sa honteuse chûte, dont il voit s'approcher le terrible moment.

J'aurais pu dénombrer encore, après les crimes de la politique de M. Pitt en Europe, commis en Afrique et dans les Antilles, tous les forfaits qu'il a ordonnés dans l'industrieuse et paisible Asie, lorsque de con-

cert avec la compagnie mercantille de l'Inde britannique, il a usurpé le royaume et les trésors de *Mysore*, en faisant égorger Typoo-Saïb ; lorsqu'il s'est emparé du *Carnatic*, en faisant périr le prince de cette riche contrée ; lorsqu'il a fait disparaître l'entière population des Polygards, en la transportant dans des îles désertes de la mer du Sud. Mais ces images sont trop affreuses, et je craindrais que M. Pitt, se voyant un jour dans le cabinet de Saint-James, entouré, poursuivi par ces ombres malheureuses, ne sortît tout épouvanté de l'antre ministériel, en s'écriant comme un des personnages de Shakespeare dans Richard III : *O Catesby! I have had such horrid dreams.* « O Catesby! J'ai eu aussi de ces horribles rêves. » . . . . . .

Revenons aux résultats de l'administration de ce rejeton du *grand Chatam ;* apprécions rapidement sa politique et ses travaux. Que voyons-nous ? — Il a échoué *dans sa coalition.* La France est devenue plus grande, plus forte, plus puissante qu'elle ne le fut jamais ; et M. Pitt voulait partager la France. — Il a *échoué dans la diplomatie ;* car l'influence a cessé d'être à Londres. Le système prédominant n'appartient plus au cabinet de Saint-James ; le continent n'est plus agité de guerres subsidées par le chancelier de l'échiquier ; les populations militaires de l'Europe ne sont plus vendues à des marchands ministériels, présidés par Georges III ; et depuis l'infâme conspiration tramée par Drake, sa diplomatie est encore plus méprisée que haïe.... — Il a *échoué dans les finances ;* car les taxes les plus énormes sont déjà insuffisantes ; les richesses extorquées à l'univers co-

lonisé ne suffisent plus pour les frais qu'exige la défense des îles britanniques : les fidelles communes sont royalement invitées à donner de nouvelles contributions. — Il a *échoué dans les plans de guerre;* c'est à ce dernier *bill de défense* que les Anglais les plus superstitieux admirateurs de M. Pitt, ont reconnu eux-mêmes l'insuffisance de ses moyens et l'inconstitutionalité de ses dispositions militaires. — Il a *échoué dans la politique;* car les vues secrètes du conseil d'état britannique sont de porter sans cesse la guerre au dehors, d'exciter toutes les monarchies à guerroyer entr'elles, pendant que l'Angleterre règne sur toutes les mers et colonise sur tous les continens. M. Pitt, oubliant cette base première de la politique anglaise, a appelé la haine universelle sur son pays, et concentré les fureurs de la guerre sur un seul point, qui est Londres. La vengeance du droit des nations n'a plus qu'un point de mire; et c'est sur la Grande-Bretagne que les efforts d'une armée héroïque doit porter toute son impétuosité et ses habitudes de victoire.

Un coup-d'œil rapidement jeté sur les états de l'Europe alliés par intérêt, par amitié ou par crainte, avec le gouvernement anglais, ne nous présente que des victimes et des dupes. M. Pitt a perdu ou affaibli, par l'influence malfaisante de sa perfide protection, toutes les contrées, tous les gouvernemens qui se sont confiés à lui, ou qui se sont abandonnés à l'imprévoyance de sa haute politique. Qu'a gagné la Hollande à s'être associée à M. Pitt pendant la guerre de 1793 ? Quels avantages a recueillis Naples de son intimité avec les *Nelson*, les *Acton*, les

Hamilton et autres agens connus de M. Pitt? Quels profits a retiré le Portugal, que M. Pitt a empêché deux fois de faire une paix utile? Qu'a gagné le grand duc de Toscane à s'allier aux vues du gouvernement anglais? Combien de milliers de bons soldats n'ont pas perdu l'Autriche, la Russie, le corps germanique et la Prusse, en soutenant la délirante ambition du chancelier de l'échiquier? Quelle sécurité a obtenu la Porte ottomane, soit pour l'Egypte, soit pour elle-même, en recevant les assurances de la loyale amitié de Georges III? Quels avantages maritimes ou commerciaux ont recueillis les nations suédoise et danoise de leur complaisante neutralité pour le cabinet de Saint-James? .... Le grand ministre Pitt n'a pas prévu lui-même, en ameutant tous les cabinets contre la France, qu'il ne pouvait leur donner ni secours, ni sûreté, ni une compensation quelconque pour tant de dépenses, de pertes et de malheurs qu'il appelait sur leur tête.

Telle est la faible esquisse de la physionomie politique de ce ministre fiscal, à qui une *faction anglicane*, disséminée depuis la Tamise jusqu'au Tage, et depuis le Bosphore jusqu'à la Newa, a entrepris de faire une grande réputation, dans l'unique dessein de tromper l'Europe, et de pouvoir se servir de cette réputation turbulente, exagérée et entièrement factice, pour l'opposer à la renommée pacificatrice et glorieuse du vainqueur de l'Italie et de l'Egypte; comme s'il pouvait y avoir quelque chose de commun entre un financier et un héros, entre l'auteur de toutes les discordes civiles et le créateur de la paix générale, entre le directeur dangereux d'une diplo-

matie odieuse (1) et le chef illustre des plus valeureuses armées !

On se demandera sans doute comment dans la patrie des *Walpolle*, des *Butte*, des *Sandwich*, des *Chesterfield*, des *Norht*, on a pu consentir à placer M. Pitt au rang des grands ministres. Mais c'est qu'il y a des époques où la disette des hommes de génie et des grands politiques aide les hommes médiocres et les charlatans à usurper des réputations colossales ; il est des temps où les partis anglais, qui ont toujours besoin de placer sur quelque tête leur admiration superstitieuse, accordent aux demi-talens, aux auteurs des crimes politiques, aux premiers acteurs des funestes intrigues de la diplomatie, et aux chefs des coalitions monstrueuses, les hommages que, dans d'autres, on rend au génie pacificateur, à la gloire militaire, aux talens d'administration et aux auteurs du bonheur public.

Les factions anglaises ont beau s'agiter : l'opinion publique a prononcé en Europe sur les opérations ministérielles et politiques de M. Pitt ; elle l'a depuis long-temps signalé aux nations et à son propre pays comme un tyran ministériel, exagérateur de la prérogative royale, ennemi de la liberté publique, inaccessible à toute impulsion humaine, à tout sentiment

(1) C'est M. Pitt qui, sous les ordres secrets du cabinet de Saint-James, a déjà trop long-temps dirigé la diplomatie européenne par les mains des Herwey et des Windham en Toscane, des Aukland en Hollande, des Spencer Smith en Allemagne, des Wickam en Suisse, des Hailes en Danemarck, et des Drake en Bavière.

élevé, et pour qui les effrayantes catastrophes des empires et les révolutions, les nations ne sont qu'un jeu et une simple intrigue de cabinet. . . . . Brouillon politique, corrupteur universel, qui, depuis vingt ans, incendies et dévastes l'Europe et ses colonies ! Mauvais génie, qui précipites la monarchie anglaise dans le despotisme par la vénalité, dans la haine universelle par l'ambition commerciale, et qui plonges la Grande-Bretagne dans le néant par la guerre ! Non, ce n'est point à toi de partager la gloire solide et les hommages touchans, que l'humanité consolée et reconnaissante n'accorde qu'à ses véritables bienfaiteurs ! . . . .

CHAPITRE LXXX.

UNE NATION ET UN CABINET.

QUELLE étrange et funeste contradiction de vues et d'intérêts présente aujourd'hui l'Angleterre !

Le gouvernement anglais ne se soutient que par le remède violent de la guerre ; la nation se soutiendrait bien mieux par les arts productifs de la paix. La guerre faite par le gouvernement, usurpe atrocement sur toutes les parties de la terre ; la paix, entretenue par la nation, propagerait insensiblement son industrie et mul-

tiplierait ses relations amicales. La guerre voulue par le gouvernement, aigrit tous les peuples contre la nation. La paix, commandée par le peuple anglais, rapprocherait toute l'Europe dont les alliances s'éloignent chaque jour davantage.

La guerre faite pour l'intérêt et les passions des ministres, ne profite qu'à une minorité oppressive. La paix conclue pour l'intéret et la sûreté de la nation, ferait la prospérité de douze millions d'Anglais, d'Irlandais et d'Écossais.

C'est la paix que redoute le *cabinet anglais.* Il se soutient par la guerre; et il doit en être dévoré. Il hait la paix; et la paix est le seul état convenable à un état commerçant, tel que l'Angleterre.

C'est la paix qui n'est jamais sincère dans le *cabinet anglais.* Son art est d'endormir par la paix, pour conquérir encore pendant le repos des nations, et de les dépouiller avant le moment où elles sont réveillées par le bruit de la guerre. Il écrit toujours le nouveau plan d'hostilités en même temps qu'il signe un traité de paix.

C'est la paix qui ruine le *cabinet anglais.* Il considère les maux de la guerre comme une mine inépuisable. Il accable le peuple d'impôts, et s'empare du commerce général. Il ferme la mer pendant la guerre, et centuple le revenu de ses douanes, en faisant circuler, dans ses avares mains, toutes les richesses du monde. Ainsi la paix est un fléau pour le gouvernement; mais c'est un moyen destructif pour la nation.

C'est la paix qui ôte la prédominance au cabinet anglais. La guerre est pour lui un prétexte pour

demander des lois extraordinaires, une extension d'impôts et une augmentation de troupes et d'autorité. C'est pour cela que les ministres s'évertuent à trouver des moyens et des prétextes de guerre : argent et pouvoir en sont les résultats.

C'est la paix qui arrête et limite le pouvoir exécutif. La guerre est le moyen d'exagérer la puissance ministérielle, d'agrandir la prérogative royale, d'augmenter l'influence de la corruption parlementaire, de suspendre l'acte d'*habeas corpus*, et de miner la constitution dont la nation anglaise est si fière; et cependant elle se laisse entraîner à la guerre qui lui ravit les bienfaits de cette constitution.

Ne croyons pas néanmoins que cette politique perturbatrice qu'exerce si despotiquement le *cabinet anglais*, ait des partisans nombreux dans la Grande-Bretagne. Les Anglais qui sont éclairés, penseurs, impartiaux, philantropes, propriétaires et doués d'un bon sens imperturbable, sont contraires à cet exécrable système de turbulence et de guerre éternelle, qui doit finir par les engloutir eux-mêmes : cet entraînement, cet aveuglement causé par le cabinet anglais, aura son terme. Que sont, en comparaison de la masse du public éclairé en Angleterre, une centaine de lords et de courtisans immuables dans leur haine aveugle contre la France, et quelques ministres occupés sans cesse de se populariser à la bourse, de corrompre à Westminster, et de tromper à Saint-James.

La nation anglaise a un grand caractère. Ses ministres n'ont jamais eu qu'une fausse ambition. La nation possède à un haut degré l'esprit d'industrie et

de commerce, qui finira par calculer les résultats dangereux de la guerre; les ministres sont possédés par un esprit de haine et de vertige, qui finira par les faire chasser et punir.

Enfin, il faut de longues années pour rappeler à la raison les ministres de Saint-James; tandis qu'il ne faut que quelques heures pour calculer et stipuler la paix avec la nation anglaise.

Qu'y a-t-il donc entre ces deux grandes nations qui luttent en ce moment avec tant d'efforts, de dépenses et de fureur? Quel obstacle s'élève entre deux peuples que la nature n'a séparés que par un bras de mer? Un cabinet toujours insensé, toujours belligérant, toujours insatiable de destruction et de richesses. Quatre individus, je ne les appellerai pas du nom d'*homme*, s'opposent à la prospérité du commerce, à l'union des peuples, à la paix du monde, et à quelle époque? lorsque les traces de la barbarie sont dissipées; lorsque l'horizon du génie s'est agrandi; lorsque les lumières ont civilisé, amélioré, perfectionné l'espèce humaine. Quel triste spectacle pour l'Europe, et combien il est honteux pour l'Angleterre! une nation sage et un cabinet insensé! une population essentiellement commerçante, et un conseil habituellement aggresseur! un peuple généreux et un ministère féroce! des Anglais qui s'honorent d'avoir produit Newton et Pope, Shakespeare et Milton, Robertson et Hume, sont régis arbitrairement et menés à la guerre la plus injuste, à la violation des traités la plus infâme, par un gouvernement digne du neuvième siècle!!!

CHAPITRE LXXXI.

SIMELE ESQUISSE.

C'EST un étonnant spectacle que présente l'Angleterre, vue sous quelques-uns de ces divers rapports. Tous ces usages, ses habitudes, ses passions, ses vertus, ses vices même, diffèrent entièrement de ceux du continent de l'Europe. — Elle joint à l'indépendance *insulaire*, la servitude *féodale*. Elle réunit aux plus belles institutions de la *civilisation*, le despotisme et l'âpreté de mœurs que donne l'habitude de la mer. Elle se fait pardonner son défaut de *sociabilité* par le perfectionnement que ses écrivains ont donné à la raison. Ses mœurs domestiques la font absoudre des traces de *sauvagerie* qu'elle a conservées. Les grands progrès de son industrie manufacturière nous dérobent quelquefois la vue des excès de sa tyrannie commerciale. — Son avarice délibère lentement sur les impôts; son ambition déclare subitement les guerres. Elle civilise de temps en temps les autres parties du monde par le commerce, et les fait rétrograder tout-à-coup par la guerre vers la barbarie. — Audacieuse sur toutes les mers, belligérante sur tous les continens, elle tremble dans son île, et a

toujours reçu sur ses foyers les fers que les conquérans lui ont portés. — Sa souveraineté repose sur la mobilité des vagues, sa fortune sur des vaisseaux, sa politique sur des comptoirs, sa diplomatie sur la vénalité. — Elle a fondé sa bonne foi sur l'empire des circonstances, sa fidélité sur les calculs du vil intérêt; sa puissance sur les malheurs et l'oppression du monde colonial, sa domination sur l'aveuglement ou l'inertie des gouvernemens européens, son monopole sur les progrès de ses manufactures et de sa marine, sa politique hautaine sur les préjugés et l'orgueil de son aristocratie, et son despotisme sur les maximes traditionnelles de Cromwel, de Chatam et de ses ministres. — L'Angleterre, *navigatrice*, embrasse, asservit, et ferme toutes les mers; *marchande*, elle exploite, pressure et trompe les deux hémisphères; *diplomatique*, elle divise, corrompt et excite à la guerre les peuples civilisés; *politique*, elle ne voit pas qu'elle a passé l'apogée de sa puissance et de sa richesse; *banquière*, elle oublie que son crédit repose sur des feuilles de papier, que la première tempête politique doit disperser; *manufacturière*, elle stérilise le travail des nations, et accapare les matières premières; *ministérielle*, elle force les Écossais à l'émigration, couvre de tombeaux la moitié de l'Irlande, et ordonne l'oppression du Bengale et la mort des Nababs. — Accapareuse et marchande exclusive en Europe, tyran commercial dans l'Asie, spéculant sur la vente des hommes en Afrique; contrebandière et chef de guerre civile dans l'Amérique et dans les Antilles, elle menace la propriété de toutes les nations, intervertit le système général de la civilisation. —

Puisque l'Europe domine les quatre parties de la terre, c'est à elle qu'il appartient plus particulièrement de veiller sur les moyens conservateurs des sociétés civilisées. C'est parce que l'Anglais impuni couvre la mer de ses vaisseaux oppresseurs, qu'il se croit en état d'usurper hardiment tous les droits, de violer insolemment tous les traités. L'Europe politique, éclairée, armée de toutes parts, le voit et n'en paraît pas alarmée. L'éloignement des dangers que présente une telle domination maritime, semble rassurer la plupart des puissances qui ne font que dormir sur le bord d'un abîme profond qui menace d'engloutir les libertés, la prospérité et le commerce du continent.

— Ces puissances paraissent ne voir dans la violation du traité d'Amiens qu'une injure, ou une attaque faite à la France. Mais si la France n'avait pas cette grande énergie politique, cet esprit militaire et ce caractère héroïque que les circonstances les plus terribles l'ont forcée de développer dans ce dernier période du dix-huitième siècle, ce torrent du despotisme anglais viendrait bientôt tout inonder et détruire ; les puissances de l'Europe ne seraient plus dans quelques lustres que des Nababs impuissans, ou des feudataires humiliés devant la puissance mercantile de Londres. — On n'a pas assez senti en Europe tous les funestes résultats de la violation du traité d'Amiens, de l'usurpation de Malte, malgré les garanties solennelles de trois grandes puissances, et de toutes les horreurs de la guerre commises sans déclaration préalable. Ainsi, par un seul acte du caprice de Georges III, par une seule délibération du cabinet de Saint-James, tout le droit des gens est effacé en Europe.

— Gouvernemens célèbres, qui vous vantez sans cesse du perfectionnement de la civilisation européenne, qui parlez toujours de votre droit public et de votre savante diplomatie, voyez votre véritable position : en déchirant le traité d'Amiens, l'Angleterre a abandonné tout-à-fait le continent ; en violant le traité d'Amiens, l'Angleterre a attenté à la fois à la sûreté de toutes les nations Elle a tout commis à la force ; elle a r'ouvert la carrière des violences, des pirateries et envenimé toutes les plaies de la France ; elle a laissé tous les gouvernemens sans traités, les peuples sans liens réciproques, le monde sans foi publique. Oui, l'Europe est sans sûreté, le jour où un traité de paix générale est violé, parce qu'elle existe alors sans *droit public*, sans *droit des gens*. L'Angleterre se dit civilisée, et les peuplades les plus barbares de l'Amérique se garderaient bien de violer, comme l'Angleterre, les traités de paix et la foi jurée. Lorsque, le 23 mai 1754, un général anglais rompit le traité et ensanglanta le code des nations, en faisant fusiller, dans l'Amérique, un officier français, *Jumonville*, avec huit soldats de son escorte, quoiqu'ils portassent des paroles de paix, l'iudignation des SAUVAGES fut à son comble, et devint la force réelle du commandant français. . . . .

CHAPITRE LXXXII.

ANECDOTES.

Georges II, roi d'Angleterre, dînant un jour en public, dit au baron de Wrisberg, président du tribunal suprême de ses états électoraux : « Apprenez-moi, M. le Président, pourquoi je perds tous mes procès au tribunal des appels : — Sire, répondit-il, c'est que votre majesté n'a jamais raison . . . . » Georges III ne serait-il pas de la même famille ? Il a perdu le grand procès de l'*indépendance des Etats-Unis de l'Amérique ;* il n'a pas été plus heureux dans le procès de l'*indépendance de la République française.* Espérons qu'il perdra aussi bientôt le procès de l'*indépendance de l'île de Malte ;* et nous lui dirons, avec plus de vérité encore que ne le disait à Georges II le *président Wrisberg : C'est que votre majesté n'a jamais raison. . . .*

— Lorsque miss Anne Pitt, sœur de M. Guilhaume Pitt, eut reçu une pension du lord B. . . . , son frère lui écrivit une lettre très-vive, dans laquelle il lui reprochait, avec dureté, d'avoir accepté cette grâce. « Je n'aurais jamais, lui écrivit-il, imaginé tant de bassesse dans mon sang. Le nom de Pitt et le mot *pension* ne sont pas faits pour aller ensemble. » Quelque temps après, le même lord offrit une pension de

trois mille livres à M. Pitt, qui ne la refusa point. Sa sœur ne tarda point à en être informée, et elle lui envoya sur-le-champ une copie de la lettre qu'elle avait reçue.

— Les lettres de lady *Wortley Montague* sont véritables, a dit Walpool; j'en ai vu les originaux, parmi lesquels il y en a quelques-unes bien supérieures à celles qui sont imprimées. Mais il y en avait quelques-unes de très-*immodestes*. Au moment de les publier, le lord *Bute*, qui était marié avec la fille de cette dame, fit appeler l'éditeur de ces lettres, et offrit cent guinées pour en supprimer quelques-unes. L'éditeur prit l'argent, promit — et publia toutes les lettres.

— Lorsqu'en 1780, Louis XVI eut reçu les remontrances d'un des premiers ordres de l'état, il écrivit à la marge ces paroles, que les circonstances actuelles rendent encore plus remarquables : « *Il est assez singulier qu'on se plaigne des Protestans, parce qu'ils manifestent leur joie, lorsque je remporte quelque victoire sur les Anglais* (1). » Et ce sont les frères de Louis XVI, qui vont provoquer les armes de la jalouse Angleterre contre la France; et ce sont les princes français qui demandent à genoux de se mêler parmi les *loyaux sujets de sa majesté britannique!* Ce sont aussi toujours les paroles d'*Adélaïde de Foix au connétable de Bourbon* qu'il faut citer (2), quand

---

(1) Note écrite par Louis XVI, à la marge des remontrances faites par le clergé, en 1780. Vol. 1 de la Correspondance de Louis XVI, page 112 et 113.

(2) Tragédie du connétable de Bourbon, acte 3, scène 3.

on parle de ce trait de lâcheté heureusement rare dans les annales des nations.

« L'honneur est à souffrir où la vengeance est crime :
» Mais ramper sous un roi qu'on ne doit pas servir,
» Dévorer des affronts qu'on a droit de punir,
» Que *des princes français* veuillent si bas descendre!
» Ce vil abaissement ne saurait se comprendre.
» Que va vous coûter cher un aveugle transport!
» Combien vous pleurerez un jour sur votre sort!
» Vous vous détesterez, vous maudirez la vie.
» Ah! vivre tristement, regretter leur patrie,
» Y reporter toujours leurs regards désolés,
» C'est le sort des Français qui s'en sont exilés..... »

— Lorque, en 1790, la duchesse d'Orléans demanda à Louis XVI le retour en France du duc son mari, que certaines circonstances avaient obligé d'éloigner de l'assemblée constituante, Louis XVI écrivit au duc d'Orléans (1), en lui accordant la permission de revenir en France : « *On croit cependant que votre retour serait funeste à la tranquillité publique. On va jusqu'à vous supposer des vues ambitieuses..... Venez apprendre comme il faut être Français.* .... Et ce sont les enfans de ce duc qui sont allés à Londres offrir aussi leurs services au roi de la Grande-Bretagne! Ce n'est pas là, sans doute, qu'ils apprennent à être Français.

(1) Lettre 31, vol. 1, page 130.

CHAPITRE LXXXIII.

LES ANGLAIS AUX INDES.

« I will a tale unfold, as will harrow up your very soul. SHAKESPEAR.—*Haml.*	« *Je déroulerai un tableau si affreux, que votre ame même en sera déchirée.* HAMLET. »

Nous annonçons à nos lecteurs un ouvrage qui est sous presse, et qui paraîtra bientôt à Paris, un ouvrage traduit de l'anglais, qui a pour titre : *Les Anglais aux Indes.*

L'auteur est un Anglais qui a écrit en Angleterre des ouvrages qui y ont obtenu un grand succès. Lorsque ce livre sera publié, nous en donnerons quelques extraits ; et c'est avec la permission de l'auteur que nous recueillons ici quelques anecdotes qui pourront faire juger du mérite de l'ouvrage.

Pour faire connaître le style et les vues de l'auteur, nous nous contenterons de citer le morceau suivant, tiré de la préface:

« L'ouvrage, tel que je le présente maintenant au public, a été depuis long-temps dans toutes les par-

ties du globe. Oh! que ne suis-je doué des talens et de l'ame d'un *Tacite* ou d'un *Las Cazas*, pour décrire l'exécrable et sanguinaire système de rapines, de pillages et de meurtres exécuté par les scélérats commerçans de l'Angleterre, contre une population immense, aussi industrieuse dans les arts, qu'elle est intéressante par ses vertus!

« Mon but, en publiant cet ouvrage, n'est pas d'embellir mon récit avec un style fleuri; non. Mon but est la recherche de LA VÉRITÉ. Peu importe le style dans lequel j'ai écrit, la vérité n'a pas besoin d'ornemens. J'ai à faire connaître des faits si horribles, que *mon sang se glace d'horreur*; et après que mes lecteurs auront parcouru cette longue nomenclature de crimes, qu'ils disent si jamais il a été exécuté et suivi un tel système dans aucune des révolutions de l'Europe.

» Si l'Angleterre a eu ses *Jeffreys*, le Pérou ses *Pizare*, le Mexique ses *Cortès*, l'Inde a eu ses *Hastings* et ses *Impey*, qui ont surpassé leurs modèles dans le massacre et le pillage

» C'est pour moi une bien triste réflexion, que la plupart des meurtres qui ont eu lieu dans l'Indoustan, ont été commis sous le règne de Georges III. C'est ainsi que nous voyons que le même homme qui dirige les conseils du cabinet britannique pour anéantir non seulement tous les intérêts commerciaux de l'Europe, mais encore toutes les traces du droit des nations, et qui même a cherché les moyens de changer la constitution de l'Angleterre, poursuit le même système sur les bords du Gange. Cet homme c'est le comte de *Liverpool*, de qui le patriotique

lord *Chatam* a dit : « que malgré ses tromperies » habituelles et la fausseté de son caractère, il n'a » de sincérité et de constance que dans le mépris » qu'il fait de la vertu, et la haine qu'il a pour la » liberté. . . . » Tel est l'homme par qui l'Angleterre est gouvernée!!! Et un pareil homme influence ses destinées ! »

Nous ne pouvons pas, malgré la permission de l'auteur, rapporter une plus grande partie de la préface; mais nous citerons quelques faits arrivés dans le mois de mars 1775, et qui sont cités dans cet ouvrage.

LE RAJAH NUND-COMAR, Indoux du plus haut rang, présenta au conseil suprême une pétition dans laquelle il accusait le gouverneur-général *Warren Hastings* d'avoir reçu 800,000 roupies pour des projets de curruption, et qu'il était prêt à démontrer ce fait par des pièces d'une évidence incontestable. M. Hastings, au lieu de se défendre, dit qu'il ne souffrirait pas que le rajah parût, et en conséquence il dissout l'assemblée au mépris de son autorité. Mais l'affaire n'en resta point là. Le gouvernemeht, pour se venger, accusa lui-même le rajah d'une conspiration contre le gouvernement anglais; mais le *grand jury* ne voulut pas admettre l'accusation. Cette conduite du grand jury irrita le gouvernement à un tel point, que non seulement les membres de ce tribunal furent arrêtés arbitrairement pendant quelques jours, pour avoir méprisé la volonté du gouverneur, mais le pauvre rajah fut arrêté de nouveau et mis en jugement pour crime de faux. Il parut dans la suite que cette accusation était destituée de fondement;

et quand même elle aurait été vraie, le crime de faux dans l'Inde n'est pas puni de mort. Néanmoins le rajah fut traduit devant sir *Elija Impey*, le complice des forfaits de Hastings, et il fut condamné à mort.

Ce pauvre vieillard, qui était âgé de 75 ans, fut jeté dans une prison à Calcutta, et confondu avec tous les malfaiteurs; et il demeura quatre-vingts heures sans qu'on lui donnât aucun aliment. Quelques heures avant sa mort, on dressa une tente devant la porte de la prison pour que le malheureux vieillard pût se baigner et manger, selon la coutume de son pays, avant sont exécution.

Des adresses furent présentées par plusieurs princes indiens pour sauver les jours de ce respectable vieillard; mais le gouverneur fut inexorable, parce qu'il était résolu d'effrayer les Indiens par une punition exemplaire sur un homme qui avait osé se montrer son accusateur. En conséquence, le 5 août 1775 fut le jour fixé pour son supplice; et M. le *shérif Mac-Raby*, qui l'accompagna, sur l'échafaud, s'exprime ainsi dans son rapport officiel fait au conseil suprême: « Mon ame fut défaillante à ce spectacle déchirant, « et j'entrai dans mon palanquin; mais avant que je » n'y fusse assis, le vieillard donna lui-même le si- » gnal, et il fut lancé dans l'éternité. Son courage et « son air ferme pendant cette triste scène ne peut » être égalé ni trouver d'exemple. Les Brames qui » l'accompagnaient, étaient dans les angoisses de la » douleur et du désespoir; et la foule immense qui » l'entourait témoigna son horreur et sa consterna- » tion dans cette affreuse circonstance par des cris

» et des vociférations extraordinaires et par des la-
» mentations extravagantes. » C'est ainsi que périt, d'une manière déplorable, le plus distingué et le plus illustre des habitans indoux du Bengale.

2°. *Cheyt-Sing, rajah de Bénarès.* Ce prince était puissant, riche et vertueux, et par conséquent était détesté du *Pizarre anglais*, le gouverneur *Hastings*, qui résolut de se défaire de ce rajah. Voici comment il s'exprimait en écrivant à *Wheeler*, membre du conseil suprême, et témoin corrompu dans le *procès dérisoire* intenté à Londres contre M. Hastings : « Que les offenses de ce rajah méritaient une puni-
» tion ; et comme ses richesses étaient énormes, et
» que les besoins de la *compagnie* étaient urgens,
» c'était une mesure de police et de justice d'exiger
» de lui une forte somme, en forme d'amende, pour
» venir au secours de la compagnie ! ! ! »

En conséquence, le gouverneur se rendit à Bénarès ; et dès son arrivée, il fit dresser l'acte d'accusation contre ce rajah, et y fit écrire les chefs suivans : « 1°. Qu'il avait cherché à exciter des trou-
» bles dans le pays contre les intérêts du gouver-
» nement britannique ; 2°. qu'il avait souffert que
» l'on commît des vols et des assassinats dans les
» rues de Bénarès, au grand et public scandale du
» nom anglais ; 3°. qu'il ne s'était rendu qu'avec ré-
» pugnance aux demandes pécuniaires du gouverneur ;
» 4°. que toute cette conduite prouvait les dispositions
» de trahison du rajah envers le gouvernement bri-
» tannique.... »

Le rajah voulut se défendre contre ces injustes accusations ; mais le gouverneur en fut si irrité, qu'il

mit le rajah en arrestation dans son propre palais. Toute la ville fut alarmée de cette conduite atroce. Les habitans se jetèrent avec indignation et avec fureur sur les gardes anglaises qui furent taillés en pièces; et le gouverneur suivi de quelques cipayes, eut beaucoup de peine pour se sonstraire à leur poursuite.

Pendant ce combat entre les habitans de Bénarès et les troupes anglaises, le rajah s'échappa dans un bateau, et gagna la rive opposée du Gange. De cet asile, il écrivit une lettre de conciliation au gouverneur, qui n'y fit aucune attention. Le rajah se voyant dépouillé de son autorité et de ses trésors, se retira au camp des Marattes; en conséquence, l'ordre fut donné par le gouverneur de s'emparer de la forteressse de Bidjegur, résidence de *Ramée-Pauna*, mère du rajah. C'était une femme très-aimable et très-vertueuse. Comme ses richesses étaient très-considérable, elle désirait de capituler (quoique sa conscience ne lui reprochât rien) pour sauver quelque partie de sa fortune. Mais le gouverneur écrivit ainsi au major *Popham*, qui commandait le détachement envoyé contre elle : « Je regarde toutes » les demandes de *Ramée* comme déraisonnables. Je » pense que son intention est de frustrer les capteurs » de leur proie et de les frauder ainsi. Je ne con- » sentirai jamais à aucune condition ; et si elle tarde » à restituer la forteresse et à donner tous ses trésors, » vous n'avez qu'à prendre la place d'assaut. » C'est ce qui fut exécuté. La place fut emportée d'assaut, et *Ramée* fut dépouillée de tout ce qu'elle possédait de précieux, et sa personne ne fut pas à l'abri des injures les plus brutales. Mais l'atrocité du gouverneur

fut-elle assouvie ? Non. M. Hastings n'a jamais fait les choses à moitié ; et pour ajouter encore à toutes ces horreurs, il eut l'insolence d'accuser cette femme et son fils, le rajah Cheyt-Sing, d'une conspiration contre le gouvernement anglais. Ce fut sir Elisa Impey qui se trouva là tout exprès à Bénarès, sous prétexte de rétablir sa santé.

Le résultat fut, selon l'usage anglais, que *Cheyt-Sing* fût déclaré déchu de ses trésors et de son autorité, ainsi que sa mere *Ramée*. C'est ainsi que la mère et le fils furent destitués et pillés de leurs places et de leurs richesses, et chassés de leur pays, qui était l'héritage légitime de cette famille depuis peut-être deux mille générations, par une bande impitoyable de voleurs marchands. *Cheyt-Sing* et sa mère furent jetés dans les fers, et moururent bientôt après.

M. Hastings, en rendant compte de cet événement à la compagnie des Indes, dit : « Quand il a été » question de former un autre système avec le suc» cesseur de *Cheyt-Sing*, je n'ai pas fait de diffi» culté de faire des interêts de la compagnie le » principe de mes actions. L'accumulation de trop » grandes richesses avait été la ruine de *Cheyt-* » *Sing*; elles l'avaient élevé à des idées extravagantes » d'indépendance que j'ai cherché à détruire dans » son successeur. J'ai fait entrer dans les coffres de » la compagnie une partie des productions surabon» dantes de ce pays. » Ici le grand objet et les vues du gouvernement anglais dans l'Inde sont avoués ouvertement et sans déguisement aucun. . . L'ouvrage annoncé les mettra dans une horrible évidence.

CHAPITRE LXXXIV.

DE LA CORRUPTION DE LA LANGUE GÉOGRAPHIQUE ET POITIQUE PAR LES ANGLAIS.

Un nouvelliste des bords du Mein relève avec raison l'inconvenance et même le ton injurieux avec lequel les journalistes de Londres traitent le cabinet de St.-Pétersbourg. Ils répètent depuis long-temps que ce cabinet est ANGLAIS, expression dont on se sert sur les bords de la Tamise pour indiquer qu'il est favorable à l'Angleterre; mais une telle insulte n'a pu être proférée que par des écrivains anglicans; « car, dit » ce *nouvelliste du Mein*, le cabinet d'une puissance » telle que la Russie ne doit, ce semble, être ni » *Anglais*, ni *Espagnol*, ni *Turc*, il doit être tout » simplement *Russe*; et l'on ne voit pas pourquoi il » ne le serait pas. Il n'est en effet permis qu'aux » états faibles de se laisser influencer, conduire et » entraîner par ceux qui sont plus robustes qu'eux, » et d'épouser la bonne comme la mauvaise fortune » des puissances qui leur offrent quelque chose à » gagner avec elles. La Russie n'étant pas du nombre » de celles qui ont besoin de *vivre d'industrie* pour » exister, il est probable qu'elle ne se laissera pas

» prendre aux amorces que peut lui présenter l'An» gleterre, et qu'elle n'exposera pas son cabinet à » être conduit à la lisière par celui de Londres. »

Ce n'est pas assez pour un ministre ou pour un journaliste anglais de dire : *le cabinet de l'Europe est anglais;* cette nation et ses gouvernans ont cherché aussi à faire des conquêtes par leur langue comme par leur marine ; c'est ainsi que leurs anciens rois, qui gouvernaient des hordes de pâtres et de pêcheurs, appelaient *mers britanniques;* les mers du Nord qui environnent leurs îles; c'est ainsi que tout récemment les ministres anglais appellent le Bengale et l'Indoustan et le Carnatic, l'*Inde britannique*. Si on donnait une libre carrière à l'ambitieuse politique des Liverpool et des Pitt, on les entendrait bientôt, dans leur orgueil, donner aux divers empires de l'Europe le nom avilissant d'*Europe britannique*.

N'ont-ils pas déjà, ces usupateurs anglais, mis en féodalité quelques parties de l'Europe? Georges III n'a-t-il pas érigé en *comté*, en faveur d'un de ses amiraux, un cap de la mer d'Espagne? Cet amiral ne s'appelle-t-il pas, par un acte du parlement, le *comte de Saint-Vincent ?*

Le gouvernement anglais n'avait-il pas aussi l'envie de mettre en féodalité les fleuves même? Autrefois on donnait les villages, les villes, les provinces en fief, en titre seigneurial ; aujourd'hui que les lumières font disparaître la féodalité territoriale, le gouvernement crée une *féodalité maritime et fluviatile*. Il donne les fleuves de l'Afrique, en fief, en titre féodal et honorifique. N'a-t-on pas vu le roi Georges III créer, en 1798, l'amiral Nelson BARON DU NIL? Quel étrange

baronie, dont les Turcs, les Mamelucks et les Arnautes se disputent tour à tour les dépouilles ensanglantées et la stérile possession !

Ainsi s'est formée en Angleterre cette langue *usurpatrice*, qui veut laisser partout des traces de son ambition et de ses conquêtes ; mais elle ne sera, dans l'histoire des langues, que le monument des crimes de ses conquérans. Non, ce n'est point au 19ᵉ siècle que cette féodalité maritime et politique pourra s'établir. Ce n'est pas dans un siècle de lumières que ces dénominations insultantes pour tous les penples, seront conservées.

Que dans l'idiôme de quelques ministres de Londres, ou dans quelques actes du parlement, le *Nil*, le *cap Saint-Vincent* et le *Bengale soient britanniques*, ce n'est-là que l'effet de l'orgueil délirant du cabinet de St-James; mais ces altérations de la langue géographique ne peuvent survivre à ce cabinet imposteur. Cela ne peut être transmissible dans les idiômes de l'Europe. Du moins la langue française n'adoptera jamais ni une féodalité aussi ridicule, ni une domination aussi barbare, ni des dénominations aussi absurdes ; la Fiance, qui défend à la fois l'Europe et l'Asie, empêchera qu'une telle langue puisse s'universaliser, tant qu'il y aura des soldats français, des flottilles dans le Pas-de-Calais, et un héros à la tête des armées les plus belliqueuses de la terre.

CHAPITRE LXXXV.

DE LA LIBERTÉ DES MERS.

Les ministres, les savans, les voyageurs, les politiques et les négocians anglais sont assez raisonnables tant que l'on ne leur parle que de civilisation générale, de philosophie, de morale, de sciences, de beaux-arts, des voyages, des découvertes et d'économie politique, de statistiqne et même d'industrie; mais aussitôt que la conversation roule sur la navigation et le commerce, ils deviennent injustes, atrabilaires, grossiers même; et quand on vient à la *liberté des mers*, ils jettent les hauts cris, ils croient leur souveraineté violée, et ils deviennent furieux jusqu'à la folie. Ils ressemblent parfaitement à ce fou appelé le *Père-Eternel*, qui était renfermé à Charenton. Il était plein d'esprit et de raison; il montrait un goût éclairé pour les sciences et pour les arts, tant que la conversation ne roulait que sur ces divers objets : mais parlait-on de *religion*, et lui contestait-on le titre de *Père-Eternel*, il entrait en fureur, il perdait la raison; il croyait sa divinité attaquée, il redevenait fou.

Une anecdote assez récente prouvera de plus fort

cette analogie de raison et cette ressemblance de folie entre un ministre de Saint-James et le *Père-Eternel* de Charenton.

Lorsqu'il parut à Londres une traduction anglaise d'un excellent ouvrage français, intitulé : *Etat de la France en l'an* 8 (par M. Hauterive), ouvrage dont les vrais philantropes et les politiques sages de l'Angleterre ont eu la justice de faire les plus grands éloges (1), malgré l'esprit général du commerce et du gouvernement britanniques. Le lord Liverpool ayant trouvé cette traduction sur la table du marquis de Landsdawne, que l'opinion publique et peut-être aussi le pouvoir de la cour semblaient appeler au ministère, ne put s'empêcher de s'écrier : Il y a dans cet ouvrage du gouvernement français un chapitre V et des maximes sur la liberté de la mer et sur les neutres, maximes si dangereuses, que le ministre anglais qui voudrait y acquiescer ou les suivre, mériterait d'avoir les poings coupés et de perdre la vie.... Quel tendre amour ce directeur secret du cabinet de Saint-James a pour les droits des nations! Quel aimable fanatisme pour la liberté des mers ce propos démontre dans cet Anglais puissant!!!

(1) Lorsque M... G... présenta au lord duc de Norfolk la traduction de l'ouvrage intitulé : *De l'Etat de la France en l'an* 8, M. le duc de Norfolk lui dit : « Qu'il fallait afficher sur toutes les murailles de » l'Angleterre, des chapitres de cet ouvrage con- » cernant la liberté des mers, afin de *sevrer* le peuple » anglais de cette idée, qu'il n'a pas seul le privilége » de tyranniser les mers...» Honneur à la justice et à l'opinion du duc de Norfolk!!

Quelles sont cependant ces maximes qui irritent si fort le courroux du comte de Liverpool ? Est-ce un code maritime nouveau, dont les dispositions arbitraires et injustes violent le droit des gens, et détruisent les droits de navigation incontestables aux nations qui ne sont point en guerre ? L'écrivain français qui a tracé l'*Etat de la nation en l'an* 8, a-t-il eu le projet de légitimer le droit de visite insolemment exercé sur les vaisseaux neutres, par une puissance qui n'a d'autre droit que la force et la violence des moyens ? A-t-il eu l'injustice de prétendre qu'il ne doit plus y avoir de neutres ? A-t-il eu la prétention de créer l'absurde privilège de déclarer, par de simples actes d'autorité, le blocus d'une côte maritime toute entière ? Si tel avait été le but de l'auteur de l'*Etat de la France en l'an* 8, il faudrait, sans être même du directoire écossais, et sans professer les plus insolites maximes de la tyrannie, avouer que cet écrivain aurait bien mérité toute la colère du fameux lord Liverpool. Examinons donc ces maximes françaises tant réprouvées par le chef du cabinet secret de Saint-James.

L'on trouve, pag. 172 et suivantes, au chapitre V de l'*Etat de la France*, ces paroles :

« La supériorité maritime de l'Angleterre a depuis long-temps inspiré à cette puissance des prétentions, que presque toujours la faiblesse des états neutres l'a autorisée à ériger en droits. De-là sont nés deux codes publics maritimes, celui que toutes les nations avouent, et celui que l'Angleterre veut les forcer à reconnaître.

» Le *droit public maritime des nations* voudrait,

en temps de guerre, une liberté entière de navigation et de commerce pour les neutres. Les titres d'ume telle franchise ne seraient susceptibles d'être discutés par les nations belligérantes, qu'autant qu'on pourrait la regarder comme un privilège exercé à leur détriment, et utile aux nations seules qui en jouiraient. Mais il n'en est pas ainsi : la libre navigation des neutres, en temps de guerre, est sans doute une source de richesses pour eux; elle est en même temps un avantage réel et une compensation nécessaire pour les nations dont la guerre enchaîne l'activité et opprime l'industrie. Cette liberté, généralement autorisée et bien garantie, ne peut avoir d'autre résultat que celui d'établir, de droit et de fait, un grand système de modération et de dédommagement en faveur du commerce général, qui, trouvant dans les Etats préservés de la guerre, sur leur territoire et sous leur pavillon, un abri tranquille, y déploirait sans obstacle toutes ses facultés, y placerait le centre des échanges, y ferait aboutir tous les ressorts de la reproduction générale, et conserverait intacts tous les élémens de la grande organisation de l'industrie, jusqu'au moment où la paix rétablirait entre toutes les nations l'harmonie des rapports commerciaux qui les unissent.

» La France est de toutes les puissances maritimes celle qui, dans tous les temps, a le moins cherché à inquiéter le commerce des peuples tranquilles. Elle est la première qui ait proposé législativement et diplomatiquement, que la navigation neutre fût à jamais délivrée de toute entrave; que la course fût

abolie, et que la profession commerciale, ses agens, ses ressorts, ses moyens et ses bénéfices fussent partout et dans tous les temps privilégiés et hors de l'atteinte des violences de la guerre. On peut juger par-là jusqu'à quel point la politique française se lie par son seul instinct aux intérêts de l'indépendance et de la prospérité de tous les peuples. Car, à l'époque où la France proposa cette grande et belle transaction, elle n'était guère en position de combiner ses mesures d'après les principes d'une politique réfléchie; elle était déterminée par l'impulsion du caractère national, bien plus que par la sagesse de ceux qui la gouvernaient. . . .

» Mais, ajoute l'auteur de l'*Etat de la France*, l'Angleterre a conçu une autre théorie; et cette théorie, une fois mise en pratique, grâces à l'emploi de sa prépondérance maritime, ses habitudes, son exigence et sa *condescendance générale* l'ont métamorphosée en droit. »

C'est ainsi que s'est formé cet effroyable droit public maritime des Anglais, invention tout-à-fait moderne, qui n'est autre chose que le *droit de la force*.

Mais l'Angleterre n'a pas toujours cru avoir l'effroyable droit des violences publiques; elle s'est plusieurs fois déclarée contre l'étrange droit du despotisme maritime. On l'a vue à *trois époques* différentes réclamer la LIBERTÉ DES MERS, elle qui ne peut souffrir aujourd'hui qu'on prononce ces mots qui troublent sa sécurité et la font frémir sur ses usurpations.

Première époque. — La fameuse reine Elizabeth *invoqua à la fois la liberté des mers et la liberté de la presse*, pour abattre avec des escadres la puissance maritime de Philippe II, et pour détruire, par des calomnies imprimées, l'opinion qui régnait en Europe en faveur de ce monarque; mais lorsque Elizabeth faisait valoir les maximes de la liberté des mers, elle était réduite à ses seuls *Anglais*; elle avait l'*Ecosse* à craindre; elle pouvait à peine contenir l'*Irlande;* elle n'était pas assez forte pour soutenir les efforts prodigieux de Philippe, et alors l'Angleterre n'étant pas aussi riche, aussi puissante sur les mers qu'elle l'est aujourd'hui, elle était moins injuste, et reconnaissait la liberté de la mer.

Deuxième époque. — Avant que le gouvernement britannique eût usurpé une grande influence sur le Portugal, un matelot anglais, couvert de blessures qu'il avait reçu dans le Brésil, parut à la barre du parlement. La vue de ses blessures excita des désirs effrénés de vengeance parmi les législateurs de Westminster, qui croient que le plus grand des crimes est de verser le sang anglais. Le matelot blessé demanda vengeance. Un cri unanime s'éleva du sein du parlement, et ce cri fut : *Liberté des mers! guerre aux Portugais!* Mais alors les flottes de la Lusitanie avaient de la renommée, et l'Europe n'avait pas encore sanctionné par son imprévoyance, et peut-être par sa corruption politique, la tyrannie mercantile et maritime des Anglais.

Troisième époque. — Lors de la guerre que l'Angleterre,

gleterre suscita à l'Espagne en 1740, la cour de Madrid se vit obligée de porter une loi terrible, mais *juste*, comme sont les lois de la guerre; elle rompit tout commerce et toute communication avec les Anglais sous la peine capitale. Que fit le gouvernement de Londres ? il fit placarder à la porte du parlement un écrit portant ce titre remarquable: LIBERTÉ DES MERS OU LA GUERRE.

Les guerres suivantes ont vu changer subitement le langage des représentans anglais : ils consentaient bien à invoquer la *liberté des mers* contre les Espagnols et les Portugais, lorsque ces derniers étaient les plus forts; ils réclamaient la *liberté des mers*, lorsqu'ils se préparaient sourdement à envahir le commerce des autres nations, à abattre ou à détruire leur marine, et à s'emparer de toutes les productions de leurs territoires ou de leurs colonies. Mais aussitôt que les Anglais virent leurs forces s'accroître, et la puissance maritime des autres nations de l'Europe dégénérer sensiblement, les gouvernans anglais changèrent de principes, et la *liberté des mers* ne fut plus à Londres que la désignation de la navigation exclusive anglaise, et pour toutes les nations une injure faite à la puissance maritime.

On peut juger de ce changement extraordinaire de principes et de langage concernant la *liberté des mers*, en lisant ces paroles si insolemment proférées pendant la guerre de 1755 en plein parlement. Un de ses orateurs commença son discours en ces termes « On ne doit pas tirer un coup de canon dans aucune partie du monde, SUR LA MER, sans la permission de la Grande-Bretagne....... Voilà le

résultat public de la plus violente ambition et de la plus insolente tyrannie. Toute l'Europe (la France exceptée) l'a souffert; et telle est l'origine de ce *nouveau droit public des Anglais*, dont on ne trouve des traces que dans les décombres de Tyr, dans la poussière qui fut Carthage, et dans quelques vieilles pages des annales vénitiennes. Le tour de l'Angleterre est venu. . . . . .

TABLE
DES CHAPITRES
CONTENUS DANS CE VOLUME.

TABLE.

TABLE.

TABLE.

FIN DE LA TABLE.



